

Se retirer d'Afghanistan

Les Soviétiques ont dû se rendre à l'évidence : il est plus facile de s'empêtrer dans un bourbier que de s'en dégager. Ils n'ont donc pas renoncé à négocier leur retrait militaire d'Afghanistan au-delà de la date-butoir du mardi 15 mars, avancée voilà cinq semaines par M. Mikhaïl Gorbatchev. Tout en attribuant aux États-Unis et au Pakistan le retard pris par la négociation de Genève, une « déclaration » de Moscou, diffusée mardi soir, confirme la poursuite des pourparlers « indirects », sous l'égide de l'ONU, entre Kaboul et Islamabad.

La signature d'un accord n'achève plus sur les modalités du retrait militaire. Sur ce point, une entente s'est faite sur un délai de neuf mois, la moitié du contingent soviétique devant être rapatriée dans les trois premiers mois. Cette opération commencera soixante jours après une signature à Genève. Les négociations butent sur deux autres sujets. Washington veut une « symétrie » entre l'arrêt de son aide militaire à la résistance et celui de l'aide offerte par Moscou à ses protégés de Kaboul, ce dont les Soviétiques sifflent ne pas vouloir entendre parler. En outre, le Pakistan réclame un accord de principe sur la mise en place d'un gouvernement de transition.

On comprend les appréhensions des Américains. Étant données les divisions ébranlées par la demi-douzaine de mouvements de résistance qui comptent, le maintien d'une aide militaire soviétique au régime communiste de M. Najibullah donnerait à ce dernier une possibilité, si faible soit-elle, de tirer son épingle du jeu en alimentant une guerre civile qui se dessine déjà. Dans ces conditions, le Congrès américain ne tient sans doute pas à ce que les États-Unis se portent garants, ainsi que prévu, d'un accord dont l'application serait pour le moins problématique.

On sait encore mieux les « préoccupations » du Pakistan. Tout en le privant d'une bonne partie de la manne américaine liée au conflit afghan, un accord sur le seul retrait militaire soviétique risquerait de confronter le régime du général Zia ul Haq à quelque trois millions de réfugiés, souvent armés, qui transborderaient probablement en territoire pakistanais leurs vives querelles.

Tout en estimant que la priorité demeure le retrait soviétique, les Américains ont donc laissé manœuvrer à Genève les Pakistanais. Jusqu'à preuve du contraire, cette tactique a permis à ces derniers de marquer quelques points. Car M. Gorbatchev n'a, tout compte fait, rien d'autre à proposer que de retirer ses troupes. Mais le déroulement de la négociation ainsi prolongée souligne le terrible bilan de l'intervention de l'armée rouge, qui laissera derrière elle un peuple ruiné et plus divisé que jamais.

Le premier recul militaire de l'empire est à ce prix. L'injustice de l'histoire veut que ce soit d'abord les Afghans qui la payent.

(Lire nos informations page 6.)

M 0147-03170-4.50 F



3790147004500 03170

Dix mille manifestants à Budapest

La crise économique avive le mécontentement en Hongrie

Près de dix mille personnes ont participé, le mardi 15 mars, à une manifestation organisée à Budapest par des groupes de dissidents pour, en principe, commémorer l'insurrection de 1848. La crise économique avive le mécontentement de la population. Jamais, depuis 1956, des manifestants n'avaient été aussi nombreux à Budapest.

BUDAPEST
de notre envoyé spécial

Depuis une quinzaine de jours déjà, les patrouilles de police, d'ordinaire peu visibles, étaient plus nombreuses dans les rues de la capitale. Avant même les perquisitions et les arrestations qui ont précédé les manifestations du 14^e anniversaire, cela suffisait à confirmer, aux yeux de beaucoup d'habitants de Budapest, l'aggravation d'un malaise assez général.

Dans les milieux dissidents, bien sûr, on ne se privait pas de souligner que ces mesures préventives étaient de la part des autorités un aveu, celui de la crainte de voir le rassemblement du 15 mars prendre cette

fois nettement plus d'ampleur que les autres années.

A sa façon, le gouvernement aura lui-même contribué à provoquer dans la population un sentiment profond de crise. Depuis sa désignation l'an passé, le nouveau premier ministre, M. Károlyi Grosz, a décidé de jouer le jeu d'une « relative » franchise, pour tenter de prendre l'opposition de court. La semaine dernière, recevant un groupe de journalistes étrangers, venus de l'Est comme de l'Ouest et réunis à Budapest par l'Institut international de la Presse, M. Grosz a encore fourni un exemple de ce souci de réalisme, adaptation hongroise de la « glasnost » (qui était le thème des débats organisés par l'Institut).

FRANCIS CORNUL
(Lire la suite page 3.)

Le budget 1988-1989 de M^{me} Thatcher

Fortes réductions d'impôts pour les Britanniques

La présentation du budget britannique, mardi 15 mars, par le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, a provoqué de vives réactions de la part de l'opposition. Le patronat, en revanche, s'est montré satisfait d'un projet de budget qui est présenté en excédent et comporte de sérieuses réductions d'impôts sur le revenu.

Le projet de budget pour 1988-1989, présenté mardi 15 mars par le chancelier de l'Echiquier, comporte deux nouveautés importantes. D'une part, il est en excédent de 3 milliards de livres (31 milliards de francs), ce qui est inhabituel parmi les pays industrialisés ; d'autre part, il prévoit d'importants allègements fiscaux par le biais d'une baisse générale des taux de l'impôt sur le revenu. Le barème ne comportera désormais que deux tranches, l'une à 25 %, l'autre à 40 %, ce qui revient à diminuer de 20 points la tranche supérieure de l'impôt. L'allègement pour les contribuables équivaut à 42 milliards de francs.

Parallèlement, les abattements à la base sont relevés de 7,5 %, très nettement au-dessus de l'inflation. D'autres mesures concernant l'imposition des femmes mariées, les droits de succession et les avantages liés à l'épargne complètent la réforme proposée par M. Nigel Lawson.

Le chancelier de l'Echiquier, s'il a été applaudi par les membres de la majorité, a essuyé en revanche un tollé de l'opposition, celle-ci lui reprochant de n'avoir pris ces mesures d'allègement que pour favoriser les contribuables les plus fortunés. La séance a dû être interrompue à deux reprises à la Chambre des Communes.

(Lire page 31 l'article d'ALAIN VERNHOLES)

Les enjeux de l'élection présidentielle

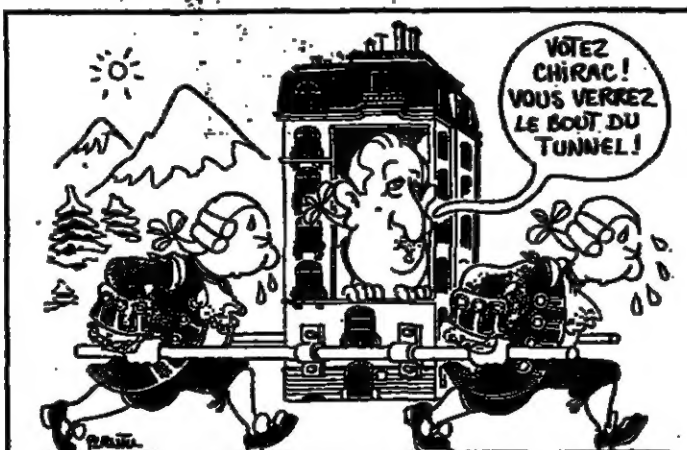
Le gouvernement du troisième type

par Jean-Marie Colombani

C'est l'IFOP qui le dit : deux Français sur trois sont d'accord ! M. Giscard d'Estaing, père de la formule, triomphe enfin. M. Bérégovoy, qui souhaite, lui, rassembler trois Français sur cinq, se frotte les mains. L'ennui — de taille — est que ce consensus enfin trouvé porte sur... le désintérêt à l'égard de la campagne électorale. Le même institut assure que deux Français sur cinq n'ont pas encore fait leur choix.

Désintérêt et hésitation s'expliquent. Rien n'a encore vraiment commencé. Rien ne commencera avant l'entrée en lice de M. François Mitterrand.

D'autre part, les Français assistent à une bataille politique au second degré : les enjeux sont nombreux, réels, importants, mais ils ne sont pas directement visibles, ni surtout immédiatement traduisibles en termes de propagande électorale ou présentables en paquets-cadeaux.



Selon le *Carnet enchaîné* du 16 mars, M. Edmond Balladur aurait disposé à Chamonix de trois appartements payés par la Société du tunnel du Mont-Blanc dont il est le président d'honneur. (Lire nos informations page 36.)

Les candidats ne sont dépourvus ni d'idées ni de projets sur la mutation que le pays va devoir subir, ou conduire, pour s'adapter au grand marché unique européen. Les candidats officiellement présents, certes, réduisent cette question au plus petit commun argument : celui de l'âge du capitaine. Les amis de M. Chirac expliquent que, pour relever un tel défi, il faut un président jeune.

M. Méhaignerie préfère parler, lui, d'« énergie vitale », ce qui revient au même.

Mais chacun sait que, au tournant de l'Europe, deux conceptions vont s'affronter : l'une « thatchéro-chiracienne », hostile aux réglementations, plus proche d'une zone de libre-échange que du marché unique corrigé par les mécanismes régulateurs d'un « espace social », conforme à l'autre solution dont rêvent MM. Delors et Mitterrand.

Chacun pressent aussi que ces nouvelles frontières européennes provoqueront, à mesure qu'elles se rapprochent, des prurits nationalistes, des réactions de repli, voire de rejet, que le Front national et le PCF ont d'ores et déjà anticipés, et qui raviveront, peut-être, certains souvenirs au RPR.

(Lire la suite page 8.)

L'ENQUÊTE : 48 milliards de francs misés en 1987

La rage de jouer

Les jeux d'argent ont proliféré, ces derniers temps en France, et on en annonce de nouveaux. Au dernier tirage du Loto, le samedi 12 mars, deux personnes ont gagné plus de 17 millions de francs. En 1987, les Français ont misé, au Loto, au PMU, sur les hippodromes et dans les casinos, 48 milliards de francs : c'est le salaire annuel brut de 850 000 « smicards » ou encore un *Téléthon* par mois pendant vingt et un ans.

Deux amis africains préposés à la voirie parisienne, un horticulteur nigérien, une employée de banque de Besançon, un retraité de la SNCF marseillais, un jeune informaticien de la région Ile-de-France, un manutentionnaire de

Pointe-à-Pitre, Sandrine, « la petite bergère » de Louviens, un notaire du Nord, un cuisinier... d'Abondance (Haute-Savoie), et quelques « farouches » anonymes : ce n'est pas une liste à la Prévert. Toutes ces personnes, qui ont fait, en leur temps et pour quelques jours, la manchette des journaux, ont en commun d'avoir gagné plus d'un milliard de centimes au Loto.

Même les anonymes sont apparus à la « une » de l'actualité : « l'inconnu d'Egreville », qui a touché un peu plus de 17 millions de francs (le record appartenant à l'horticulteur nigérien avec la minuscule somme de 17 687 190 F), a victorieusement tenu en haleine pendant tout le mois d'août 1987 ce si joli village de Seine-et-Marne et une escouade de reporters déconfits.

Seule la direction de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), présidée par M. Jean-Pierre Teyssier, connaît son identité, ce qui prouve bien que les règlements sont respectés et que l'on peut vivre heureux et caché.

Dieux ! fois depuis la création du Loto, le 19 mai 1976, les « six bons numéros » ont crevé le plafond des 10 millions de francs. Un milliard de centimes : ce n'est même plus un plafond aujourd'hui, c'est le seuil de référence, en deçà duquel la presse ne se déplace plus, qui fascine l'opinion et qui fait s'agiter tous les organisateurs de jeux d'argent, obnubilés par des considérations médiatiques.

MICHEL CASTAING
(Lire la suite page 26.)

M. Gorbatchev et la Méditerranée

Le secrétaire général a proposé, à Belgrade, le « gel » des forces navales soviétiques et américaines.

PAGE 3

Territoires occupés

Deux nouveaux fronts : économique et administratif.

PAGE 2

Thèses universitaires

Projet d'un doctorat d'habilitation pour devenir professeur d'université.

PAGE 11

OPA : le temps des soldes

La vague des restructurations et la nouvelle répartition des pouvoirs économiques.

PAGE 33

Le musée baladeur des Marcos

Enquête sur des tableaux volés.

PAGE 10

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

La saison des modes

■ Les étapes de l'effet Lacroix. ■ Tendances, prudence à Paris. ■ Inquiétudes à Milan. ■ Folie à Londres.

Pages 15 à 17

PALAIS DE TOKYO

Un nouvel espace pour le cinéma et la photographie

■ Rétrospective de Josef Koudelka. ■ Les archives photographiques de Saint-Cyr et la mission du patrimoine. ■ La Cinémaèque rejoint la FEMIS.

Pages 19 à 22

Le sommaire complet se trouve en page 36

Cartier

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement chez les joailliers Cartier et les boutiques Mont de Cartier : un certificat authentifie leur authenticité les accompagne.

23 PLACE VENDÔME, PARIS.
40.15.03.51

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Singapour, 325 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

هكذا من الأصل

Etranger

Les affrontements dans les territoires occupés par Israël et la visite de M. Shamir à Washington

Une nouvelle bataille se déroule sur les terrains économique et administratif

Deux Palestiniens ont été tués, mardi 15 mars, en Cisjordanie, où les affrontements entre manifestants et soldats ont également fait près de vingt blessés. Ces nouvelles victimes portent à quatre-vingt-treize le nombre de Palestiniens tués depuis le début de la révolte dans les territoires occupés, le 8 décembre. Une grève générale a en outre été largement observée en Cisjordanie et à Gaza, où les magasins sont restés fermés toute la journée et où

les transports en commun n'ont pas fonctionné.

D'autre part, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Charah, a été reçu mardi par M. Jean-Bernard Raimond, à qui il a réitéré les réserves de la Syrie à l'égard des propositions de paix au Proche-Orient du secrétaire d'Etat, M. George Shultz. M. Charah est venu à Paris dans le cadre d'une mission de la

Ligue arabe destinée à exposer aux dirigeants des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies les territoires occupés. Il devait être rejoint par son homologue irakien, M. Tarek Aziz, ainsi que par M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

nouvelle phase du conflit, le gouvernement dispose d'armes non négociables.

D'autant que nombre de commentateurs israéliens estiment que l'OLP prend des risques en engageant ainsi la bataille dans des domaines qui touchent à la vie quotidienne des habitants des territoires. Asphyxiée économiquement, progressivement dépourvue de tout service administratif, la population pourrait ne plus suivre, et faire pression sur les militants pour un arrêt du mouvement — et c'est visiblement cette carte-là que les autorités semblent vouloir jouer.

Jusqu'à présent, la « Direction unifiée », sans doute consciente de ce risque, a pris soin de moduler ses actions. Aucun appel à la démission n'a été lancé en direction des fonctionnaires palestiniens de l'administration territoriale travaillant dans des services essentiels, comme ceux de la santé, de l'eau ou de l'électricité. Jugement que le moment n'était sans doute pas venu non plus de heurter Amman, l'OLP serait revenue sur un mot d'ordre enjoignant aux personnalités des territoires membres du Parlement jordanien de démissionner de cette institution.

Fermer les ponts

Pour éviter les faillites en masse, qui seraient évidemment impopulaires, la « Direction unifiée du soulèvement » autorise les commerçants à ouvrir deux à trois heures par jour. L'armée pourrait dorénavant obliger les grévistes à garder les portes closes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Le quotidien Haaretz croit savoir mardi que trois villes — tests ont été choisis pour appliquer cette mesure draconienne : Jéricho, Jénin et Gaza.

La réplique israélienne pourrait aller plus loin. Si elle décidait de fermer les ponts avec la Jordanie (par où passe l'essentiel des exportations agricoles de Cisjordanie et de Gaza) et d'interdire aux Palestiniens de venir travailler en Israël, les autorités étoufferaient pratiquement toute vie économique dans les territoires. C'est dire que, dans cette

« Tant pis pour eux »

Si la vie des territoires doit en être gravement perturbée, « tant pis pour eux », disent les autorités. L'éditorialiste du Jerusalem Post écrivait, mardi 15 mars, que « personne ne pourra se plaindre de la surprise si une vague de criminalité devait maintenant gagner les rues de Gaza, de Hébron et de Naplouse sans que ses auteurs soient poursuivis et punis. (...) Comme le disait le commandant adjoint de la Cisjordanie, les Palestiniens n'auront qu'à bouillir dans leur jus ».

Mais les risques de voir ce mouvement de démissions s'amplifier (dans une administration qui emploie quelque quatorze mille fonctionnaires et seulement trois à quatre cents Israéliens) puis se doubler d'une campagne de désobéissance civile (refus de payer les impôts et taxes notamment) ont conduit le gouvernement à prendre une attitude offensive. Son raisonnement est très simple : si les militants nationalistes désorganisent progressivement la vie dans les territoires, la population palestinienne devra en subir, la première, les conséquences.

Ainsi, pour la première fois depuis 1967, un couvre-feu total est imposé à Gaza, isolant le territoire

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Une nouvelle manche se joue entre les nationalistes palestiniens et les autorités israéliennes : c'est un conflit de pouvoir, une bataille pour le contrôle de la population de Cisjordanie et de Gaza, une lutte sourde, moins spectaculaire que les émeutes et les manifestations de ces trois derniers mois, mais tout aussi décisive.

Elle se déroule sur deux fronts : économique et administratif : son enjeu est clair : pour les nationalistes, il faut briser la dépendance des habitants des territoires à l'égard d'une administration israélienne omnipotente dans leur vie quotidienne. Pour les autorités, il s'agit de réaffirmer ce pouvoir et de maintenir un semblant de normalité, sauf à voir la Cisjordanie et Gaza s'enfoncer dans le chaos.

Le premier véritable signal d'alarme a été la vague de démissions dans la police. Répondant volontairement à l'appel des tracts de la « Direction unifiée du soulèvement », ou cédant à la menace (notamment après le meurtre d'un policier à Jéricho la semaine dernière), pas moins de la moitié des effectifs de la police de Cisjordanie (400 hommes sur 1 000) auraient démissionné en même temps que des dizaines d'autres dans la bande de Gaza.

Les autorités redoutaient depuis longtemps cette pression exercée à l'encontre des Palestiniens collaborant avec l'administration territoriale. Elles n'ont pas moins été surprises par l'ampleur du mouvement. Leur première réaction a été défensive : qu'on ne compte pas sur l'armée ou les différentes forces de sécurité israéliennes pour faire le travail des policiers palestiniens.

L'ONU et la « guerre des villes »

L'Iran laisse planer un doute sur la reprise des négociations

L'Iran laisse planer un doute sur une possible reprise des négociations à haut niveau entre le secrétaire général de l'ONU et les gouvernements de Téhéran et de Bagdad, pour tenter de désamorcer la « guerre des villes » et de trouver une solution négociée au conflit (le Monde du 16 mars).

Au cours d'une conférence de presse, le mardi 15 mars, le représentant iranien à l'ONU, M. Mohammad Mahallati, a affirmé que Téhéran « ne posera pas de préconditions » à une reprise de ces négociations à haut niveau, mais il a ajouté que les Nations unies devaient établir un climat favorable pour ces conversations. Le diplomate iranien a accusé l'Irak d'avoir non seulement repris la « guerre des villes », mais aussi ses attaques aux armes chimiques, il y a quelques jours, contre une localité irakienne ainsi que dans le Kurdistan irakien, et ses raids contre la navigation internationale dans le Golfe.

Les membres du Conseil de sécurité poursuivent l'élaboration d'un projet de déclaration qui lui sera soumis par leur président, M. Dragoslav Pejic (Yougoslavie). Cette initiative, suggérée par le secrétaire général Perez de Cuellar, prévoit un appel aux deux belligérènes exigeant la plus grande retenue et l'arrêt de tout acte conduisant à l'escalade du conflit. Il soulignerait l'urgence de la mise en œuvre de la résolution 598 adoptée par le Conseil en rappelant qu'« elle reste la seule base d'un règlement durable du conflit ».

Il réaffirmerait enfin que le Conseil reste déterminé à envisager des mesures supplémentaires (c'est-à-dire des sanctions obligatoires) à la lumière du rapport que M. Perez de Cuellar fera sur le résultat de ces conversations à haut niveau.

A Téhéran, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a critiqué, mardi au cours d'une réunion de tous les diplomates étrangers, le Conseil de sécurité

pour avoir refusé d'examiner la proposition de résolution présentée par l'URSS et exigé l'arrêt des attaques contre les villes.

A Bagdad, l'état-major irakien s'est engagé mardi à transformer Téhéran en « un enfer » et à « mettre le feu à toutes les autres villes irakiennes ». Mercredi matin, il a annoncé le tir simultané de quatre missiles sol-sol sur Téhéran, portant ainsi à dix-neuf le nombre d'engins que Bagdad affirme avoir lancés sur la capitale iranienne depuis la reprise, dimanche, de la « guerre des villes ». L'Irak a confirmé par ailleurs la chute de deux missiles sol-sol irakiens, mercredi à l'aube, sur des quartiers résidentiels de Bagdad où les Irakiens avaient auparavant annoncé un tir groupé de quatre engins.

Enfin, Téhéran a indiqué que les raids aériens irakiens de lundi et mardi sur l'ouest de l'Iran avaient fait, selon un premier bilan, soixante et onze morts et de nombreux blessés. — (AFP.)

LIBYE

Démolition d'une autre prison

Les autorités libyennes ont démolé, le mardi 15 mars, la prison de la localité de Sabha, située dans le sud-est du pays, et libéré ses détenus. Selon l'agence libyenne d'information JANA, cette libération s'est faite en présence d'un représentant du ministère de la justice et de plusieurs membres des secrétariats populaires (ministères) ainsi que d'une foule nombreuse.

Cette initiative intervient douze jours après la démolition, par le colonel Kadhafi, de la prison de Tripoli et l'élargissement des quatre cents prisonniers libyens qui y étaient incarcérés. Quatre jours plus tard, Tripoli avait annoncé l'élargissement de cent trente prisonniers de différentes nationalités.

Poursuivant la politique de « libération du régime » qu'il avait annoncée le 2 mars à l'occasion du centenaire de la révolution libyenne, le colonel Mouammar Kadhafi a réaffirmé que « la Libye est le pays de la liberté et un refuge pour tous ceux qui aspirent à la liberté dans le monde ». — (AFP.)

La grande discrétion des candidats à l'élection présidentielle des Etats-Unis

WASHINGTON
de notre correspondant

Le plan Shultz n'a peut-être plus que quelques jours à vivre, et l'administration Reagan n'a plus que quelques mois d'existence devant elle. Seul miracle, le prochain occupant de la Maison Blanche sera donc à son tour confronté au problème que son prédécesseur n'aura pas pu résoudre, et qui se sera peut-être aggravé d'ici là. Les candidats à l'élection présidentielle ont-ils des idées sur le Proche-Orient, une ébauche de politique ?

Depuis plus de trois mois que les troubles du Proche-Orient ont fait rage dans les territoires occupés et que la campagne électorale bat son plein aux Etats-Unis, les prétendants à la présidence ont eu cent occasions de s'exprimer sur la question, y compris sous une série de débats contradictoires. C'est à peine pourtant si, à une ou deux exceptions près, ils ont abordé le sujet ; c'est à peine si on leur a même posé la question, comme si, d'ailleurs, tout le monde savait qu'ils ne répondraient pas, ou si peu.

Parmi les démocrates, seuls Gary Hart et Jesse Jackson se sont avancés sur ce terrain périlleux, l'un et l'autre pour suggérer que le statu quo n'était pas viable (c'est aussi la position de l'administration). Le premier n'est plus dans la course, mais le second maintient, tout en leur donnant désormais la forme la plus modérée possible, des positions très audacieuses dans le contexte américain.

Il se prononce pour « l'échange de la paix contre les territoires » et une reconnaissance mutuelle des Israéliens et des Palestiniens. Il a aussi naguère rencontré Yasser Arafat et commis un jour une énorme bavure politique en désignant New-York par un sobriquet qui signifie à peu près « la ville des juifs » (Jewtown) ! Tout cela vaut au passéur noir des hautes tenues qu'expriment très clairement des lettres de lecteurs juifs publiées récemment par la presse américaine, et contribue largement à le faire apparaître comme un dangereux « extrémiste » en matière de politique étrangère.

« Renforcement de l'alliance stratégique »

Les autres candidats ont adopté un profil beaucoup plus classique : le sénateur sudiste Albert Gore dénonce haut et fort le rôle néfaste joué par l'URSS au Proche-Orient, ce qui lui évite de se prononcer sur le conflit israélo-arabe.

Le sénateur libéral Paul Simon est un très grand ami de l'Etat d'Israël et il a été — avec un autre candidat démocrate, le représentant Richard Gephardt, — l'un des initiateurs de l'amendement « antiterroriste » inclus dans la loi budgétaire par laquelle le Congrès a décidé d'interdire la représentation de l'OLP aussi bien à Washington qu'au sein de l'ONU.

Mais c'est sans doute M. Michael Dukakis, le démoc-

rate qui a le plus de chances d'accéder à la Maison Blanche, qui est aussi celui qui joue le plus clairement la carte pro-israélienne. Il lui est arrivé de dire dans le passé que la paix pouvait être atteinte au Proche-Orient sans patrie pour les Palestiniens, et le premier point de sa politique proche-orientale telle qu'elle s'exprime dans un de ses tracts électoraux est « le renforcement de l'alliance stratégique avec Israël ». Enfin, le gouverneur du Massachusetts a déployé des efforts tout particuliers en direction de l'électorat juif qui, au même titre que la communauté grecque, a fourni des fonds considérables à sa campagne.

M. Bush : l'incertitude

Dans le camp opposé, chez les républicains, la seule incertitude vient du vice-président Bush, soupçonné d'avoir des sympathies pro-arabes ou du moins de compter dans son entourage quelques sympathisants de la cause arabe. Selon l'éditorialiste Jack Anderson, l'une des principales organisations juives américaines, la ligue B'nai B'rith, a coté M. Bush comme « le moins souhaitable des républicains ».

En tout cas, sur le Proche-Orient comme sur la plupart des autres sujets, le vice-président s'est bien gardé de dire quoi que ce soit de précis dans ses discours électoraux : s'il a des idées, il les garde pour lui. Son rival, le sénateur Robert Dole, ne passe pas non plus pour particulièrement anti-arabe, au contraire, mais il a régulièrement voté au Sénat pour toutes les résolutions avancées par les amis d'Israël, et il compte parmi ses contributeurs un grand nombre de « comités d'action politique » pro-israéliens. Quand, à une étape de sa campagne, nous lui avons demandé s'il trouvait toujours judicieux dans le contexte actuel de fermer la représentation de l'OLP auprès des Nations unies, il répondit sans l'ombre d'une hésitation : « Bien sûr, il faut maîtriser tous ces terroristes ».

Quant au troisième candidat encore en course dans le camp républicain, l'homme d'affaires télévisé Pat Robertson, il est connu de longue date pour être un inconditionnel d'Israël. Il est même allé bien au-delà en expliquant un jour que seuls des chrétiens ou des juifs pouvaient légitimement diriger un pays, ce qui est après tout une remarque remarquablement simple de résoudre un problème complexe.

JAN KRAUZE.

(1) Il fut également reproché à M. Jackson d'avoir, lors de sa première candidature à l'investiture démocrate en 1984, choisi pour organisateur de sa campagne M. Louis Farrakhan, chef d'une secte noire musulmane, appelée la Nation de l'Islam, celui-ci tenant régulièrement des propos outrageusement antisémites. Le pasteur tarda à désavouer son collaborateur.

● Rencontre entre Israéliens et Palestiniens à Bruxelles. — A l'initiative du Centre communautaire laïc juif de Bruxelles, une trentaine de personnalités israéliennes et palestiniennes se rencontrent avant les 18, 19 et 20 mars dans la capitale belge sur le thème « Donnez une chance à la paix ». Ces rencontres seront présidées par M. Cheysson, commissaire européen. Y participeront notamment, côté israélien, M. Abba Eban, président de la commission des affaires étrangères de la Knesset, M. Harik, ancien chef des services de renseignements militaires, et M. Yaviv, directeur de l'Institut

d'études stratégiques de Tel-Aviv ; côté palestinien, M. Hans Siniora, rédacteur en chef du journal « Al Fajr », M. Azim Hanyeh, ancien rédacteur en chef du journal « Al Shaab », M. Mustapha Natcho, maire déstitué de Hébron, et M. Ziad Abou Zayed, directeur de l'hebdomadaire — en hébreu — « Geshet » (le Pont).

(Le Monde a publié dans ses éditions du 16 mars un point de vue de M. David Suskind, président d'honneur du Centre communautaire laïc juif de Bruxelles).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télex MONDPAR 650 572 F

Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Impression
de la presse
PARIS-CE

Reproduction interdite de tous les articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde ».

Société anonyme

des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouls.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75442 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 390 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou pro-

visaires : nos abonnés sont invités à l'accom-

plir leur demande deux semaines avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres et capitales

d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 Paris

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24

Europe

YOUgoslavie : la visite du secrétaire général

M. Gorbatchev propose le « gel » des forces navales soviétiques et américaines en Méditerranée

BELGRADE
de notre envoyé spécial

M. Gorbatchev a prononcé, mercredi matin 16 mars, devant l'Assemblée fédérale yougoslave un discours prudent dont le passage le plus original concerne la Méditerranée. Le chef du Kremlin voit dans cette région « l'une des plus explosives du monde » et observe que les événements qui s'y déroulent connaissent des retentissements dans d'autres parties du globe.

S'inquiétant de la concentration actuelle du potentiel militaire en Méditerranée, il reprend diverses propositions émanant soit du groupe des non-alignés, soit des pays balkaniques, soit de l'URSS elle-même. Cette dernière, dit-il, est prête à retirer ses forces navales de Méditerranée si les États-Unis en font autant. Dans un premier temps, il propose que les deux pays s'accordent pour « geler » leurs forces existantes, avant d'en réduire progressivement le niveau, de fixer des « plafonds » et de mettre en œuvre — comme cela s'est fait ailleurs en Europe — des « mesures de confiance ». Ce processus pourrait déboucher sur une « rencontre consultative » des pays méditerranéens et des autres pays concernés ou coïncider avec elle.

Si une telle suggestion ne pouvait intéresser un pays méditerranéen comme la Yougoslavie, ce n'est pas à proprement parler une initiative diplomatique de première grandeur ni entièrement nouvelle. Sur d'autres chapitres internationaux, M. Gorbatchev a d'ailleurs essentiellement répété des positions connues. S'il a exprimé une fois de plus la conviction que le traité FNI constituait « un premier pas vers un monde libre de l'arme nucléaire », et l'espoir de nouveaux progrès sur la voie du désarmement, il s'est inquiété de l'attitude « inacceptable » de certains pays occidentaux non désignés qui cherchent à « compenser » par des armes nouvelles celles qui sont appelées à disparaître et qui font des armes nucléaires « un symbole de puissance ».

Le secrétaire général du PC yougoslave a, brièvement évoqué, « son discours » à Pékin deux jours auparavant — les conflits régionaux, pour critiquer ceux qui les considèrent comme « de faible intensité ».

alors qu'ils risquent toujours de prendre des proportions internationales. L'URSS, a-t-il dit à ce propos, est prête à se retirer d'Afghanistan « et les autres parties s'en tiennent aux termes agités de la négociation ». M. Gorbatchev a, bien sûr, parlé dans les termes les plus chaleureux des relations soviéto-yougoslaves et du développement de la coopération tous azimuts entre les deux pays. Évoquant le passé, il a déclaré que, au lendemain de la guerre, « des accusations sans fondement avaient été portées [par Moscou] contre la Yougoslavie » et que cette crise avait causé le plus grand tort à chacun des deux pays.

Le monde au sud-est devait quitter Belgrade après un déjeuner offert par les dirigeants de la République de Serbie avant de gagner Ljubljana, en Slovénie. A ce jour, par le compte rendu des porte-parole des deux délégations, la dernière phase des conversations politiques de M. Gorbatchev, mardi matin, n'a pas manqué d'intérêt. On en retient deux points essentiels. Le premier est que les archives du PC soviétique ne sont récemment ouvertes aux chercheurs yougoslaves, qui ont eu ainsi accès à quelque 90 000 documents conservés à Moscou et couvrant aussi bien la période des années 30 que celle de la guerre et celle du Kominform. Dans ce domaine comme dans d'autres — et avec d'autres pays, la Pologne, par exemple — l'heure paraît donc venue de combler d'un commun accord quelques pages blanches de l'histoire.

Second point saillant : le porte-parole soviétique, M. Vadim Medvedev, secrétaire du comité central, a mis l'accent sur « la coopération des forces communistes, socialistes, démocratiques » qui, dit-il, a franchi « un pas nouveau ». A l'occasion de la rencontre internationale organisée à Moscou à l'été 1987 pour le seizième anniversaire de la révolution d'Octobre, personne ne suggère une renouveau du mouvement communiste international comme il existait, avec toutes ses rigidités, sous l'égide d'hommes comme Staline ou Brejnev. Mais il semble bien que l'idée de « rencontres plus ou moins informelles, où chacun aura le droit de dire ce qu'il pense, soit appelée à faire son chemin.

ALAIN JACOB.

Les obsèques des trois membres de l'Armée républicaine irlandaise

A Belfast-Ouest, l'IRA est chez elle

BELFAST
de notre envoyé spécial

Le cercueil surmonté d'une paire de gants noirs est posé contre le mur. Deux membres de l'IRA en treillis de combat, le visage masqué par un passe-montagne, montent une garde d'honneur. Voisins, amis, sympathisants, défilent dans cette pièce modeste et serrée des mains de la femme et de la mère de Daniel McCann, tué le 6 mars à Gibraltar par des tireurs des forces spéciales britanniques.

L'IRA est ici chez elle. Nous sommes dans le quartier de Falls, au cœur du bastion catholique et républicain de Belfast-Ouest. La maison des McCann est à deux pas de l'église Saint-Paul, où a été célébrée, le mercredi 16 mars, une messe à la mémoire des trois membres de l'IRA tués à Gibraltar. Le cimetière où ils devaient être inhumés dans l'après-midi est un peu plus loin, sur Falls Road.

Une patrouille de l'armée britannique a pris position à la nuit tombée au coin de la rue des McCann. Des enfants lui lancent des quolibets. Un hélicoptère muni d'un puissant projecteur inspecte le voisinage.

Une paroisse de l'Armée républicaine a pris position à la nuit tombée au coin de la rue des McCann. Des enfants lui lancent des quolibets. Un hélicoptère muni d'un puissant projecteur inspecte le voisinage. Au troisième étage, des gardes sont postés par radio aux solâns qui arpentent le quartier.

Mourtes aveugles

Un requiem a été chanté, mardi soir, dans une église pour Mairead Farrell, la jeune femme appartenant au trio de l'IRA tué à Gibraltar. Le prêtre qui a prononcé le sermon ne s'est pas embarrassé de détails.

« Elle a été sauvagement assassinée », a-t-il dit en chaire, sans évoquer l'attentat que le commando de l'IRA s'appropriait à commettre contre la garnison britannique.

L'Armée républicaine irlandaise a annoncé qu'elle avait suffisamment rendu hommage à ses morts et qu'il n'y aurait pas de parade militaire ni de salves d'armes automatiques lors des funérailles. La grande inconnue restait cependant l'attitude de la police.

« Si celle-ci se tient à distance, il n'y aura pas de problème. Mais si

elle tente d'encadrer le cortège, il y aura inévitablement des heurts », explique M. John Hume, le principal dirigeant catholique modéré, député au Parlement européen. « J'espère que l'enterrement sera paisible », poursuit-il.

Selon M. Hume, il ne faut pas « confondre la maladie avec ses symptômes ». La maladie, c'est la haine qui divise la population. Les attentats, les meurtres aveugles ne sont que des symptômes de ce mal profond. « La situation politique est plus fluide qu'elle ne l'a jamais été. Ce serait tragique si le processus de guérison en cours était bloqué », affirme-t-il. M. Hume fait allusion à l'accord passé en novembre 1985 entre Londres et Dublin, qui prévoit des consultations régulières entre les deux gouvernements sur l'Irlande du Nord. En vertu de cet accord, deux hauts fonctionnaires britanniques et irlandais se rencontrent chaque jour à Maryfield, près de Belfast. Ils confrontent leurs points de vue, étudient les moyens pratiques destinés à empêcher que les esprits ne s'échauffent et que la violence n'éclate.

Une atmosphère regrettable s'est créée depuis quelques semaines. Il y a eu, fin février, le jeune catholique tué par l'armée alors qu'il s'apprêtait à franchir la frontière, puis un soldat britannique reconnu coupable de meurtre a été libéré après avoir purgé seulement trois ans de prison. Il y a eu enfin les morts de Gibraltar. N'était-il pas possible de les arrêter tous les trois tranquillement puisqu'on les filait depuis quatre mois ?

Un meurtre aveugle est encore venu, mardi matin, alourdir le climat. Un père de famille catholique a été tué à Belfast-Ouest devant le supermarché où il travaillait. Pour la seule raison sans doute qu'il était catholique. Ses obsèques auront lieu jeudi, le jour de la Saint-Patrick, saint patron des Irlandais.

DOMINIQUE DHOMBRES.

RFA

Le « parler vrai » du social-démocrate Oskar Lafontaine

En portant, le mois dernier, la contradiction aux syndicats sur la question de la réduction du temps de travail à salaire égal, le vice-président du Parti social-démocrate ouest-allemand, M. Oskar Lafontaine, a ouvert un débat brûlant sur les conceptions économiques et sociales du SPD.

Réuni lundi 14 mars, à Bonn, le comité directeur du parti a tranché en faveur des syndicats, dont il a souligné, dans une résolution, « l'attitude responsable et constructive ». Bien que désavoué, l'enfant terrible du SPD peut cependant compter sur des appuis suffisants dans les jeunes générations de dirigeants sociaux-démocrates pour ne pas rester sur cette première défaite.

BONN
de notre correspondant

M. Oskar Lafontaine, ministre-président social-démocrate de Sarre, secrétaire général adjoint du SPD et figure de proue de la génération des « petits-fils » de Willy Brandt, s'est brette tambour et encrier sur lui les projecteurs de l'actualité. Au moment même où son parti célébrait son cent vingt-cinquième anniversaire, s'enfonçant dans le morne ronronnement d'une opposition bien tempérée au gouvernement du chancelier Kohl, il a jeté un pavé de bonne taille dans la mare des certitudes social-démocrates.

Il s'est en effet prononcé pour une réduction du temps de travail, mais sans compensation intégrale de salaire à partir d'un certain niveau de revenus.

Dans un livre publié début mars et qui s'intitule modestement « L'avenir de la société », le texte de fond théorique prend cette position en affirmant : « Il faut dépasser la division entre le travail salarié et les activités socialement nécessaires qui ne sont pas rémunérées. » Ce politicien-philosophe, qui aime se référer à la dialectique de Hegel, veut parvenir, au bout de son utopie, à un « dépassement » (Aufhebung) des contradictions qui paralysent l'évolution de la société. Cette méthode, à l'en croire, convient aussi bien pour venir à bout des problèmes économiques et sociaux de la République fédérale que de la question allemande. Dans le premier cas, la disjonction de la notion de revenu de celle du travail directement productif amènerait à envisager d'une tout autre façon le problème du chômage dans le cadre d'un « partage du travail disponible généralisé », comme l'avait jadis évoqué M. Pierre Mauroy. Dans le deuxième cas, le dépassement, à l'échelle mondiale, de la notion d'État-nation serait de nature à rendre obsolète la vieille revendication de la réunification allemande.

Recentrage d'image

Il ne faudrait pas croire que le ministre-président de Sarre ambitionne seulement de passer à la postérité comme une sorte de Raymond Aron de la gauche allemande. Plus marxiste qu'hégélien dans sa conception du lien entre la théorie et la pratique, il met sa capacité conceptuelle au service d'une ambition politique dont il ne fait aucun mystère : devenir chancelier de la République fédérale. Il procède depuis plusieurs mois à ce que l'on appelle, en jargon politico-médiatique, un recentrage d'image. Le laïusseau de la gauche pourfendeur de l'OTAN, principal contradicteur de Helmut Schmidt au sein du SPD au début des années 80, pour faire place à un Oskar Lafontaine homme d'État, sachant allier l'utopie mobilisatrice à l'exercice des responsabilités quotidiennes.

Objectif : la chancellerie

Ces propos hérétiques du réformateur de Sarrebruck ont réveillé une classe politique ouest-allemande qui semblait, ces derniers temps, traîner sa longueur dans l'hiver bonnois. Les réactions ne se sont pas fait attendre du côté des syndicats et des dirigeants appartenant à la vieille école social-démocrate. « C'est un coup de poignard dans le dos ! », s'exclament à l'unisson M. Monika Wulf-Mathies, présidente du syndicat des fonctionnaires, et M. Franz Steinkühler, le chef de la puissante fédération IG Metall, qui sont

LUC ROSENZWEIG.

Encombrante Raïssa

MOSCOU
de notre correspondant

M. Gorbatchev a beau séduire les Yougoslaves, bafouer et rebatir protocoles et programmes officiels, faire des emplettes imprévisibles et s'entretenir à tour de bras, à Belgrade, avec M. et Mme Todor-Milosevic, à Moscou, personne n'en sait rigoureusement rien.

La télévision soviétique ne va pas jusqu'à l'effacer des plans où on l'aperçoit à l'ombre de son célèbre mari, mais beaucoup de quotidiens ont préféré publier les photos où elle ne figure pas, les photos où elle se livre à ses objectifs. Quant aux articles, ils ne font que mentionner la présence dans la délégation de l'épouse du secrétaire général.

Ce traitement ne constitue pas une nouveauté, mais force est de constater que même le discours est difficile à manier pour M. Gorbatchev. Car, après tout, dans la séduction qu'il a su opérer sur les opinions et la presse occidentale, dans la renouveau de l'image de son pays qui en a résulté, M. Raïssa Gorbatchev a joué un rôle de taille.

Mais le fait est que, pour l'heure, elle pose, à l'intérieur, beaucoup plus de problèmes qu'elle n'en résout. Si elle donne une image de la femme soviétique plus flatteuse que M. Brejnev, elle suscite, jusque dans les salons les plus modernistes, pas mal de commentaires acides.

Deuxième problème, M. Gorbatchev lui-même doit constamment veiller à ne pas trop s'exposer à l'accusation de favoriser un nouveau culte de la personnalité. Ses adversaires s'emploient, en effet, à répandre cette idée et tout ce qui pourrait permettre de dire qu'il sort du strict exercice de ses fonctions pour se créer une légende serait dangereux.

Troisième problème : traditionnellement, les femmes de dirigeants soviétiques n'ont pas joué dans l'histoire de rôle public. L'adaptation à l'évolution est donc difficile, car dans le protocole extrêmement codé de la presse soviétique on ne sait pas encore bien quoi faire de cette étrange chose qu'est la note humaine.

B.G.

Dix mille manifestants à Budapest

La crise économique avive le mécontentement en Hongrie

(Suite de la première page.)

M. Grosz n'a pas caché que son gouvernement devait faire face « à quelques-unes des plus graves difficultés jamais connues dans l'économie du pays ».

Se livrant à une analyse de la situation, il a certes mis en cause l'héritage d'un passé lointain, mais il est allé aussi jusqu'à mettre au compte du pouvoir, récemment, un « manque de constance », des « erreurs » et même des « erreurs ». A ce propos, il s'est gardé d'entrer dans les détails, mais il n'en a pas moins précisé que les changements qui sont actuellement préconisés en Hongrie ne se limitent pas à l'économie. M. Grosz a évoqué des « réformes » politiques ; elles doivent, selon lui, modifier les rapports, notamment entre le parti, le gouvernement et le Parlement, afin que ces dernières institutions puissent disposer d'une autonomie qu'elles n'ont guère jusqu'à présent, tout s'en faut. Ce souhait d'atténuer quelque peu le « rôle dirigeant » du parti devrait s'appliquer également à des organismes représentatifs tels que les syndicats et diverses associations, dans le souci d'accroître prudemment un « pluralisme », qui, pour le moment, n'est que « de façade », d'après l'opposition.

A Budapest, les magasins semblent très bien fournis — à l'aveu des pays de l'Est, c'est-à-dire à faire pâlir d'envie un Moscovite. On s'y presse encore, mais certains clients prennent soin d'indiquer qu'ils ont dû restreindre très sérieusement ces derniers mois leur consommation. Ils ajoutent, comme en refrain, que s'ils parviennent à aller faire un tour d'achat, c'est « en travaillant deux fois plus ».

Ce que l'on a parfois appelé le « miracle hongrois », la croissance assez remarquable des années 60 et 70 est en passe de n'être plus qu'un souvenir. La Hongrie est (par habitant) plus endettée que la Pologne. La libéralisation contrôlée de l'économie — certains disent son « occidentalisation » — semble ne plus

apporter aujourd'hui que des incertitudes bien connues de l'Ouest, ceux de l'importer quelle politique d'aide trévi : outre une inflation qui atteint près de 15 %, les Hongrois viennent de connaître les premières fermetures d'entreprises, entraînant des licenciements. Un véritable phénomène de chômage ne doit pas tarder à apparaître, le premier ministre ne cesse de l'admettre publiquement.

Autre grande nouveauté à l'Est, dont se seraient bien passés les Hongrois : l'impôt sur le revenu et la taxe à la valeur ajoutée entrée en vigueur en janvier. Il n'en faut pas plus pour pousser à la contestation ceux qui hésitent à s'y livrer, pour briser éventuellement cette sorte d'accord tacite qui, depuis l'intervention soviétique en 1956, garantissait la stabilité du régime en échange d'un certain confort.

Incertitude sur la succession

Le mécontentement que la crise économique a fait naître est amplifié dans une certaine mesure par la presse, même officielle. Les journaux hongrois ont bénéficié jusqu'à maintenant d'une marge de manœuvre et d'une tolérance qui leur ont permis de mettre l'accent assez librement sur les différents aspects de cette crise. Les débats se sont multipliés. L'organe du Mouvement des jeunes communistes n'est, par exemple, pas le dernier à faire valoir ce qui ne va pas, au point d'indiquer quelques dirigeants. Mais d'autres à la tête du parti préfèrent manifester de la compréhension, convaincus qu'il est impossible de revenir en arrière et que des réformes en profondeur s'imposent dans tous les domaines.

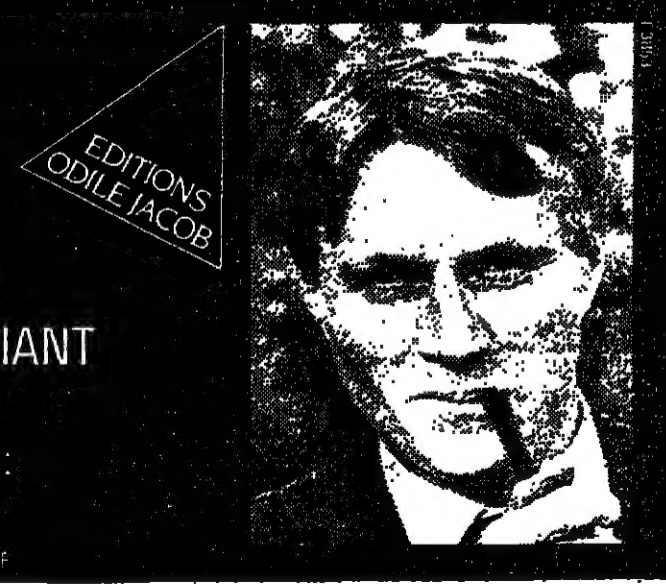
M. Imre Pozsgay, membre du comité central et secrétaire général, est de ceux-là, avec apparemment beaucoup plus de convictions libérales que le premier ministre. Il est allé jusqu'à proposer de permettre, au début de ce mois, une réunion du Forum des démocrates, groupement d'opposants fondé en septembre

FRANCIS CORNU.

ALAIN DEVAQUET
L'AMIBE ET L'ÉTUDIANT

Université et Recherche : l'état d'urgence.

326 pages, ISBN 2 7151 0025 3, 93 F

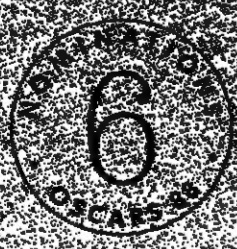
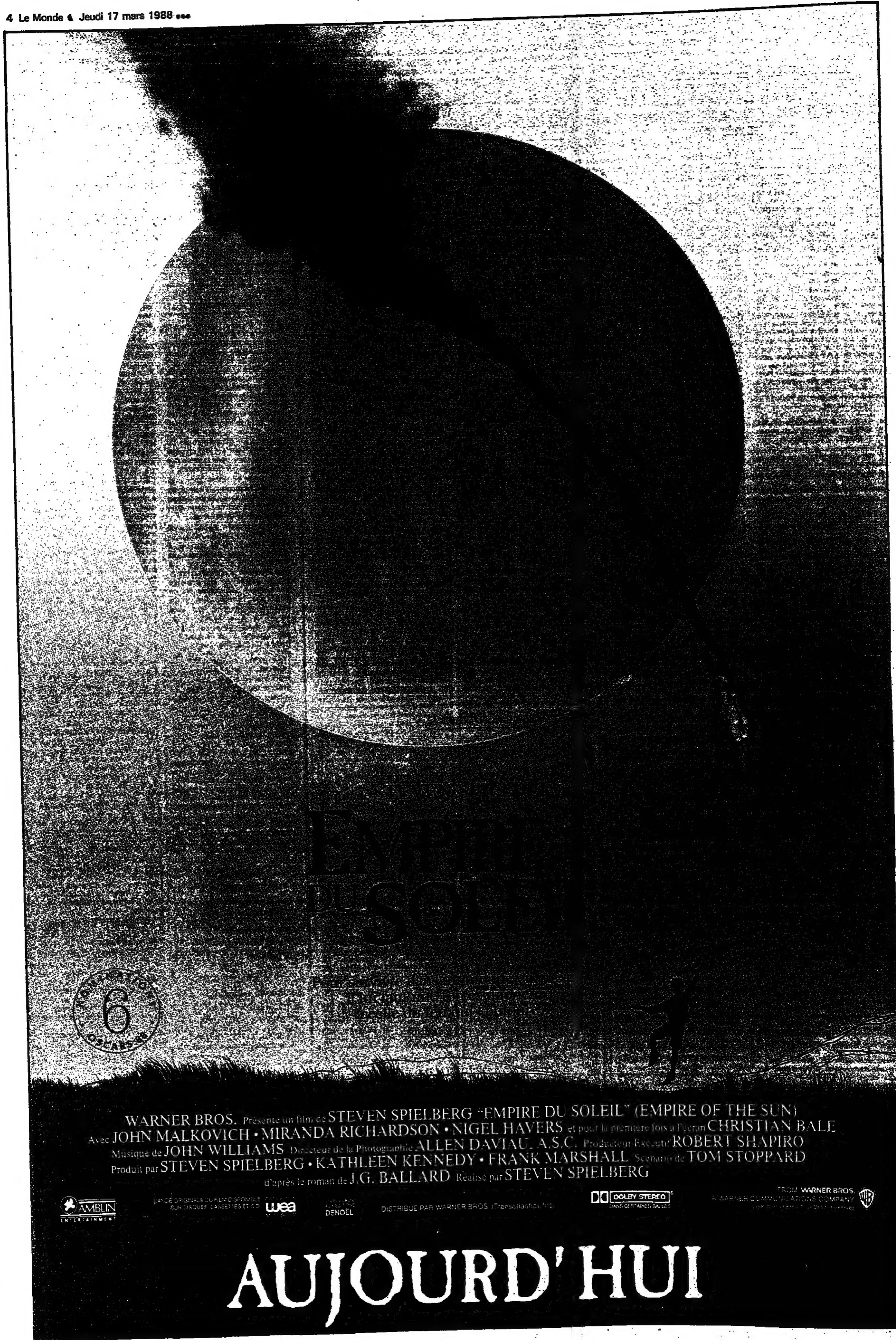


هنا من الاميل

مقداميا الاميل

EUROPE

4 Le Monde & Jeudi 17 mars 1988



WARNER BROS. Présente un film de STEVEN SPIELBERG "EMPIRE DU SOLEIL" (EMPIRE OF THE SUN)
Avec JOHN MALKOVICH • MIRANDA RICHARDSON • NIGEL HAVERS et pour la première fois à l'écran CHRISTIAN BALE
Musique de JOHN WILLIAMS Directeur de la Photographie ALLEN DAVIAU, A.S.C. Producteur Exécutif ROBERT SHAPIRO
Produit par STEVEN SPIELBERG • KATHLEEN KENNEDY • FRANK MARSHALL Scénario de TOM STOPPARD
d'après le roman de J.G. BALLARD Réalisé par STEVEN SPIELBERG



BAND ORIGINAL DU FILM DISPONIBLE
SUR DISQUEUR CASSETTES ET CD



PRODUIT
PAR
DENOEL

DISTRIBUE PAR WARNER BROS. (Transatlantic, Inc.)



FROM WARNER BROS.
A WARNER COMMUNICATIONS COMPANY

AUJOURD' HUI

Europe

URSS : débat sur la justice

La « reine des preuves » reste l'« aveu »...

MOSCOU
de notre correspondant

La Pravda n'en est pas encore à mériter son titre (1) mais, deux fois par semaine au moins, sa lecture est devenue franchement passionnante. Lundi 14 mars, par exemple, l'organe du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique publiait le compte rendu d'un débat entre juristes sur « la démocratisation et la légalité ».

Première question posée par le courrier des lecteurs : la presse parle beaucoup de pressions exercées sur les juges par les responsables locaux. N'est-ce pas là une des causes premières de sentences injustes et de violations de la légalité soviétique ?

Réponse de M. Koudriatsev, directeur de l'Institut du droit et de l'Etat de l'Académie des sciences : « Le problème existe bel et bien. L'un des héritages les plus négatifs pour la justice (de la période Brejnev) est l'ingérence persistante dans les affaires judiciaires et les tentatives d'influencer les décisions. (...) »

M. Tivodar, magistrat : « Je suis juge. (...) Oui, le juge populaire est indépendant - en théorie. En pratique, tout est plus complexe. (...) »

« C'est ainsi que les magistrats ressentent leur dépendance », dit-il, avant d'ajouter : « Soyons francs, si en cinq ans [durée du mandat électoral des juges] les magistrats n'ont pu établir une bonne relation avec les autorités locales, on peut être certain qu'ils ne seront pas réélus, car il y a le peuple dût les juges, qui les recommande ? Une fois encore, les organes du parti et de l'administration locale (...) »

Deuxième question de lecteurs : ne serait-il pas souhaitable de créer un corps unique, et autonome, des juges d'instruction ? Le problème se pose en effet, car il y a, jusqu'à présent, trois sortes de juges d'instruction en Union soviétique : ceux du ministère de l'Intérieur (affaires courantes), de la Procureur (affaires de « haute importance sociale ») et ceux du KGB, qui s'occupent des dossiers politiques ou de sécurité nationale.

Le « scandale du coton »

Suicides et limogements
parmi les responsables
ouzbeks.

Moscou. - Trois anciens hauts fonctionnaires d'Ouzbékistan (Asie centrale), dont un ministre de l'Intérieur, se sont suicidés depuis le début de l'instruction ouverte il y a cinq ans dans cette république soviétique, sur une affaire de truquage à grande échelle des chiffres de la récolte cotonnière, a révélé le mardi 15 mars, le *Komsomolskaïa Pravda*.

Le quidam n'a pas précisé la date de la mort de Koudrat Ergachev, ministre de l'Intérieur jusqu'en juin 1983, et de son premier adjoint, G. Davydov, ainsi que de R. Galpov, premier secrétaire du parti pour la région de Kachkadaria.

L'enquête avait été ouverte en octobre 1983 après le décès du chef du PC ouzbek, Chazar Rachidov, aujourd'hui tenu pour responsable de la corruption généralisée qui a régné pendant des années dans sa république. Selon des rumeurs, qui n'ont jamais été confirmées ni démenties, il se serait suicidé après des réprimandes du pouvoir central concernant la falsification des chiffres de la récolte du coton tendant à faire croire à l'exécution du plan.

L'instruction du « scandale du coton » se poursuit aujourd'hui encore avec la participation d'une centaine d'inspecteurs venus des quatre coins de l'URSS, selon le quotidien des Jeunesses communistes. Quatre mille responsables locaux ont, à ce jour, fait l'objet de poursuites judiciaires, et deux ont été condamnés à mort.

Par ailleurs, quatre responsables ouzbeks ont été récemment limogés après avoir été accusés par la *Pravda* de falsification de statistiques. Il s'agit du vice-premier ministre de la république Goulam Zakhriddinov, du vice-président de la commission du plan A. Makonov, du ministre des transports A. Azimbekov, et du chef du département des transports S. Hiyazbekov. — (AFP, Reuters)

Entre les lignes ou noir sur blanc, les désaccords s'expriment sur l'ampleur des changements à promouvoir et, comme toujours depuis le début de la « perestroïka », ce sont les journalistes et les universitaires qui poussent le plus à la roue. M. Zaynab, journaliste à la *Pravda*, souligne ainsi que même s'il y avait des milliers de candidats aux postes de juges, ils seraient toujours proposés par les autorités locales à des électeurs qui ne les connaissent pas. A ses yeux, il faudrait donc que ce soit les présidents des Soviets suprêmes des Républiques qui désignent les juges, pour des périodes plus longues « ou peut-être même à vie ».

De nouveau M. Koudriatsev, de l'Académie des sciences : « Pendant des années, c'est la théorie de Vychinski (2), selon laquelle « la reine des preuves est l'aveu de l'accusé », qui a été en vigueur. Nous avons renoncé à cette idée, en conflit direct avec le principe de la présomption d'innocence, mais, dans la pratique, elle reste mieux respectée que l'idée que l'accusé qui cherche à obtenir cette « reine » en recourant aux moyens les plus illégaux... »

En termes moins juridiques : on choisit le coupable et on le tabasse jusqu'à ce qu'il avoue, habitude qui, souligne-t-il, intervient, devrait inciter à prévoir des possibilités de suppléments d'enquête. Lorsqu'un accusé revient sur ses déclarations, le tableau général devient plus complexe : à chaque paragraphe, mais une bonne nouvelle : tout de même, on ne peut désormais plus (depuis le 1^{er} janvier dernier) comptabiliser un crime comme étouffé lorsque l'acte d'accusation a été signé par le procureur et le dossier transmis au tribunal.

Cela n'a fait de rien, mais espère ainsi que les appels de la milice et de la justice, soumis comme tout le monde à des objectifs planifiés, cessent d'empêcher leurs statistiques qui en découragent les départs de plainte soit en « convainquant » tel ou tel de sa culpabilité dans une affaire délicate, trop délicate pour être traitée.

BERNARD GUETTA.

(1) En français, la vérité.
(2) Mort en 1954, Andreï Vychinski a été le procureur de tous les grands procès staliniens des années 30 au cours desquels ont été exécutés des dirigeants du Parti communiste ou chargés de crimes les plus inimaginables.

Un haut magistrat
qualifié de « pogrom »
les massacres
de Soumgait

La mort fait maintenant l'unité. Aussi bien du côté officiel que chez les dissidents, on parle désormais de « pogrom » pour qualifier les atrocités de Soumgait, en Azerbaïdjan, où des gangs d'Azeris sont tombés à bras armés sur les membres de la communauté arménienne du territoire. Au point que le bilan officiel de trente-deux morts paraît dérisoire.

Selon le procureur général adjoint d'URSS, M. Alexandre Koudriatsev, dont les propos ont été cités par le quotidien de Bakou, *Bakinski Rabotchi*, il s'agit de « Soumgait », des troubles à grande échelle, accompagnés de pogroms, d'incendies et d'autres actes. Quelques jours plus tôt, un collaborateur de la revue dissidente *Glasnost* de M. Sergueï Grigoriants, M. André Chikov, qui venait de passer six heures à Soumgait pour y recueillir des témoignages, avait lui aussi employé le mot de « pogrom » pour qualifier l'horreur des récents événements meurtriers, femmes enceintes évanouies dans les maternités.

Le haut magistrat a également souligné que dans plusieurs cas des habitants d'ethnie azérie avaient cherché à protéger des Arméniens. Un aspect des événements qui n'a rien à la portée du terme « pogrom », mot russe employé à l'origine pour décrire les massacres de juifs sous les tsars.

Les troubles de Soumgait, deuxième ville de la République soviétique d'Azerbaïdjan, avaient éclaté le 28 février, après une manifestation d'Arméniens demandant le rattachement à l'Arménie de la région du Nagorno-Karabakh, intégrée à l'Azerbaïdjan depuis 1923.

S. K.

Amériques

ÉTATS-UNIS : les « primaires » dans l'Illinois

M. Bush s'envole, M. Dukakis trébuche

WASHINGTON
de notre correspondant

Une nouvelle victoire, très vraisemblablement décisive pour le vice-président M. George Bush, côté républicain, mais un essor sérieux pour M. Michael Dukakis, côté démocrate : les résultats des élections primaires de l'Etat de l'Illinois sont venus confirmer ce qu'on pressentait déjà une semaine plus tôt, au soir de l'impressionnante séance de primaires du « super Tuesday ». D'un côté, l'affaire est réglée, de l'autre, elle ne le sera pas avant plusieurs mois, aucun des candidats démocrates n'étant en mesure de s'assurer la majorité des délégués par le seul jeu des primaires.

M. Bush a recueilli environ 55 % des suffrages républicains, le sénateur Dole 37 % et M. Pat Robertson autour de 8 %. C'est un résultat sans appel dans cet Etat très important qui concentre sur son territoire des éléments typiques de l'ensemble des Etats-Unis : une énorme ville, Chicago, des régions industrielles, mais aussi les vastes étendues agricoles du Midwest.

La défaite du leader de la minorité au Sénat était attendue, mais

Quatorze ans après
sa condamnation

Willie Jasper Darden
a été exécuté

Starke. - Willie Jasper Darden, un Noir reconnu coupable de meurtre qui avait clamé son innocence pendant quatorze années passées dans la « cellule de la mort », devant l'un des symboles de la lutte contre la peine capitale, a été exécuté le mardi 15 mars à Starke, en Floride. « Je m'en vais avec la conscience tranquille. Je suis paisible, moi-même, avec le monde, avec chacun de vous. Que Dieu vous bénisse », a-t-il déclaré aux trente témoins qui ont assisté à son exécution sur la chaise électrique.

Agé alors de quarante ans, Willie Jasper Darden avait été condamné à mort en janvier 1974 pour le meurtre de l'année précédente, d'un couple juif, dans une maison de la ville de Starke. Il avait été condamné à mort pour le meurtre de l'année précédente, d'un couple juif, dans une maison de la ville de Starke. Il avait été condamné à mort pour le meurtre de l'année précédente, d'un couple juif, dans une maison de la ville de Starke.

Ses défenseurs estimaient que Willie Darden avait été condamné pour des motifs raciaux, et de nombreuses personnalités, comme le sénateur Paul H. Douglas, l'ancien procureur général, ont demandé la révision de la sentence. Mais la Cour suprême de Floride, en dépit de nombreux appels à la clémence.

BRÉSIL : le débat sur la durée du mandat présidentiel

Cinq ans ou la guerre...

Nicaragua

Importante offensive
de l'armée sandiniste

Le président nicaraguayen Daniel Ortega a annoncé, le mardi 15 mars à Managua, que les forces sandinistes menaient une importante offensive contre les rebelles armés, au nord de la ville minière de Sina, dans la province du Nord, sur la façade atlantique. De source militaire on annonçait que cette opération avait déjà permis d'infirmer de lourdes pertes à la Contra. L'offensive serait, toujours selon les mêmes sources, l'une des plus importantes de ces dernières années.

La Résistance nicaraguayenne (RN) a pour sa part affirmé que cinq bataillons de l'armée sandiniste étaient mobilisés et que cette opération avait pour but de placer les autorités nicaraguayennes en position de force à la veille de la rencontre prévue pour le 21 mars entre le ministre de la défense, M. Humberto Ortega, et les chefs de la Contra.

Plus tôt dans la journée, le Major Blachco, le département d'Etat américain, avait annoncé que le régime sandiniste s'apprêtait à porter « un coup mortel » aux rebelles. M. Charles Rodman, porte-parole du département d'Etat, a estimé que ce durcissement du gouvernement de Managua contrastait grandement avec la volonté exprimée par les autorités de négocier un cesse-le-feu dans la guerre civile qui dure depuis sept ans. L'administration Reagan pourrait profiter de cette offensive pour tenter de faire approuver par le Congrès une nouvelle aide à la Contra, après le vote négatif du 29 février. — (AFP, Reuters)

elle est douloureuse pour cet homme brillant, caustique et parfois amer, qui voit s'envoler son dernier espoir de devenir président, essentiellement parce qu'il a complètement échoué à organiser sa campagne et a laissé ses aides dilapider des fonds pourtant considérables.

M. Dole affirme, sans en paraître vraiment convaincu lui-même, qu'il va rester dans la course. Mais la nomination de M. Bush est désormais sur les rails et les seuls obstacles qui se trouvent sur la voie ne sont pas les rivaux du vice-président, mais des « mines » qui pourraient exploser d'ici à l'été. Par exemple, de nouvelles révélations sur l'« Irangate », si elles étaient compromettantes pour M. Bush, ou d'autres « affaires » susceptibles d'empoisonner les derniers mois de la présidence Reagan. Dans l'immédiat, et pour la première fois, les sondages donnent M. Bush gagnant (avec des marges variables) contre tous ses rivaux démocrates potentiels.

Le vice-président devra cependant attendre l'été pour connaître son adversaire. C'est toujours, en principe, M. Michael Dukakis, qui paraît le mieux placé, mais son très médiocre résultat dans l'Illinois — lui-même, parle de « respectable troisième place » — montre que sa candidature n'a toujours pas vraiment décollé. Non seulement le gouverneur du Massachusetts est battu par les deux candidats de l'Illinois, le sénateur de l'Illinois M. Paul Simon et le pasteur Jesse Jackson (qui habite Chicago depuis plus de vingt ans) — mais il arrive très loin derrière eux, alors qu'il a dépensé beaucoup d'argent et mené une campagne intensive.

M. Dukakis devrait, selon les estimations de la CBS, recueillir 15 % des voix contre 41 % au sénateur Simon et 37 % au pasteur Jackson (MM. Albert Gore, l'un des vainqueurs du « super mardi » dans le Sud et Richard Gephardt n'obtiennent que des minuscules 3 et 2 %). Pour ce qui est du nombre de délégués, élément essentiel, M. Paul Simon reçoit la part du lion, environ 136 délégués contre 37 au pasteur Jackson et aucun pour M. Dukakis.

Les électeurs noirs, qui ont voté à masser (à plus de 90 %) pour M. Jackson, étaient concentrés dans trois districts de Chicago, et c'est pourquoi le pasteur obtient un nombre proportionnellement si faible de délégués. Mais ce petit gain lui permet tout de même de talonner d'extrême près, à ce stade des primaires, M. Dukakis. Il peut aussi se vanter d'avoir recueilli au total, depuis le début du processus électoral, plus de voix populaires qu'aucun de ses rivaux « blancs ».

Pourtant les résultats de l'Illinois sont un peu décevants pour le pasteur Jackson, dont tout le monde s'accorde à dire qu'il fait le plus insipide des candidats et qu'il aurait certainement aimé gagner « chez lui ». Mais il lui aurait fallu pour cela réaliser un prodige — obtenir un

nombre substantiel de voix dans les quartiers blancs de Chicago, ville où une longue tradition de méfiance sépare les communautés ethniques. Une ville particulièrement difficile et où « Jesse », parce qu'il y est bien connu, n'a pas que des amis.

L'aimable
sénateur Simon

L'aimable sénateur Paul Simon, au contraire, en compte énormément, et c'est sans doute ce qui explique sa victoire, la première qu'il remporte dans une primaire, et peut-être la dernière. Son succès est celui d'un homme politique local qui reçoit le prix des services rendus et permet par la même occasion à bon nombre de représentants de la machine démocrate de l'Illinois de se rendre à la convention d'Atlanta en juillet.

Le sénateur « rétro » — par son allure comme par ses idées — dans la grande tradition démocrate — affirme certes qu'il a encore des chances. Il va continuer à faire campagne dans les Etats industriels, notamment dans le Michigan le 26 mars, où le représentant « protectionniste » Richard Gephardt espère lui aussi se remettre en course. Mais même les électeurs de M. Simon sont sceptiques : 40 % seulement d'entre eux, selon le sondage réalisé pendant l'élection, croient que le sénateur peut être le candidat des démocrates en novembre.

JAN KRAUZE.

Bientôt en service dans l'armée américaine

Un char blindé à l'uranium

Le Pentagone a révélé, le lundi 14 mars, que l'armée de terre américaine commencerait, en octobre prochain, à exécuter un programme d'acquisition de trois mille chars de combat M-1 Abrams, dont la particularité sera de disposer d'un nouveau blindage à l'uranium qui le rendrait impénétrable à toute arme antichar connue ou en développement.

Selon la *Washington Post*, qui rapporte cette information reprise par l'*International Herald Tribune* du mercredi 16 mars, ce blindage comprend un maillage d'uranium appauvri, enfilé dans l'acier de la carcasse du char. L'uranium appauvri provient de ce qui reste de l'opération qui consiste à enrichir l'uranium destiné aux armements thermonucléaires et des réacteurs aux centrales nucléaires civiles. Le Pentagone affirme que l'armée de terre américaine détient ainsi une avance technologique d'une décennie sur ce qui peut faire l'armée rouge.

Tout cela signifie-t-il que le parti de l'âne devra attendre sa convention pour désigner dans le bruit, l'excitation et les marchandages habituels, le candidat qui portera ses couleurs ? Ou bien qu'il devra tirer un lapin de son chapeau, un candidat de dernière minute qui s'imposerait sur le fil ? M. Mario Cuomo, le gouverneur de New-York, qui, selon certains, pourrait être ce lapin, est précisément apparu mardi sur la chaîne ABC pour commenter les résultats de l'Illinois. Mais il a rejeté les deux scénarios.

D'abord M. Cuomo a répété, comme il l'a fait à maintes reprises, qu'il n'était pas et ne serait pas candidat et que le parti devrait choisir parmi ceux qui sont passés par les primaires. Tout cela a été dit avec tant de fermeté et d'un ton si catégorique qu'on voit mal pourquoi on s'obstinerait à ne pas le croire.

Ensuite M. Cuomo a expliqué qu'à son avis le candidat devrait être désigné par le parti avant la convention, même si, comme c'est certain, aucun des prétendants ne dispose d'une majorité de délégués au terme des primaires. Mais M. Cuomo, qui est sans doute la plus grande vedette actuelle du Parti démocrate, refuse de dévoiler ses préférences personnelles, affirmant qu'il n'a toujours pas fait son choix, parce que, dit-il, tous les candidats sont excellents.

JAN KRAUZE.

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

C'est dans une atmosphère de crise, d'affrontement et sans doute de compromis de dernière minute que la Constituante doit se prononcer, cette semaine, sur deux sujets importants : l'adoption ou l'ajournement du système parlementaire à la place du régime présidentiel actuel et la limitation à quatre ans du mandat présidentiel, disposition qui provoquerait certainement l'élection cette année du successeur de M. José Sarney.

Le débat entre présidentialistes et parlementaristes n'est pas dénué d'arrière-pensées politiques. Mais il reste malgré tout d'un niveau élevé, car il porte sur le meilleur moyen d'assurer la stabilité et l'efficacité des institutions. Il n'en va pas de même avec la polémique sur la durée du mandat présidentiel, car elle est conditionnée par la volonté de M. Sarney de ne céder la place qu'en mars 1990 en dépit de son impopularité et du désir des Brésiliens, manifesté dans tous les sondages, de lui choisir un remplaçant le plus tôt possible.

M. Bresser Pereira, qui a été ministre des finances pendant huit mois, a quitté son poste à la fin de l'année dernière en disant que le président pensait davantage à la durée de son mandat qu'à bien administrer le pays. Elu au suffrage indirect pour six ans — en vertu de la législation du régime militaire — M. Sarney avait admis publiquement qu'un président de transition ne devrait pas gouverner plus de quatre ans. Mais le goût du pouvoir lui est venu entre-temps, encouragé par ceux de ses ministres dont le sort est lié au sien.

Il y a dix mois, le chef de l'Etat parut solennellement à la télévision pour annoncer que, dans un geste d'abnégation remarquable, il ne res-

terait « que » cinq ans à son poste. Les échecs accumulés, la grogne populaire, le lâchage progressif des principaux gouverneurs ne l'ont pas découragé : ce sera cinq ans ou ce sera la guerre — tel est le message lancé depuis plusieurs mois à l'Assemblée constituante, laquelle, en principe, est souveraine sur un tel sujet.

Jusqu'à présent, la guerre a surtout été verbale. Elle a consisté, pour le président, à attribuer les difficultés et les convulsions actuelles du pays non pas aux erreurs gouvernementales, ce qui aurait relevé de l'autocritique louable, mais à l'« opportunisme » de la classe politique et au « radicalisme » d'une minorité de constituants. Parient de ses adversaires, M. Sarney alla jusqu'à dire, dans une de ses « conversations » hebdomadaires à la radio : « Ils veulent mettre le feu à notre Brésil ».

Chantage
au putsch ?

La Constituante se sentant menacée, son président, M. Ulysses Guimarães, a battu le rappel de ses troupes ainsi que des principaux gouverneurs pour la défendre contre les attaques de l'exécutif. L'émotion était d'autant plus grande au Congrès que M. Sarney a trouvé dans la bataille des alliés de poids : les militaires qui, à plusieurs reprises, ont déclaré cette année serait néfaste pour le pays. « Le Brésil a besoin de tranquillité », a dit le ministre de l'armée de terre, le général Leonidas Pires. Or les élections sont chaque fois un bouleversement. Chantage au putsch ? Le mot a été prononcé. En vérité, si l'on en croit certains interlocuteurs militaires, l'armée n'est pas disposée à intervenir. « Ce serait une aventure, nous dit l'un d'entre eux, Leonidas ne mettra pas ses

troupes dans la rue pour une aventure. Il sait que le pays s'embraserait. Les chefs militaires font simplement pression pour reculer cette échéance : le choix au suffrage universel d'un nouveau président, pour la première fois depuis 1961.

A deux reprises, les ministres de M. Sarney se sont réunis pour dire, eux aussi, que la « stabilité du pays », la « réussite de la transition démocratique », exigeaient qu'on ne vote que l'an prochain. Allusion était faite incidemment aux délais nécessaires pour mener à bien avec les créanciers et le FMI les négociations sur la dette extérieure. La manœuvre a paru grossière. Les ministres ont surtout donné l'impression de défendre leurs portefeuilles en intervenant dans les débats de la Constituante. Leurs arguments, d'ailleurs, peuvent être retournés par les adversaires de l'actuel gouvernement qui voient dans son incompétence les principales menaces à la « stabilité » et à la « démocratie ».

Les constituants vont se prononcer sur la durée du mandat des futurs présidents : quatre ans ou cinq ans, avec droit ou non à réélection. Le temps de présence de M. Sarney ne sera défini que dans les dispositions finales du texte, lesquelles seront discutées dans deux ou trois mois. Mais une décision influencera l'autre et si son successeur doit être élu pour quatre ans, M. Sarney n'obtiendra sans doute pas davantage.

L'Assemblée constituante a commencé ses travaux il y a près de quatorze mois. Après plusieurs brouillons, une commission de synthèse a mis au point un avant-projet qui prévoit l'adoption du régime parlementaire et la limitation à quatre ans du mandat de M. Sarney. Mais il revient à l'Assemblée plénière de voter le texte définitif.

CHARLES VANHECKE.

مقدونيا

Diplomatie

La rencontre des ministres de la défense américain et soviétique

MM. Carlucci et Yasov se préoccupent de la prévention des incidents militaires

BERNE
de notre correspondant

Les ministres de la défense des États-Unis et de l'URSS, MM. Frank Carlucci et Dimitri Yasov, ont entamé, le mercredi matin 16 mars à Berne, une série

En visite en France

Le ministre chinois des affaires étrangères a rencontré M. Raimond

M. Wu Xueqian, ministre chinois des affaires étrangères, devait quitter Paris, le mercredi 16 mars, à l'issue d'un bref séjour dans la capitale française, au cours duquel il s'est entretenu avec M. Jean-Bernard Raimond, qui a offert, mardi 15, un dîner en son honneur.

Auparavant, à Londres, où il effectuait une visite officielle, M. Wu avait invité le dalaï-lama à rentrer en Chine. S'il rentre, et si précisé, il sera reçu comme « une personnalité religieuse » et n'aura pas le droit de faire de politique.

A Paris, à l'appel de plusieurs associations et du Comité de soutien au peuple tibétain, une manifestation a eu lieu mardi, au cours de laquelle un drapeau chinois a été brûlé. Lundi, ces associations avaient appelé les responsables politiques français « à faire entrer la défense des droits du peuple tibétain dans leurs relations avec la Chine ». Au cours du week-end dernier, des manifestations de soutien aux Tibétains avaient eu lieu à Zurich, à Londres et à New-Delhi.

● Accord entre Paris et Wellington sur l'inspection de l'atoll de Hao. — Le ministre néo-zélandais des affaires étrangères, M. Russell Marshall, a déclaré, le mercredi 16 mars, à Wellington, que Néo-Zélandais et Français étaient parvenus à un accord sur l'inspection de l'atoll de Hao, dans le Pacifique sud. Cette inspection, assurée par une personnalité d'un pays tiers, a pour objet de s'assurer de la présence sur l'atoll du capitaine Prieur, conformément à l'arrangement conclu sur le sort des deux agents français condamnés pour leur participation à l'attentat contre le Rainbow Warrior en 1985. — (AFP.)

d'entretiens prévus pour deux jours, qui sont consacrés essentiellement au contrôle des armements et à la prévention des incidents militaires entre les deux pays.

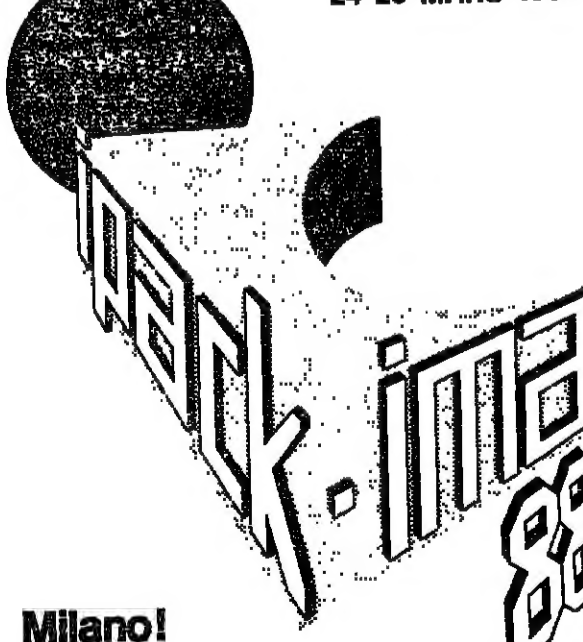
Sans préjuger des résultats, cette rencontre est présentée de part et d'autre comme un nouveau signe d'une volonté de meilleure compréhension entre les Deux Grands. Depuis la fin de la guerre froide, c'est la première fois que les ministres de la défense américain et soviétique tiennent une telle réunion, exception faite d'un tête-à-tête à ce niveau en marge du sommet de 1979 à Vienne, à l'occasion de la signature de l'accord SALT 2. Il aura fallu près de trois ans pour que cette rencontre, proposée en mai 1985 par le président Reagan, se concrétise.

MM. Carlucci et Yasov ont tous deux indiqué qu'ils souhaitent examiner les moyens d'éviter des incidents militaires semblables à celui qui a opposé des navires de guerre américains et soviétiques le mois dernier en mer Noire. Le secrétaire américain à la défense a également déclaré qu'il entendait demander à son interlocuteur des excuses pour la mort du major américain Arthur Nicholson, tué en mars 1985 par une sentinelle soviétique, alors qu'il se trouvait en mission d'observation en RDA.

Les deux ministres ont eu un premier contact informel lors d'un dîner offert en leur honneur par le chef du département militaire fédéral. Ils doivent se revoir une dernière fois jeudi matin pour un petit déjeuner au siège de la mission soviétique, puis ils tiendront une conférence de presse séparée.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

● Prochaine rencontre Shultz-Chevardnadze. — Le chef de la diplomatie soviétique, M. Chevardnadze, se rendra à Washington du 20 au 23 mars pour s'entretenir avec M. George Shultz de la préparation du prochain sommet Reagan-Gorbatchev. Une attention particulière sera accordée à l'élaboration d'un traité sur une réduction de moitié des armements stratégiques, « dans le respect du traité ABM (missiles antibalistiques), tel qu'il a été signé en 1972 », a souligné, mardi 15 mars, le porte-parole soviétique du ministère des affaires étrangères. Les armes chimiques et conventionnelles, les conflits régionaux, « y compris en Amérique latine », les relations bilatérales et les droits de l'homme figureront à l'ordre du jour de la rencontre, a-t-il précisé. — (AFP.)

QUARTIERE FIERA MILANO
24-29 MARS 1988

Milano!

Salon International
Emballage et conditionnement
Manutention
Machines pour l'Industrie Alimentaire

FIERA MILANO

Informations: IPACK-IMA
62, Via C. Ravizza - 20149 Milano (Italy)
Tél. (02) 481.43.25/65 - Tlx 332134 ipack I
Fax (02) 498.05.31Ipack-ima '88
Au parc des Expositions de Milan depuis 1961

Sur la brèche depuis 1961, Ipack-ima a organisé dans le quart de siècle de son activité plusieurs éditions de l'exposition, qui ne cesse de s'élargir (des 30.000 m² de 1961 aux 170.000 m² de 1985), ce qui lui a permis de recueillir un bagage d'expériences et de données au service des exposants et des visiteurs. La meilleure preuve de son efficacité nous est fournie par la participation régulière de plusieurs exposants des six continents.

Une autre preuve est offerte par le nombre de visiteurs qualifiés et des pays dont ils proviennent, non seulement d'Europe, mais aussi d'Asie, d'Afrique et des Amériques. Le secteur du conditionnement et de l'emballage se place au niveau européen le plus élevé, parmi les expositions analogues de Düsseldorf, de Paris et de Birmingham et embrasse toute la gamme (machines et produits, papier, verre, bois, matières plastiques, etc.).

En ce qui concerne les machines destinées aux industries alimentaires, Ipack-ima s'est spécialisée dans le domaine des céréales et leurs dérivés et aujourd'hui Ipack-ima est devenue la seule exposition européenne importante dans ce secteur avec des machines et des systèmes de fabrication pour moutures, pâtes alimentaires, graines, riz, céréales, boulangeries, biscuiteries et aliments pour le bétail, sans compter d'autres innombrables industries alimentaires telles que la pâtisserie et la confiserie, l'industrie de la viande, des huiles et corps gras et le traitement des fruits et légumes.

Asie

INDE : face au terrorisme sikh

New-Delhi entend se doter de nouveaux moyens d'intervention au Pendjab

NEW-DELHI
de notre correspondant

Le gouvernement de M. Rajiv Gandhi voulait-il se doter d'une législation d'exception applicable à tout moment et a-t-il reculé devant le hourvari parlementaire déclenché par l'opposition ? A-t-il craint les conséquences de l'appel à la grève générale qui, pour la seconde fois en quinze ans, menaçait de paralyser l'Inde tout entière ? « Dictateur », le premier ministre indien ? « Fasciste », le petit-fils de Nehru, comme l'affirment ses opposants ?

Comme toujours dans ce pays où l'on préfère d'abord envisager les scénarios catastrophes et où les hypothèses les plus extrêmes sont la règle du discours politique, la réalité est à mi-chemin. L'amendement constitutionnel voté le mardi 15 mars par le Rajya Sabha, la chambre des États du Parlement indien (la Chambre haute), et qui concerne l'instauration de l'état d'urgence, n'est pas, *stricto sensu*, attentatoire aux libertés.

Le pays, d'autre part, n'a suivi que partiellement l'appel à la grève de l'opposition. Cette grève, pour l'essentiel, n'a paralysé que les États de l'Union où le parti du Congrès de M. Gandhi est minoritaire. Le bilan de cette journée — sept morts — est limité compte tenu du déploiement massif de forces de l'ordre.

Tout porte à croire que, au départ, M. Gandhi voulait étendre le champ d'application de la législation sur l'état d'urgence au-delà du simple cas de l'État du Pendjab, auquel il est finalement limité. Le tumulte parlementaire de mardi montre que les « années noires » (1975-1977) de l'état d'urgence imposé par Indira Gandhi sur toute l'étendue du territoire sont dans toutes les mémoires. Le projet gouvernemental — qui doit encore être adopté par la Chambre des députés, le Lok Sabha — vise à permettre l'instauration de l'état d'urgence pour « troubles intérieurs ».

La Constitution indienne prévoyait cette possibilité à l'époque d'Indira Gandhi. Sa défaite électorale et l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Janata de l'ancien premier ministre Desai entraînèrent une modification constitutionnelle limitant l'application de l'état d'urgence aux seuls cas de « guerre, d'agression extérieure ou de rébellion armée ». La réintroduction de cette disposition censée être l'arme ultime pour combattre le terrorisme sikh avait de quoi justifier les

alarmes de l'opposition : demain le Pendjab, après-demain le Bengale, pour combattre la rébellion armée des gourkhas ; ensuite quel autre État ?

Pour y faire face, l'opposition a utilisé tout l'arsenal de l'obstruction parlementaire. Les assurances verbales du ministre de l'intérieur, M. Buta Singh, demeurant vaines, le gouvernement a finalement spécifié, dans le texte adopté, que l'état d'urgence pour « troubles intérieurs » ne pourrait être invoqué que pour le seul État du Pendjab, en tout ou partie. Dans ce cas, toutes les libertés fondamentales garanties par ailleurs par la Constitution seront suspendues automatiquement.

Demi-mesure

Cette demi-mesure ne rassure pas pour autant l'opposition, qui voit dans « une législation rétrograde et dangereuse » le prétexte à des abus ultérieurs. Ce texte illustre, d'autre part, la faillite de la politique gouvernementale pour combattre le terrorisme sikh. Ni l'administration directe de cet État par New-Delhi, ni l'application rigoureuse de l'acte antiterroriste, ni l'adoption depuis plusieurs années d'une vingtaine de lois répressives, n'ont permis une quelconque amélioration de la situation. Au contraire, la liste des meurtres s'allonge chaque jour.

LAURENT ZECCHINI.

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Ultime démarche auprès du président Botha en faveur des six Noirs condamnés à mort

Jusqu'à insensé aux appels à la clémence lancés par la communauté internationale en faveur des six condamnés à mort de Sharpeville, le président Pieter Botha a accepté de rencontrer, le jeudi 17 mars au matin, deux personnalités blanches de l'opposition parlementaire. M^{me} Helen Suzman, M. Colin Eglin, dirigeant du Parti progressiste opposé à l'apartheid, ont demandé au chef de l'État de gracier les six Noirs dont une jeune femme, promise à la potence vendredi 18 mars à l'aube pour complicité dans le meurtre collectif d'un notable noir en 1984.

Ce notable, Jacob Dlamini, adjoint au maire de Sharpeville (sud-ouest de Johannesburg), avait été attaqué par une foule de manifestants qui protestaient contre une forte hausse des loyers. Après avoir tiré un coup de feu en direction des protestataires, Jacob Dlamini avait été lapidé et son corps publiquement brûlé. Plus d'une centaine de Noirs avaient participé au lynchage.

Les « six de Sharpeville », comme on les appelle désormais en Afrique du Sud, paieraient en quelque sorte pour eux tous, alors que leur culpabilité directe n'a pu, ni se pourra, jamais être prouvée. Un juge de la cour d'appel a simplement estimé qu'ils étaient « solidaires » de la foule meurtrière.

L'avocat des condamnés, M^{re} Prakash Dair, a indiqué qu'il ferait un nouvel appel à la Cour suprême mercredi 16 mars. La veille, au Parlement, le ministre de la loi et l'ordre, M. Adriaan Vlok, avait déclaré : « La cour d'appel a déjà rejeté le recours en grâce, ce n'est pas à nous de discuter sa décision ». Et le ministre — distinct de celui de la justice — a ajouté, selon l'agence UPI : « Nous devons faire un exemple. (...) Ils doivent être pendus. » Le fait que l'exécution coïnciderait à trois jours près avec le vingt-huitième anniversaire des émeutes de Sharpeville — soixante-neuf Noirs avaient été abattus par la police alors qu'ils protestaient contre le système des « pass » (laissez-passer) aujourd'hui abolis — ne semble pas troubler outre mesure M. Vlok.

Les appels à la clémence, cependant, se sont multipliés ces dernières heures. Du président Reagan à M^{re} Thatcher, en passant par M. Chirac, le chancelier Kohl, la CEE, le secrétaire général des Nations unies, le chef du gouvernement canadien, etc., les principaux leaders occidentaux ont, tour à tour, « prié, imploré, exhorté » le président Botha de sauver la vie des six condamnés.

En France, le gouvernement souhaite qu'une mesure de clémence intervienne, a déclaré mercredi le porte-parole du Quai d'Orsay, l'évé-

que d'Evreux, M^{re} Jacques Gaillot, le Secours populaire, le Parti socialiste, le Parti communiste et M. Pierre Juquin ont fait de même. Le gouvernement français, qui a par ailleurs, implicitement confirmé mardi l'escalade à Paris, dimanche 13 mars, de M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, en route vers Genève (1).

Enfin, le MRAP, la CGT et l'Association Frères des hommes ont appelé séparément à un rassemblement jeudi soir 17 mars, à 18 heures, devant l'ambassade d'Afrique du Sud en France.

(1) Selon l'AFP, un des collaborateurs du ministre sud-africain s'est entretenu avec des haut-fonctionnaires du Quai d'Orsay.

Le Monde
sur minitel

OPA CONTRE OPA

Suez, Cerus, S.G.B., Schneider, Télémechanique...
Qu'en pensez-vous ?

36.15 TAPÉZ LEMONDE

PUBLICATION JUDICIAIRE

habitat

Arrêt de la cour d'appel de Chambéry du 19 mai 1987

La cour :

(...) Dit que la société Habitat Designs Limited a la propriété exclusive de la dénomination Habitat pour désigner les produits et services visés dans les dépôts de marques n^{os} 194.371, 928.193 et 338.363.

Dit que la société Habitat Nordique a porté atteinte à cette propriété par l'imitation illicite de la marque Habitat et également au nom commercial des sociétés Habitat France et à celui de la société Habitat Designs Limited, qui possède un établissement en France.

Dit que la société Habitat Nordique a en outre commis des agissements de concurrence déloyale.

En conséquence :

Dit que dans le délai de deux mois à compter de la signification du présent arrêt, la société Habitat Nordique devra cesser d'utiliser sous quelque forme et de quelque manière que ce soit la dénomination Habitat pour un commerce portant sur les produits et services visés dans les dépôts de marques de la société Habitat Designs Limited, et ce sous astreinte provisoire de 500 F par infraction constatée.

Dit que dans le même délai la société Habitat Nordique devra cesser d'utiliser dans sa raison sociale et son nom commercial la dénomination Habitat, et ce sous astreinte provisoire de 500 F par jour de retard.

(...) Condamne la société Habitat Nordique à payer à chacune des deux sociétés Habitat Designs Limited et Habitat France une somme de 10 000 F (dix mille) à titre de dommages et intérêts.

(...) Condamne la société Habitat Nordique à payer, en application de l'article 700 du nouveau code de procédure civile, aux sociétés Habitat Designs Limited et Habitat France une somme globale de 6 000 F (six mille).

(...) Condamne la société Habitat Nordique aux dépens de première instance et d'appel. (...)

AFGHANISTAN

220 parlementaires européens appellent à des négociations entre Moscou et la résistance

Une pétition signée par mille cinq cent personnalités, dont deux cent vingt parlementaires européens, appelant le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev à négocier avec la résistance afghane a été remise, le mardi 15 mars, à l'ambassade d'URSS à Paris.

La pétition a été apportée par plusieurs personnalités françaises parmi lesquelles le sociologue Alain Touraine, qui a été reçu, en compagnie de plusieurs parlementaires, pendant près d'une heure par un diplomate soviétique. Parmi les signataires, on relève les noms de M. Laurent Fabius, de l'écrivain soviétique émigré Vladimir Boukovski, ainsi que de plusieurs prix Nobel, notamment l'Argentin Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la Paix en 1980.

D'autre part, le Bureau international Afghanistan (BIA), association privée de soutien à la résistance afghane, organisée à Paris, a communiqué vendredi 18 mars en collaboration avec le groupe d'études sur l'Afghanistan de l'Assemblée nationale. Une délégation de la résistance afghane assistera au colloque qui se tiendra au Palais-Bourbon.

Enfin, *Témoins en Afghanistan*, un livre d'Alain Guille, le photographe français délégué à Kaboul depuis six mois, a été présenté mardi au Sénat par le Comité des amis du journalisme qui milite pour obtenir sa libération. Recueil de photos réalisées par Alain Guille au cours de plusieurs reportages clandestins en Afghanistan, cet ouvrage, publié par les éditions Stock, est accompagné de textes en faveur de la libération du photographe signés par des journalistes, des écrivains et des militants des droits de l'homme, dont certains, comme Jacques Aubouard, Philippe Augoyard et François Mitterrand, ont connu — eux aussi — les goûts afghans.

● JAPON : M. Nakasone menacé de mort par des terroristes d'extrême droite. — Le groupe d'extrême droite Sakshotai (Brigade d'information rouge) a adressé des menaces de mort à l'ancien premier ministre japonais Yasuhiro Nakasone, accusé d'avoir « trahi la race japonaise » pour avoir cédé aux pressions de la Chine et de la Corée en reconnaissant ses responsabilités du Japon pendant la dernière guerre. Ce groupe a également revendiqué quatre attentats contre le quotidien *Asahi*, dont l'un avait fait, il y a un an, un mort et un blessé. — (AFP.)

● LAOS : décès du vice-ministre de la défense. — Le vice-ministre de la défense, le général Khampha Chaleunphornmal, membre du comité central du Parti communiste, a été tué, le lundi 14 mars, dans un accident d'avion, a rapporté sans autre précision la radio nationale laotienne. — (Reuters.)

Tout si
BOA
Minitel: 36.14



La campagne présidentielle dans la majorité

M. Barre concentre ses critiques sur M. Mitterrand sans épargner M. Chirac

Près de vingt mille personnes ont assisté, le mardi 15 mars, au cinquième grand meeting de la campagne de M. Raymond Barre au Bourget. L'ancien premier ministre, renouvelant ses critiques à l'endroit de M. Mitterrand et ses reproches à l'égard de M. Chirac, a appelé à la constitution d'une majorité ouverte regroupée sur quelques objectifs essentiels. Au cours de ce rassemblement, M. Léotard a affirmé qu'il n'avait dans cette campagne aucune arrière-pensée secrète, si ce n'est celle de faire gagner M. Barre au premier tour.

M. Mitterrand est muet. M. Chirac se dit sourd. M. Barre a prouvé au travers de son long discours du Bourget qu'il n'avait nullement l'intention de jouer, lui, les aveugles. Les appels à la « lucidité » et au « discernement » revenant sans cesse dans sa bouche, l'ancien premier ministre s'est avant tout adressé, le mardi 15 mars, à la France silencieuse, à tous ces Français qui ne veulent pas rejoindre le litige, la simplification, la démagogie, qui ne croient plus aux idéologies mais qui veulent que les choses bougent, pour les appeler au sursaut et « au nouveau

départ ». A ceux qui croient, a-t-il lancé, que les Français sont endormis, médusés, fasciés, je dirais qu'ils connaissent bien mal notre peuple. Le silence est le temps de la réflexion. Mais après ce temps vient celui de l'action.

A la réflexion de ces Français, M. Barre a livré le comportement de l'« escamoteur » et de l'« illusionniste » Mitterrand. M. Barre s'est ainsi lancé dans une longue et cruelle rétrospective du septennat Mitterrand. 1981 : « Il fit entrer les communistes au gouvernement, décida des nationalisations massives, voulut porter atteinte à la liberté de l'enseignement, assécha le chômage et les déficits par une politique économique irréaliste et aventureuse. » 1984-1986 : « Après avoir fracturé l'histoire de France d'un geste auguste, il fit don à la France d'un jeune premier ministre. Pendant que celui-ci gérât les affaires courantes, M. Mitterrand consacra à « vivre lentement de bord » 1986-1988 : « Il avait critiqué le septennat, et chaque jour qui passait le lui faisait trouver meilleur. Il voulait un mandat non renouvelable. Et voilà qu'il en redemande, la roue tourne ! Les institutions de la Ve République étaient un coup d'Etat permanent. Et voilà qu'il les adore. A tel point qu'après que les Français en mars 1986 eurent désa-

voisé son parti, ses amis, ses idées, il ne put se résoudre à abandonner la présidence [...] Peu importe. J'y suis, j'y reste. »

Lancé dans une telle campagne des « peurs ouvertes », M. Barre ne s'est pas non plus dispensé, sans citer évidemment le nom de M. Chirac, de dénoncer les pratiques, selon lui, d'un autre temps de son concurrent du RPR. Les promesses électorales : « Chacun, a-t-il relevé, en ouvrant son quotidien trouve l'annonce d'une indemnité, d'une subvention, d'une exonération, d'une décade, d'une détaxation. Si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain. La rubrique politique, c'est la liste du tirage du Loto. » Et de narrer l'histoire du fameux « baron Cerise » qui, au début de ce siècle, finit par classer les candidats « selon leur énergie à promettre ».

Des engagements pas des promesses !

Les sondages : M. Barre comptait évoquer ces « sondages particuliers des renseignements généraux », mais la présence au premier rang de M. Robert Pandraud, ministre RPR délégué à la sécurité, l'en dissuade.

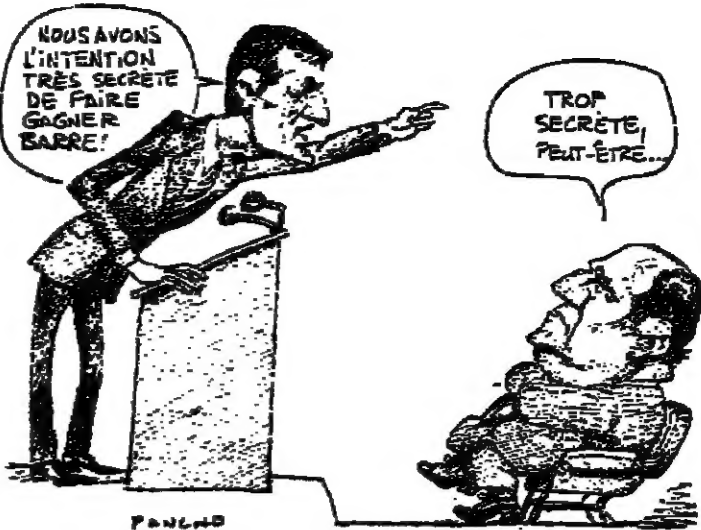
Sur l'emploi, enfin, le député du Rhône reprit presque mot pour mot ses critiques de la semaine dernière à Toulouse. Puis, plus fondamentalement encore, M. Barre a reproché à M. Chirac de vouloir restaurer « la bonne vieille opposition entre la droite et la gauche, entre les bons et les méchants », pour se ménager des lendemains meilleurs. « Ma candidature, a affirmé M. Barre, n'est inspirée par aucun calcul. Je ne cherche pas à préparer un avenir plus lointain. Je ne cherche pas à m'assurer une position privilégiée

pour le cas où l'actuel président serait réélu. Je ne perds pas mon temps à chercher pourquoi les arguments qui justifient la cohabitation en 1986 ne sont plus valables en 1988. »

Au risque d'embrouiller les esprits après sa violente diatribe contre le chef de l'Etat, M. Barre, fortement armé à son projet de « libéralisme social », a expliqué que ce n'étaient pas les socialistes mais le « système socialiste » qu'il combattait. « Dans la France d'aujourd'hui et de demain il faut, a-t-il dit, concilier le mouvement qui inspire le changement et les réformes et l'ordre qui permet les évolutions nécessaires dans le respect des traditions et de la paix civile. » M. Barre ne fait pas de promesses. Il prend des engagements. Nul ne le nie.

Défense des institutions avec ce thème de l'Etat impartial qui semble décidément plaire à ses supporters, sécurité de la France, formation des jeunes, lutte pour l'emploi, réforme de la fiscalité, justice sociale — M. Barre est pour la création d'un ministère des interventions humanitaires — tels sont les grands objectifs que l'ancien premier ministre a détaillés et qui requièrent le soutien et l'effort de « tous les Français de bonne volonté ». « Après l'élection présidentielle, a précisé encore M. Barre, il nous faudra renforcer la majorité parlementaire élue en 1986 et, si possible, l'ouvrir à tous ceux qui partagent nos convictions libérales, sociales et européennes. La majorité doit être ouverte. »

Il n'est pas sûr que M. Léotard, déjà sur le qui-vive après les attaques de M. Barre contre la cohabitation — et ses amis suivent ce raiso-



nement de l'ancien premier ministre — jusqu'au bout. Certes, répondant à l'article du Monde sur l'éventuelle création d'un parti conservateur de droite (le Monde du 16 mars), M. Léotard a dénoncé ces manœuvres qui lui semblent « coupées de fil rose » et affirmé qu'il n'avait qu'une seule arrière-pensée : « celle de faire gagner Raymond Barre au premier tour ».

Mais succédant à la tribune à MM. Lecanuet et Méhaignerie, qui avaient fait montre, eux, d'un bel enthousiasme, le secrétaire général du PR, beaucoup moins à l'aise, a émaillé son propos de quelques rappels à l'ordre bien clairs. En direction des baristes tentés de trop tirer sur la ficelle chiraquienne : « Prenons garde que la division ne vienne pas nous barre avant même que l'élection n'ait lieu. » A l'adresse

des centristes attentifs à la mutation socialiste : « Moi, a-t-il dit, je ne me préoccupe pas de savoir s'ils ont changé ou non. Le meilleur socialiste dans une élection, c'est quand même le socialiste battu. Ce qu'il faut dire aujourd'hui, c'est que nos adversaires ne sont pas à côté de nous, mais en face de nous. » Et de rappeler enfin à tous ceux qui seraient tentés encore d'en découdre avec le RPR : « Nous ne serons jamais assez pour faire une majorité solide. Ne jetons pas ceux qui y sont déjà ».

Autant de petites phrases, qui ajoutées au refus récent de M. Léotard de figurer sur une affiche aux côtés de M. Simone Veil et de M. Pierre Méhaignerie, attestent bien que l'esprit d'Ajaccio sur fond de tango s'est déjà envolé.

DANIEL CARTON.

Vingt mille pour un sermon

L'enthousiasme militant n'est pas une spécialité bariste. Les grandes-messes où milliers d'affiches et distributeurs de tracts viennent recevoir le sacrement des slogans simplificateurs non plus. Mais c'est comme la cassette de merin breton ou la chansonnette corse : la campagne électorale à des rituels auxquels il faut bien se plier. A force de voir faire les amis ou les adversaires, on finit par apprendre à organiser de grands rassemblements populaires.

Au Bourget, la leçon a été bien révisée. L'examen était d'importance : dans ce fief chiraquien qu'est l'Île-de-France, il fallait montrer que le rival présidentiel du maître de Paris pouvait réunir la grande foule. Avec le renfort de quelques marches de l'ancienne principauté des rois de France, comme la Champagne ou la Normandie, l'objectif a été presque atteint : il défilait près de 20 000 à couronner dans la confiance à Raymond Barre sous le plus grand chapiteau monté en ce début de campagne électorale, 20 000 mètres carrés de surfaces couvertes.

Heureusement car les deux de la météo ne semblaient pas partager cette foi bariste : pluie, vent et tempêtes ont accompagné le long cortège de cars et de voitures. Mais, comme le dit même M. Simone Veil, « mariage pluvieux, mariage heureux », alors...

L'assistance fut longue à chasser. Le défilé des nombreux personnalités de la politique, du patronat (M. Yvon Gatté) ou du spectacle (M. Alain Delon) dans un studio (toujours l'obsession de la télévision), dont les débats étaient retransmis sur des écrans géants, n'avaient pas de quoi faire monter la température. Heureusement il y avait la musique de Michel Jéro et le générique d'un film d'horreur

« Mitterrand II, ou l'impossible retour ». Car malgré la bataille d'applaudissements entre M. Pierre Méhaignerie et M. François Léotard, une seule vedette était attendue : la candidate.

Comme il convenait, la salle lui a fait un triomphe. Les jeunes venus nombreux, vêtus de tee-shirts à son nom, alternaient, sans retenue, hurlement et comédie de brume. Jusqu'à faire sourire d'amusement M. Barre quand, pendant plusieurs minutes, le « tout empêché » de parler aux cris perçants scandés de « allez Raymond, allez Raymond ». La cohorte de ministres et dirigeants UDF, assés sagement avec les premiers rangs, où ils entouraient les députés RPR de Seine-Saint-Denis, M. Robert Pandraud, ministre délégué, à la sécurité et M. Michel Giraud, président RPR du conseil régional d'Île-de-France, en sont restés cois.

Les baristes restent pourtant des baristes. Cette salle gigantesque applaudit moins les formules assassines de son grand homme que les longs passages où il distille son programme : le refus de la cohabitation, la défense nucléaire, la rénovation du système éducatif. Il obtient non seulement l'attention mais un triomphe quand il explique longuement le pourquoi et le comment d'une nécessaire réforme fiscale. Le professeur Barre peut être satisfait : ses supporters, comme lui, aiment les campagnes sérieuses où l'on parle programme, où l'on aborde les débats de fond. Ils viennent aux « grandes-messes », mais ce qu'ils y apprécient, plus que les chants victorieux, plus que les slogans sacramentels, c'est le sermon.

THIERRY BRÉHER.

Une lettre de M^{me} Yvonne Michelet

M^{me} Yvonne Michelet nous écrit : Suite à l'article que vous publiez dans votre édition datée 13-14 mars, intitulé « Diverses personnalités gaullistes proclament leur soutien à M. Barre », je tiens à vous faire savoir que je suis une des belles-filles d'Edmond Michelet et non sa veuve, comme il est écrit dans cet article. Je n'ai nullement l'intention d'utili-

ser le nom de mon beau-père, pour justifier mon soutien à la candidature de Raymond Barre.

La vie d'Edmond Michelet m'a appris le sens de l'engagement et de la fidélité aux idées qu'on a toujours soutenues. C'est dans ce sens que j'ai signé le manifeste pour Raymond Barre mais cette signature n'engage que moi.

Tout sur Barre

Minitel: 36.14 BARRE (tarif réduit)

L'événement en direct.

88
ÉLYSÉE

Barre
Face à la France
qui bouge.

JEUDI 17 MARS 20 H 40

LE MONDE EN FACE
AVEC CHRISTINE OCKRENT.

Il n'y en a qu'une, c'est la Une.



هذه من الاصل



Politique

La campagne présidentielle

M. Pasqua à Brest

Y a-t-il de jolies femmes dans la salle ?

BREST
de notre envoyé spécial

La veille, à Saint-Brieuc, le coordinateur de la campagne du RPR en Bretagne, M. Bertrand Cousin, député des Côtes-du-Nord, avait raté son effet. Il avait réservé la primeur d'un « scoop » à M. Charles Pasqua. Il voulait lui dire, en ouvrant le meeting, que selon ses propres sources les socialistes ne s'interrogeraient plus sur le point de savoir si M. Mitterrand avait accompli un deuxième mandat mais qu'ils étaient, au contraire, décidés à le pousser vers un troisième, vu que « Tonton n'aurait que soixante-dix-neuf ans en 1995 ».

Malheureusement, quand parvenu au micro, il s'était retourné vers la tribune pour ironiser sur les « tontonmaniques » prêts à devenir « pépémantiques », le ministre de l'intérieur avait disparu dans les coulisses pour une « urgence ». La salle avait aussitôt crié le pire. Un attentat. Une prise d'otages. Elle avait poussé un soupir de soulagement lorsque M. Pasqua avait fait sa réapparition, sans savoir que l'« urgence » concernait un banal problème de transport aérien à régler pour rendre service à nos chers pèlerins. Mais pour M. Cousin il était trop tard.

Le député RPR des Côtes-du-Nord a donc recommencé le mardi 15 mars, à Brest, et pour faire bonne mesure, en présence cette fois de M. Pasqua, il s'est même laissé aller à parler des « tonton... maniques » !

Promu « Breton d'honneur » par M. Cousin en gage de reconnaissance éternelle de la part des populations locales émus par sa diligence au lendemain de l'ouragan du mois d'octobre, le ministre de l'intérieur a préféré réserver ses flèches les plus acérées à M. Lionel Jospin, il a certes brocardé M. Mitterrand, comme la veille, mais en utilisant contre cet

ennemi préféré les armes de l'humour.

Au cours d'un dîner privé, la veille au soir, M. Pasqua soulignait d'ailleurs que malgré les aïeux de la campagne sa « cohabitation » personnelle avec le chef de l'Etat demeurait de bon aloi. Il en donnait une nouvelle preuve en confiant que tous deux sont d'accord pour répondre positivement à une demande pressante des héritiers de Bourbon : le rapatriement dans la basilique de Saint-Denis des cendres de Charles X, exilées en Yougoslavie... (1).

Les socialistes sont-ils des martiens ?

Le premier secrétaire du PS a eu ainsi le privilège d'être particulièrement « cité » par le ministre de l'intérieur. A cause, d'abord, de son voyage de lundi en Corse : « Il faut à M. Jospin un certain culot et un certain manque de dignité pour aller en Corse attaquer le gouvernement dans le domaine de la lutte contre le terrorisme », a notamment déclaré M. Pasqua, en traitant le premier secrétaire du PS d'« ancien gauchiste ». A cause, ensuite, de ses commentaires sur les propos tenus par M. Chirac le 10 mars à Marseille : « Parant ce jour-là de la xénophobie et du racisme, M. Chirac les a naturellement condamnés », a expliqué M. Pasqua, mais en évoquant la situation de certains quartiers de Marseille il a dit qu'il comprenait l'inquiétude des populations. Et cela a donné lieu à une exploitation scandaleuse et ignominieuse de la part de gens comme Jospin et Harlem Désir, qui ont dit que Jacques Chirac avait déclaré comprendre le racisme. Il faut une forte dose d'impudence pour tenir ce genre de propos !

M. Pasqua s'est demandé au passage à propos de la « non-campagne des socialistes sans candidat », si ceux-ci ne sont pas des Martiens... »

Pour le reste, après avoir dressé un bilan décevant de septennat de M. Mitterrand en matière économique et sociale, le ministre de l'intérieur a insisté sur la nécessité de développer en France, dans la perspective d'une société libérée des carcans étatiques, deux « contre-pouvoirs » : « Il faut avoir des syndicats puissants mais dépolitisés et de fortes associations de consommateurs ».

Enfin et surtout, M. Pasqua a vanté les qualités de M. Jacques Chirac, « le mieux préparé » à exercer la charge suprême, tout en convenant que M. Raymond Barre « a indiscutablement les qualités pour faire un bon président de la République » et en montrant un point d'honneur, sur ce terrain, à se montrer solidairement irréprochable à l'égard de l'UDF.

Les nombreux militants et sympathisants réunis au parc des expositions — plus de deux mille personnes, parmi lesquelles de nombreux jeunes — ont fait un triomphe à sa façon méridionale et le ministre de l'intérieur a quitté Brest heureux et confiant parce qu'il y avait aussi dans la salle beaucoup de jolies femmes. Reprenant à son compte une certitude affirmée naguère par Alexandre Sanguinetti, un ancien complice à la tête du mouvement gauchiste, Charles Pasqua assure en effet que « les jolies femmes vont toujours dans les partis qui gagnent... »

ALAIN ROLLAT.

(1) Aux dernières nouvelles, ce dossier historique achèverait sur deux points : les héritiers spirituels de Charles X, qui abdiquèrent après la révolution de 1830, insisteraient pour qu'une éventuelle cérémonie de translation des cendres du défunt roi et de sa famille soit célébrée sous le drapeau blanc de la maison des Bourbons, ce qui chagrinerait les socialistes tricolores de MM. Mitterrand et Pasqua ; d'autre part, les cendres, hébergées actuellement lesdites cendres, en Yougoslavie, réclameraient quelque « compensation ».

Les convergences PR-RPR

M. Balladur partisan d'un « rapprochement » des composantes de « l'ensemble de la majorité »

M. Edouard Balladur, ministre RPR de l'économie et des finances, a réagi, le mardi 15 mars à Rouen, lors d'une réunion publique, aux informations parues dans le Monde du 16 mars sur les contacts entre le RPR et le PR pour la création d'un grand parti conservateur. Interrogé sur ces discussions, il a répondu : « Je les démens », avant d'ajouter : « J'ai déjà dit à plusieurs reprises que rien d'essentiel ne partageait les électeurs de la majorité, qui ont les mêmes convictions sur tous les grands problèmes ».

Pour le ministre d'Etat, « il serait sans doute bon qu'un jour ou l'autre ces convictions communes des électeurs — donnent lieu à une organisation, je ne veux pas dire une fusion, qui rapproche les divers éléments de la majorité ». « Je tiens à préciser », a continué M. Balladur, que cela devrait se faire à mes yeux que si ce mouvement de rapprochement concernait l'ensemble de la majorité et non pas un morceau de

la majorité se rapprochant d'un autre morceau et laissant de côté un troisième morceau ».

M. Alain Madelin, ministre PR de l'industrie et proche de M. Létard, affirme, pour sa part, dans un entretien publié par le Figaro du 16 mars, à propos de l'article du Monde : « Cela est faux. Il n'y a ni entretiens ni discussions secrètes entre le PR et le RPR (...). Cette allégation fait partie d'une manœuvre d'intoxication et des tentatives de dislocation de l'UDF (...). Y a-t-il, par ailleurs, une réflexion sur l'avenir de la majorité ? La réponse est oui. Cette réflexion n'est pas secrète, elle est publique ». M. Madelin juge que l'apparition d'une « grande famille libérale » n'est pas « à l'ordre du jour » et ajoute : « Certains pensent à un parti unique avec des courants internes. D'autres à l'hypothèse d'une confédération, je crois qu'il faut tenir compte des réalités, et notamment

des contraintes de nos lois électorales. Pour le PR, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la consolidation de l'UDF et la consolidation de l'union UDF-RPR. Ce qui peut venir au-delà, c'est de construire une alliance libérale et européenne ».

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui participait, mardi, à un meeting à Nantes, a commenté, de son côté : « Extravagance, trahison ouverte, coup porté à Raymond Barre ! Mais comment (...) les Français pourraient-ils faire confiance à ces gens-là ? Divisions, tractations, chausse-trappes, manœuvres : la droite semble à la veille d'une véritable explosion ou fait-il dire d'impulsion ? Le détonateur est tout trouvé, c'est l'élection présidentielle (...) Je suggère de ne pas confier la même aux mains de l'artificier Chirac, du bout-feu Létard ou de l'impitoyable démineur Raymond Barre ».

Le Front national traite M. Chirac de « gigolo »

Pour leur meeting parisien à la Mutualité, MM. Jean-Pierre Stébois, secrétaire général du Front national, et François Bachelot, directeur de la campagne de M. Le Pen sur Paris, ont sorti, le mardi 15 mars, le grand jeu. Bannières frappées de la flamme de leur parti flottant dans un faisceau lumineux, défilé de jeunes garçons et de jeunes filles, drapeaux bleu, blanc, rouge au vent, haie d'honneur tricolore sur fond de Carmine Burana pour l'entrée triomphale du docteur SIDA et de M. Immigration. La salle — un public à la fois très jeune et très âgé — a réagi au quart de tour aux attaques contre la gauche — « qu'ils aillent se mousser ces morveux ! » — et contre le premier ministre — « cet escroc politique » — accusé de « copier » sur le chef de file de l'extrême droite.

M. Bachelot a entonné la longue complainte du peuple français de menaces de disparition et qui a cru pouvoir trouver son salut démographique en « faisant appel aux ventres des maghrébines ».

Le député de Seine-Saint-Denis a broché le tableau d'une Sécurité

sociale à l'agonie abandonnant personnes âgées et handicapées : « Qui profite de la Sécurité sociale ? » — Les bougnouls ! — a alors crié quelqu'un dans la salle. « Ce sont MM. Maire et Bergeron qui se mettent 10 % dans la poche sur toutes les opérations (...). Voilà les gens qui vous escroquent à la Sécurité sociale », explique M. Bachelot.

Quant au refus du gouvernement de faire procéder à des dépistages systématiques du SIDA, « Bouché assassin ! » a hurlé la salle, — il s'apparente, selon lui, à « un génocide différé de la nation française ».

M. Jean-Pierre Stébois, lui, a sorti de sa poche un « scoop » en faisant venir à la tribune au milieu de son intervention un transfuge tout frais du RPR, M. Nicolas Tandler, journaliste à la Lettre de la Nation, l'organe de presse du RPR (1). Après une longue autocritique de son engagement chiraquien, M. Tandler a conclu sous les applaudissements : « J'ai une tête de cocu, je le reconnais, mais ça suffit ». Le secrétaire général du FN a annoncé également la présence du coureur

cycliste Luis Ocaña dans le comité de soutien à M. Le Pen.

En concentrant son tir sur M. Chirac, le conseiller municipal de Dreux ne faisait que suivre le conseil donné par M. Bachelot aux militants : « Notre adversaire à Paris, y'en a qu'un, c'est Chirac ». « Chirac, c'est le collabo de Mitterrand, c'est M. Stébois. Mais nous allons l'aider en cultivant des bulles sur ses affiches où on pourra lire : « J'm jure à gigolo ». Le numéro deux du FN a conclu par une longue diatribe contre les immigrés : « Mohamed fait venir sa femme, sa femme, sa femme, sa femme, sa femme, et c'est nous qui payons les allocations familiales de ses quinze, vingt et trente enfants ». Ovale et Marseille.

PIERRE SERVANT.

(1) Il y était entré en novembre 1987.

Au RPR, on précipitait mercredi matin que M. Tandler s'occupait « bénévolement » de la Lettre de la Nation du bled. Il s'agit, estimait-on rue de Lille, d'une « trahison qui a une signification personnelle ».

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Lang

Porte ouverte

M. Jack Lang, ancien ministre de la culture et député PS du Loiret-Cher, a souhaité, le mardi 15 mars, que « le meilleur de la cohabitation soit conservé », c'est-à-dire « l'esprit » et non « la division ». Si, « sur la base des grandes orientations » définies par le candidat socialiste à l'élection présidentielle, « telle ou telle personnalité, tel ou tel responsable politique ou non politique pensant pouvoir travailler avec le président élu », il n'y aurait, selon M. Lang, « aucune raison de fermer sa porte ». Pour lui, « la cohabitation aura historiquement contribué à faire émerger dans le pays cette volonté d'un grand nombre de Français de voir s'organiser le rassemblement du maximum d'entre eux autour des grandes questions de l'avenir ».

M. Létard

Consternants

M. François Létard, ministre de la culture et de la communication, a jugé, le mardi 15 mars, « consternants » les propos d'un candidat à l'élection présidentielle (qui) a évoqué l'intervention excessive d'artistes étrangers sur le sol français. M. Létard faisait allusion à des déclarations de M. Jean-Marie Le Pen qui, dimanche dernier, lors du « Club de la presse » d'Europe 1, s'était étonné qu'il n'y ait « à l'Opéra de Paris pratiquement que des directeurs étrangers » et avait ajouté : « Chaque fois que l'on fait un monument, chaque fois que l'on veut faire

tinger un orchestre, on s'adresse à l'étranger ». Pour M. Létard, « de tels propos déshonorent leur auteur ». Le ministre, qui dressait le bilan de deux années de commandes publiques de son ministère, a tenu à « dire aux artistes étrangers qu'ils sont chez eux dans cette maison ».

M. Balladur

Le muet

M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, a affirmé, le mardi 15 mars, à Rouen, à propos de l'attitude de M. François Mitterrand : « Une élection, ça ne se joue

pas avec un muet ». Le ministre a reproché au président de la République de « jouer avec les citoyens détenteurs de la souveraineté populaire » et de tenter de « masquer les problèmes aux yeux des Français (...) ». M. Balladur a invité les électeurs à ne pas être « dupes d'une fausse notion du rassemblement ». « Nous qui avons suivi le général de Gaulle, a-t-il continué, nous savons ce qu'est le rassemblement : c'est de fixer au peuple un objectif clair auquel il puisse adhérer ».

M. Balladur a jugé que si M. Mitterrand est réélu, il prendra des ministères communistes dans son gouvernement et fera rétablir « à coup sûr » le scrutin proportionnel.

Le gouvernement du troisième type

(Suite de la première page.)

Chacun sait, enfin, que pour préserver les seuls équilibres sociaux actuels et satisfaire aux priorités sur lesquelles s'accrochent tous les candidats (l'éducation, notamment), il faudrait sans doute accroître le niveau global de prélèvement, perspective qui est en contradiction avec la contrainte européenne. M. Chirac en parle peu, mais il devra bien, s'il est élu, expliquer quel est le coût social de la dérégulation — non exempte de dynamisme — qu'il a esquissée au gouvernement.

M. Barre, qui en a beaucoup parlé, même s'il est moins entendu, et qui est plus soucieux qu'on ne le dit de cohésion sociale, prône courageusement une remise à plat du système fiscal, qui implique un élargissement de l'impôt sur le revenu. Ce qui n'est pas une mince affaire.

M. Mitterrand enfin aura pour tâche de convaincre le « groupe central » de la société, sur lequel il s'appuie, qu'il lui faudra, après avoir bénéficié pendant trente ans de mécanismes égalitaires, faire à son tour de nouveaux efforts pour satisfaire à l'exigence de solidarité.

Mais — et c'est là l'originalité de cette campagne — ces aspects, pour importants qu'ils soient, sont relégués au second plan par un enjeu plus important et purement politique. Car les prises de positions économiques ou sociales n'ont pas de sens, tant qu'elles n'ont été définies

les moyens politiques qui permettent de les affronter. De ce point de vue, personne n'aurait été surpris. M. Barre ? Il lui faudra créer de toutes pièces une majorité parlementaire, alors même qu'il pâtit de la faiblesse de ses relais centristes, et de la curieuse attitude des lottardiens et autres radicaux.

M. Chirac ? Il est, apparemment, le mieux placé, car il met en avant le statu quo de l'actuel coalition RPR-UDF. Mais n'adhère à l'Etat-RPR, qu'il cherche à parachèver, qu'un quart du corps électoral, au mieux. Aussi, pratique-t-il, comme la droite italienne, à la fin du dix-neuvième siècle, le « transformisme » : à défaut de gagner spontanément à sa cause une majorité d'électeurs, il décuplé ses rivaux en les intégrant, en les ralliant les uns après les autres. C'est le sens, notamment, du projet balladurien de grand parti conservateur.

M. Mitterrand ? Il n'est pas sûr que le seul effet mécanique de sa victoire lui permette d'obtenir une majorité socialiste, alors même que les Français, s'ils sont apparemment séduits par le président, n'aspirent pas à une nouvelle Chambre rose.

En fait, la réussite ira au meilleur alchimiste, et c'est en cela que M. Barre serait le mieux placé pour faire pièce à M. Mitterrand.

Car M. Chirac, lui, reste sur le schéma classique, et peut-être désor-

Mme Bouchardeau

Les gens du centre

Mme Huguette Bouchardeau, ancien ministre de l'environnement et député app. PS du Doubs, a affirmé, le mardi 15 mars, à Limoges : « Je suis tout à fait prête à travailler avec des gens comme Bernard Stasi ou Pierre Méhaignerie ». Pour Mme Bouchardeau, « travailler avec des gens du centre n'est pas plus compromettant que de travailler avec certains hommes de gauche ». L'ancienne dirigeante du PSU souhaiterait que « tous les hommes politiques parlent

avec la même franchise que Jacques Delors » et pense que « beaucoup de Français ne comprennent plus le clivage gauche-droite ».

M. Lajoinie

Quatre cent trente signatures

L'Humanité du mercredi 16 mars publie la liste de quatre-cent-trente personnes, parmi lesquelles des dirigeants du PCF et de la CGT auxquelles s'ajoutent des artistes (Isabelle Aubret, François Chautemette et Jean Ferrat), qui signent un appel national en faveur de M. André Lajoinie. Invité, le matin même sur France-Inter, le candidat du PCF à l'élection présidentielle s'est dit touché par la signature de M. Alain Clavard, ouvrier de Dunlop licencié, puis réintégré. M. Lajoinie a appelé les électeurs à voter pour lui, « même s'ils ne sont pas d'accord avec tout le programme du PC » ou même « s'ils sont d'accord sur un seul de ses points ». Indiquant que la candidature Juquin avait été « avortée » et « inspirée » par le PS, il a accusé les dirigeants socialistes d'avoir « cotisé les signatures pour Pierre Juquin dans de nombreux départements ». Lors d'un « banquet républicain », mardi à Fleury-Mérogis (Essonne), M. André Lajoinie a indiqué que voter communiste le 24 avril, c'est faire le geste qui sauve car cela déterminera ce qui se passera par la suite ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. Rocard à Rome

« Prêt à tout » pour l'après-8 mai

ROME
de notre correspondant

Où mieux que dans la cité où fut signé, il y a trois décennies, le traité instituant la CEE, proclamer sa foi européenne ? Mettant un terme, le mardi 15 mars, à Rome, à une tournée des capitales des douze pays de la Communauté qu'il s'était, « il y a deux ans, fait un devoir de visiter », M. Michel Rocard s'est effectivement lancé, devant une vingtaine de journalistes, dans une vibrante apologie du « modèle européen » qu'il définit ainsi : « Le développement, les droits de l'homme, la paix, la sécurité, le développement, c'est le Sud ; sans les droits de l'homme, c'est l'Est ; sans la Sécurité sociale, vous avez les Etats-Unis, un pays où une maladie du chef de famille bouleverse le destin des gosses », a-t-il déclaré.

« Nous, les socialistes, sommes les derniers défenseurs de ce modèle européen que tous nous emment, a-t-il ajouté. La droite, confrontée à un ralentissement de la croissance économique, commence à l'abandonner, dit : c'est la fin du modèle. Elle constate que la Sécurité sociale craque. Les pauvres peuvent crever ! Nous, la gauche, nous proposons plutôt une autre culture médicale, l'art de se soigner en ne tirant pas sur la consommation ».

En réponse à une question sur son éventuelle nomination au poste de premier ministre, il a répondu : « Tout homme politique responsable, s'il est intelligent et expérimenté, doit être prêt à tout ».

M. Rocard, qui a l'intention d'évoquer avec ses interlocuteurs italiens les problèmes de défense, ne souhaite pas une « officialisation trop voyante » du Conseil de défense franco-allemand. « Nous, Français, ajoutons-t-il, sommes trop justes ; il faut être un peu anglo-saxon, prendre les choses comme elles viennent ».

« Mitterrand ? Il est rotardien » : ainsi, l'influent quotidien La Repubblica avait-il, à la veille de l'arrivée de l'ancien ministre de l'Agriculture, tiré l'un de ses articles : M. Rocard en ravi. Au printemps de 1983, le PS français — plus tard et moins explicitement qu'il ne l'aurait souhaité — a opéré un « massif changement » antistatiste, remarque-t-il. M. Rocard, jusqu'alors « très minoritaire » dans la formation, se considère aujourd'hui comme un « homme » tout à fait au cœur de ce qui s'y passe ».

J.-P. C.

Politique

Le feuilleton du septennat

1983, les décrets divins

L'état de grâce, en 1982, a quitté la planète. François Mitterrand, sacré « homme de l'année » 1981 par le *Financial Times*, cède la place à E.T. Dieu ne sera pas socialiste. C'est l'antéchrist, après la rigueur, (le *Monde* des 15 et 16 mars).

« On a été, cette année, servi par les décrets divins. » Le 8 septembre 1983, à l'occasion d'une escapade champêtre à Châteaufort, tout près de Besançon, François Mitterrand parla de l'ordinaire organisation des calamités climatiques. Inondations au printemps, sécheresses en été, neige en novembre et Noël en décembre. Quand le beau temps s'installait, son grand-père avait coutume de dire qu'il ferait trop sec et, quand il commençait à pleuvoir, que cette année-là, c'est vrai, l'ordinaire de l'agriculture avait été fâcheux.

Le sien aussi. Dieu, en 1983, ne fit pas grâce et, à l'exception notable d'une classe ouvrière de bonne composition, il fut bien le seul. Tout ce que la France comptait de conformistes découvrit les bonheurs de la révolution sociale. Les mandarins hospitaliers transportèrent leur dignité dans la rue et annonceront à grands coups de gong qu'à continuer ainsi la France médicale finirait en coma dépassé. Les commerçants dilapidèrent leurs tomates en défilé joyeux. Les policiers mirent légitime brandir le poing et, phénomène rare, posséder la mauvaise

volonté jusqu'à fraterniser avec les gendarmes chargés de les empêcher de vilipender la République. Manquant les gros bras de la contestation, les chauffeurs routiers se seraient pour le début de l'année suivante.

Les « décrets divins » tombaient en giboulées. Il y en eut de rédigés avec le sang des hommes, comme chaque année. En 1983, la France fut parmi les plus douloureusement servies. Le 15 juillet, l'ASALA, Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie, posa une machine infernale dans un sac de voyage, au comptoir 61 d'Orly-Sud : six morts et quarante-huit blessés. Le 23 octobre à Beyrouth, à 6 h 20, alors que le clairon venait de sonner le réveil, un camion-suicide chargé de 3 tonnes de TNT ravagea un poste de l'armée française : cinquante-huit morts parmi les soldats en mission de paix. Quelques mois plus tôt, Gabriel Garcia Marquez avait obtenu le prix Nobel de la paix. C'est une solitude. Quelle solitude pour ce chef d'Etat venu se recueillir dans les ruines de Beyrouth, devant les corps des soldats « de la paix » et des deux cents militaires américains victimes, trois minutes avant les Français, d'un attentat similaire. La mort appelle la mort. Le 17 novembre, en manière de représailles, les Super-Etendard de l'armée française bombardèrent un cantonnement de milices pro-syriennes, à l'est de Baalbek. La France tua un berger.

L'année avait commencé, le 2 janvier, par un éolat de rire. Dieu n'était encore que factieux lorsque, ce jour-là, il mit le doigt sur Latche, résidence laïssaise de François Mitterrand, d'où le chef de l'Etat imaginait qu'il pourrait s'adresser aux Français par l'intermédiaire d'Antenne 2. Une grue, aussi mystérieuse que nécessaire à la bonne tenue des ondes hertziennes, n'arriva point à temps. Prise de fantaisie, elle était partie faire la tournée des grands ducs dans le nord du pays. François Mitterrand attendit quelques heures que l'on bricole, sans la grue, la liaison avec Paris et délivra son message : « Nous ne sommes pas maîtres des données économiques mondiales. Nous ne pensons pas à nous seuls déterminer le courant. » Il ajouta : « Je

veux mettre en place une société d'économie mixte. »

L'avant-veille, dans ses vœux du 31 décembre, il s'était fait le chantre d'un objectif « qui commande tous les autres ». L'entreprise. Il avait aussi rappelé que le socialisme de changement, pour parler comme Pierre Mauroy, était désormais verrouillé : renoué à soixante ans, cinquante semaines de congés payés, semaine de 39 heures, droits nouveaux des travailleurs. C'était bien le moins, puisque depuis quelques semaines Jacques Delors, la ferme à Poil et l'air désolé, montrait les Français d'un nouveau tour de vis.

L'inflation n'avait certes progressé que de 1,5 % pendant les quatre mois du blocage des salaires et des prix, mais ni le commerce extérieur ni le franc ne se portaient bien. En décembre 1982, François Xavier Stasse, conseiller économique à l'Elysée, avait averti le président, par note : « La France ne peut résister, en 1983, un déficit du même ordre de grandeur qu'en 1982 sans certitude d'un grave accident monétaire. »

Business Week sentait le vent tourner et s'en réjouissait dans son édition du 10 janvier : « La France, par tradition, est un pays conservateur. A son poste de président, M. Mitterrand, déjà socialiste conservateur, est devenu encore plus conservateur sous l'effet de la tendance historique française aux déficits. » Trois semaines plus tard, Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, archétype de cette « gauche clérical » fantasque de l'antioflagellation que François Mitterrand déteste tant, sortit de l'Elysée avec sa haine et sa disci-

plines, au terme d'un long entretien avec le président de la République. Sur le perron, il dit : « L'hypothèse d'un deuxième plan de rigueur doit maintenant être envisagée. » Il ajouta que la CFDT s'opposait à toute radicalisation politique et à toute forme de protectionnisme. Tiens donc !

Les cent un daltoniens

Et pourquoi donc ? Parce qu'un débat discret, longtemps secret, avait été engagé, autour de François Mitterrand, sur le thème suivant : faut-il ou non que le franc sorte du système monétaire européen, dans quelles conditions, avec quels résultats ? Le président consulte.

Des économistes, les uns après les autres ou par groupes, à déjeuner : Kolm, Denize, Uri, Malinvaud, son ami Jean Riboud. Des politiciens et, singulièrement ceux que Pierre Mauroy appelle « les visiteurs du soir ». Le premier ministre les croise, en fin de journée, dans l'antichambre présidentielle. L'équipe comprend Pierre Bérégovoy, Laurent Fabius, Jean-Pierre Chevènement, Jean Riboud encore, tous tenants d'une sortie du SME dont François Mitterrand a déjà expliqué, pourtant, à plusieurs reprises, qu'il n'est pas question de le quitter, pour des raisons essentiellement politiques, la solidarité européenne en premier lieu. « Il en fallait, quoi, de la patience pour supporter cela », dit, aujourd'hui, Pierre Mauroy.

Il sera nécessaire, en tout cas, de serrer les boulons. Jacques Delors parmi d'autres, mais plus fort que les autres et dans une longue lettre soigneusement argumentée adressée au président de la République, avait dit récemment 1982, sonné l'alarme. Pendant l'hiver 1982, François Mitterrand confiait : « J'ai fait la politique pour laquelle les Français m'ont élu en 1981. Ils voulaient la rigueur. Ils l'ont eue. On ne force pas les Français à comprendre. Maintenant, ils ont compris que ce n'était plus possible. » Pierre Mauroy traduit ainsi ce propos et le complète : la rigueur était nécessaire, mais si nous l'avions mise en œuvre tout de suite, dès 1981, notre électeur ne nous aurait pas permis de tenir cinq ans. Sans le respect des engagements de 1981, c'était la faillite politique assurée et, sans la rigueur, la faillite économique avec, au bout du compte, le même résultat.

Serrer les boulons, bien sûr. Mais pas avant les élections municipales des 6 et 13 mars. Le dernier tour de clé à pipe ne serait donné qu'après. Pierre Mauroy amusa le tapis en affirmant qu'il avait bien autre chose en tête que de mûrir une nouvelle politique. « Il n'y a pas de plan caché dans un tiroir », clamait le premier ministre, le 16 février, trois semaines avant le premier tour des élections municipales. Et, benoit, il assurait sans se frapper : « C'est, pratiquement tous les indicateurs de la politique gouvernementale se remettent tranquillement au vert. » Pierre Mauroy et ses amis jouaient, pour la galerie, les cent un daltoniens.

Quel était donc ce serpent qui sifflait sur nos têtes ? Sortir du SME, cela voulait dire protection des frontières contre l'envahisseur étranger, clauses de sauvegarde dans le marché commun européen. Cela voudrait dire reconquête, enfin, du marché intérieur, donc stimulation des investissements et de la production, amélioration de la situation de l'emploi. Selon les tenants de cette solution, la France se referait une santé, toute seule dans son coin, en attendant des jours meilleurs et le moment d'affronter à nouveau, victorieusement, la concurrence étrangère. Le comportement supposé des chefs d'entreprise posait problème. A chaque dévaluation, ils en avaient profité pour augmenter les prix et pas pour conquérir des parts de marché. Pourquoi, cette fois, investiraient-ils ? Jean Riboud, PDG de Schlumberger, se portait garant de ses pairs, levait les

doutes, tenait un discours convaincant.

A l'autre bord, Pierre Mauroy et Jacques Delors invoquaient les mesures de rétorsion que prendraient les pays en voie de développement, les Etats-Unis, le Japon, les partenaires du Marché commun. Les références connues - l'Albanie et l'Inde - ne les gâtaient pas d'optimisme. Le premier ministre se souvenait qu'à la fin de l'année précédente, en Malaisie, on l'avait menacé de bloquer 3 à 5 milliards de contrats (méthaniers, centrales électriques) si la France ne renouait pas à son comportement protectionniste. Quel protectionnisme ? Le simple obligation de rédiger en français les documents douaniers paraissait, aux yeux des Malais, le comble de l'inégalité commerciale. On pouvait donc craindre une aggravation paradoxale du commerce extérieur.

Entre les deux tours des municipi-

une autre réponse. Le débat, pourtant continu. Lionel Jospin évoluait à une dizaine d'heures la durée des discussions auxquelles il a participé sur ce sujet, à l'Elysée, pendant la « semaine folle ».

Le mercredi 16 mars, Laurent Fabius, jusqu'alors parisien de la sorte change d'avis. Le directeur du Trésor, Michel Camdessus, lui a communiqué l'état des réserves de la Banque de France en devises. La Banque de France serait incapable de freiner le plongeon du franc au lendemain de sa sortie du serpent. « Le dollar était haut à l'époque, remarque aujourd'hui Pierre Mauroy. Mais nous n'avons rien vu. Il allait monter, dans les mois suivants, jusqu'à 10 francs ! Heureusement que nous n'avons pas quitté le SME. Nous aurions retrouvé le franc dans les abîmes. »

Entre les deux tours des municipi-

il faut en être. Pierre Mauroy, ayant perçu la rumeur des ambitions qui débarquaient de Bruxelles, ne s'y trompa point et se dit in petto : « Je connais mon Mitterrand. Tout ce tintamarre... Mon vieux Delors, ce n'est pas pour cette fois-ci. »

Pierre Bérégovoy aussi était sur les rangs. Peut-être même Laurent Fabius, déjà. François Mitterrand, un bref moment, avait songé à Michel Rocard. Il balança, ou fit semblant. Bérégovoy, Delors ou Mauroy ? Comme il dut s'amuser, le 22 mars à déjeuner, lorsqu'il convia à sa table Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius qui, l'un et l'autre, avaient voulu sortir du SME, ainsi que Jacques Delors, qui, ayant défendu la position inverse, se voyait en charge du gouvernement à condition que les deux autres soient relégués au fond de la classe, c'est-à-dire à mille lieues des portefeuilles économiques. A ce moment-là, Pierre Mauroy en assurait de rester. « Il faut que nous restions ensemble, hein ! », lui a dit François Mitterrand, qui est rentré, en fin de matinée, de Bruxelles. Pierre Bérégovoy, Laurent Fabius, Jacques Delors ne savaient encore rien de ce « décret divin ».

A l'époque, cette histoire n'aurait amusé personne. La semaine avait été folle, si confuse que l'on n'y voyait goutte. Pour la France entière, François Mitterrand ne savait que faire, changeait d'avis, hésitait. Dieu promenant un doigt négligemment sur la tête du serpent magique. Allait-il le carcasser ou lui tordre le cou ? Dieu considérait de haut la populace, la foule grouillante des Mauroy, Delors, Bérégovoy, Fabius, Jospin.

Pierre Mauroy affirme que François Mitterrand a hésité jusqu'au bout, jusqu'au cœur de la folle semaine sur la sortie ou non du SME. Un autre témoin privilégié assure - thèse ultra-minoritaire - que le choix du président était formé depuis le mois de janvier : il aurait alors joué du serpent pour jager les hommes et la négociation monétaire venue, pour faire chasser les Allemands. En somme, Dieu aurait croqué les pommes.

M. François Mitterrand se donnait du bon temps. L'après-midi du 19 mars, un samedi, en pleine négociation monétaire, quel événement l'occupait ? Il regardait la télévision. Non pas « Dallas », dont il a, paraît-il, demandé que l'on enregistre chaque épisode afin que de J.R. il ne manque point une scène. Ce n'était pas l'heure. Il suivait France - Pays de Galles, match comptant pour le Tournoi des cinq nations, que le XV tricolore emporta par 16 points et un nez cassé, celui de Serge Blanco, à 9.

Le 14 juillet, rien de spécial. On siffla - un peu - le président sur les Champs-Élysées. On siffla très peu - à l'Elysée le whisky tricolore fabriqué en Bretagne, baptisé « le binou », dont on ne revit pas la couleur l'année suivante. Le 7 septembre, en revanche, fut un jour historique. Edmond Maire déclara : « Les choses vont dans le bon sens. »

JEAN-YVES LHOMEAU.

Prochain article : 1984, Carl Lewis à Matignon



volonté jusqu'à fraterniser avec les gendarmes chargés de les empêcher de vilipender la République. Manquant les gros bras de la contestation, les chauffeurs routiers se seraient pour le début de l'année suivante.

Les « décrets divins » tombaient en giboulées. Il y en eut de rédigés avec le sang des hommes, comme chaque année. En 1983, la France fut parmi les plus douloureusement servies. Le 15 juillet, l'ASALA, Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie, posa une machine infernale dans un sac de voyage, au comptoir 61 d'Orly-Sud : six morts et quarante-huit blessés. Le 23 octobre à Beyrouth, à 6 h 20, alors que le clairon venait de sonner le réveil, un camion-suicide chargé de 3 tonnes de TNT ravagea un poste de l'armée française : cinquante-huit morts parmi les soldats en mission de paix. Quelques mois plus tôt, Gabriel Garcia Marquez avait obtenu le prix Nobel de la paix. C'est une solitude. Quelle solitude pour ce chef d'Etat venu se recueillir dans les ruines de Beyrouth, devant les corps des soldats « de la paix » et des deux cents militaires américains victimes, trois minutes avant les Français, d'un attentat similaire. La mort appelle la mort. Le 17 novembre, en manière de représailles, les Super-Etendard de l'armée française bombardèrent un cantonnement de milices pro-syriennes, à l'est de Baalbek. La France tua un berger.

L'année avait commencé, le 2 janvier, par un éolat de rire. Dieu n'était encore que factieux lorsque, ce jour-là, il mit le doigt sur Latche, résidence laïssaise de François Mitterrand, d'où le chef de l'Etat imaginait qu'il pourrait s'adresser aux Français par l'intermédiaire d'Antenne 2. Une grue, aussi mystérieuse que nécessaire à la bonne tenue des ondes hertziennes, n'arriva point à temps. Prise de fantaisie, elle était partie faire la tournée des grands ducs dans le nord du pays. François Mitterrand attendit quelques heures que l'on bricole, sans la grue, la liaison avec Paris et délivra son message : « Nous ne sommes pas maîtres des données économiques mondiales. Nous ne pensons pas à nous seuls déterminer le courant. » Il ajouta : « Je

veux mettre en place une société d'économie mixte. »

L'avant-veille, dans ses vœux du 31 décembre, il s'était fait le chantre d'un objectif « qui commande tous les autres ». L'entreprise. Il avait aussi rappelé que le socialisme de changement, pour parler comme Pierre Mauroy, était désormais verrouillé : renoué à soixante ans, cinquante semaines de congés payés, semaine de 39 heures, droits nouveaux des travailleurs. C'était bien le moins, puisque depuis quelques semaines Jacques Delors, la ferme à Poil et l'air désolé, montrait les Français d'un nouveau tour de vis.

L'inflation n'avait certes progressé que de 1,5 % pendant les quatre mois du blocage des salaires et des prix, mais ni le commerce extérieur ni le franc ne se portaient bien. En décembre 1982, François Xavier Stasse, conseiller économique à l'Elysée, avait averti le président, par note : « La France ne peut résister, en 1983, un déficit du même ordre de grandeur qu'en 1982 sans certitude d'un grave accident monétaire. »

Business Week sentait le vent tourner et s'en réjouissait dans son édition du 10 janvier : « La France, par tradition, est un pays conservateur. A son poste de président, M. Mitterrand, déjà socialiste conservateur, est devenu encore plus conservateur sous l'effet de la tendance historique française aux déficits. » Trois semaines plus tard, Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, archétype de cette « gauche clérical » fantasque de l'antioflagellation que François Mitterrand déteste tant, sortit de l'Elysée avec sa haine et sa disci-

plines, au terme d'un long entretien avec le président de la République. Sur le perron, il dit : « L'hypothèse d'un deuxième plan de rigueur doit maintenant être envisagée. » Il ajouta que la CFDT s'opposait à toute radicalisation politique et à toute forme de protectionnisme. Tiens donc !

Les cent un daltoniens

Et pourquoi donc ? Parce qu'un débat discret, longtemps secret, avait été engagé, autour de François Mitterrand, sur le thème suivant : faut-il ou non que le franc sorte du système monétaire européen, dans quelles conditions, avec quels résultats ? Le président consulte.

Des économistes, les uns après les autres ou par groupes, à déjeuner : Kolm, Denize, Uri, Malinvaud, son ami Jean Riboud. Des politiciens et, singulièrement ceux que Pierre Mauroy appelle « les visiteurs du soir ». Le premier ministre les croise, en fin de journée, dans l'antichambre présidentielle. L'équipe comprend Pierre Bérégovoy, Laurent Fabius, Jean-Pierre Chevènement, Jean Riboud encore, tous tenants d'une sortie du SME dont François Mitterrand a déjà expliqué, pourtant, à plusieurs reprises, qu'il n'est pas question de le quitter, pour des raisons essentiellement politiques, la solidarité européenne en premier lieu. « Il en fallait, quoi, de la patience pour supporter cela », dit, aujourd'hui, Pierre Mauroy.

Il sera nécessaire, en tout cas, de serrer les boulons. Jacques Delors parmi d'autres, mais plus fort que les autres et dans une longue lettre soigneusement argumentée adressée au président de la République, avait dit récemment 1982, sonné l'alarme. Pendant l'hiver 1982, François Mitterrand confiait : « J'ai fait la politique pour laquelle les Français m'ont élu en 1981. Ils voulaient la rigueur. Ils l'ont eue. On ne force pas les Français à comprendre. Maintenant, ils ont compris que ce n'était plus possible. » Pierre Mauroy traduit ainsi ce propos et le complète : la rigueur était nécessaire, mais si nous l'avions mise en œuvre tout de suite, dès 1981, notre électeur ne nous aurait pas permis de tenir cinq ans. Sans le respect des engagements de 1981, c'était la faillite politique assurée et, sans la rigueur, la faillite économique avec, au bout du compte, le même résultat.

Serrer les boulons, bien sûr. Mais pas avant les élections municipales des 6 et 13 mars. Le dernier tour de clé à pipe ne serait donné qu'après. Pierre Mauroy amusa le tapis en affirmant qu'il avait bien autre chose en tête que de mûrir une nouvelle politique. « Il n'y a pas de plan caché dans un tiroir », clamait le premier ministre, le 16 février, trois semaines avant le premier tour des élections municipales. Et, benoit, il assurait sans se frapper : « C'est, pratiquement tous les indicateurs de la politique gouvernementale se remettent tranquillement au vert. » Pierre Mauroy et ses amis jouaient, pour la galerie, les cent un daltoniens.

Quel était donc ce serpent qui sifflait sur nos têtes ? Sortir du SME, cela voulait dire protection des frontières contre l'envahisseur étranger, clauses de sauvegarde dans le marché commun européen. Cela voudrait dire reconquête, enfin, du marché intérieur, donc stimulation des investissements et de la production, amélioration de la situation de l'emploi. Selon les tenants de cette solution, la France se referait une santé, toute seule dans son coin, en attendant des jours meilleurs et le moment d'affronter à nouveau, victorieusement, la concurrence étrangère. Le comportement supposé des chefs d'entreprise posait problème. A chaque dévaluation, ils en avaient profité pour augmenter les prix et pas pour conquérir des parts de marché. Pourquoi, cette fois, investiraient-ils ? Jean Riboud, PDG de Schlumberger, se portait garant de ses pairs, levait les

doutes, tenait un discours convaincant.

A l'autre bord, Pierre Mauroy et Jacques Delors invoquaient les mesures de rétorsion que prendraient les pays en voie de développement, les Etats-Unis, le Japon, les partenaires du Marché commun. Les références connues - l'Albanie et l'Inde - ne les gâtaient pas d'optimisme. Le premier ministre se souvenait qu'à la fin de l'année précédente, en Malaisie, on l'avait menacé de bloquer 3 à 5 milliards de contrats (méthaniers, centrales électriques) si la France ne renouait pas à son comportement protectionniste. Quel protectionnisme ? Le simple obligation de rédiger en français les documents douaniers paraissait, aux yeux des Malais, le comble de l'inégalité commerciale. On pouvait donc craindre une aggravation paradoxale du commerce extérieur.

Entre les deux tours des municipi-

une autre réponse. Le débat, pourtant continu. Lionel Jospin évoluait à une dizaine d'heures la durée des discussions auxquelles il a participé sur ce sujet, à l'Elysée, pendant la « semaine folle ».

Le mercredi 16 mars, Laurent Fabius, jusqu'alors parisien de la sorte change d'avis. Le directeur du Trésor, Michel Camdessus, lui a communiqué l'état des réserves de la Banque de France en devises. La Banque de France serait incapable de freiner le plongeon du franc au lendemain de sa sortie du serpent. « Le dollar était haut à l'époque, remarque aujourd'hui Pierre Mauroy. Mais nous n'avons rien vu. Il allait monter, dans les mois suivants, jusqu'à 10 francs ! Heureusement que nous n'avons pas quitté le SME. Nous aurions retrouvé le franc dans les abîmes. »

Entre les deux tours des municipi-

Nouvelle-Calédonie

M. Tjibaou rend le gouvernement responsable des éventuels « dérapages »

Ce fut un tout petit meeting perdu, noyé dans la déferlante de la campagne. Comble de malchance, M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, victime d'un refroidissement, avait une toute petite voix. Il a tout de même remercié les quelques centaines d'inconditionnels au premier rang desquels MM. Alain Krivine, président de la LCR, et Yvanick Simbron, secrétaire général de la FEN - venus, mardi 15 mars, au Cirque d'hiver, apporter leur soutien aux indépendantistes canaques. Et il a exhorté les autres : « C'est dur de se retrouver autour d'une cause qui semble perdue en ce moment. »

Il n'empêche. A quelques semaines du vote, pour le moins jour que le premier tour de l'élection présidentielle, qui doit ouvrir la voie, en Nouvelle-Calédonie, à l'application du nouveau statut du territoire, M. Tjibaou a rappelé les consignes de son mouvement de boycotter ce scrutin. Tout en se refusant à dévoiler les modalités de cette action dans l'attente d'une convention indépen-

dentiste qui doit se tenir le 2 avril, il a lancé un avertissement au gouvernement, « qui sera le seul responsable de tous les dérapages qui vont venir. Ça ne va pas être tendre. Il y aura peut-être encore du sang. Si on peut trouver une solution négociée, ce sera mieux pour tout le monde. »

Sur un ton presque pathétique, M. Tjibaou en a appelé à la solidarité de la métropole : « Nous allons faire nous-mêmes le maximum, mais sans votre solidarité on peut tout ensemble acheter des fleurs chez le fleuriste. On fait des trucs importants pour protéger les balaises, vous n'allez pas laisser les Canaques disparaître, quand même ! »

Le président du FLNKS, qui séjourne à Paris depuis plusieurs jours et a notamment participé à la fête de SOS-Racisme en compagnie de M. Pierre Juquin, doit regagner la Nouvelle-Calédonie à la fin de la semaine.

D. S.

M. Chevènement publie ses écrits

M. Jean-Pierre Chevènement publie une brochure regroupant des extraits de ses Discours, interventions et entretiens prononcés ou écrits d'août 1981 à février 1982. Il s'agit donc d'une sorte de chronique d'une candidature inachevée, puis, que cette période correspond aux quelques mois pendant lesquels le maire de Belfort a été candidat à la candidature au cas où M. Mitterrand ne se représenterait pas. Dans la préface de ce recueil, M. Chevènement rappelle, au demeurant, qu'il a été « le premier » à souhaiter que M. Mitterrand se représente, « à une époque où l'on s'interrogeait sur la capacité du président à terminer son mandat ».

Le député du Territoire de Belfort rappelle aussi qu'il a voulu être candidat parce que « les idées ont leur force ». Ces idées sont classées selon sept axes : « Bâtir une Europe européenne, coopérer avec le Sud, reconquérir la croissance et l'emploi, renforcer la solidarité nationale, investir dans l'intelligence, moderniser l'état républicain, savoir accueillir. »

(*) Brochure publiée par le club République moderne, 51, avenue Raymond-Poincaré, 75 016, Paris. Prix : 10 F.

Allo Raymond Barre
Tél: (16) 1 45 49 45 49
Service Accueil Comité Barre 88
195 Bd. Saint Germain 75007 Paris

中國快車
CHINE EXPRESS
LE VOYAGE INDIVIDUEL EN CHINE
La Compagnie des Voyages
28 RUE PIERRE LESCOT 75001 PARIS - 45 08 44 88

هنا من الامم

Société

Michel Ange, Zurbaran, Cézanne, Picasso...

Le musée baladeur d'Imelda Marcos

Le jeu de piste commence au palais de Malacanang, à Manille, au soir du 25 février 1986, d'où, après une journée d'échanges téléphoniques fébriles avec Washington, des hélicoptères militaires décollent précipitamment. A leur bord, le dictateur déchu, son épouse, l'opulente Imelda, et une poignée de fidèles qui les suivront dans leur exil doré d'Honolulu.

Lâchés par leur vieux ami Ronald Reagan, les Marcos laissent derrière eux des lits défaits, une assiette de caviar à peine entamée et quantité d'écrits vides. Dans les appartements privés du palais, les partisans de Cory Aquino, la nouvelle présidente, découvriront des diapositives représentant des toiles de maître ainsi que divers documents relatifs à des tableaux de prix qui, tous, ont disparu.

En vingt ans de règne, les Marcos ont détourné une fortune que le gouvernement de Cory Aquino a renoncé pour l'instant à évaluer avec précision. Les chiffres sont de l'ordre de 10 milliards de dollars (60 milliards de francs) !

Sur l'aide accordée aux Philippines par les pays riches, les Marcos prélevaient leur dû. Rares étaient les grands projets, routes, ponts ou implantations industrielles qui ne leur rapportaient pas directement ou à leurs proches, parents, fidèles et clients. L'argent amassé paraît s'investir sous des prête-noms dans de discrets comptes en banque suisses, aujourd'hui gelés, ou servaient à acquérir, à l'aide d'intermédiaires, des immeubles à Manhattan et ailleurs aux Etats-Unis, dans l'angoisse du lendemain.

Imelda Marcos affichait un goût innommable, sinon toujours sûr, pour la peinture, comme en témoignent les croûtes abandonnées au palais de Malacanang. Mais elle savait le prix des œuvres d'art authentiques. C'est à elle que la famille du dictateur, devenue une société à irresponsabilité illimitée, doit l'achat de cent soixante-dix-sept toiles de maîtres envoyées, elles, de ce palais, décrochées des cimaises du Metropolitan Museum de Manille et démantelées, peu avant la chute de Marcos, des résidences officielles à New-York. Parmi ces toiles, une cinquantaine de Paul Gauguin, peintre et pastelliste française, morte en 1946, élève de Berthe Morisot, mais aussi des œuvres de Michel-Ange, Brueghel, Rubens, Greco, Zurbaran, Veronese, Monet, Cézanne, Degas, Picasso, etc.

Frénésie d'achats

Issue d'une famille de la bourgeoisie moyenne plutôt désargentée, ancienne employée de banque, élue Miss Manille et devenue l'épouse, sur un coup de foudre, d'un encore obscur député philippin, Ferdinand Marcos, Imelda était en proie, lors de ses fréquents séjours à New-York, Londres ou Paris, à une véritable frénésie d'achats. Les vocaux de l'actuel régime philippin et le FBI ont reconstitué, aussi minutieusement que possible, l'histoire de ces tableaux acquis dans la fièvre. Tous ont été achetés par les Marcos de 1976 à 1985, le plus souvent par l'intermédiaire de prête-noms. Ces toiles proviennent de quatre galeries new-yorkaises (Hammer Galleries, Knoedler-Modarco, Sotheby's et Stair Murdoch Fine Arts), d'une londonienne (Marlborough Fine Art) et d'une italienne (Mario Bellini).

La diversité de ces cent soixante-dix-sept toiles et le fait qu'elles ont, pour certaines, disparu, ne permet pas de connaître leur valeur totale. On sait cependant qu'au mois d'octobre 1982, apparemment sur un coup de tête, Imelda Marcos décide d'acquiescer la collection Samuels à New-York. L'affaire est conclue par un homme de paille pour 6 millions de dollars. Entretemps, Imelda Marcos a donné l'ordre à la Banque nationale des Philippines de se porter garante du paiement. Selon le FBI, la banque a même reçu pour instruction de régler en partie les tableaux, car tels étaient les caprices de la première dame.

A force de confondre ses comptes bancaires et ceux du Trésor philippin, Imelda Marcos ne se contrôlait plus. Ses tournées dans les boutiques de luxe de la 5^e Avenue, à New-York, eurent tôt fait de transformer le palais de Malacanang en caveau d'Ali Baba que visitent aujourd'hui, ébahis, le petit peuple de Manille et les touristes japonais. Montée dans la capitale, en 1952, avec une seule

valise et 5 pesos en poche, Imelda Romualdez l'a fui, trente-quatre ans plus tard, en abandonnant derrière elle des centaines de robes de grands couturiers, trois mille paires de chaussures de luxe, deux mille paires de gants et un millier de soutiens-gorge dont un pare-balles.

Le « clou » de la visite de Malacanang est une paire d'escarpins aux hauts talons transparents. Une batterie rechargeable y est dissimulée qui alimente des cigarettiers. C'est dans cet appareil qu'Imelda Marcos dansait, du temps de sa splendeur, au dernier étage du consulat des Philippines, dans la 66^e Rue à Manhattan, transformé en boîte de nuit disco. Le même hôtel particulier abrita quelque temps la collection Samuels, mais celle-ci avait disparu lorsque la justice américaine décida de s'intéresser de près aux biens des Marcos.

Sans doute est-ce au cours d'une des tapageuses soirées organisées à New-York qu'elle proposa au bras armé d'affaires saoudien, Adnan Khashoggi, de lui vendre ses plus beaux tableaux.

Channel 13, la chaîne publique américaine, a diffusé, au printemps dernier, une bande vidéo où l'on voit le Saoudien, qui fut surnommé « l'homme le plus riche du monde », dansant avec Imelda Marcos sur un air de disco. La lumière changeante donne des airs d'automates à ce couple de cinquante-génaires repus, lui décontracté, elle impeccable et guindée pendant que, déjà, l'orage couve à Manille.

« Money is king »

Pister les tableaux volés par les Marcos, c'est ainsi biter sur Adnan Khashoggi et aller, d'extravagance en extravagance, découvrir que les lois et les frontières n'existent pas, que seul paie le toupet et que, comme le confie avec une fausse candeur le Saoudien : « Money is king » (l'argent est roi).

L'homme qui vous repoint dans son appartement de l'avenue Montaigne à Paris — même luxe ostentatoire qu'au palais de Malacanang — passe le plus clair de son temps à bord de son DC-8 privé aménagé en bureau et en palais volant (un lit de trois mètres de large est recouvert de zibeline...). Un jour, à Djeddah, le lendemain à Marbella, New-York ou Hongkong.

Les affaires vont mal depuis que les Occidentaux et les Arabes du Golfe ne le croient plus indispensable à leurs échanges commerciaux. Il avoue avoir perdu 14 millions de dollars en se mêlant de trop près à l'« Iran-Contrat » et beaucoup plus encore dans une malheureuse opération immobilière à Salt-Lake-City. La justice américaine et la justice française l'accusent de vol de tableaux volés par les Marcos, mais il n'a rien perdu de sa superbe et de son affabilité.

Ses explications sont simples : il a acheté à Imelda Marcos trente et un tableaux de maîtres en 1985, à un moment où le pouvoir de celle qui fut longtemps « l'homme » fort des Philippines commençait à chanceler. La transaction — 10 millions de dollars, selon Adnan Khashoggi — a été réglée par chèque quelques mois plus tard, alors que les Marcos avaient des raisons de s'inquiéter de leur avenir. Service pour service, le Saoudien, qui réalisa de bonnes affaires aux Philippines, volait ainsi au secours d'amis aux abois sinon dans le dénuement.

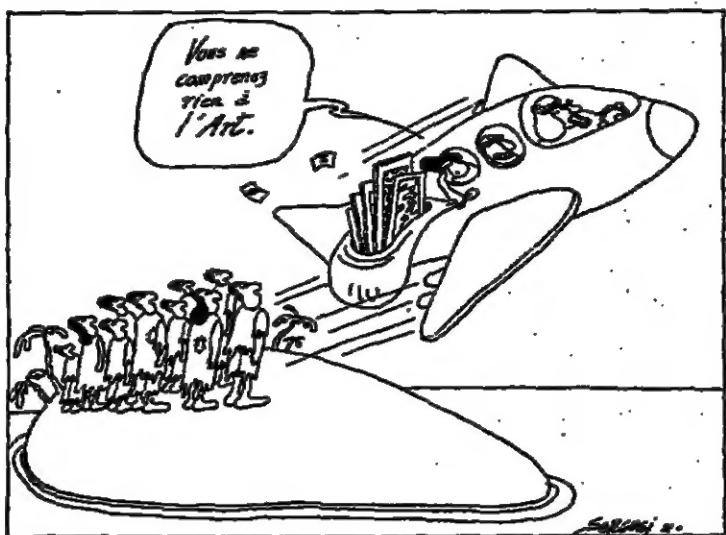
C'était compter sans le « lâchage » du régime corrompu de Manille par les Etats-Unis. Ceux-ci, faisant les comptes, s'aperçurent que des millions de dollars d'aide, accordés des années durant aux Philippines, avaient été empochés par Marcos, dont le traitement officiel n'était que de 17 000 dollars en moyenne par an. Ses comptes en Suisse, ses immeubles à Manhattan, sa collection de toiles de maîtres et d'autres objets de grande valeur, accumulés pendant vingt ans au gré de ses caprices, devaient, du coup, être considérés comme un vol par et simple. La machine judiciaire américaine se mit en marche.

Propriétaire de plusieurs de ces tableaux, Adnan Khashoggi est à ce moment-là officiellement accusé de vol, et il a peur. Au printemps 1986, un avion atterrit à Nice. Une quinzaine de caisses en sont déchargées qui prennent discrètement la route de Monaco. Ce sont les fameuses toiles de maîtres que le FBI a, jusque-là, vainement tenté de localiser.

C'est une part de butin d'un des plus grands vols du siècle. Une quinzaine de tableaux de maîtres, emportés par les Marcos lorsqu'ils ont été chassés des Philippines, dorment aujourd'hui dans des coffres à Paris, convoités par le FBI (la police fédérale américaine) et le gouvernement de Manille qui tentent en vain de les récupérer. L'histoire a pour protagonistes le fastueux milliardaire saoudien Adnan Khashoggi et de prétendus amateurs d'art, dissimulés derrière une société-écran panaméenne, probablement des hommes de paille. Un enchevêtrement de combines inextricables...

Adnan Khashoggi se fait aussitôt transférer à bord du *Nabila*, en rade de la principauté, un luxueux bâtiment de quatre-vingt deux mètres avec une piste d'envol d'hélicoptère.

per à Paris à une conférence d'Interpol, remportant dans son Boeing, et dont Adnan Khashoggi minimise la valeur : « Il y en a pour 2 millions de dollars au plus ».



cédé depuis — le Saoudien était à court de liquidités — au sultan de Brunei (côte nord-ouest de Bornéo) qui l'a lui-même revendu récemment au promoteur immobilier new-yorkais, Donald Trump.

Perquisitions

Le *Nabila* est le symbole des heurts et malheurs du milliardaire sur la Côte d'Azur où il séjourne fréquemment. Pour avoir fait construire à Antibes un port en eau profonde où puissent mouiller son palace flottant et celui du roi Fahd d'Arabie saoudite, l'Abdul-Aziz, il a été intronisé citoyen d'honneur de cette ville.

Le *Nabila*, avait été, quelque temps auparavant, le théâtre d'un épisode moins plaisant : une affaire qui valut à un secrétaire d'Adnan Khashoggi, Abdo Khawagi, une condamnation à Nice pour complicité de proxénétisme aggravé ; il est vrai que le bâtiment était un havre fréquent pour des call-girls de haut vol.

Au printemps 1986, le Saoudien transfère en France les tableaux volés d'Imelda Marcos, sans complexe, mais inquiet malgré tout, comme le prouvent les démentis successifs des toiles, un jour sur le *Nabila*, trois semaines plus tard au dernier étage de l'immeuble « les Floréas », à Monaco, un duplex de 1 000 mètres carrés, aujourd'hui en vente au prix de 80 millions de francs, puis de nouveau, et finalement, sur le *Nabila*.

Appréhension justifiée : fin avril et début mai 1987, des policiers français, accompagnés d'agents du FBI, perquisitionnent coup sur coup sur le *Nabila*, dans l'immeuble « le Marly », au bout de la Croisette à Cannes où vivent la seconde épouse, italienne, du Saoudien et leurs fils Ali, huit ans, ainsi qu'Adnan Khashoggi, à Paris, où les policiers tombent sur Adnan Khashoggi en conversation animée avec des officiels américains venus l'interroger sur son rôle dans l'Iran-Contrat Affair.

Une société bidon

A Cannes comme à Paris, les policiers font chou blanc. Le Saoudien a mis les tableaux en lieu sûr, puis il se ravise : quelques semaines plus tard, une camionnette s'arrête sous les platanes qui bordent le palais de justice de Grasse. Sous les yeux des magistrats incrédules, des hommes en déchargent plusieurs toiles de maître. Adnan Khashoggi abandonne à la justice française quelques-uns des tableaux que, par commission rogatoire internationale, le tribunal du district fédéral de New-York a demandé à celle-ci de l'aider à récupérer.

Quelques-uns seulement, neuf en tout, que l'attribution général américain, Edward Meese, venu partici-

FBI d'être une société « bidon » aux mains d'Adnan Khashoggi. Une surprise de plus dans ce jeu de piste, qui méritait d'être éclaircie. « Admettez-vous entretenir des liens personnels ou d'affaire avec Interconsult ? » S'attendant sans doute à la question, le petit homme replie aux yeux vifs n'a pas cillé. La réponse est non, sans discussion ni hésitation.

Il existe pourtant des indices propres à laisser croire qu'Adnan Khashoggi se serait revendu à lui-même les tableaux d'Imelda Marcos pour ne pas avoir à les restituer un jour au gouvernement philippin. En quelques mots : Interconsult a pour administrateurs trois Panaméens, Pablo J. Espino (président), Aida May Biggs (secrétaire) et Adeline M. de Estrada (secrétaire). Or, ces trois personnes sont aussi administrateurs de trois autres sociétés panaméennes soupçonnées dans les milieux judiciaires américains d'appartenir, elles aussi, à Adnan Khashoggi, la Dicot Finance and Investment Corp., la Bedner Development Corp. et la Comapral Investment SA.

L'affaire se complique lorsque l'on sait que ces trois sociétés sont liées à une quatrième, la Glochhurst Corp. NV, dont le siège est aux Antilles néerlandaises, mais elle s'éclaircit quand on apprend que Glochhurst s'est prétendu propriétaire d'un immeuble, 200, Madison Avenue, à New-York qui, en réalité, avait été acheté par les Marcos.

Ce ne sont que des présomptions, pas des preuves, mais ce n'est pas la première fois qu'Adnan Khashoggi est ainsi soupçonné d'avoir voulu aider Ferdinand et Imelda Marcos à dissimuler la réalité de leur empire immobilier en se servant des sociétés-écrans dont le Saoudien tire ou tirait les ficelles. Le *Washington Post* et le *New York Times* se sont faits l'écho, en décembre 1986, de cette accusation, qui met au jour un mécanisme qui pourrait ainsi avoir servi à détourner les toiles de maître dont Interconsult se prétend aujourd'hui propriétaire. Autrement dit, Imelda Marcos n'aurait pas

vendu, ou l'aurait fait pour la forme seulement, ses toiles au Saoudien, qui l'aurait aidée, grâce à ce subterfuge, à mettre sa fortune à l'abri, à l'époque où les choses commencent à mal tourner à Manille.

« Les Marcos sont restés des amis proches. Je leur ai encore rendu visite l'année dernière à Hawaï », dit crânement, Adnan Khashoggi sous le portrait de son père qui fut le médecin personnel d'Ibn Séoud, une origine qui facilitera l'ascension d'Adnan parmi les grands de ce monde, certains moins que recommandables, tels l'Haltien « Bébé Doc », réfugié à Mouangs dans une propriété appartenant à l'un des fils aînés d'Adnan Khashoggi.

Le jeu de piste s'arrête là ou plutôt vient buter contre les portes blindées de la société Manigarde, 57, rue des Francs-Bourgeois 75004 Paris, une société de gardiennage où sont entreposés aujourd'hui, après de multiples péripéties, une quinzaine des tableaux volés par Imelda Marcos dont la douzaine d'Interconsult, objets de procédures judiciaires tellement complexes qu'ils sont certainement dans ces coffres pour longtemps.

A l'autre bout de la terre, à Hawaï, Ferdinand Marcos gémit : « Tout ce que je possède est sous séquestre (...). Nous sommes obligés d'accepter les cadeaux de nos amis, même la nourriture » (Penthouse, juillet 1987). L'émision diffusée aux printemps par Channel 13 le montre affaibli, lamentable, niant comme un gamin pris en faute la réalité de ses comptes en Suisse. On voit aussi Imelda, le sourire crispé, ouvrir, nostalgique, le jour de son anniversaire, une boîte de chaussures de luxe.

Il paraît qu'ils ont le mal du pays. Aux dernières nouvelles, le gouvernement de Cory Aquino se résoudrait à leur retour, à de strictes conditions, en particulier qu'ils rendent la demi-douzaine de milliards de dollars (au moins) qu'ils ont volés. Aux Philippines, le revenu moyen annuel est de 600 dollars.

BERTRAND LE GENDRE.

DÉFENSE

Dans un entretien à « Défense active »

M. Chirac confirme l'intention de la France d'avoir « un stock minimum » d'armes chimiques

Dans un entretien au mensuel *Défense active* du 15 mars, M. Jacques Chirac confirme deux orientations de la politique de défense française : le projet d'un missile air-sol à capacité stratégique pour renforcer la dissuasion nucléaire de l'Europe et le souhait de disposer d'un stock minimum d'armes chimiques qui permette à la France de décourager une éventuelle agression du même ordre et qui serait détruit en cas de désarmement.

Le premier point, c'est-à-dire la conception d'un missile nucléaire tiré d'avion sur des distances de 800 à 1 000 kilomètres, fait actuellement l'objet de discussions entre la France et la Grande-Bretagne. Les Etats-Unis s'y intéressent également, mais avec davantage de discrétion.

A partir de sa compétence acquise avec le missile (ASMP) air-sol à moyenne portée qui peut atteindre une distance de 300 kilomètres après le tir par un Mirage-IV, un Mirage-2000 ou par un Super-Étendard, la France a proposé au Royaume-Uni, qui envisage de remplacer les bombes de ses avions Tornado, la mise au point d'un missile air-sol à plus longue portée. Le missile aéroporté, à sur la bombe, l'avantage d'être lancé à distance de sécurité de la défense adverse et de pouvoir se diriger, vers sa cible, en toute autonomie de navigation après son tir par l'avion porteur.

A Défense active, M. Chirac explique que cette formule d'un ASMP « allongé » offre des capacités de pénétration et de frappe dans la profondeur du dispositif adverse, c'est-à-dire des « virtualités stratégiques », avec une portée de 800 à 1 000 kilomètres. « Le développement d'un tel missile air-sol à longue portée, affirme le premier ministre, pourrait s'effectuer dans le cadre d'une coopération franco-anglaise renforcée, ainsi, la capacité de dissuasion nucléaire de l'Europe et, simultanément, le pilier européen de la défense. » C'est la première fois que M. Chirac est aussi catégorique sur la signification politique d'un éventuel Super-ASMP au profit de la sécurité européenne.

Le second point mis en avant par le premier ministre se rapporte à la capacité de la France de concevoir des armes chimiques, ainsi que, déjà, la loi de programmation militaire 1987-1991 en a émis le principe et les modalités.

A des fins dissuasives

« La France serait obligée, précise M. Chirac à Défense active, si une attaque chimique était prononcée aujourd'hui contre ses intérêts vitaux, de répondre à la riposte nucléaire : l'armement chimique constituerait, dans le cadre de notre stratégie de dissuasion, un pallier important marquant notre détermination à répliquer de façon adaptée à tous les niveaux d'une agression. »

Le premier ministre annonce que la France devrait se contenter d'un stock très limité, sans commune mesure avec celui de l'Union soviétique, mais suffisant pour obliger l'ennemi à prendre les mesures de protection très contraignantes. En effet, le menace d'un

emploi d'armes chimiques sur le théâtre des opérations conduit les forces à s'en protéger, ce qui handicape de l'ordre d'un tiers, leurs capacités de manœuvre et de combat sur le terrain.

M. Chirac ne précise pas à Défense active les quantités d'armes chimiques jugées nécessaires à la panoplie française. Il se contente d'indiquer qu'il s'agit d'un « stock minimal d'armes chimiques à des fins purement dissuasives », et il affirme l'engagement de la France de s'en séparer, par la destruction totale, « sur cas où une convention d'interdiction satisfaisante et vérifiable pourrait être internationalement conclue et appliquée ».

En dépit du mutisme du premier ministre sur la constitution de cet arsenal français, on sait que l'armée de terre a prévu de pouvoir embarquer des munitions chimiques sur les lance-roquettes multiples, dont ses régiments d'artillerie commencent d'être équipés après 1990, et que l'armée de l'air en mesure, de son côté, de larguer des conteneurs chimiques depuis ses avions Jaguar et Mirage.

J. L.

M. Mitterrand réaffirme ses prérogatives sur l'emploi de l'armement nucléaire

« Notre force de dissuasion nucléaire dépend des ordres que donne le président de la République. Nul ne peut par-dessus lui décider pour la nation et pour l'armée. C'est ce qu'a tenu à déclarer M. François Mitterrand, qui assistait, le mardi 16 mars, à Creil (Oise), à une mobilisation des réserves de l'armée de l'air dans le cadre de son exercice annuel et national, baptisé « Airex 88 ».

Le chef de l'Etat a répété que la France est « un allié loyal », mais il a fait remarquer : « Nous décidons nous-mêmes de l'emploi, au moment de l'emploi, en même temps que des conditions » de la mise en œuvre de l'arme nucléaire française. « Nous restons maîtres de l'appréciation. »

Sur ce domaine de 400 hectares de la base de Creil, mise en sommeil en juillet 1985 pour des raisons financières, M. Mitterrand était venu constater la « symbiose » entre

les personnels d'active et les quatre cent soixante-douze réservistes convoqués, la veille, par l'armée de l'air. « Vous constituez l'une des composantes essentielles de notre défense », leur a dit le président de la République, « et, donc, de la sécurité du pays. Vous êtes parmi ceux qui démontrent que la France et son armée sont prêtes en permanence à remplir leur devoir en cas de nécessité. La participation de réservistes est un exemple de la détermination de ce que peut faire une nation pour se défendre. Il est très important que la réserve vienne épauler l'active pour lui permettre de durer et de poursuivre son action ».

A Creil, M. Mitterrand a assisté à une attaque de la piste à basse altitude, dans des conditions qui rappellent le bombardement, par des Jaguar et des Mirage français, de la base libyenne de Ouadi-Doum, au Tchad, en février 1986.



Le Monde CAMPUS

Le doctorat à deux étages

ALLONGEMENT possible de la durée de préparation de la thèse de doctorat : création d'un nouveau titre de « docteur habilité » à diriger les recherches ; établissement d'une relation explicite, sinon exclusive, entre la détention de ce nouveau titre et l'accès au corps des professeurs d'université ; enfin mise en place d'un système d'habilitation différent dans chacun des trois grands domaines de recherche (lettres et sciences humaines, sciences et techniques, droit et économie) ; telles sont les principales modifications que le gouvernement entend introduire, avant l'élection présidentielle, dans le régime des études doctorales. Le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur met la dernière main à la rédaction définitive de quatre arrêtés. En dépit de leur modestie affichée — il ne s'agit que de « retoucher » le système en vigueur — ces textes constituent, en réalité, une nouvelle réforme du régime de la thèse en France.

Derrière les dispositions techniques, il importe de bien mesurer les enjeux du débat. Scientifiques tout d'abord. Comme le soulignait, en 1986, l'Académie des sciences, le doctorat « commande tout notre système de formation par la recherche et à la recherche » et engage donc la qualité et la vigueur de la recherche scientifique. La seconde question n'est pas moins cruciale : à quoi sert le doctorat ? A-t-il pour fonction primordiale — voire exclusive — de former de nouveaux professeurs d'université ? Ou doit-il également viser la formation de chercheurs susceptibles de trouver des débouchés en dehors du monde universitaire, par exemple dans les laboratoires industriels, en France ou à l'étranger ? Car l'un des enjeux du régime des études doctorales est international.

A l'époque de la mondialisation de l'information et des savoirs, au moment où l'Europe de la recherche et des universités prend corps, la France peut-elle se singulariser par un système qui serait en décalage avec les standards des grands pays industrialisés, en l'occurrence le Ph.D. anglo-saxon préparé en trois, quatre ou cinq ans ?

Les anciens et les modernes

Les enjeux sont enfin culturels et politiques. Toucher au doctorat revient, selon le cas, à bousculer ou à défendre une tradition nationale profondément enracinée, qui, bien souvent, faisait de la thèse l'œuvre d'une vie. On l'a bien vu au cours des dernières années, où l'évolution de notre système d'études doctorales a pris des allures de querelle des anciens et des modernes.

Jusqu'au début des années 80 existaient en France trois types de doctorat de recherche (hors médecine) : le doctorat de troisième cycle, le diplôme de docteur ingénieur et le doctorat d'Etat, beaucoup plus long, qui couronnait le tout. La nouvelle loi sur l'enseignement supérieur adoptée en 1984 simplifie sensiblement ce système : elle prévoit un doctorat unique, d'une durée normale de deux à quatre ans, après le DEA (diplôme d'études approfondies).

Le doctorat est complété par une procédure d'habilitation à diriger des recherches, qui permet

En créant le titre de « docteur habilité », la réforme préparée par le ministère remet en cause le rôle de la thèse de doctorat.

d'assurer la direction de thèses ou de briguer un poste de professeur des universités. Ce dispositif harmonise le système doctoral français avec les standards internationaux, ouvre les portes de la thèse à un certain nombre de grands établissements d'enseignement supérieur (grandes écoles de commerce ou d'ingénieurs, Institut d'études politiques, etc.) et permet de former davantage de jeunes chercheurs susceptibles de répondre à la demande des industriels.

Approuvé, après mûre réflexion, par l'Académie des sciences, salué à l'étranger, accueilli favorablement par le monde économique, ce système suscite cependant dans la communauté universitaire des réserves, voire de farouches oppositions. Beaucoup, notamment dans les disciplines littéraires, restent attachés à l'ancienne thèse, dirigée pendant de longues années par un « patron », et craignent que la nouvelle, trop courte, n'affaiblisse le niveau et la qualité de la recherche française.

Une « deuxième thèse »

Dès son retour au pouvoir en mars 1986, l'actuelle majorité exprime sa volonté de restaurer le régime classique du doctorat d'Etat. Le projet de réforme universitaire de M. Alain Devaquet prévoit sans ambiguïté le retour au *status quo ante*. On sait ce qu'il advient de cette réforme, après la crise étudiante de novembre-décembre 1986. Mais le gouvernement, sur ce point notamment, n'a pas renoncé à effacer la loi Savary. A l'automne 1987, il envisage un moment, semble-t-il, de modifier le régime des études doctorales par une nouvelle loi, avant de renoncer à cette procédure longue et risquée. Il opte finalement pour des retouches plus discrètes et plus subtiles, qui ne contredisent pas la lettre de la loi de 1984, mais s'efforcent d'en faire évoluer le contenu. Tel est l'objet des textes actuellement en préparation.

Les quatre arrêtés conçus par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ne rétablissent pas le doctorat d'Etat, mais modifient deux paramètres importants. Tout d'abord la durée de préparation du doctorat lui-même. Le projet conserve la durée minimale de deux ans, mais supprime le plafond de quatre ans. Il permet donc un rallongement sensible du temps de préparation de la thèse. D'autre part, il redonne un poids décisif au directeur de thèse, qui propose les rapporteurs à la soutenance, comme dans l'ancienne thèse d'Etat — et non plus le conseil scientifique de l'université.

Deuxième paramètre, ces textes modifient sensiblement le mécanisme de l'habilitation à diriger des recherches. Ils proposent en effet de créer un nouveau titre de « docteur habilité » qui conditionne de façon quasi exclusive l'accès au corps des professeurs d'université. Ce nouveau titre ressemble comme un frère au doctorat d'Etat, comme ne se prive pas de le souligner une note de présentation de la réforme établie par le ministère, qui va jusqu'à parler de l'habilitation comme d'une « deuxième thèse ».

Ainsi les candidats à l'habilitation se voient imposer un directeur de thèse — ce qui n'est pas le cas actuellement. Par analogie avec le régime ancien du doctorat d'Etat, le projet du ministère demande aux universités de définir les disciplines dans lesquelles elles souhaitent pouvoir habilitier des docteurs ; cette liste de disciplines serait soumise à l'accord du ministère. Enfin, celui-ci semble

avoir renoncé à son désir de limiter aux universités la prérogative de délivrer l'habilitation : devant la réaction immédiate des responsables de grandes écoles ou de grands établissements, le ministère devrait sur ce point conserver le régime actuel.

Troisième innovation : la réforme prévoit un régime d'habilitation différent selon les disciplines. L'objectif du ministère étant d'ouvrir la voie à une évolution propre à chaque secteur disciplinaire. Dans le secteur scientifique, peu de changements devraient intervenir par rapport au système actuel : l'habilitation reste liée à la soutenance d'un dossier de travaux de recherche. En lettres et sciences humaines, en revanche, le candidat à l'habilitation devrait soutenir « une thèse construite soit d'un ouvrage original, soit d'un dossier de travaux ». L'arrêt sur l'habilitation en lettres prévoyait initialement une durée minimale de préparation (quatre ans au moins après le doctorat). La mouture finale devrait gommer cette distinction : on ne cache pas au ministère que, dans la pratique, il y aura des délais, mais qu'il serait maladroite de les afficher ainsi. Enfin le principe de mentions est réintroduit pour l'habilitation en lettres et en droit.

Ce projet de réformes soulève plusieurs questions. Le gouvernement s'efforce de restaurer habilement le système antérieur à

1984. Cela pour la plus grande satisfaction de la majorité des juristes, des économistes et des littéraires, plus attachés à l'ancien régime et qui, en 1985, ont fourni respectivement 245, 81 et 372 doctorats d'Etat (ancien régime). Et contre le sentiment dominant parmi les scientifiques, qui ont délivré, la même année, 1457 doctorats d'Etat, soit plus des deux tiers du total. Le gouvernement prend, d'autre part, le risque de brouiller à nouveau l'image de notre régime d'études doctorales à l'étranger et de freiner la mobilité de la carrière des docteurs français.

La réforme envisagée menace enfin de multiplier les difficultés financières des jeunes chercheurs : ceux-ci peuvent actuellement bénéficier d'allocations de recherche d'un durée moyenne de trois ans, ce qui est déjà un peu court. Un temps de préparation plus long pourrait s'avérer difficile à assumer financièrement pour les doctorants. Alors que tout le monde juge indispensable la reconstitution d'un « vivier » de jeunes chercheurs, afin de répondre, d'ici quelques années, aux besoins massifs de recrutement d'universitaires. Sans doute est-ce la raison pour laquelle, parallèlement à ce projet de réforme des études doctorales, le ministère prépare la création d'un nouveau système d'allocations d'enseignement qui seraient accordées, pour une durée déterminée, à des étudiants qui préparent leur thèse.

Pour les cinq semaines qui nous séparent de l'élection présidentielle, cela fait beaucoup de pain sur la planche.

GÉRARD COURTOIS.

La passion du théâtre

Dix troupes d'étudiants ont participé au Sixième Festival de théâtre des grandes écoles, à Sophia-Antipolis.



« Rendez-vous ! », par les élèves d'HEC

PALE et solennelle dans sa longue tenue moirée, Patricia s'est exercée de longues heures à dire des textes de Noces de song de Federico Garcia Lorca. Tour à tour persécutée, pathétique et cruelle dans le rôle de la lune, cette élève de l'Ecole supérieure de commerce de Montpellier a participé au Sixième Festival de théâtre des grandes écoles, du 8 au 12 mars. Organisée par des élèves du Centre d'enseignement et de recherches appliquées au management (CERAM) de Sophia-Antipolis près de Nice, la manifestation rassemblait cette année quelque cent comédiens originaires des quatre coins de France. Pour un étudiant venu respirer l'air des planches, le Festival constituait un lieu de rencontres, mais aussi une façon d'affirmer que les études ne se réduisent pas à un simple apprentissage technique.

Le cadre verdoyant du CERAM s'était transformé en

palais des fêtes improvisé. Très affairés depuis plusieurs semaines, les organisateurs ont sélectionné dix troupes d'étudiants, ont planché sur les mille et une façons d'héberger leur monde et ont programmé les festivités au rythme de deux spectacles par soir. Des décors de ferme espagnole, d'appartements new-yorkais ou de commissariat français encombrant les coulisses du grand amphithéâtre qui sert de salle de spectacle, tandis que les acteurs improvisés bagueenaudent entre deux répétitions. Certains brûlent de trac, d'autres s'évertuent à mettre en pratique les consignes de self-control qui leur ont été données lors des préparations aux entretiens professionnels.

Tous partageant une passion douce pour le théâtre et se félicitant de pouvoir rencontrer leurs pairs, ailleurs que dans des forums ou des colloques. Loin de leurs polycopiés et de leur course à l'emploi, ces jeunes gens, que l'on dit individualistes, voire affaiblis, chantent les louanges du « partage » : « Ici, explique l'un d'eux, nous vivons une expérience commune formidable et nous rencontrons des gens qui portent sur le monde un regard parfois peu semblable au nôtre. Le choix des pièces témoigne de ces différences de sensibilité : des élèves du CERAM ont donné leur préférence à *Quest la paix* de Simon Sheppard, tandis que ceux de l'Ecole centrale de Lyon ont risqué le tout pour le tout avec *Pastorale des loups* d'Arrabal. Les étudiants d'HEC ont choisi avec *Rendez-vous !* le poète surréaliste Philippe Soupault.

La sonorisation grésille un peu, les acteurs montrent parfois quel que raideur, mais l'essentiel n'est pas là. En se rendant à Sophia-Antipolis, les étudiants-comédiens cherchent surtout à élargir leurs horizons habituels et à renforcer la dimension humaine et culturelle de leurs études. « Il s'agit de mener quelque chose jusqu'au bout, explique Antoine, élève de l'Ecole centrale de Lyon, mais aussi de pouvoir se remettre en question. »

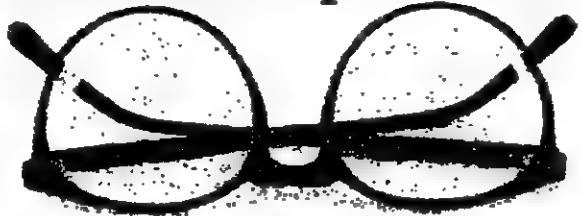
Presque tous cherchent à profiter de leur « vie étudiante », en attendant le moment fatal du premier emploi. « Je suis une option finances » et je devrais certainement abandonner le théâtre après mes études, soupire Olivier, de l'Ecole supérieure de commerce de Reims. Mais ce sera avec un immense regret. « Enfin, quelques iconoclastes affirment que le théâtre permet à ces futurs cadres de garder la tête froide, en les empêchant de se jouer la comédie... »

RAPHAËLE REROLLE.

1) Les autres spectacles étaient : *Garde à vue*, d'après Michel Audard, par l'Ecole nationale supérieure des télécommunications de Bretagne ; *Les Bons Bourgeois*, de René de Obaldia, par l'Ecole supérieure de commerce de Toulouse ; *Le Communisme agricole*, de René de Obaldia, par l'Ecole spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie (ESTP) ; *Les Mains sales*, de Jean-Paul Sartre, par l'Ecole supérieure de commerce de Lyon ; *Du sang sur le cou du chat*, de Rainer Fasshinder, par l'Ecole supérieure des sciences économiques et sociales (ESSEC) ; *Décompte des folies ordinaires*, création de l'Ecole supérieure de commerce de Poitiers.

(*) Festival de théâtre des grandes écoles. CERAM, Sophia Antipolis, BP 20, 06561 Valbonne Cedex.

Si elles suffisaient pour savoir lire...



...il n'y aurait pas 5 millions de Français illettrés.

"L'illettrisme est la situation de ceux qui, ayant appris à lire et à écrire, en ont perdu la pratique ou point de ne plus pouvoir comprendre un texte simple et bref de faits en rapport avec leur vie quotidienne".

5 millions de Français sont illettrés.


Vous les rencontrez à la poste, chez le pharmacien où ils ne savent pas compléter leur feuille de soin, à la caisse du supermarché où ils donnent leur porte-monnaie pour payer. L'illettrisme est vécu douloureusement : précarité et pauvreté l'accompagnent trop souvent. Ce qui est un handicap dans la vie quotidienne devient un véritable fléau dans la vie professionnelle. L'évolution des tâches, la perspective de l'application de l'Acte Unique Européen en 1993 font que demain plus encore qu'aujourd'hui celles et ceux qui ne savent pas compter, lire, écrire, ne trouveront pas leur place dans le monde du travail et/ou seront incapables de reconversion. Nous sommes convaincus que la dignité des personnes implique le droit à la culture et au savoir, bien commun de l'humanité.

AIDEZ LA FRANCE A SE MODERNISER. AIDEZ LES A COMPTER, LIRE, ECRIRE.

La Fédération Nationale  *l'agrange* relève ce défi. Agissons ensemble.

Déjà des personnalités ont décidé de soutenir notre action :

Geneviève ANTHONIOZ DE GAULLE, Présidente du Mouvement A.T.D. Quart Monde ; Edith ARNOULT, Secrétaire Générale F.U.A.J. ; Jean-Claude BARBARANT, Secrétaire Général du S.N.I./P.E.G.C. ; Hervé BAZIN, Président de l'Académie Goncourt ; Pierre et France BELFONTE, Editeurs ; BENCHIKH EL HOCINE ABBAS, Recteur de l'Istitut National de la Musique de Paris ; Tahar BEN JELLOUN, Ecrivain ; Claude MONDEL, Secrétaire National de la C.F.E.C.G.C. ; Georges-Ernest CLANCIER, Président de la Maison des Ecrivains ; Albert DECOURTRAY, Cardinal ; Harlem DESIR, Président SOS Racisme ; Hervé DELON, Président de la Commission Littéraire de la Fédération Nationale des Associations de Réinsertion Sociale ; Georges DAVEZAC ; Jean-Louis DUREAUD, Secrétaire Confédéral Force Ouvrière ; Bertrand EVENO, PDG Nubao ; François GEZE, Editeur La Découverte ; Jean-Luc GONNEAU, Président UCPA ; Claude GRENIER, Président Conseil National Ordre maçonnique droit humain ; Yves JOUFFA, Président de la Ligue des Droits de l'Homme ; Jean LACOUTURE, Ecrivain ; Roger LEGRAND, Président F.F.M.J.C. ; Ivan LEVAL, Journaliste ; Pierre MAILLE, F.C.P.E. (Fédération des Councils de Parents d'Elèves) ; Abbé PIERRE, Père Fondateur Mouvement Emmaüs ; Jean-Robert RAGACHE, Grand Maître du Grand-Orient de France ; Jean-Louis ROLLOT, Ligue Française de l'Enseignement ; Madame Claude SERVAN SCHREIBER, Journaliste ; Yvanick SIMBRON, Secrétaire général F.E.N. ; Joseph SITRUK, Grand Rabbin de France ; Jacques STEWART, Président de la Fédération Procureurs de France ; Jean-François TROGLIC, Secrétaire National C.F.D.T. ; Francis VERNHIES, Secrétaire National des Français et Françaises Canadiennes.

Faites comme eux, signez et faites signer ce texte et renvoyez-le en indiquant vos noms, prénoms et qualité à :
- 21, rue de Provence - 75009 PARIS
Fédération Nationale  *l'agrange* - Tél. 42.46.82.92

ENSEMBLE, LUTTONS CONTRE L'ILLETTRISME

Opération 

An AMERICAN UNIVERSITY in PARIS
MBA - Diplôme de Master in Business Administration
COURS DU JOUR ET DU SOIR
UNIVERSITY of HARTFORD
BUSINESS SCHOOL
15, av. de la Grande Armée - 75116 Paris
Tél. (1) 45.00.54.28

مكتبة الامم المتحدة

IPSOS- J.O.D TAFEZ LEMOND

Médecine

L'efficacité d'un médicament contre l'ostéoporose est démontrée par une étude comparative

Selon une étude comparative dont les conclusions seront prochainement rendues publiques, un médicament contre l'ostéoporose, à base de fluor de sodium, mis sur le marché français depuis quatre ans, apparaît plus efficace que les autres médicaments habituellement utilisés contre cette affection. Celle-ci se caractérise par une diminution importante de la masse osseuse survenant le plus souvent chez

les personnes âgées et notamment chez les femmes, après la ménopause. C'est la première étude de ce type entreprise en France. Associant une unité de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et un laboratoire pharmaceutique (1), elle cherchait à évaluer en vraie grandeur le rapport risque-bénéfice d'un médicament déjà commercialisé.

L'étude a porté sur 466 malades, en majorité des femmes, âgées de soixante à quatre-vingt-cinq ans. Tous souffraient d'une forme évoluée, grave et invalidante, d'ostéoporose. La diminution de leur masse osseuse et l'altération de la structure même de leurs os avaient entraîné chez tous ces malades des phénomènes de « tassement des vertèbres ». Au total, quatre-vingt-seize médecins libéraux exerçant dans quatre régions de France (Rhône-Alpes, Alsace-Lorraine, Nord-Côte d'Azur et Pays de la Loire) ont participé à cette étude qui était coordonnée par M^{me} Nicole Mamelle (Lyon, Unité 265 de l'INSERM).

Les malades ont été partagés en deux groupes : le premier recevait le médicament étudié, à base de fluorure de sodium; les malades du second groupe recevaient l'une des prescriptions pour lutter contre cette maladie (vitamines D, phosphore, calcium, etc.). Chaque malade a été suivi par son médecin tous les six mois durant deux ans. A chaque visite médicale, une série d'examen était effectuée (radiographies, examens biologiques, etc.). Au total, l'étude a duré d'octobre 1984 à décembre 1987. Les résultats ont été obtenus dès la mi-janvier.

Il s'agissait de comparer le rapport bénéfice-risque des thérapeutiques proposées. Après l'autorisation de mise sur le marché du fluorure de

sodium accordée en 1984 au fabricant de ce nouveau médicament, la Direction de la pharmacie et du médicament avait en effet demandé à l'INSERM de coordonner une telle étude effectuée, non pas en milieu hospitalier, mais dans les conditions réelles d'utilisation, après commercialisation du produit (étude dite de phase IV). Une véritable première en France réalisée en association avec des médecins libéraux.

« En conclusion, cette étude prospective a confirmé l'efficacité du fluorure de sodium comparativement aux autres thérapeutiques habituellement prescrites dans cette maladie, résume M^{me} Mamelle. Les effets indésirables observés comme les troubles digestifs ou les douleurs articulaires n'ont pas été plus souvent observés avec le fluorure de sodium qu'avec les autres thérapeutiques ». Il apparaît notamment que les fractures observées chez les malades souffrant d'ostéoporose ne sont pas la conséquence de tel ou tel traitement. En revanche, l'utilisation de fluorure de sodium permet de réduire nettement la fréquence des tassements de vertèbres : ce risque est 1,4 fois plus élevé chez les patients qui n'ont pas bénéficié du traitement fluoré.

Sur le terrain

Au-delà de ces conclusions thérapeutiques importantes — on estime que près de 80 % des femmes de

plus de soixante-cinq ans sont concernées par les manifestations de l'ostéoporose (2) — une telle étude apporte un autre enseignement de taille : elle démontre notamment que des travaux visant à comparer sur le terrain (c'est-à-dire le plus souvent en dehors de l'hôpital) l'efficacité sont réalisables en France. Or, jusqu'à présent, de telles recherches étaient soit totalement incertaines, soit effectuées sous la seule autorité du fabricant et sans la rigueur éthique et méthodologique nécessaire, rigueur que peut conférer une collaboration avec l'INSERM.

Il est clair aujourd'hui que de telles études devraient être multipliées. Le foisonnement des spécialités pharmaceutiques présentes sur le marché imposerait en effet que les prescripteurs puissent, pour une pathologie donnée, savoir quel(s) médicament(s) offrent la plus grande efficacité pour le minimum d'effets secondaires.

JEAN-YVES NAU.

(1) Cette étude est le fruit d'une convention passée avec l'INSERM et les laboratoires Merk-Clevo, à la demande de la commission d'autorisation de mise sur le marché et de la Commission nationale de la pharmacovigilance.

(2) Il convient de bien séparer les traitements de l'ostéoporose à un stade avancé et sa prévention ou la prescription d'hormones féminines joue un rôle fondamental (le Monde du 20 mai 1987).

Police

L'année 1987 a enregistré une baisse de la criminalité

La criminalité et la délinquance ont diminué en 1987 par rapport à 1986 de 4,80 % dans les zones géographiques où la police est compétente et de 1,6 % dans celles du ressort de la gendarmerie. C'est ce qui ressortait des statistiques sur la criminalité et la délinquance que doivent rendre publiques le 18 mars MM. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité, et Jacques Boyon, secrétaire d'Etat à la défense. Ces chiffres seront assortis d'une analyse détaillée par types de criminalité et de délinquance et selon les départements et régions du territoire.

Actuellement la gendarmerie est compétente sur plus de 90 % de la surface du pays, c'est-à-dire pour 50 % de la population environ. La police, elle, exerce son activité dans les zones à forte densité urbaine où vit l'autre moitié des habitants.

La diminution de la délinquance enregistrée en un an sera encore source de discussion inévitable et d'exploitation politique. Mais cette discussion ne pourra sérieusement s'ouvrir qu'avec une connaissance complète d'un dossier dont on ne connaît qu'un aperçu.

A première vue, les chiffres révélaient cependant la tendance à la baisse déjà enregistrée en 1985 et 1986, cette dernière année ayant été marquée par une diminution de 8,02 %, après une longue période de forte hausse entre 1977 et 1982.

Pour son premier congrès

Un nouveau syndicat d'inspecteurs lance un appel à l'action unitaire

Le congrès constitutif du Syndicat national unitaire des inspecteurs de police (SNUIP) s'est ouvert mercredi 16 mars, à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Il doit terminer ses travaux le 17 mars. Membre de la Fédération autonome des syndicats de police, (FASP), le SNUIP qui revendique un millier d'adhérents, existe en fait depuis le mois de septembre 1986, fruit d'une scission survenue au sein de la principale organisation des inspecteurs et enquêteurs de police, le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC).

La coïncidence veut que le congrès du SNUIP se réunisse au moment où le SNAPC, « frère ennemi », traverse de nouveau une période agitée après l'échec des travaux d'une commission de réforme mise en place en concertation avec M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, et chargée de concevoir de nouvelles structures pour le corps des inspecteurs de police. Le SNAPC, qui attachait une grande importance aux travaux de cette commission, semble, aujourd'hui, divisé sur ce qu'il convient de faire.

M. Jean-Pierre Caillot, secrétaire général sortant du SNUIP, a consacré une partie de son allocution d'ouverture aux raisons de la scission qui a vu naître son organisation. Au SNAPC qui, selon lui, défend « un syndicalisme périlleux et uniquement catégoriel », il oppose un « autre syndicalisme » visant à « surmonter les idées reçues et les mauvais coûts de l'esprit de corps » et dont le SNUIP serait estime-t-il, l'expression.

« La seule réalité qui compte, ajoute M. Caillot, est de savoir comment l'on se bat : chacun pour soi ou unitairement ». Dans le milieu de militants qui, pour la plupart, ont quitté le SNAPC pour rejoindre le SNUIP, il voit « la volonté des policiers en civil de se battre aux côtés des autres policiers avec les autres fonctionnaires, avec d'autres professionnels quand ils ont en commun les mêmes intérêts, les mêmes revendications, les mêmes aspirations ».

M. Caillot a dressé ensuite le bilan de l'actualité policière depuis septembre 1986, date de fondation du SNUIP. Ni M. Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, ni M. Pasqua, ministre de l'Intérieur, n'ont obtenu grâce à ses yeux : notamment pour leur attitude durant « la manifestation pacifique des étudiants » du 4 décembre 1986. Il a évoqué ensuite les problèmes que posent la prolifération des polices municipales et la concurrence avec la gendarmerie.

Avec la collaboration de la FASP, le SNUIP propose un avant-projet de réforme visant à la « simplification des structures et de la hiérarchie » ainsi qu'à la « transparence » de l'institution. L'avant-projet préconise notamment la création d'une direction de la prévention, « organe de synthèse comme de réflexion sur toutes les actions faites dans le domaine de la prévention : alcoolisme, toxicomanie, accidents de la route, risques majeurs ».

Ces refontes de structures s'accompagneraient d'une réforme de la formation et du recrutement. Le candidat suivrait d'abord un enseignement dispensé par l'éducation nationale et formant aux emplois de la fonction publique. Le futur policier serait ensuite engagé dans une formation initiale identique pour tous, puis, une fois sa mission choisie, « selon ses goûts et ses aptitudes », il passerait, pour s'insérer dans la hiérarchie, par chaque niveau de responsabilité.

Un « conseil supérieur de la fonction policière » garantirait enfin le fonctionnement dans la légalité de l'ensemble des services de police et de gendarmerie.

M. Bernard Desplaces, secrétaire général de la FASP, a pour sa part stigmatisé les « divisions inutiles » entre les différents corps de la police nationale. « Notre erreur commune, a-t-il dit, a été de ne pas comprendre que nous pouvons partager nos différences, que la richesse d'un syndicalisme vivant était son pluralisme, la diversité de ses sensibilités, le mélange de plusieurs expériences professionnelles ».

GEORGES MARION.

A Rouen

Les véhicules de patrouille de la police disposent de terminaux d'ordinateur

ROUEN

de notre correspondant

En prenant ses fonctions place Beauvais, aux côtés de M. Charles Pasqua en mars 1986, M. Robert Pandraud ignorait que la police nationale ne disposait pas encore de « terminaux d'ordinateur embarqués » dans les véhicules. Le ministre délégué chargé de la sécurité a fait cette étonnante révélation, mardi 15 mars à Rouen, après avoir vu fonctionner, pour la première fois, ce petit ordinateur personnel qui doit, selon lui, « donner toute leur efficacité aux contrôles effectués sur la voie publique ».

« J'avais vu mon prédécesseur en essayer un dans une voiture de police à Epinay-sur-Seine. Or, lorsque j'ai pris mes fonctions, il n'y avait rien. Mon successeur trouvera une expérience réussie à Rouen, un système qui marche et des crédits pour installer d'autres », a ajouté le ministre.

Le commissariat central de la circonscription de police de Rouen, la plus grande de France en superficie, a été choisi pour tester ce programme d'équipement des polices urbaines. Dix véhicules sont déjà dotés de l'installation. L'un d'eux, s'explique par le temps de réflexion sur le choix des technologies et de la direction des transmissions et de l'informatique au ministère de l'Intérieur et à la direction centrale des polices urbaines. L'appel d'offre avait été lancé en juillet 1986, et un groupement, constitué de la TRT et de Thomson-CSF, avait emporté le marché, qui représente 15 millions de francs de lots fermes et de 10 millions de francs de lots optionnels.

Pour M. Robert Pandraud, le système sera « le véritable catalyseur d'une législation rigoureuse et d'une police qui a choisi de coller au terrain », les policiers pouvant ainsi « agir sans délai ».

Le terminal embarqué est comparable au système « Saphir » de la gendarmerie et constituera « un nouveau mode de communication avec la salle de commandement du commandement du commissariat ». Après l'interrogation immé-

diante des fichiers nationaux sur les personnes recherchées et les véhicules volés, il permettra prochainement l'édition directe aux commissariats de nombreux rapports d'intervention et la transmission de messages.

Dénotant « Sytère », le système d'ordinateurs embarqués devrait permettre de répondre à cinq cents interrogations à l'heure, alors que le dialogue radio entre les voitures de patrouille et la salle de commandement du commissariat central ne permettait, jusqu'à présent, de ne traiter qu'une vingtaine d'interrogations à l'heure.

ETIENNE BANZET.

FAITS DIVERS

Un ressortissant allemand interpellé pour fraude informatique

L'un des responsables du club de piratage informatique appelé « Chaos Computer Club » (CCC), M. Steffen Wernery, vingt-six ans, a été interpellé, lundi 14 mars à Paris, par des policiers de la brigade financière qui le soupçonnent d'avoir piraté des ordinateurs de la NASA, du Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) à Genève et du Centre national d'études spatiales françaises (CNES). M. Wernery venait participer au congrès sur la sécurité informatique (SECURICOM) où il avait été invité.

En Allemagne fédérale, les « pirates » d'ordinateurs — pour la plupart, des jeunes passionnés d'informatique — ont, en effet, pignon sur rue. Ils ont créé un club, le CCC, et ont même organisé un congrès à Hambourg, en décembre 1984, pour débattre de leurs expériences. Leur objectif avoué est de démontrer la fragilité des systèmes et de prévenir les sociétés concernées de l'inefficacité des codes de protection de leurs ordinateurs. Mais les entreprises n'ont pas toujours répondu à cette oreille et, en France, l'Assemblée nationale leur a donné des armes pour se défendre en adoptant, le 15 juin 1987, une loi réprimant la fraude informatique.

En raison d'une plainte déposée par la société Philips-France, des policiers de la brigade financière de la police judiciaire parisienne avaient surveillé les jeunes pirates et, avec leurs collègues ouest-allemands, ils avaient perquisitionné dans les locaux du CCC à Hambourg, en octobre 1987. Ils avaient alors découvert d'autres victimes, notamment en France, le Commissariat à l'énergie atomique et Thomson-France, l'Agence spatiale européenne aux Pays-Bas, l'université japonaise de Tsukuba et l'Agence spatiale américaine (le Monde du 4-5 octobre 1987).

Le passage à Paris de l'un des responsables du Chaos Computer Club a fourni aux policiers l'occasion d'en savoir plus. M. Alex Bauer, l'avocat du CCC, a d'ailleurs prévenu ses clients et, mardi 15 mars, une mise en garde aux pirates de l'informatique voulant se rendre en France, où cette activité est considérée comme un délit, alors qu'en RFA règne à ce sujet « un vide juridique ».

Les trois morts d'un coiffeur belge

BRUXELLES

de notre correspondant

Trois fois, un homme a été déclaré mort, le samedi dernier en Belgique, et trois fois il a été sauvé en extrême grâce à l'intervention, tour à tour, d'un employé des pompes funèbres, d'une religieuse et d'un frère. En dépit des médecins et des appareils sophistiqués, ont refusé, alors que le permis d'inhumer avait été donné, de croire à l'irréparable. L'histoire de Michel Desplaces, trente-trois ans, coiffeur de son état, habitant de Dour, dans la région de Mons, veut d'être couronnée par le défilé tant elle paraît incroyable.

Premier acte. Le mercredi 9 mars, 10, rue de la Druve, à Dour. Il est 16 h 30. Le père de Michel monte dans la chambre de son fils qui, d'une période extrêmement fragile, a l'habitude de pas-

ser de très longs moments au lit. « Je l'ai découvert, évanoui », raconte M. Desplaces, « et j'ai vu qu'il s'était levé vers 5 h 30 pour aller aux toilettes et qu'il se sera, à ce moment, effondré. Il sera donc resté onze heures par terre ».

Le médecin traitant arrive vers 16 heures et délivre le permis d'inhumer. Les pompes funèbres sont alertées. « Je me suis aperçu que le corps était froid, il n'était pas rigide », déclare le patron de l'entreprise, M. Desplaces. J'ai insisté, et les parents ont rappelé le médecin. « Ce dernier révéra son permis d'inhumer mais fait appel au SAMU qui, l'électrocardiogramme étant négatif, confirme le permis d'inhumer ».

Deuxième acte, deuxième chance pour Michel Desplaces. Les religieuses appelées pour faire la toilette du « mort » constatent que celui-ci respire. « Ce n'est que

de l'air qui s'échappe encore des poumons », aurait déclaré un médecin. Les religieuses s'arrêtent et chronométrèrent : dix-huit inspirations et expirations en un quart d'heure. Le SAMU rappelle transporta Michel Desplaces au Centre médico-chirurgical de Weruignies.

Troisième acte, troisième « miracle ». Aucun signe de vie n'est décelé au centre médico-chirurgical, mais — malgré tout ! — Michel Desplaces est laissé sous une tente à oxygène et relié à un électrocardiogramme. Celui-ci, constate le médecin interne le lendemain matin, a enregistré une certaine activité. Alors — mais combien de temps a-t-il fallu pour en arriver là — le corps est réchauffé et, petit à petit, le tonus remonte, les battements du cœur s'accroissent. Aujourd'hui, Michel Desplaces a 10/8 de tension et recommence à parler.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Selon M. Bouygues

Le projet d'un institut du cœur à Paris « n'est pas au point »

Dans une déclaration qui paraîtra le jeudi 17 mars dans le *Quotidien du médecin*, M. Francis Bouygues indique qu'il pourrait renoncer à son projet d'institut du cœur (le Monde du 16 mars). « L'assistance publique, explique le patron de l'AP, avec ses deux mille professeurs remarquables, est une organisation qui a ses lois, ses règles, ses traditions. (...) Ce projet n'est pas au point, et je dirais même que nous aurions tendance à le lever le pied ».

Pour sa part, le docteur Claude Pigement, délégué national du Parti socialiste à la santé, a déclaré que ce projet de création d'un institut du cœur financé par des capitaux privés, au sein d'un hôpital de l'Assistance publique de Paris, « risque d'être le cheval de Troie de la privatisation du service public hospitalier. Les questions posées à l'occasion de ce projet, à propos d'un hôpital mieux géré et plus compétitif, sont pertinentes, mais les réponses, c'est-à-dire une plus grande souplesse de gestion, la mise en œuvre d'une facturation appliquée à chaque pathologie et une meilleure participation des personnels à la gestion et à l'organisation hospitalière, ne peuvent être apportées que dans le cadre de l'Assistance publique de Paris ».

Dans le cas présent, ajoute le docteur Pigement, « le non respect du cahier des charges sur l'AP ne présage rien de bon sur le respect des engagements de service public ».

de cet institut du cœur. La médecine ne peut être gérée comme « La roue de la fortune ». Avant le médecin est tout à fait concevable, avant le personnel d'un hôpital public est inacceptable ».

ENVIRONNEMENT

Le maire de Metz s'interroge sur la résistance des enceintes des centrales nucléaires françaises

Dans une interview accordée, mercredi 16 mars, au quotidien *Libération*, le sénateur Jean-Marie Rausch (Un. cent.), président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques, et maire de Metz, estime que les « enceintes » des centrales nucléaires à eau pressurisée françaises ne sont pas « très puissantes ». Il se demande en effet si, en cas d'accident, le béton de leur enceinte de confinement résisterait aux ondes de choc produites par une « combustion détonante » d'une bulle d'hydrogène analogue à celle qui s'était formée en mars 1979 dans le réacteur accidenté américain de Three-Mile-Island.

Le sénateur Rausch ajoute que si, par exemple, les populations habitant à proximité des réacteurs de Ressenheim (Bas-Rhin) s'interrogeaient sur ces problèmes de résistance du béton, il répondrait que les « enceintes devraient résister ». « Mais, complète-t-il, avec une précaution de langage : en ne leur offri-

mant pas que les centrales sont infailliblement sûres ».

Ces propos font suite à une série d'interrogations allant au-delà du problème spécifique de la tenue du béton des centrales et que l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques avait évoqué dans un rapport de deux cent trente pages publié en décembre 1987 (le Monde du 17 décembre). A cette occasion les rapporteurs avaient abordé le problème de la création d'une agence de sûreté nucléaire indépendante : invité par les organismes de sûreté, les industriels et les exploitants à tirer les leçons de Tchernobyl, suggère que soient menées des études complémentaires sur la sûreté du surrégénérateur Superphénix ; insisté sur l'importance du facteur humain dans les accidents, et appelé les pouvoirs publics à réfléchir au renforcement des capacités d'organisation des services mobilisés en cas d'accident notamment pour les soins apportés aux irradiés.

RELIGION

Un archevêque noir à Atlanta

Mgr Eugène Marino, né à Biloxi le 29 mai 1934, a été nommé par Jean-Paul II, le mardi 15 mars, archevêque d'Atlanta en Géorgie. C'est la première fois qu'un prélat noir est désigné à la tête d'un archidocèse, mais onze autres sont déjà évêques. Mgr Marino était depuis 1985 secrétaire de la conférence épiscopale américaine. L'Eglise catholique américaine compte 1,3 million de fidèles noirs sur un total de 52 millions environ.

Le Monde
PUBLICITE
LITTERAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

مكتبة الامم المتحدة

Communication

Le bilan de la production audiovisuelle

MM. Léotard et Santini annoncent une forte reprise des investissements

MM. François Léotard et André Santini ont dressé, mercredi 16 mars, un bilan optimiste de l'action menée depuis deux ans par le gouvernement dans le domaine de la communication.

La privatisation de TF1, s'est félicité le ministre de la culture et de la communication, n'a ni déstabilisé la presse, ni fait éclater la Société française de production (SFP), ni sus-

« On a tout entendu sur la création et surtout le pire ! ». C'est un bilan « serein » que M. André Santini tenait à présenter mercredi 16 mars devant la presse. Un bilan portant sur le septennat et dressé après que les présidents de chaîne eurent fait parvenir au ministre délégué à la communication les réponses au questionnaire qui leur avait été soumis.

Des renseignements obtenus, M. Santini a principalement conclu que la régression de la production audiovisuelle nationale — moins 15 % en volume horaire, moins 6 % en francs de 1983 à 1986, selon lui — a fait place depuis deux ans à un mouvement de reprise. La suppression des commandes obligatoires à la SFP, les engagements souscrits par les chaînes

privées, comme les obligations imposées au service public, le développement du compte de soutien, ont donc, à son avis, commencé à porter leurs fruits.

Tous genres confondus, M. Santini évalue ainsi à 1 milliard de francs seulement les investissements annuels effectués par les chaînes entre 1981 et 1986, contre 1,32 milliard dès 1987 et 2 milliards en 1988. En nombre d'heures, la croissance est plus forte encore, puisque les 1 000 heures annuelles des cinq premières années du septennat seront de 3 700 cette année.

Toujours selon le ministre, le volume horaire de la seule fiction a augmenté de la même façon : les 400 heures de 1981 deviendront 800 en 1988, et les investissements correspondants passent de 688 millions de

francs en 1986 — une année « noire » — à 1 261 millions aujourd'hui. Enfin, les budgets affectés aux documentaires et aux émissions musicales doivent tripler. Seules les émissions pour la jeunesse n'enregistrent qu'un « petit » 50 % de mieux après une mauvaise année 1987.

Secteur public et secteur privé participent d'égale manière au véritable « boom » de la création que le ministre promet, puisque l'un comme l'autre voient croître de moitié cette année leurs dépenses de création. Le secteur public — Antenne 2, FR 3 et la SEPT, qui continue à peser 60 % des investissements globaux, jouant, comme prévu, son « rôle pilote en matière de création audiovisuelle ».

P.-A. G.

Les efforts du secteur public

UN rapide sondage le montre : la morosité des producteurs tend à disparaître ! Finies les récriminations ! La profession — ses plus gros représentants tout au moins — n'enrage plus de nouvelles commandes et... ne s'en plaint pas ! L'apaisement gagne les esprits, sans atteindre encore les artistes-interprètes, toujours partiellement en grève, car il y a loin de la signature d'un contrat au premier tour de manivelle.

Alors, justifié le cri de victoire de MM. Léotard et Santini ? Difficile de trancher, tant tout cela paraît prématuré. Bien malin, aujourd'hui, qui pourrait assurer que la reprise actuelle est bonne santé véritable, phénomène de rattrapage ou simple feu de paille. Car les informations du ministre délégué à la communication appellent nombre de remarques. De méthodologie, d'abord. Les prévisions avancées reposent sur de simples déclarations des chaînes. En quoi ces affirmations les légitiment-elles plus que les engagements pris hier devant la CNCL ? On a connu des catalogues sur papier glacé qui se sont révélés rideau de fumée.

Ensuite, les chiffres rendus publics ne correspondent pas exactement aux relevés effectués par le Centre national du cinéma, pourtant observateur bien placé pour en apprécier le bien-fondé. Cette administration devrait tenir dans quelques semaines sa propre conférence de presse sur le même sujet. La profession réclame et la transparence et un « observatoire » comme il en existe pour la publicité. Pourquoi ne pas le lui donner ?

Enfin, tous les producteurs ne sont pas gagnés par l'euphorie. La SFP, première entreprise du secteur, prévoit pour 1988 une nouvelle

baissée de son chiffre d'affaires fiction, alors que celui-ci a déjà chuté de 20 % l'an dernier.

Reste une inconnue. Ce sont les 50 millions de francs promis au compte de soutien sur le produit de la vente de TF1. Le CNC a commencé à distribuer les aides de 1988 aux producteurs privés sans attendre leur versement, toujours soumis à de difficiles problèmes juridiques. Que ceux-ci soient levés — ou contournés grâce à la bienveillance du ministère des finances — et c'est, par un effet d'entraînement, un marché de 250 millions supplémentaires qui viendrait s'ajouter aux prévisions sociales. Qu'il ne le soient pas, et ce serait autant de moins pour une profession convalescente. Autant dire que le profil de l'année en serait bouleversé.

Même si elle se confirme, la reprise ne doit rien à la libéralisation de la télévision. Les trois chaînes privées actuelles ne produisent ensemble, selon les organisations professionnelles du secteur, pas plus que TF1 dans les années 70. Et le regain actuel du marché est dû, pour l'essentiel, aux investissements du secteur public — Antenne 2, FR 3 et la SEPT — dopés par la bonne rentrée de la redevance et les dotations en capital promises par les pouvoirs publics. Voilà qui nuance les propos des chanteurs du privé.

PIERRE-ANGEL GAY.

SPORTS

FOOTBALL : Coupe des Coupes

L'OM dans le dernier carré

Éliminé quatre jours auparavant de la Coupe de France club de l'Olympique de Marseille se devait d'obtenir, le mardi 15 mars, une qualification en Coupe européenne qui fasse oublier cette déconvenue. Vainqueurs lors du match aller, à Lecce (Italie), par 1 à 0, face à l'équipe finlandaise de Rovaniemi, les Marseillais possèdent déjà de grandes chances d'accéder aux demi-finales de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes.

Devant son public, l'OM est parvenu rapidement à prendre la

mesure d'une défense finlandaise bien regroupée. Sur deux centres de Jean-François Domergue, Bernard Genghini, à la dix-huitième minute, puis Klaus Allofs, quatre minutes plus tard, inscrivaient les deux buts qui assuraient le succès.

En ajoutant un troisième but sur penalty, Jean-Pierre Papin, l'avant-centre de Marseille, a donné un peu plus de panache à cette victoire qui permet au club de l'OM d'accéder pour la première fois de son histoire au dernier carré d'une Coupe européenne.

● **TENNIS** : Tournoi de Key-Biscayne. — Yannick Noah, Tarik Benhabib, Thierry Tulasne et Guy Forget se sont qualifiés, le mardi 15 mars, pour le deuxième tour du Tournoi de Key-Biscayne (Floride), doté de 2 100 000 dollars, en battant respectivement l'Américain Chamberlin (2-6, 6-1, 3-6, 7-6, 6-2), l'Allemand de l'Ouest Kuhnert (6-4, 4-1, abandon), le Tchèque Korda (6-3, 6-7, 6-4, 4-6, 7-6) et Jérôme Potier (6-3, 6-2, 6-4). En revanche, Olivier Delaive, Thierry Champion et Eric Winogradsky ont été éliminés par l'Israélien Bloom (6-4, 6-4, 6-1), le Suédois Jarryd (6-2, 6-1, 6-2) et le Canadien Prindham (6-1, 2-6, 7-6, 6-2, 7-5).

Dans le tournoi féminin, Nathalie Tauziat, Marie-Christine Calleja, Pascale Paradis et Sabine Auer ont passé le premier tour en battant la Japonaise Inoue (4-6, 6-3, 6-2), l'Américaine Henrickson (7-6, 6-7, 6-3), la Brésilienne Medrano (6-2, 6-0) et la Polonaise Kuczyńska (6-3, 6-1). Alexis Dechaume, Emmanuelle Dery et Catherine Tanvier ont été battues par la Sud-Africaine Schirmer (6-1, 4-6, 6-3), l'Américaine Fernandez (6-1, 6-0) et la Sud-Africaine Reinhardt (6-2, 6-3).

● **FOOTBALL** : procès du Heyssel. — Un avocat britannique, qui défend quatorze des jeunes accusés de la tragédie du stade du Heyssel, a déclaré qu'il espère faire reporter l'ouverture du procès au mois de septembre. L'avocat explique que le ministère belge de la justice exige la défense 25 000 livres pour obtenir des exemplaires du dossier de l'accusation, « ce qui risque d'empêcher [les avocats] de préparer la défense ».

● **NATATION** : record du monde. — Le Soviétique Igor Polianin a battu, le mardi 15 mars, au cours de la rencontre URSS-RDA de natation, qui a lieu à Tallin (URSS), le record du monde du 100 mètres des 55 à 17/100. L'ancien record, 55 s 19/100, était détenu par l'Américain Rick Carey.

● **RUGBY** : Tournoi des cinq nations. — Après Didier Casanova et Philippe Béron, dimanche 13 mars, c'est Jean-Charles Orsi qui a déclaré forfait pour la rencontre de samedi à Cardiff. La deuxième ligne toulousaine, qui souffre d'une côte sera remplacé par Jean Condom.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Monique et Eric AUZIOI, Judith et Camille ont la joie d'annoncer la naissance de

Hadrien, le 14 mars 1988.

1266 chemin de Russan, 30000 Nîmes.

Décès

— M. Roger Beauvill, M. et M^{me} Gérard Beauvill et Chloé, Les amis du camp de Koblitzky, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roger BEAUVILL, ingénieur ESME, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 13 mars 1988, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Cérémonie religieuse jeudi 7 mars, à 8 h 30, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, Paris-17.

— Sa famille nous prie d'annoncer le décès survenu le 13 mars 1988 de

Jean BOUGREAU, officier de la Légion d'honneur, directeur honoraire du travail et de la main-d'œuvre des transports, dans sa quatre-vingt-onzième année.

9, rue du 11-Novembre, 72140 Sillé-le-Guillaume.

— M. Odette Denys, son époux,

M^{me} Yolande Frasson-Gorret, sa fille,

M^{me} Simone Sasse de Sainte-Marie, sa sœur,

M. et M^{me} Guy Le Tallier, ses neveu et nièce,

M. Hervé Le Tallier, son petit-neveu,

Les familles Robyn, Lesage, Le Tallier, Guillaumet, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne Odette DENYS, née Sasse de Sainte-Marie,

survenue le 3 mars 1988, à Baulieu-sur-Mer (Alpes-Maritimes), à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Le service religieux a été célébré en l'église de Baulieu-sur-Mer, le 7 mars 1988.

L'inhumation a eu lieu à Paris, dans le cimetière de la famille, au cimetière de Père-Lachaise.

— La Paz, Milan, Paris, M. Carlo De Leonardi, son époux,

M. et M^{me} Agostino Breschi et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean-François Dandré, ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Julia DE LEONARDIS, née Krutzfeldt,

survenue à La Paz, le 11 mars 1988, dans sa soixante-douzième année.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-Cruz le 13 mars, dans l'intimité.

— M^{me} A. Maurice-Hersant, son époux,

M^{me} Philippe Monin-Hersant, M. et M^{me} Patrice Monin-Hersant et leurs enfants,

M. et M^{me} Dominique Nivet et leurs enfants,

sa belle-fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

A. MAURICE-HERSANT, commandeur de la Légion d'honneur, ancien président

de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation,

survenue le 6 mars 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Ses obsèques ont eu lieu le 8 mars, à Enlès-sur-Mer, dans la plus stricte intimité.

— Le président

Et les membres de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ont le profond regret de faire part du décès de

A. MAURICE-HERSANT, commandeur de la Légion d'honneur, ancien président

de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation,

survenue le 6 mars 1988.

— M. Max Nemejanski, M. et M^{me} Jacques Nemejanski et leurs fils,

M. et M^{me} Claudine Kreitzman-Nemejanski et ses fils,

M. Jean-Claude Nemejanski et sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Max NEMEJANSKI, née Amélie Frenschel,

leur épouse, mère, grand-mère et parente, survenue le 14 mars 1988, à Neuilly-sur-Seine.

Les obsèques auront lieu le jeudi 17 mars.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Pantin-Parisien, à 11 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

64, boulevard d'Inghem, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Naissances

— M. et M^{me} Victor Saltiel, ses parents, M. Richard Saltiel, son frère, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Ralph SALTIEL,

survenu le 4 mars 1988, dans sa quarante-neufième année, à Rio-de-Janeiro.

Une cérémonie du souvenir sera lieu à la synagogue Copernic, le jeudi 17 mars, à 18 h 30.

— Saint-Martin-d'Hères, le 15 mars 1988.

Le président, Le personnel de l'université Joseph-Fourier (Grenoble-I), Et tout spécialement le directeur, Les enseignants, Les chercheurs, Et le personnel de l'Institut de géographie alpine de Grenoble, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul VEYRET, professeur honoraire à l'université Joseph-Fourier (Grenoble-I), ancien doyen de la faculté des lettres, ancien directeur de l'Institut de géographie alpine.

M. Paul Veyret, né le 28 mars 1912, à Cognin-Gorge (Isère) avait été successivement professeur aux lycées de Vercors (Haute-Savoie), de Gap (Hautes-Alpes) et de Grenoble (Isère). Professeur à l'université de Grenoble, il fut doyen de la faculté des lettres de 1963 à 1968. Il a été directeur de l'Institut de géographie alpine (1967-1978). Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont Géographie et relief des Alpes françaises.

— Le conseil d'administration de l'œuvre de secours aux enfants (OSE) a le regret de faire part du décès de

docteur Joseph WEILL,

qui fut un des principaux responsables de son action durant la guerre et dans l'immédiat après-guerre.

Remerciements

— Edouard Hugues Et Marie-Christine Hugues (Y), très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M^{me} Simone, Henri RHEIN,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

Anniversaires

— Il y a 88 ans, le général Pierre DELPECH

quittait les siens.

Une pensée affectueuse est adressée à tous ceux qui l'ont connu aimé et qui restent fidèles à son souvenir.

— Il y a 88 ans

Maximilien SCHEININGER

nous quitte.

Ses amis se souviennent.

Communications diverses

— Assemblée générale du RJMF (Rassemblement des juristes de France) et élections au conseil d'administration : dimanche 20 mars 1988, 15 heures, Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, Paris-5.

— Lundi 21 mars, à 20 heures, disant : « De Cyrus le Grand à Mitterrand. Origine et psychanalyse du pouvoir », avec Paul Amar, Freud à l'Elysée, Gérard Israël, Cyrus le Grand.

ENJO : 6 bis, rue Michel-Ange, Paris-16. Réservation : 45-20-00-18.

— L'Orfèvre et créateur d'art Jacques Gauthier a décidé de créer un concours ouvert aux jeunes créateurs de bijoux contemporains de vingt à trente ans. Deux lauréats seront désignés par un jury comprenant notamment des écrivains, des cinéastes et des compositeurs. Les prix seront remis le lundi 30 mai. Renseignements : 42-60-84-33.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I, le vendredi 18 mars, à 16 h 30, salle C-22-04, centre Pierre-Mendès-France, M. J. Jacques Cebas : « Essai sur le système de l'aide au développement et sa pérennité ».

— Université Paris-II, le lundi 21 mars, à 16 h 30, salle des conseils, M. Simon Kerner : « Les statuts du prophète et de l'apostat en droit israélien ».

SOLDES

Mercredi 16 mars.

Jeudi 17 mars.

Vendredi 18 mars.

9 h à 12 h / 14 h à 18 h.

HERMÈS

PARIS

24, FAUBOURG SAINT-HONORE, PARIS 1^{er}

PRÊT-À-PORTER MAROQUINERIE

CAHORS, CRAWATES

CHAUSSURES, TISSUS, GANTS

Son PDG charge la banque Indosuez d'étudier les propositions

« La Cote Desfossés » cherche à se vendre

Les journaux économiques et financiers continuent d'aiguiser les appétits des éditeurs de presse. Après les Echos, c'est au tour du quotidien financier et boursier la Cote Desfossés d'être sous les feux de la rampe. M. Jean Chamboulive, son PDG et rédacteur en chef, a chargé la banque Indosuez d'étudier les offres d'achat que pourraient lui présenter divers candidats. Parmi eux figurent les groupes Hachette, Hersant, Maxwell et des éditeurs italiens et ouest-allemands.

Mais M. Chamboulive n'a pas l'intention de se retirer complètement. Il détient actuellement 51 % du capital de la Cote Desfossés avec son épouse, le reste appartenant à son fils, M. André Bassinet (17 %), et à ses deux sœurs (16 % chacune). « Il s'agit d'une opération patrimoniale », indique M. Chamboulive, la presse m'intéresse et je suis prêt à conserver une part du capital, minoritaire ou majoritaire, selon les propositions qui seront faites. Mais je voudrais en désengager ma belle-famille ». Le prix devrait acquiescer les candidats reste actuellement secret.

La Cote Desfossés est une belle affaire. Créé en 1925, le titre s'appelait alors Cours de banque et de bourse. Racheté aux successeurs de

son fondateur, M. de Choisy, par la famille Desfossés, il en prend le patronyme avant d'être revendu dans les années 30 à la famille Bassinet. Aujourd'hui, la Cote Desfossés est diffusée à 30 000 exemplaires tandis que l'Annuaire Desfossés, autre publication du groupe qui recense les sociétés cotées, est vendu à 2 000 exemplaires. Enfin, l'activité télématique, lancée dès 1980, réalise environ 40 000 heures de connexion par mois, grâce à ses nombreux services boursiers et financiers. Légèrement en baisse depuis le récent krach boursier, la télématique de la Cote Desfossés représente pourtant 19 % du chiffre d'affaires total du groupe estimé en 1987 à 100 millions de francs, pour une marge brute d'autofinancement de 26,5 millions de francs.

Y.-M. L.

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-RESTAURANT

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344

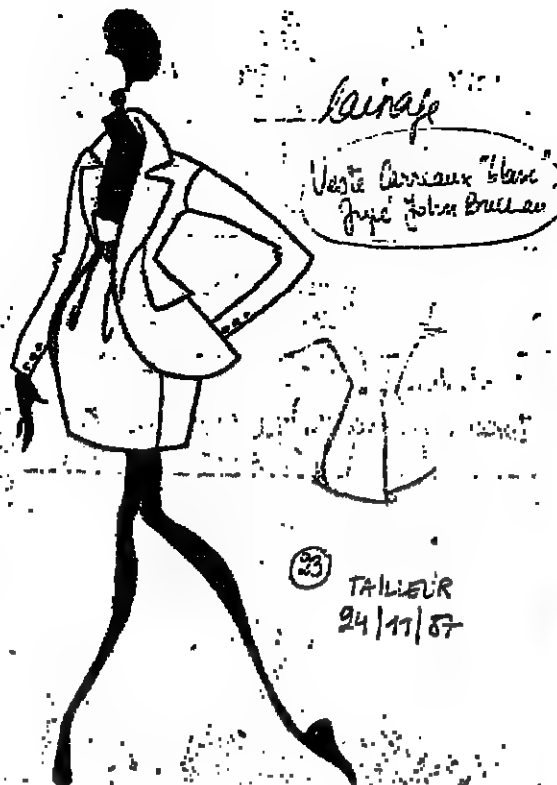
Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

La saison des modes

Les étapes de l'effet Lacroix

La semaine du prêt-à-porter des couturiers et créateurs s'ouvre mercredi 16 mars. L'événement attendu est la première collection « diffusion » de Christian Lacroix, qui défile sous le chapiteau du Louvre. Le couturier présente également son prêt-à-porter « luxe », mais dans ses salons, rue du Faubourg-Saint-Honoré. Comme beaucoup de Français, Christian Lacroix est fabriqué en Italie, où les stylistes commencent à s'inquiéter. Qui va gagner ? Le charme français ou le chic milanais ? Peut-être l'humour britannique qui se déchaine à Londres sans se préoccuper de ce qui se fait ailleurs.



PAS on peu de grandes fleurs ni de bouillonnés, pas de jupes boules ni de crinolines espagnoles, mais quand même des couleurs qui assombrissent les manteaux trapez en gros drap de caban, et des robes en daim laiteux qui s'arrondissent au cou, s'évasent au genou, et puis des doublures artistiques sur les bords courts assortis à des jupes amples, le hit de la première collection « prêt-à-porter » diffusion de Christian Lacroix, soignée de Federico Garcia Lorca et wonder boy de la couture.

Après avoir travaillé chez Guy Paulin, après avoir fourbi ses armes et ses inventions chez Patou, Christian Lacroix annonce il y a à peine plus d'un an qu'il prend son indépendance. Avec son associé Jean-Jacques Picart, il fonde sa propre maison sous l'égide du groupe Agache. Il raconte :

« Tout a commencé à Beverly Hills. Je répondais à une interview au bord d'une piscine et, au moment de partir, la journaliste me demande si j'ai un contrat chez Patou. Je n'en avais pas et je lui dis, elle continue : « Est-ce que vous êtes ouvert à d'autres propositions ? » Je réponds : « Pourquoi pas ? », et le lendemain c'était imprimé tout frais. Chez Patou, ils n'ont pas été très heureux. Mais enfin, la mois de novembre arrive, nous commençons à préparer la collection couture de janvier. Des amis me mettent en contact avec Bernard Arnault. Je lui explique que je ne suis pas pressé. Je ne suis pas tenaillé par le désir de voir mon nom sur une façade. Je sais attendre et je ne vois pas l'utilité d'ouvrir une maison parallèle à celles qui existent déjà. Je veux pouvoir tout reprendre à zéro et ajouter à la couture une collection prêt-à-porter accessible. »

Avec Jean-Jacques Picart, nous avons gardé la tête froide. Nous n'allions pas signer n'importe quoi, même pour beaucoup d'argent. Nous nous sommes entourés d'hommes de loi qui ont négocié. C'était si important que nous restions calmes. Et puis il y avait la collection, les histoires de grève et la

neige. Les discussions ont duré quatre semaines... Il y a eu des jutes dans les journaux américains, alors j'ai voulu faire une conférence de presse. Chez Patou, ils ont voulu m'en empêcher. Mon avocat m'a conseillé de ne pas remettre les pieds dans la maison. J'avais quitté mon bureau pour aller le voir en pensant que je le retrouverais le lendemain comme d'habitude. Je n'y suis plus jamais retourné. La couture, j'y crois. Mais ce n'est pas suffisant. Si Patou avait accepté de faire du prêt-à-porter, je ne serais sans doute pas parti. »

Garder la tête froide

L'irrésistible élan de Christian Lacroix est entré dans la légende. Il est l'enfant chéri des médias, qui ont fait connaître son style, son climat, son humour nonchalant. Il donne l'impression de ne jamais s'ennuyer, d'être imprenable au stress. Il semble moins nutritionnel fébrile que Léonard au soleil. Pourtant il abat un travail féroce : la haute couture, le prêt-à-porter de luxe et la diffusion, plus des costumes pour le théâtre et pour la Gaîté parisienne, création de Barychikov avec le New York City Ballet. « Est-ce qu'on refuse Barychikov ? Je ne crois pas me disperser. Au contraire. Je me souviens des recommandations d'un fournisseur. Quand on entre en sixième, quand on n'est pas encore habitué à changer de professeur toutes les heures, on s'effrite, et lui nous disait qu'il faut se concentrer totalement sur une matière, puis sur une autre, pour rester en éveil. »

Il y a aussi cette fonction de conseiller pour une maison japonaise, à laquelle il vient d'ailleurs de renoncer : « Nous leur avons fait développer leur chiffre d'affaires de 12 % à 15 %, alors, pour mes adieux, ils m'ont préparé une fête surprise, avec les quatre cents employés dans leurs vêtements noirs. »

Garder la tête froide. Ne pas se laisser piéger par un engouement jugé excessif. La première collection couture Lacroix, en juillet

dernier, a fait un tabac invraisemblable, elle n'était pas tellement différente de mes collections Patou. » Il par la peur de cet engouement. « J'ai peur de laisser », dit Christian Lacroix, un peu tranquillisé depuis qu'il a présenté une partie de la collection diffusion aux acheteurs américains, qui ont acheté. Il aime se « plonger dans une ville mal connue, respirer un air aussi malsain que celui de la même manière, qu'à Paris. Dès que j'arrive quelque part, je me précipite sur les magazines, les journaux. Je regarde les photos. Je ne jette pas, j'accumule. La documentation nous envahit, nous pousse dehors, ma femme devient folle. Et je fais les vitrines des magasins de meubles, de décoration. J'aime bien regarder ça, les collections des autres. Par curiosité. Mais je ne me dis jamais : « Les femmes ont envie de porter ce que je fais. » Pas pour la couture en tout cas. Pour le prêt-à-porter diffusion, la question se pose. J'ai besoin de savoir si les boutiques ont manqué de tricot, par exemple, ou de tailleurs habillés. »

Entre l'Amérique où il vend, la France où il crée, l'Italie où il fait fabriquer, Christian Lacroix passe une bonne partie de sa vie en avion. Il aime naviguer dans un nuage-part où le temps balance entre deux décalages horaires, comme il aime les transitions, les époques d'entre deux modes, mode de vie, manière de s'habiller — entre Dior et Chanel — robes aux chevilles, étroites, mais garnies de volants, petits chapeaux mais grandes algues. Et le look BOF de l'Occupation, les sabots, les chapeaux en hauteur, les sacs en bandoulière, les vélos. Et le contraire, Fath, Balenciaga surtout, l'avant-Dior... Il se laisse fasciner par les élégances maladroites des dames — épouses d'hommes politiques, par exemple — brusquement portées sur le devant de la scène et qui doivent « représenter ». A la suite d'une exposition à New-York qui a d'ailleurs marqué plusieurs créateurs, il a éprouvé un choc pour la duchesse de Windsor : « Elle paraissait grande à cause de sa

maigreur, mais elle était minuscule et portait des bijoux énormes. Ils étaient pathétiques, ces deux vieillards hors du temps, trop riches et solitaires. »

Mais les images qui le stimulent viennent de chez lui : ainsi une veste en tweed de son père, l'allure raffinée d'une tante très belle un soir de Noël dans la maison familiale des Cévennes. « C'est toujours un peu édiptien. Christian Dior l'a dit, on rêve de voir sa mère sur le podium. Voilà comment est né le new look. Mes parents étaient très attentifs à la mode. Mon père entretenait une correspondance avec ma grand-mère, j'ai retrouvé des lettres où il réclamait le pull jacquard de Jean Marais dans l'Eternel Retour. Il lui ressemblait, d'ailleurs, en moins olympien. Je suis marqué par les années 40, sans nostalgie. Mon expérience personnelle se situe plus tard évidemment. Mon premier achat a été une ceinture en fils de chanvre, avec une boucle qui représentait Hannibal. Mon premier caprice a été une chemise en vrai madras... Avec ma grand-mère, nous avons fait toutes les boutiques d'Avignon sans en trouver. J'ai commencé à m'habiller à l'époque des gadgets, baromètres d'amour, grandes boucles d'oreilles pour les filles, livres ronds tenus par un anneau... »

L'art de prendre son temps

Christian Lacroix, côté costume, trimballe à longueur d'année une austerité chiffonnée. Comme beaucoup de stylistes, il ne semble pas se soucier de son apparence. Son image est dans les vêtements qu'il crée, pas dans ceux qu'il porte. Il chérit particulièrement son création couture, qui lui ont donné la notoriété, qu'il maîtrise — le prêt-à-porter luxe en est l'adaptation au marché américain.

Pour la couture, je me raconte une histoire sur laquelle je bâtis la collection. Le plaisir est formidable quand l'idée arrive. Je ne suis pas un ordinaire, j'ai besoin de laisser macé-

rer. Il me faut le temps de définir mon fil conducteur, mon thème, mon ambiance. Je dois mettre au point une ossature assez forte et parlante, qui me permette de faire le tri dans les tissus, les accessoires, les couleurs, les proportions. Je pars sur une idée de tissu, de couleur, sans penser à la forme et, d'un autre côté, je dessine sans vraiment penser aux tissus. Ensuite je rectifie le tir. On confronte les deux séries de maquettes. Une rencontre se produit, ou non. Si un tissu que l'on aime bien ne trouve pas sa forme, je redessine. Et vice versa.

A la fin, il y a la composition du défilé. Je donne la structure, la succession des formes qui se répondent. Jean-Jacques Picart est comme le metteur en scène qui décide la façon de valoriser tel ou tel modèle. Je ne vois pas la différence, mais lui, il sait s'il faut le présenter en groupe ou détaché, les moments qui doivent donner, ceux qui doivent jouer sur le déjà-vu. A la dernière collection couture en janvier, nous avions pensé éviter la musique espagnole et les Ariétiennes. Finalement nous avons décidé de laisser trois passages avec la musique appropriée, et c'étaient les plus applaudis. Mais la presse et les acheteurs n'ont pas forcément les mêmes enthousiasmes.

Par exemple, en prêt-à-porter luxe, le modèle le plus vendu a été un tailleur zippé, deux petites poches, ras du cou, rabat, jupe droite, grain de poudre noir... dont personne n'a parlé, qui n'a pas été photographié une seule fois. D'une certaine manière, ça me rassure pour la diffusion, proche de ce climat et pour laquelle, je veux un truc sans état d'âme : de la couleur, des proportions, une coupe facile avec du charme. Mais autant je me battrais à mort pour réaliser très précisément ce que j'ai en tête pour la couture, autant je me sens humble pour le prêt-à-porter diffusion.

Humble, tout est relatif. Seulement un fait est certain : Christian Lacroix aborde un domaine auquel il rêve depuis des années, mais qui n'est pas soumis aux mêmes lois que la haute couture.

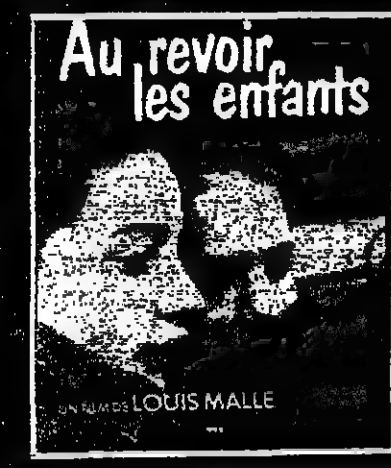
Il doit s'adapter à un rythme de travail très serré, accorder aux chiffres une autre importance. Entre le moment où il a décidé l'aventure et ce mercredi 16 mars qui en marque l'aboutissement (présentation à la cour Carrée du Louvre), il y a eu des hauts et des bas, et certainement des envies de tout lâcher, de revenir à l'art pur et en quelque sorte « gratuit » de la couture. Des crispations, des déceptions, des surprises, des doutes. Les affres de la création, plus quelque chose de très particulier à Christian Lacroix : la volonté farouche de ne pas se faire trop confiance, de ne pas se laisser avoir par ses propres embousièmes, pas plus que par le bruit fait autour de lui.

Inventions et froide raison

Pour la diffusion, je ne démarre plus sur une histoire, mais sur un plan. Je sais qu'il me faut tant de modèles, reproductibles dans un certain rapport qualité-prix. En prêt-à-porter, beaucoup de stylistes s'estiment baillonnés, rêvent de se permettre l'extravagance et d'oublier la rentabilité. Moi, j'ai eu la chance de commencer par pouvoir faire ce que je veux. J'étais frustré non pas de ne pas me voir dans la rue, ça c'est encore un autre problème, mais de ne pas être accessible, c'est-à-dire achetable et portable.

Donc, j'ai voulu raisonner froidement. Je me suis lancé dans une conception inhabituelle pour moi. Des formes simples, droites, qui peuvent aller jusqu'à l'aigu, des volants asymétriques, des ensembles assortis, mais quand même avec des matières opposées. Je dois inventer un style en accord avec la couture, à travers les variations du prêt-à-porter de luxe, qui ira dans les mêmes points de vente que la diffusion. Je ne suis pas infatigable et, si je me ramasse, je ne renonce pas. Nous en tirerons les leçons. Je me passe mes envies en couture. Là, je me raisonne. Je suis ouvert et j'ai des comptes à rendre. Je ne travaille pas pour des mécènes. »

COLETTE GODARD.



7 Césars

MEILLEUR FILM

MEILLEUR RÉALISATEUR

MEILLEUR SCÉNARIO ORIGINAL

MEILLEUR PHOTO

MEILLEUR SON

MEILLEUR MONTAGE

MEILLEUR DECOR

M K 2

مقتدا من الاصل

Tendances, prudence à Paris

Inquiétudes



Catalogue Yohji Yamamoto.

Cet hiver, elles s'habilleront comme des garçons... Telle est la révélation de la Fédération du prêt-à-porter féminin, qui parie, pour l'hiver 1988-1989, sur le pantalon large à la Garbo, les bermudas, la parka à capuche et même le manteau de moine.

SELON la chambre syndicale, trente-cinq défilés sont prévus à la cour Carrée, devant mille quatre cent soixante-quatre journalistes et deux cent soixante-quinze photographes accrédités. Des exposants de la cour vitrée des Beaux-Arts se regroupent à Villepinte. Le chapiteau de la mode aux Tuileries se retrouve à la porte Champerret, mais la majorité de ses adhérents ont préféré s'installer dans les show rooms des hôtels Saint-James d'Albany, à la résidence Maxim's et même chez Angelina, le plus viennois des salons de thé.

Divisée, la profession est aussi victime de la crise. Les chiffres sont là, inquiétants : stagnation des exportations en 1987 (plus 0,4 %) et progression des importations (plus 16 %), baisse de la consommation textile de 2,1 % en volume. Selon une enquête qualitative réalisée par la Fédération du prêt-à-porter, la moitié des mille deux cents entreprises de ce secteur disparaîtront d'ici dix ans.

Ainsi, les armes de la séduction, victimes du contexte économique, changent. Le « bon produit » (c'est-à-dire bien fini, bien livré) à raison de l'idée générale et du caprice. En France, la fantaisie, l'audace, semblent réservées aux accessoires et aux détails, mais c'est la couture, avec ses robes-événements, qui donne le ton, influence le prêt-à-porter, façonne une image (Lacroix). Fait remarquable : ce sont les créateurs lancés dans les années 70 qui ont présenté ce phénomène avant les couturiers. Alain et Mugler ont été les premiers à annoncer le retour de la Parisienne. Dès 1978, Montana rendait un hommage au new-look.

Stratégies nouvelles

Aujourd'hui, les noms de ces créateurs sont devenus des griffes. Derrière le défilé-spectacle, il y a les licences, les lignes complémentaires (maillie, jean, cuir), dont la diffusion contrôlée renforce la signature sans la banaliser. Le chiffre d'affaires de Thierry Mugler aurait quadruplé en quatre ans, selon le PDG de la société, Didier Grumbach.

En France, les exigences du marché, le refuge dans les valeurs sûres, la méfiance des acheteurs, imposent des stratégies commerciales nouvelles. Les uns étendent leurs créations à l'enfant (Rykiel, Beretta, Elisabeth de Senneville, Kenzo, Chantal Thomass, Popy Moreni) ou à l'homme (Dorothee Bis, Fayal Amor, Georges Rech, Christian Aujard, Barbara Bul).

Les autres s'adaptent aux petits budgets et se rapprochent enfin de la rue : Gaultier lance Junior-Gaultier, Kenzo s'efforce avec Kenzo-City. Comme des garçons édite une ligne de chemises à moindre prix fabriquées en France.

Les nouveaux voient leurs chances s'améliorer, d'autant que les critères de sélection les mettent souvent hors jeu : rien ne peut plus justifier chez eux les prix élevés. Du coup, beaucoup refusent l'étiquette créateur et préfèrent celle, plus professionnelle, de stylistes. On ne leur demande plus d'inventer mais de voir juste. Ce qui légitime toutes les impostures : les copieurs eux-mêmes se voient recopiés.

Consommateur et complice

« Nous ne sommes pas dans une époque de création libre, constate Li Edelkoort, responsable d'un des plus importants bureaux de style internationaux. On revient au bon tailleur, aux matières rustiques. La mode supporte moins les métaphores. D'habitude, je prends des photos de paysages, de sculptures, de tableaux, pour illustrer la saison. En ce moment, le vêtement (la coupe, le tissu) devient un sujet d'inspiration à lui tout seul. On s'oriente vers un baroque moins théâtral, une élégance intemporelle. On est très terre à terre. C'est joli. Cela coule de source... »

On dirait que les rapports changent : le consommateur est « interpellé » tel un complice, membre d'une famille à laquelle il peut s'identifier. Les Américains lancent sur le marché européen la marque Esprit, qui correspond plus à un style de vie qu'à un style de vêtement.

La mode devient une façon de communiquer à travers l'art — voir les robes-sculptures de la jeune styliste espagnole Sybilla, — le dessin, la photo, les journaux, la décoration : Thierry Mugler réalise ses campagnes publicitaires et, après avoir édité une ligne de meubles, Rei Kawakubo (Comme des garçons) abandonne les catalogues qu'elle publiait depuis 1975 pour lancer un magazine de soixante pages diffusé à vingt-cinq mille exemplaires. Six cent dix-sept reportages rédigés en anglais et en japonais sur Elin Gray, André Kertész, une interview de Yohji Yamamoto, un extrait des *Enfants terribles* de Jean Cocteau, dont on vous dit sans scrupule : « S'il était vivant, on lui demanderait sûrement de défilé pour la collection Homme Plus... »

Le présent semble là pour durer toujours et non plus pour être rejeté, oublié, dans l'histoire des garde-robes. En 1988, Yohji Yamamoto ne pense peut-être pas autrement que Chanel quand il affirme : « La première qualité d'un vêtement moderne, c'est de se faire oublier. »

LAURENCE BENAÏM.

Une ombre est venue troubler l'assurance sereine des collections milanaises de prêt-à-porter, faisant les gros titres des journaux, et alimentant les ragots. « Paris lance un défi, l'Italie réplique. »

JUSQU'À présent, les Italiens reconnaissent la créativité des Français sans jamais oublier, toutefois, de souligner qu'ils vendaient peu, que leurs collections n'étaient pas assez portables et que, somme toute, leur présence sur les marchés n'était pas dangereuse. Mais avec l'engouement suscité par Christian Lacroix et l'arrivée sur le marché de sa ligne de prêt-à-porter, tout risque de changer. On sait que 90 % de la clientèle de Lacroix haute couture est américaine, et que fort probablement il en sera de même pour le prêt-à-porter. Le marché américain : point de mire, principal débouché du « Made in Italy ».

Du coup, après les roses qui avaient fleuri sur les minis de l'été prochain, pour l'hiver qui suit on revisite l'intemporel ou bien on se lance à corps perdu dans la recherche de quelque extravagance qui fasse « couture », ou mélange tout ça et... on en fait un tailleur.

Ainsi, Bastille choisit le style classique avec un rien de couture, broderies sur soie et smokings pour le soir, vestes amples en astrakan, fourrure pour cols et poignets, tandis que l'Emilien Luciano Soprani hésite entre « Wall Street » et « Hollywood-sur-Tibre ». Silhouette fine, noire, avec des éclats de couleur, de très

beaux tissus double face, le tout impeccablement coupé.

La recherche sur le tissu est également un point fort des collections Krizia. Du jersey de laine gaufré en nid d'abeille, des velours à rayures horizontales doux comme une chenille, des jupes en plumes d'autruche.

Pour les grands pulls de ski, les chandails en cachemire transformés en jupe, les twin-set bicolores réversibles, Laura Biagiotti s'inspire de l'atmosphère des stations de ski d'autrefois. Sa collection sera présentée prochainement à Pékin.

À la gloire de la « femme nouvelle » et du « monde Trussardi », le 8 mars, ce stylistes ne s'offrirait rien moins que neuf pages de publicité dans la *Repubblica* pour vanter, en vers libres avec renfort d'images, les qualités de sa collection « prêt à vivre ».

Eric Bergera a pris chez Zeruino la lourde succession de Giorgio Armani et devra s'accommoder de l'image de marque de la griffe : élégance très « ville », très BCBG. Naturellement, les journaux ne l'ont pas épargné : encore un Français.

Armani a pris définitivement le parti de l'intemporel sophistiqué « intellectuel » entre Manhattan et les Pucers. Pour la ligne « jeunes » Emporio, une belle collection cohérente, bien calibrée. Des filles fluettes et pâles genre Mia Farrow portent des gilets en jean sous la veste en cachemire, des pantalons en velours rayé à la Woody Allen et de grands imper à la Diane Keaton. La mariée porte une saïopette en voile et dentelle très années 70, et les fourrures synthétiques amples et enveloppantes ont les proportions

Le système

C'est une belle Italienne, présidente du groupe Genny, qui, après avoir produit Guy Paulin et Montana, entre autres, fait confiance au prêt-à-porter Christian Lacroix.

« Le rapport avec un styliste comme Lacroix est stimulant, son succès actuel agit sur mon entreprise comme une belle décharge d'adrénaline déclenche l'enthousiasme pour de nouvelles techniques de production, une nouvelle image et des perspectives intéressantes. » Donatella Grombelli, quarante-quatre ans, présidente du groupe italien Genny — producteur et distributeur du prêt-à-porter et de la ligne Luxe, produits par la maison Lacroix, en France — pense quand même avoir pris des risques, le 3 juin 1987, date de la signature du contrat. Parce que alors, « il n'était pas encore la grande star » et qu'il avait fait surtout de la haute couture ».

Pour ce « gagnant », dans une course à trois qui l'opposait au GST de Turin — Gruppo Smeraldo Tessile, producteur de Valentino, d'Ungaro, de Montana — et à un industriel français, il ne s'agissait pourtant pas d'une première rencontre. Christian Lacroix avait travaillé à Ancône, chez Genny, en 1980, comme assistant de Guy Paulin, qui dessinait la ligne Byblos. Donatella Grombelli a été séduite par son image de la femme, « sûre d'elle-même et ironique ». Cette nouvelle ligne fait partie de la politique d'expansion du groupe, toujours très attentif au marché international et plus particulièrement américain.

Résultat d'un long travail d'implantation — présence continue par l'intermédiaire de la Genny Corporation, sponsoring, manifestations annuelles, attention particulière au rapport qualité-prix — Genny et Byblos sont actuellement parmi les griffes italiennes les plus vendues aux Etats-Unis.

Pour Christian Lacroix, les deux éléments décisifs ont été le sou-

Junior Gaultier

Il y avait l'image Gaultier : l'humour, le choc, la provocation. En 1988, il se donne les moyens de réussir son pari de toujours : habiller la rue avec des tarifs jeunes.

Le succès est là : 450 000 pièces vendues pour l'été 1988 en Europe, soit deux fois plus que la collection principale diffusée également au Japon et aux Etats-Unis, un chiffre d'affaires prévu de 180 millions de francs par an. Dès septembre, une boutique ouvrira rue du Jour, « C'est la grande folie, le numéro un de la saison Les petites vestes cintrées en jean, on en loupe cinquante par jour. Il y a le nom, le prix, la presse. Une idée de génie ! » affirme-t-on chez Biba, qui vend aussi Mugler, Alaïa, Cobson, Lolita Lempicka. Les prix de Junior Gaultier varient entre 250 et 1 000 F pour cet été.

Les industriels français se mordent déjà les doigts. Jean-Paul Gaultier, lancé par le groupe japonais Kashiyama qui a ouvert quatre enseignes importantes depuis 1981 (Paris, Hongkong, Milan, Tokyo) et dont les modèles destinés à l'Europe et aux Etats-Unis sont fabriqués en Italie (Gibo, Fuzzi), s'est encore une fois adressé aux Italiens. Une société a été créée (Marchi a Valori) pour fabriquer cette ligne. Les détaillants regrettent de ne pas avoir une boutique spéciali-

sée car la petite marque fait du tort aux grands noms et autres créations.

Junior Gaultier ne devrait pas mettre en péril la grande collection : la ligne a ses propres codes (les jeans sexy), ses thèmes (les shorts à trou-trous, les t-shirts imprimés sur un calson stretch, les têtes de mort qui de loin ressemblent à des petits pois blancs, pour l'été 1988) et réaffirme dans la différence le style Gaultier plus qu'elle ne le perd. Les matières sont plus simples (crêpe georgette viscoses, nylon jeans) et deviennent enfin plus accessibles : jusqu'à une robe en jean coûtait en boutique 2 000 F. Les prix « haut de gamme » de la grande collection se « justifiaient » par l'utilisation des matières nobles telles que la mousseline fleurie impressionnée, le crêpe de laine, la gabardine de stretch qui auraient exigé quatre mois de recherche. Junior Gaultier s'appuie sur des détails mode lancés par le créateur : les formes cintrées, les blousons courts inspirés des perfectos, les mélanges de registres (un bustier de jean garni d'un ruban de satin noir pour l'été 88, un poncho bomber pour l'hiver 1988-1989).

Et c'est peut-être bien autour de ces contrastes, du trompe-l'œil (les gants en par exemple) qu'on retrouve la pette de la maison imposée en 1976 au Palais de la Découverte avec les premières robes set de table en paille tressée.

L. B.

Maître DAUSSY, commissaire-priseur

46, rue de la Victoire, 75009 Paris. Tél. : 48.74.38.93.

Jeudi 24 Mars à 14 h 30 s. 5 et 6. Paris Hôtel Drouot

Vente aux enchères publiques de

BRONZES
DESSINS ET TABLEAUX
XIX^e-XX^e SIECLES

dont un important ensemble d'œuvres

d'HUGO SCHEIBER
Budapest 1873-1950exp. pub les 18-19-20 mars : mairie du IX^e, 11 h-18 h, le 24 mars Drouot 11 h-12 h s. 5 et 6.

Galerie Metamorphose

69, rue Quincampoix - Paris 3^e - Tél. 40 27 96 49

GAVIOLI - GIOVANGIGLI - ZUNINO

du 10 au 30 mars

PARIS - PRAGUE

Arts et artistes vus à travers la médaille

et la sculpture du XX^e siècle

A LA MONNAIE DE PARIS

11, quai de Conti, PARIS-6^e - Tél. 40-46-58-40

Tous les jours de 13 h à 18 h (sauf lundi et les 3 et 4 avril)

DU 16 MARS AU 30 AVRIL

AUJAME

AU MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine-Bourdelle, M^e Montparnasse

Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

DU 16 MARS AU 15 MAI

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ARTS

LEÇONS DE PEINTURE

DALBIS - FAVIER - LAGET

Jusqu'au 15 mai 1988

Salle Saint-Jacques - 104^e Avenue de Paris

Dessins - peintures - sculptures

GALERIE ATELIER LAMBERT

62, rue La Boétie, 75008 - 45-63-51-52

Jusqu'au 26 mars 1988

Estampes

Stand E 39 - SAGA 1988 - SALON DE L'ESTAMPE

Grand Palais du 9 au 14 mars 1988

UBAC

GALERIE LACOURIÈRE-FRÉLAUT

23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris - Tél. (1) 42 74 02 30

MIGUEL CONDÉ

Œuvres sur papier

Jusqu'au 26 Mars

GALERIE MAURICE GARNIER

BERNARD BUFFET

SUMO - KABUKI

6, avenue Matignon, Paris-8^e - Jusqu'au 26 mars

de la mode

à Milan

Giorgio Armani
(hiver 88-89)

des années 50. Pour le soir, des baskets psychédéliques en noir mauve, rose « shocking ».

Sous le signe du renard, la collection de Gianfranco Ferré est, comme toujours, très construite ainsi que sa nouvelle ligne de fourrure. Du rouge, du noir et la malice de la dentelle blanche.

Mario Valentino retrouve l'éclat du cuir et la douceur de la peau. La même beauté de la couleur, cette fois-ci en contrastes sourds. Ample manteau robes de chambre, en daim léger doublé de cachemire, et une grande étole carrée qui peut se transformer en veste. Romeo Gigli, chez Callaghan, s'inspire des Indes avec broderies d'or et d'argent, superpositions de pierres précieuses, ceintures. Pour sa propre ligne, le soir rappelle Balenciaga, le stretch reste roi, les couleurs portent des noms étranges.

Byblos embarque dans le Transsibérien en passant par l'Europe centrale: grands chapeaux de boyard, broderies et manchons, taille marquée, vestes cintrées et jupes longues amples, bordées de fourrure. Tous les « must » de la saison y sont. Le tailleur pantalon, le pantalon large, les chaussettes hautes et l'étoile.

Ailleurs, dans une discothèque, Moschino a inventé un défilé péplum avec esclaves, chars, majorettes, grands bâtons de balons et autres fanfareuses. Ailleurs en ville, dans une salle blanche, Dolce et Gabbana refaisait la Sicile du Gupard et du néoréalisme. La veuve noire était bien là, son sac à fermeture dorée serré contre la poitrine, la broche de la grand-mère comme unique bijou, les chaussettes sortant de ses chaussures d'homme, les épaules serrées dans un plaid riche.

LUMI RUSNAC

Dans le calendrier des collections, entre Milan et Paris, il y a Londres. Un rendez-vous plutôt insolite, à l'abri des grandes tendances et des contraintes du marché, où l'on voit s'agiter dans un bocal les gags, les folies de la mode.

APRÈS deux jours de défilés, les débutantes perdent leur sang-froid. Discrettement, elles ont noué leur foulard Hermès à la Charlotte Corday, mais déjà tout est à refaire. D'autres silhouettes ont surgi dans la foule, d'autres détails, tels des éclats de rire dans une conversation: un vison sur un pantalon à pattes d'eph, un canotier à voilette sur un brushing rose Isphah, trois épingles à nourrice fermant un superbe tailleur en grains de poudre noire. Il y a quantités de Pee Wee, de Suprêmes, de messages de l'histoire, de Japonaises à perruque afro, de muses solitaires au visage poudré portant leur « platform boots » et leur sac panier à commissions avec un naturel de star. Et la nave va. Les photographes sont partout.

Chaque passant est un événement.

Pendant quatre jours, la zone d'Hammersmith Road, délimitée par l'Apex Corner et la tente des défilés, ressemble à une réduction de Londres dont on a toujours rêvé. La rue est vraiment drôle. Chaque passant est un événement. Mais il suffit de s'éloigner un peu, de quitter l'Olympia Station, pour que la carte postale se déchire. Une rue usée, triste comme un métro, sans couleur.

La London Designer Week ressemble à un tournage: trois cents expositions réunies dans un complexe de trois étages, des visiteurs, journalistes et acheteurs (sept mille quatre cents la saison dernière) prenant des notes, entourés de stands qu'on semble avoir baptisés dans la nuit: Die for it; Drama; Ecstasy; Faith, Hope and Charity.

Il s'agit d'un monde à part que la profession s'efforce de soutenir (ouverture d'un « designer bureau » en 1988 qui dispense des conseils techniques et économiques aux jeunes créateurs, centralisation des défilés à l'Olympia depuis trois saisons), même si la force du prêt-à-porter britannique réside encore dans ses classiques. Selon M. John Wilson, président

Folie à Londres

du British Clothing Industry Association, 70 % du chiffre d'affaires de la profession est réalisé par les marques traditionnelles: Pringle, Aquascutum, Burberry's, Marks and Spencer.

- Ici, c'est comme un souk. On a envie de chiner, de trouver des tas de petites choses merveilleuses », dit une rédactrice.

Tout commence avec les accessoires: les chapeaux surréalistes de Bernstock Speirs, les souliers en moire blanche finie par un nœud d'organdi, les escarpins aux couleurs précieuses dont la languette de velours s'épluche, s'ouvre comme une fleur (Elizabeth Stuart Smith). Restent tous ces vêtements conçus encore comme des gadgets, des trucs qui font crac-boum-hue: blousons en tissu imitation hérisson, robes en caoutchouc gris, kilt à pompons dorés, jaquettes en jersey ther-

moformé et tant de modèles qu'on retrouvera photographiés dans Blitz, Arena, Id, les bibles des vic-times de la mode londonienne.

- It's time to have fun », explique-t-on chez Red or Dead, où les ceinturons à boucle marginerie chromée cotoient les chemises jaunes d'or à pastilles géantes. - Ici, depuis les punks, les nouveaux romantiques, il n'y a rien eu. - Ces nouveaux excén-triques se disent inspirés par la bonne humeur des années 70 et l'élégance de l'après-guerre. Ils vont danser à l'Ascension, au Wag ou à la Discothèque ouverte exclusivement le samedi soir. On y écoute James Brown, Barry White, Cathy and the Sunshine Band. La réaction à la mode high tech noire et géométrique passe ici par la mise en boîte des célébrités ridiculisant les étiquettes-culte des années 80.



Les nouveaux excén-triques de « Red or Dead » (hiver 88-89).

C'est à Londres que sont fabriqués et présentés les tee-shirts Jean-Paul Gaultier, Claude Monotoni, Gorgeous Armani, Yuppie Yamamoto (Body Rap). Ils envahissent la France (soixante points de vente) dès cette saison, à partir du 1^{er} avril.

Cet humour, ce sens du décalage, de la fantaisie, on les retrouve un peu partout, éclairant les basiques de taches de couleurs inattendues (une cape de taffetas mordoré sur une petite robe en velours violet chez Rifat Ozbek), réveillant les asymétries japonisantes de mois d'esprit « couture » (les mini-capes de mousseline de Jasper Conran flottant sur les vestes de chasse pastel...).

A la fin des défilés, les créateurs reçoivent des brassées d'arums et de roses, et le public enthousiaste remercie. On lui a raconté une histoire, on lui a lu un poème. La soie de John Galiano coule, fluide; les corsages s'enroulent en étoile, les boutons-nages se décalent, les couleurs se fondent comme dans un paysage de Turner, jusqu'à ce qu'une petite note stridente retentisse - une paire de poulaines vert sapin enfilées sur des collants rouge cerise, - aussi surprenante qu'une femme dans la Chambre des Lords.

Colères et menace

Mais il y a aussi des moments plus subversifs, des colères qui continuent de déranger: Vivienne Westwood, et ses pantalons ceinturés au niveau des genoux, ses bloomers qui dépassent d'une jupe portefeuille ultra-classique, dignes d'une femme cadre surprise en flagrant délit de sexe, les entrecroisés en kilt orange et violet au-dessus de deux sabres posés en croix, le son irritant d'un ballon qu'on dégonfle. Une menace, un parfum de danger.

Katherine Hammet joue aussi avec les apparences, les ambivalences masculin-féminin, sérieux-sexy, chic-vulgaire, et sème le soupçon partout en assortissant des jupes longues à des guépiers, en faisant défilé des courtisanes nues sous une cape de velours, mais chapeautées de taffetas et s'appuyant sur une canne. - A Londres, dit-elle, les gens aiment les vêtements de vieux riches. Ils ont besoin de se faire beaux parce qu'ils sont frappés par la laideur de l'architecture, parce qu'ils ont peur du chômage, de la pauvreté. C'est comme une source d'eau chaude qui sort de la terre. »

L. E.

italien

venir de l'ambiance familiale, la complicité avec l'équipe de Gerry et les renseignements positifs du côté des Etats-Unis, qui donnaient ce groupe comme le meilleur producteur possible. Car il pense, comme Donatella Girombelli, que le marché américain est le plus important à l'heure actuelle, avec une énorme capacité d'absorption et parce qu'il agit comme un effet de boomerang sur l'Europe.

Le groupe d'Ancone a une longue tradition de travail avec des jeunes stylistes: Gianni Versace, en 1974 (conseiller pour Gerry encore aujourd'hui). De 1980 à 1987, Claude Montana, qui a créé pour lui Complice - ancrément dessinée par Muriel Grasseau, tandis que Byblos est signée par deux jeunes Anglais: Alan Cleaver et Keith Varty. Cette politique de création, doublée d'une gestion dynamique - investissements importants en nouvelle technologie et en marketing - lui a permis de doubler son chiffre d'affaires ces cinq dernières années. Il a été, en 1987, de 200 milliards de lire (1). Le groupe a employé 457 personnes à l'intérieur de l'entreprise et plus de 1 000 en sous-traitance.

Le contrat signé pour six ans renouvelable avec le groupe

Lacroix est un contrat de licence à royalties, sans rapport direct avec la Financière Agache, producteur de Lacroix haute couture. La première saison prévoit un chiffre d'affaires d'environ sept milliards de lire, avec une expansion ultérieure jusqu'à 20 milliards, et une production d'environ 30 000 pièces sur la production totale de 1 700 000. Pour cette première saison, le produit sera distribué aux Etats-Unis, en France et en Italie, à travers 130 points de vente.

Christian Lacroix voulait une ligne accessible mais, pour cette saison, les prix seront d'environ 20 % à 30 % plus élevés que prévu en raison du caractère élaboré du produit et des matières employées. Il est prévu pour 1989 une ligne à diffusion plus large appelée Croisière. Les premières ventes qui ont commencé dans les show rooms de New-York et de Milan sont excellentes, même si certains clients espèrent, contre toute logique, du Lacroix couture à bon marché, sont surpris par la simplicité de la ligne.

L. R.

(1) 1 000 lire = 4,60 FF.

Théâtre de la Bastille 43 57 42 14
ANANDA LAHARI L'OCEAN DE BEAUTE
Chorégraphie, danse, conception musicale SHAKUNTALA
du 18 au 26 mars à 19 h 45 Dim. à 17 h - relâche lundi

CRETEIL FILMS FEMMES
48.99.18.88
10^e Festival International de Créteil et du Val de Marne
DU 12 MARS AU 20 MARS
METRO Créteil Préfecture

MC 93
BUBIGNY

LE MARTYRE DE SAINT-SÉBASTIEN
SCÉNARISTE ET MISE EN SCÈNE
ROBERT WILSON

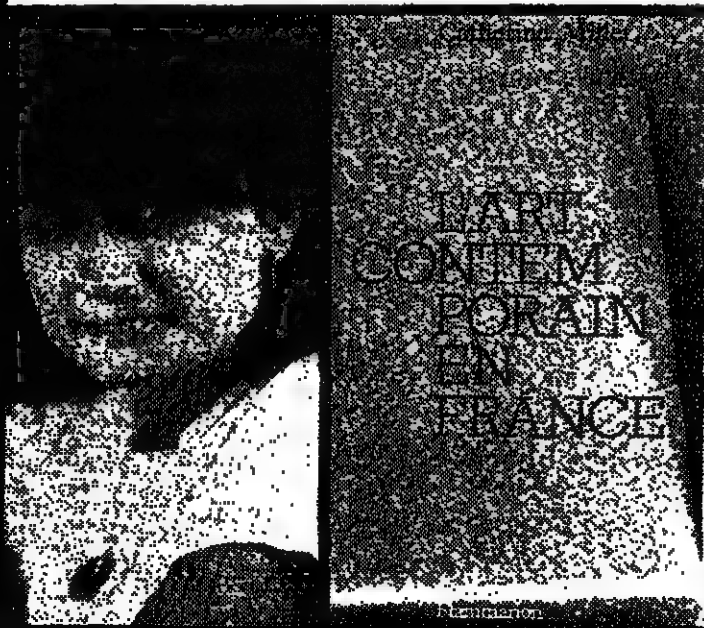
SYLVIE GUILLEN
MICHAEL DENARD
PATRICK DUPOND

LE BALLET DE L'OPÉRA DE PARIS

25 MARS - 16 AVRIL 1988
MC 93 BUBIGNY 40 31 11 45

OPERA DE PARIS

CATHERINE MILLET.



Un livre nécessaire qui restitue toute la diversité et les aventures de la scène artistique française depuis 1965. Passionnant. France Husser - Le Nouvel Observateur

On comprend, à la lire, ce que pensaient, ce que croyaient, ce que voulaient les artistes dans les années 60 et 70, ce qu'il en est aujourd'hui. Denis Picot - Connaissance des Arts

Une passionnante histoire de l'art en train de se faire, un ouvrage de référence indispensable. Jean-Louis Pradel - L'Événement du Jeudi

Flammarion

هفتاد و اربع

EXPOSITIONS

Vernissages

BERNARD AUBERTIN. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). T.l.j. et dim. et lun. de 11 h à 19 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 14 avril.

AUJAME. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 mai.

GEORG RASELITZ. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). T.l.j. et dim. et lun. de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Du 19 mars au 22 avril.

BECK. Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Du 19 mars au 20 avril.

FRANCESCO CLEMENTE. Galerie Charles Cartwright, 36, rue des Archives (48-04-56-86). T.l.j. et dim. et lun. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 26 mars.

COUVENT LE CORBUSIER. Galerie Charles Cartwright, 36, rue des Archives (48-04-56-86). T.l.j. et dim. et lun. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 26 mars.

SAINT-MAIRE DE LA TOURETTE. Photographies de Jacques Galmiche, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et dim. de 9 h 45 à 17 h 15. Du 17 mars au 16 mai.

CEZANNE, DEGAS, BOURAULT. Galerie Yvelin, 9, av. Matignon (43-59-73-46). T.l.j. et dim. de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 avril.

NICOLE D'AGAGGIA. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). T.l.j. et dim. et lun. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 avril.

DALLS, FAVIER, LAGET. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue de la Harpe, côté Seine. T.l.j. et dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 15 mai.

Z.L. DA ROCHA. Le chemin de suisses, Galerie Lamière Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44). T.l.j. et dim. et lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 19 avril, et Galerie Kral, 30, rue Mazurine (45-28-35-37). T.l.j. et dim. et lun. de 10 h 30 à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 19 avril.

MAURICE STITZINGER. Galerie Charles Cartwright, 36, rue des Archives (48-04-56-86). T.l.j. et dim. et lun. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 9 avril.

BERNARD FAUCON. Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Galeries, place Carpeaux, 4, rue de la Harpe (40-26-47-12). T.l.j. et dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 19 h. Jusqu'au 8 mai.

GERARD GARUSTE. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). T.l.j. et dim. et lun. de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Du 19 mars au 22 avril.

JOCHEN GERZ. It was easy, Galerie Crousseau-Robert, 40, rue Quincampoix (42-77-36-87). Du 19 mars au 19 avril.

LOUIS JAMMES. Galerie Yves Lumbert, 108, rue de la Vierge (42-71-16-77). Du 19 mars au 19 avril.

JENKINS. Galerie Patricia Tripano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). T.l.j. et dim. et lun. de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 14 mai.

ALFRED EUBEN (1877-1989). C'est tout ce qu'il y a de moi, Musée de la Ville de Paris, 12, rue Surcouf (45-56-50-17). T.l.j. et dim. et lun. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 14 mai.

JEAN LE GAT. Galerie Daniel Templon, 1, Impasse Beaubourg (42-72-14-10). Du 19 mars au 20 avril.

ROBERT MANGOLD. Peintures récentes, Galerie Yves Lumbert, 108, rue de la Vierge (42-71-16-77). Du 19 mars au 21 avril.

JAKOB MATTHEI. Galerie Faridat, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Du 19 mars au 20 avril.

ANNETTE MESSAGER. Mes tropiques, Galerie Lugo-Salomon, 57, rue de la Harpe (42-78-11-71). Du 19 mars au 16 avril.

MINOTAURE. La revue à tête de bête, Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. et dim. et lun. de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 20 h 30. Entrée : 23 F. Du 17 mars au 29 mai.

NATURE-COUTURE. Musée de la Mode et du Costume, 10, rue de la Harpe (42-78-11-71). T.l.j. et dim. et lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 22 F. Jusqu'au 29 mai.

PRÉSENCE PANCHOUNETTE. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (45-63-90-25). T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.

GERHARD RICHTER. Galerie Dierckx-Dierckx, 3, rue des Harpistes (42-77-63-60). Du 19 mars au 23 avril.

Centre Pompidou

LA BIBLIOTHÈQUE IDEALE. Galerie de la B.P.I. plateau Beaubourg, rue Saint-Martin (42-77-19-33). T.l.j. et dim. de 12 h à 22 h. Jusqu'au 23 mai.

LE DERNIER PICASSO. Grande galerie, T.l.j. et dim. de 12 h à 22 h. Jusqu'au 16 mai.

L'ÉCOLE D'ULM. Galerie de la CCL, T.l.j. et dim. de 12 h à 22 h. Jusqu'au 16 mai.

IMAGES D'UTILITÉ PUBLIQUE. Galerie d'exposition du Centre d'Information, T.l.j. et dim. de 12 h à 22 h. Jusqu'au 28 mars.

ZORAN MUSIC. L'œuvre sur papier, 3035-1987, Salle d'art graphique, 10, rue de la Harpe (42-78-11-71). T.l.j. et dim. de 12 h à 22 h. Jusqu'au 20 mars.

PAYSAGE : PARCS URBAINS ET SUBURBAINS. C.C. T.l.j. et dim. de 12 h à 22 h. Jusqu'au 20 mars.

CY TWOMBLY. Galeries contemporaines rue-de-la-Harpe, T.l.j. et dim. de 12 h à 22 h. Jusqu'au 17 avril.

Musées

ANCIEN PÉROU, VIE, POUVOIR ET MORT. Musée de l'Homme, Palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. et dim. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 16 F. Jusqu'au 18 avril.

ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES, NOUVELLES ACQUISITIONS. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-47-90-00). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 28 mars 1988.

ERNST BARLACH. Exposition dessinée, Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (45-48-48-14). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 5 juin.

BATEAUX PALEULES. Musée de la Marine, Palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 15 avril.

CAMERA WORK (1963-1977). Exposition dessinée, Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (45-48-48-14). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 30 avril.

MARY CASSATT. Exposition dessinée, Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (45-48-48-14). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 5 juin.

LE CHANT DU MONDE DE JEAN LAURICAT. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 23 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 24 avril.

CHEFS-D'ŒUVRE INÉDITS DE L'AFRIQUE NOIRE. Musée Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. et dim. de 11 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 23 avril.

LA COLLECTION D'ALBERT P. DE MIRIMONTE. Legs aux musées de Gray et de Tours, Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée provisoire sur le quai des Tuleries (42-00-36-26). T.l.j. et dim. de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (prix d'accès au musée), gratuit le dim. Jusqu'au 25 avril.

CONSTRUCTION - IMAGE. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. et dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 20 h 30. Entrée : 15 F (comportant l'exposition B. Pissarro). Jusqu'au 10 avril.

DEGAS. Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill (42-56-09-24). T.l.j. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 22 h (jour de la Journée gratuite le 21 mars). Entrée : 12 F. Jusqu'au 15 mai.

DEGAS ET LES ARTISTES FRANÇAIS EN ITALIE (1856-1868). Exposition dessinée, Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (45-48-48-14). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 5 juin.

LES DEMOISELLES D'AVIGNON. Musée Picasso, Hôtel Solé, 3, rue de Thorigny (42-77-36-87). T.l.j. et dim. de 9 h 15 à 19 h 45. Entrée : 15 F. Jusqu'au 22 h. Jusqu'au 14 mai.

ALFRED EUBEN (1877-1989). C'est tout ce qu'il y a de moi, Musée de la Ville de Paris, 12, rue Surcouf (45-56-50-17). T.l.j. et dim. et lun. de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 20 h 30. Entrée : 23 F. Du 17 mars au 29 mai.

PAROLES DE DEVIN. La femme à dire pensée chez les Sémoua. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. et dim. de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 21 F. Jusqu'au 9 mai.

POURTAUT D'YVES. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 20 h 30. Entrée : 15 F (comportant l'exposition Construction-Image). Jusqu'au 10 avril.

MAURICE BOILE. Dessins d'œuvre, Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (45-48-48-14). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 2 mai.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES PEINTURES 1983-1984. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée provisoire sur le quai des Tuleries (42-00-36-26). T.l.j. et dim. de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (prix d'accès au musée), gratuit le dim. Jusqu'au 25 avril 1988.

PAROLES DE DEVIN. La femme à dire pensée chez les Sémoua. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. et dim. de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 21 F. Jusqu'au 9 mai.

POURTAUT D'YVES. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 20 h 30. Entrée : 15 F (comportant l'exposition Construction-Image). Jusqu'au 10 avril.

LES FEMMES PORTAITES DE JEAN-JACQUES HENNER. Musée Jean-Jacques Henner, 43, av. de Villiers (45-45-42-73). T.l.j. et dim. de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre 1988.

ANDRÉ RAFFAY. Dessins, Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-68-52-14). T.l.j. et dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 11 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

LE SERVICE BOUSSEAU - ART, INDUSTRIE ET JAPONISME. Exposition

dessinée, Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (45-48-48-14). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 26 juin.

SINGULIERS, BRUTES OU NAÏFS ? Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, musée des enfants, 12, av. de New York (47-23-61-27). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 29 mai.

VAN COCH A PARIS. Musée d'Orsay, quai Anatole-France, place Henri-de-Montbrial (45-48-48-14). T.l.j. et dim. de 9 h 30 à 21 h 15. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 mai.

FRANZ KAVIER WINTERHALTER. Ex les cours d'Europe de 1830 à 1870. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (48-47-47-33). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 mai.

ZURBARAN. Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau (42-56-09-24). T.l.j. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 11 avril.

Centres culturels

GIANNI CARAMEL. Centre culturel suisse, salle des Arts, 107, rue de la Harpe (42-77-36-87). T.l.j. et dim. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 17 avril.

CINO CERRAMISTES SUÉDOIS. Centre culturel suédois, hôtel de Marie II, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. et dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 15 avril.

CONTRASTES - PHOTOS. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-89). T.l.j. et dim. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 31 mars.

LES DUBUFE (1790-1980). Portraits d'un siècle d'élégance parisiennaise. Mairie du XVI^e, 71, av. Henri-Martin. T.l.j. et dim. de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 5 avril.

ED. BOMMER. Galerie Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (47-23-61-21). T.l.j. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 25 mars.

HOMMAGE A COPI. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-97-00). T.l.j. et dim. de 10 h à 22 h. Jusqu'au 31 mars.

ILLUSTRATEURS VEC ET SANS ENTELIERS. Musée d'Art de Wallonie, Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 avril.

IMAGES DU FUTUR. Art et ordinateur. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (45-51-35-73). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mars.

TRÉSORS INTERNATIONAUX D'ORFÈVRES. La Chambre de Fonda, Saline, Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-68-52-14). T.l.j. et dim. de 11 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 3 avril.

Galeries

ABSTRACTION. Expressions - constructions (1950-1970). Galerie Bernard Derigny, 16, rue de la Harpe (42-77-36-87). Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 mars.

LE BAISER. Compère de la photographie, cour du Bel air, 36, rue du Faubourg Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 10 avril.

BLANCS SUR BLANCS. Les peintures de Blanche Rottard, Galerie Nuno Stern, 24, rue de Charonne (48-06-78-44). Jusqu'au 16 avril.

MOÏSSE DELAY. Artiste canadien, Galerie Guyard Babin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 24 avril.

CASTELLANI. Galerie de Moe, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 30 avril.

LE CLICHÉ-VERRE. En France et aux États-Unis de J.R. Canale, 31, rue de la Harpe (42-77-36-87). Jusqu'au 25 mars.

MARK COHEN. Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 19 mai.

DOUJON. Espagne - peintures, Roum, Galerie Bellini, 28 bis, bd Saint-Germain (42-78-01-91). Jusqu'au 19 avril.

CARLO EGGEMONT. Galerie Jean Brancas, 23-25, rue d'Orléans (43-26-85-51). Jusqu'au 19 avril.

GEORGES POLMER. Galerie Nickel-Océan, 3, rue Casimir-Delavigne (46-34-79-92). Jusqu'au 11 avril.

FRASER, KACER, MESSANGE. MERZ. Travaux sur papier, Galerie Lavigne-Bustille, 27, rue de Charonne (47-00-36-18). Jusqu'au 31 mars.

MORIS CONTARD. Travaux récents, Galerie Brail, 16, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 2 avril.

JACQUES GRUNBERG. Galerie Pélissier, 58, rue Quincampoix (42-78-36-66). Jusqu'au 31 mars.

GROSJEAN, GUOT, PÉRON. Galerie Nuno Stern, 24, rue de Charonne (47-05-06-40). Jusqu'au 9 avril.

LIONEL GUIDOUT. Galerie Dierckx-Dierckx, 3, rue des Harpistes (42-77-63-60). Jusqu'au 16 avril.

GAPCEN. Galerie Bandoir Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 2 avril.

HOSIASSON. Galerie Rapin, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 26 mars.

MAX JACOB. Galerie de la poste, 21, passage Véro-Dodat (43-36-85-60). Jusqu'au 30 avril.

PAUL KALLLOS. Hommage à Paul Gauguin, 28 bis, bd Saint-Germain (42-71-82-20). Jusqu'au 26 mars.

JORI MORIN. Galerie Galéri, 13, rue Mazurine (43-25-90-34). Jusqu'au 26 mars.

GILBERT PEDRINELLI. Galerie Alain Oudin, 28 bis, bd Saint-Germain (42-71-82-20). Jusqu'au 26 mars.

ROLAND BOURLE. Galerie La Gail-Peyrou, 11, rue de la Harpe (48-07-04-41). Jusqu'au 2 avril.

LEOPOLD SURVAGE. Galerie Boudier, 35-37, rue de la Harpe (42-72-35-47). Jusqu'au 26 mars.

OLIVIER THOMÉ. Galerie Antoine Candan, 15 et 17, rue Keller (43-38-75-31). Jusqu'au 23 avril.

ANTON TAPES. Peintures, Galerie Lafont, 13 et 14, rue de Tolérance (45-43-13-19). Jusqu'au 10 avril.

Phérophérie

BAGNIE. Edouard Hédig, Centre culturel communal, galerie sud, 10, av. Victor-Hugo (46-64-52-11). T.l.j. et dim. de 14 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 h.

REVUES. Le Studio Voltaire dans ses années chaotiques. Par André Dumay, Musée français de la photographie, 78, rue de Paris (69-41-03-60). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 11 mai.

CHOISY-LE-ROI. Dégustation. Bibliothèque Louis Aragon, 14, rue W.-Rousseau (48-63-77-17). Entrée : 9 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 30 mars.

LA DÉFENSE. Le Musée et les Clés Moines, Galerie Art 4, 13, place de La Défense (42-70-15-96). Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 mai.

ECOUEN. Château d'Ecrouen. 11^e manifestation du musée national de la Renaissance, château d'Ecrouen (93-00-04-04). T.l.j. et dim. de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 21 F. Jusqu'au 11 avril.

YVES-SUBERNE. Carte blanche à Yves Suberne, Bernard Beyer, Jean-Louis Dubois, Renaud Loder, Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Goniat (46-70-15-71). T.l.j. et dim. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 11 avril.

DINERS

JOHN JAMMESON. 0, rue des Capucins, 2^e 40-15-00-30/40-15-08-08. T.l.j.

RELAIS BELLMAN. 47-23-54-42. 37, rue François-I^{er}, 9^e F. dim.

COPENHAGUE. 43-59-20-41. 142, Champs-Élysées, 9^e F. dim.

LUDMILA PAVLOVA RUSS. 47-20-40-48. 45, rue François-I^{er}, 9^e F. dim.

CLOSURE SARKISADSE. 43-46-88-07. 94, boulevard Diderot 12^e. Tous les jours.

LE PRESSBOURG. 45-00-24-77. 3, av. de la Grande-Armée 16^e. Tous les jours.

LE CORSAIRE. 45-25-53-23. 1, bd Exelmans, 16^e. Fermé sam.

ANNICK et FRANCES VALLIOT et SANTIENY. 42-27-58-44. 73, avenue Niel, 17^e.

RIVE GAUCHE

AUBERGE DES DEUX SIGNES. T.l.j. 46, rue Godefroy, 5^e 43-25-46-36 et 80-46.

LE SYBARITE. F. sam. midi et dim. 6, rue du Sabot, 6^e 42-22-21-56.

CHEZ FRANÇOISE. 47-05-49-03. Allée des Louviers, 7^e F. dim. soir et holi soir.

RESTAURANT THOUVENOT. 47-05-49-75. 79, rue Saint-Dominique, 7^e.

RAVI. 42-61-17-28. 50, rue de Verneuil, 7^e. Tous les jours.

de 11 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 mars.</

Le Monde

PALAIS DE TOKYO

Un nouvel espace pour le cinéma et la photographie

L'image

Le Palais de Tokyo — qual de New-York à Paris — reliquat de l'exposition de 1937, Musée national d'art moderne, jusqu'à l'ouverture du Centre Pompidou, se transforme en Palais de l'image et du son qu'inaugure mercredi 16 mars M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication. Bel exemple d'une politique culturelle menée au-delà des clivages gauche-droite. La vocation nouvelle avait été esquissée par son prédécesseur, M. Jack Lang. Désormais vont cohabiter une école de cinéma (la Fondation européenne des métiers de l'image et du son), la Cinéma-thèque, le Centre national de la photo et la Mission du patrimoine photographique. Trois salles de projection seront installées. L'une de cinq cents places, une



et le son

autre, de travail (cent places), et une troisième de deux cents places, conçue dès 1937 mais qui ne fut jamais mise en service.

Une médiathèque sera commune aux organismes qui se partagent le bâtiment. D'ores et déjà, elle pourra rassembler près de deux cent mille volumes, un millier de titres de revues et un million de photos. Sans parler des documents divers qui s'accumulent sans que l'on sache très bien où les entreposer : affiches, costumes et maquettes...

Et pour que ces lieux deviennent vraiment conviviaux l'air du temps l'exige — un restaurant de grande classe, une brasserie et une cafétéria y seront logés.

Comme en 1937...

DEPUIS deux ou trois ans, et pour une ou deux années encore, la scène parisienne connaît une succession frénétique d'inaugurations. Tout cela, marche au rythme d'éclatantes électricités qui exigent de mettre en valeur l'action de tel ou tel ministre, de tel ou tel maire.

On se croirait en 1937, quand s'ouvrirent souvent en catastrophe et parfois avec un confortable retard les palais et pavillons de cette Exposition universelle, elle-même commémorée en grande pompe l'an passé. Cinquantième oblige.

Comme en 1937, la salve d'inaugurations qui honore aujourd'hui le Palais de Tokyo tient du miracle, tant les pièces sont fraîches. Avoir réussi à répondre dans les délais à l'impétuosité ministérielle est une prouesse dont il faut créditer les multiples équipes, du CNP à la FEMIS, de la Cinéma-thèque à la Mission du patrimoine photographique. Pour tant cette journée d'artifice est l'occasion de se rapprocher d'un édifice mal aimé depuis son ouverture, d'un édifice qui est toujours passé derrière son grand frère le Trocadéro, signé Carlu, Boileau et Azéma, et derrière le Musée des travaux publics, signé Perret, inauguré (dans les plâ-

tres) seulement en 1938, pour devenir presque aussitôt le siège du Conseil économique et social.

Nous sommes en effet à un instant clé de la vie du Palais de Tokyo, dont le « modernisme classique », si souvent vilipendé, est dû à quatre architectes : Dondel, Aubert, Viard et Dastugue. Avec l'attribution au jeune architecte, Franck Hammoutene des aménagements « définitifs » (et rebelle : inauguration à prévoir dans deux ou trois ans), c'est en effet tout l'équilibre architectural de l'ensemble qui se trouve établi pour une longue période. En même temps, jamais ne se retrouvera sans doute un moment aussi propice à la « lecture » du bâtiment et de son devenir, depuis ses origines et jusqu'à ses promesses d'avenir.

Mais commençons par lire le terme « Palais de Tokyo ». Les deux ailes du monument correspondent, lors de son ouverture et jusqu'à l'ouverture du Centre Pompidou, aux deux musées d'art moderne de la Ville et de l'Etat. Ecoutons Raymond Escholler dans l'illustration (numéro spécial de l'Exposition universelle de 1937) : « Pourquoi deux musées d'art moderne ? C'est que l'Etat, d'une part, la Ville de Paris, de l'autre, ne pouvaient offrir, celle-ci au Luxembourg, celle-là au

Petit Palais, des cimaises, des surfaces suffisantes pour y représenter équitablement les diverses tendances de l'art contemporain. » Ettonnante cohabitation. C'est ce double musée qui se vit bientôt appelé Palais de Tokyo, par référence au nom du quai qui le longeait et qui, après la guerre, se vit déshabillé pour devenir quai de New-York. Il fallait bien punir le Japonais et honorer l'Allié. Devenue obsolescente, l'expression repart cependant du service après le déménagement du Musée national d'art moderne, pour désigner la seule aile de l'Etat, celle qui se trouve à droite lorsqu'on regarde vers la Seine.

C'est cette aile qui fait l'objet du réaménagement qu'on sait. Encore faut-il au passage tirer un coup de chapeau à l'autre, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris qui, bon an mal an, a su montrer un dynamisme enviable, attirant un nombre croissant de visiteurs, voire de fidèles. Et préciser qu'une bonne partie des nouveaux espaces livrés aujourd'hui au public se trouvent sous la « dalle », c'est-à-dire dans cette zone intermédiaire entre les deux bâtiments, dont la propriété, c'est-à-dire aussi la responsabilité, fait l'objet d'innombrables litiges entre la Ville et l'Etat. On pensait que ces problèmes aboutiraient aisément, ces dernières années où le maire de Paris et le premier ministre n'ont fait qu'un. Pas du tout. Selon la tradition millénaire de la ville, les deux édifices siamois continuent donc de se regarder en chiens de faïence, voire d'aboyer lorsqu'il s'agit de réparer les surfaces « communes », et d'assurer ainsi la sécurité du public.

Cette disposition autour d'un axe des deux bâtiments — symétriques seulement en apparence, le plan masse et la vue d'avion révélant la forme trapézoïdale du terrain — en avait déjà fait aboyer plus d'un. Ainsi, lors de la remise des résultats du concours, en 1935 Le Corbusier, qui n'était déjà pas le moins connu des architectes, et avait lui-même remis un projet pour le Palais de Tokyo, devait ainsi qualifier le projet de Dondel, Aubert, Viard et Dastugue : « On a primé non pas des musées mais une rue, une pauvre petite rue de 100 mètres de long, tranchant dans sa rigole, semblable aux

milliers d'autres rigoles qui sillonnent Paris. »

Nous nous en tiendrons là pour l'histoire du bâtiment puisqu'elle a été abondamment montrée et détaillée lors de l'exposition de l'an passé qui avait d'ailleurs lieu dans l'aile « ville » du Palais. Il en reste, dans le superbe catalogue publié à cette occasion, un texte des plus instructifs de Bruno Foucart et Jean-Baptiste Minnaert sur le programme, le concours, la construction du bâtiment et sa fortune critique... que nous aurons sans doute quelques autres occasions de piller (1).

Pourtant, malgré ces travaux érudits, le Palais de Tokyo n'a pas fini de réserver des surprises.

Ainsi l'on a « retrouvé » voici peu une salle de cinéma aussitôt fermée qu'ouverte, pour cause de sécurité, et où les pigeons avaient pris la mauvaise habitude de venir mourir. Restaurée et mise en conformité avec les règles de sécurité, elle devrait être rendue au public dans quelques mois (inauguration à prévoir). Surprenant aussi ces espaces résiduels ou mal définis, où les trois nouvelles salles de la cinémathèque et de la FEMIS ont trouvé, avec habileté, de quoi se loger.

Le Palais de Tokyo nouvelle formule ne sera véritablement achevé qu'avec le projet Hammoutene. Pour l'heure, outre les nouveaux espaces aménagés sous la dalle, il n'y a guère mieux à

faire qu'à arpenter les quatre dents du « peigne » — c'est en effet l'aspect que donne la vue d'avion, — peut-être à réfléchir sur l'étrange destinée de ces salles immenses qui devaient capter, par un ingénieux système de superposition des étages, le maximum de la lumière du jour, et qui sont désormais vouées aux traitements les plus subtils de la lumière artificielle, à la recherche de volumes restreints ou fermés. Bizarre mutation de l'architecture qui vaut bien la transformation d'une gare en musée.

FREDERIC EDELMANN.

(1) Paris 1937, Cinquantième, édité par l'Institut français d'architecture et Paris-Musées, 510 p.

L'activité du CNP

Créé en 1982 par Jack Lang, le Centre national de la Photographie, que dirige Robert Delpe, est installé au Palais de Tokyo depuis 1984. Héritant des trois salles qui étaient occupées par des donations du Musée national d'art moderne, il dispose en permanence d'un espace de 1 000 mètres carrés. Sans sectarisme artistique, mais avec une préférence marquée pour le reportage, il y a présenté soixante expositions en quatre ans, soit quinze par an. Réalisées en collaboration avec d'autres institutions ou organismes publics ou privés, les rétrospectives des grands photographes contemporains alternent avec les ensembles

thématiques et l'ouverture aux jeunes photographes.

La fréquentation moyenne est de 140 000 visiteurs par an. Aménagée dans la rotonde du rez-de-chaussée, une librairie propose au public les ouvrages édités par le CNP.

Si les projets d'une école de tirage, d'un Centre européen de la photographie et du transport de l'administration semblent momentanément abandonnés, les réaménagements du Palais de Tokyo prévus à partir de mars n'auront pas d'incidence sur les espaces actuellement dévolus au CNP.

P. R.

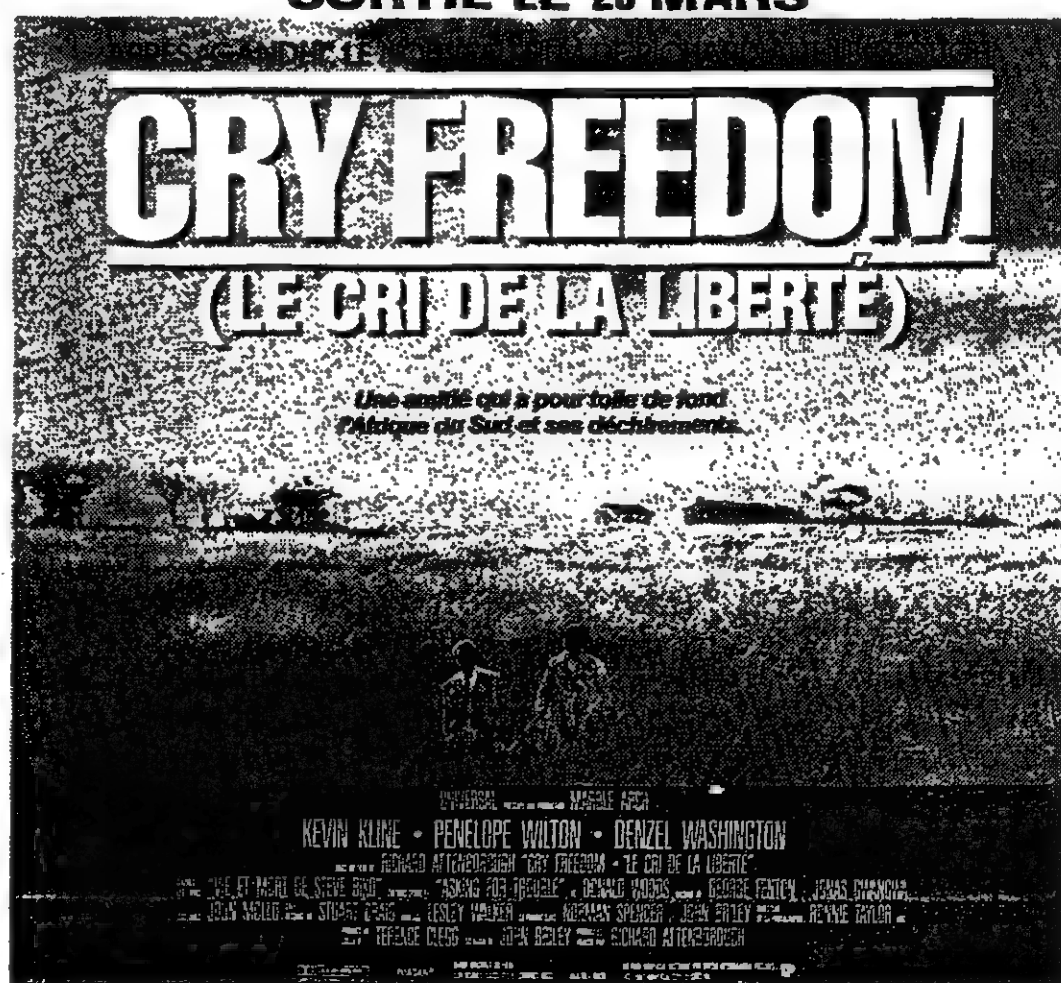
SORTIE LE 23 MARS

CRY FREEDOM

(LE CRI DE LA LIBERTÉ)

Une société qui a pour tâche de fond

l'Amérique du Sud et ses déshérences.



KEVIN KLINE • PENELOPE WILTON • DENZEL WASHINGTON
EDWARD HATHORNE • TONY FREEMAN • LE CRI DE LA LIBERTÉ
JEAN-PIERRE LÉAUD • JACQUES MONTEAU • JACQUES MONTEAU
JEAN-PIERRE LÉAUD • JACQUES MONTEAU • JACQUES MONTEAU
JEAN-PIERRE LÉAUD • JACQUES MONTEAU • JACQUES MONTEAU

مكتبة الامم المتحدة

Rétrospective de Josef Koudelka au CNP

La puissance de l'exil

Des panoramiques récents au printemps de Prague et aux reportages sur les Gitans, le tour en 180 images d'une œuvre qui se lit comme le parcours d'une vie.

GRAND Prix national de la photographie 1987, Josef Koudelka est fidèle à sa légende. D'Espagne en Irlande, l'errance n'est pas seulement pour lui un mode de vie mais un principe créateur. Photographe de l'irregard, il reflète une part de lui-même dans ceux dont il célèbre l'image. Vus par lui, les exclus, les déracinés, les immigrés deviennent les symboles vivants de toutes les minorités.

Moins qu'un constat, un témoignage social, ethnographique ou politique, c'est d'une vision du monde qu'il s'agit. Autant que la cruauté du destin, son objectif détecte la précarité de ce qui paraît immuable. A travers une tortue retournée, un carré de tissu dans un champ, des souliers en appui contre un arbre, ce qui frappe et bouleverse, c'est l'extrême vacuité d'un regard pour qui rien n'appartient à personne.

Nomade, bohème, vagabond professionnel ou pèlerin, peu importe. Parler de la densité de ses noirs, du grain des tirages ou de la superbe de ses compositions ne l'intéresse pas plus que la façon dont on le définit. Mais il faut écouter cette voix, à l'accent indéfinissable, qui broie les langues. Monté non sans mal, le mérite de cet hommage revient à Robert Delpeire, son éditeur et fidèle ami depuis plus de quinze ans.

« Vous êtes né en 1938 dans un petit village de Moravie, en Tché-

coslovaquie. Quels souvenirs gardez-vous de votre enfance ?

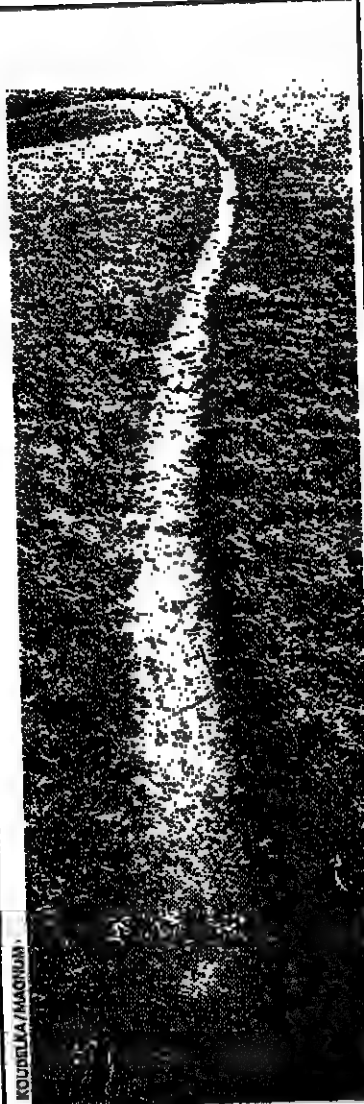
— Je suis né au début de la guerre. Cette année-là, seuls deux enfants sont nés dans le village. J'étais presque tout le temps seul mais je n'en souffrais pas. On ne souffrait pas non plus de la faim. Mais il y avait les soldats allemands. Parfois au réveil, je voyais des morts devant la porte. Les partisans étaient dans la montagne. La guerre m'a certainement marqué. J'ai vu partir des gens qui ne sont pas revenus. Plus tard, en 1945, les Russes sont arrivés. C'est comme ça que j'ai vu mon premier film.

— Alors que vous étiez ingénieur en aéronautique, vous avez débuté comme photographe au théâtre : Za Branon de Prague, dirigé par Otomar Krejca. Le théâtre a-t-il influencé votre regard ?

— Le théâtre m'a beaucoup apporté. J'y ai appris la technique, le travail dans des lumières et des situations précises. Il y a quelques années, j'ai revu Krejca à Paris. Il m'a proposé de photographier sa nouvelle pièce. J'ai refusé. Le théâtre était une bonne école mais on utilise ce qui existe déjà. Par la suite, j'ai tenté d'éliminer tout ce qui est théâtral dans mes images. Par contre, j'ai appris une chose. C'est que le monde est un théâtre.

— A partir de 1967, vous avez commencé à photographier les Gitans, d'abord en Tchécoslovaquie, puis partout en Europe. D'où est née cette passion ?

— J'avais déjà commencé avant de m'intéresser au théâtre. J'étais universitaire et j'aimais beaucoup la musique. Je jouais de la cornemuse, du violon, de l'accordéon.



Josef Koudelka : France, 1987. Mission photographique de la DATAR.

La musique populaire m'a toujours passionné. J'étais dans un groupe. C'est comme ça que j'ai rencontré les Gitans. Pour les écouter et jouer avec eux. D'abord, je les enregistrais. Puis, je les ai photographiés et, à cause de la musique, je ne pouvais plus arrêter.

— Vous ne vous êtes pas contenté de les regarder, vous avez vraiment vécu avec eux. Comment cela se passait-il ?

— Quand on est accepté, il est facile de les photographier. D'ordinaire, les gens en ont peur. Moi, j'étais là pour écouter du violon. Je ne vivais pas vraiment comme eux. Mais je voyageais et mangeais avec eux. Comme j'aimais leur musique, ils se disaient que j'étais aussi autre chose. Il m'est arrivé de vouloir coucher dehors mais eux s'y opposaient. Ils avaient peur pour moi et dormaient à mes côtés. Les mentalités ont évolué. Ils sont un peu moins pauvres et ont perdu certaines qualités. Un Gitan anglais m'a dit : « Le vrai Gitan, c'est toi. Tu voyages, tu n'as rien, tu dors n'importe où. » C'est plus facile quand on n'a rien. Car partout vous pouvez trouver plus que ce que vous avez. Vous avez des amis. Et la table que normalement vous n'avez pas.

— Dans ces images, vous exprimez votre amitié et votre admiration. Mais s'y a-t-il pas aussi une part d'indignation ?

— Je voulais les aider. Mais par la photo, c'était impossible. On ne m'aurait pas publié. Mes images ne pouvaient rien changer. En les photographiant, mon but n'était donc pas de dénoncer la condition des Gitans. Je ne cherchais pas à faire du documentaire.

— Est-ce pour accentuer l'intensité dramatique que vous jouez tant du contraste du noir et blanc ?

— Non. C'est parce que c'est comme ça que je vois les choses. Je photographie plus avec mes émotions qu'avec ma tête. Ce qui m'intéresse, je le cherche partout. En voyant mes photos, ceux qui ne me connaissent pas pensent que je suis quelqu'un de triste. Mais j'aime vivre, danser, chanter.

— En 1968, vous avez réalisé sur l'invasion de Prague un reportage pour lequel vous avez reçu le prix Robert Capa. Qu'avez-vous ressenti à ce moment-là ?

— Pour moi, à ce moment-là, ce n'était pas un peuple persécuté. C'était le plus grand peuple du monde. La solidarité passait avant tout. Tout le monde était uni contre l'ennemi. C'était un vrai miracle. Dans les trains, les bus, chacun s'entraidait. Les voitures ont annoncé qu'ils cessaient parce que la police était trop occupée. Même si l'heure était grave, la vie avait une valeur fantastique.

— Mais cela n'a duré qu'un printemps...

— Même moins.

— Quand avez-vous quitté définitivement la Tchécoslovaquie ?

— En 1970. Je m'étais débrouillé pour avoir une bourse pour photographier les Gitans à l'Ouest. Je pouvais sortir trois mois et je ne suis pas rentré. J'ai tout perdu. La famille, les amis et aussi la musique. Mais j'ai gagné la liberté de pouvoir tout reconstruire. Pourtant, je me sentais libre en Tchécoslovaquie. Parce que je l'étais dans mon travail. Si je n'ai pas la nostalgie de mon pays natal, c'est que le temps a

passé. Il ne reste peut-être rien de tout ce que j'ai aimé. Mais si je pouvais y rentrer, je partirais tout de suite. J'irais voir ma mère qui est restée dans mon village.

— Après un exil de dix ans à Londres, vous êtes venu en France où vous êtes naturalisé depuis 1987. Mais vous restez fondamentalement un apatride. Pourquoi continuez-vous à courir le monde ?

— Je suis heureux d'être naturalisé. Mais avoir un passeport ne fait pas de moi un Français comme les autres. Et je ne suis pas non plus un Tchécoslovaque comme les autres. Je suis un peu de tous les pays où j'ai vécu. En voyageant, j'ai vu l'absurdité de séparer les choses. On est plus libre quand on voyage. Ce que je photographie, je ne peux le voir en restant sur place. C'est pour cela que je voyage. Mais je sais aussi que je ne pourrai pas mener indéfiniment cette vie.

— Finalement, Magnum est votre port d'attache et peut-être aussi un peu votre famille.

— Absolument. Tout le monde a besoin d'un lieu à soi. Magnum est la seule chose vraiment sûre de ma vie. J'en fais partie depuis 1971. J'y ai beaucoup d'amis. J'ai même ici une pièce où je dors. On ne peut pas me jeter dehors. Je me sens ici chez moi.

Propos recueillis par PATRICK ROEGERS.

* Exile, exposition Koudelka, organisée par le Centre national de la photographie, au Palais de Tokyo, jusqu'au 23 mai. Catalogue dans la collection Photo-Copies, 61 photographies, précédées d'une conversation entre Robert Delpeire, Alain Finkelkraut et Denise Salicrue, 230 F. Et aussi Josef Koudelka, Photo-Poche, n° 15, texte de Bernard Comu, 34 F.

QUE FAIRE
QUAND ON EST
JEUNE, GÉNIAL
ET SEUL
À LE SAVOIR ?

Créateurs Studio
HOLLYWOOD
CHEWING GUM

Et quoi de plus absurde que le génie quand il est anonyme ? C'est en se posant ces terribles questions qu'Hollywood chewing gum a imaginé le Créateurs Studio. Le Créateurs Studio Hollywood chewing gum, c'est une émission destinée à faire connaître - et surtout reconnaître - tous les jeunes qui, dans un domaine de création quel qu'il soit, démontrent que le talent n'est pas interdit aux moins de vingt-cinq ans. Si vous êtes de ceux-là, envoyez vite un dossier à Métropole Télévision BP 632 75367 Paris Cedex 08. Vous aurez peut-être le privilège d'avoir rendez-vous avec vous-même, le samedi à 16h25 dans Danaroma sur M6. Vous êtes génial : qu'on le fasse savoir !

CRÉATEURS
D'IMAGES

Le domaine de l'image électronique voit s'élargir sans cesse son champ d'applications en même temps que naissent des moyens d'études de plus en plus sophistiqués. GOULD vous propose une solution "matériel/logiciel" en traitement d'images, une gamme de calculateurs de haute performance en synthèse d'images.



Ainsi des sociétés telles que THOMSON DIGITAL IMAGE, ROBERT ABEL IMAGE, FUTURAFILMS, L'UNIVERSITE PARIS VI ont réalisé des images de synthèse, dans des domaines aussi divers que les spots publicitaires, les clips vidéo, les génériques de films, longs métrages, cinéma d'animation, de science-fiction, génériques TV, projets architecturaux, et simulation sur des calculateurs GOULD.

Parmi les plus connus, citons HISTOIRES FANTASTIQUES, SEXY ROBOT, TERMINUS, le projet de le CORBUSIER, concernant la ville de PARIS.

GOULD INFORMATIQUE
VOTRE PARTENAIRE

Parc d'Activités - Secteur Nord - Rue Michaël Faraday
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX - Tél. : (1) 34.60.61.01 - Téléc. : 695 647 F

Les archives photographiques de Saint-Cyr et la mission du patrimoine

Le Pentagone du négatif

De Nadar à Atget, 1 500 000 négatifs originaux sont soigneusement stockés dans un fortin mué en antré moderne de l'image fixe.

SITUÉ à 30 kilomètres de Paris, le fort de Saint-Cyr (Yvelines) ressemble à un décor de film. On pourrait aisément y tourner un remake du *Caporal épinglé* ou de *la Grande Illusion*. Rien en tout cas ne laisse voir que cette ancienne caserne est désormais une vraie caverne d'Ali Baba.

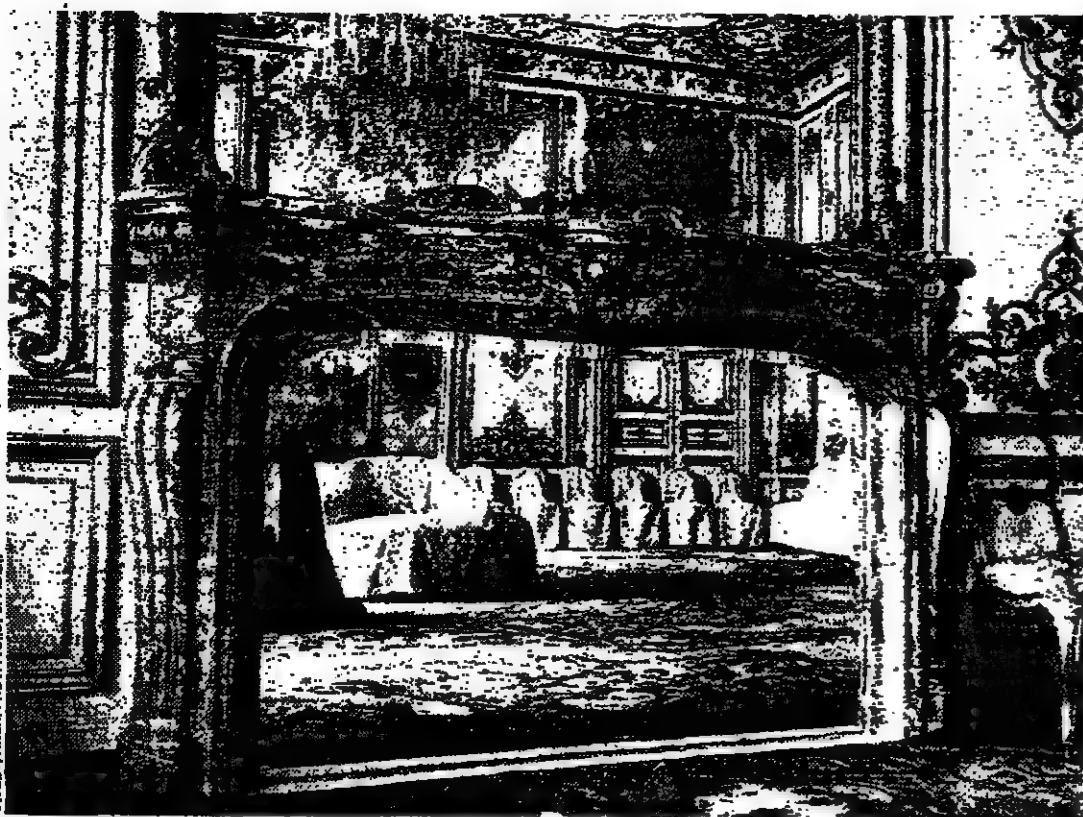
Stockés de façon précaire rue de Valois jusqu'à décembre 1982, d'estimables trésors s'abritaient depuis janvier 1983 dans ce cadre austère et désolé. En attendant les archives du ministère de la culture, la Cinémathèque et le service des archives du film se partagent les annexes. Mais la photographie, avec ses 1 500 000 négatifs et plaques de verre, est de loin le plus imposant locataire.

Sur les trois étages de 1 000 mètres carrés dont elle dispose, un seul à ce jour est entièrement aménagé. L'installation (travaux et équipement) a coûté 10 millions en 1982. Vu le volume des fonds, l'occupation ne peut qu'être progressive. S'il reste propriété de l'armée, l'ancien camp souterrain rénové offre au visiteur un aspect avant tout fonctionnel, mais vivant et lumineux.

Tout ici a été soigneusement étudié pour garder les documents dans des conditions techniques optimales. Un soin particulier a été porté aux matériaux utilisés, tenant compte des contraintes du bâtiment. Servant de pare-feu naturel, la pierre de taille est enduite d'un blanc acrylique, sans solvant. Vu le poids des plaques, les rayonnages ne pèsent pas sur le sol. Choisis en acier laqué et non en bois, qui pourrait recueillir des essences résineuses, ils sont portés par les murs latéraux.

Mais le problème majeur est l'isolement. Une atmosphère contrôlée (température, hygrométrie) règne dans les salles, où l'air climatisé est dûment filtré. Quelques 5 000 conteneurs en aluminium anodisés ont été expressément réalisés. Couplés par une cloison pour répartir la charge, ils contiennent 100 ou 200 plaques selon le format (13 x 13 ou 18 x 24), et le double en clichés souples. D'un accès aisé, la porte est « à tiroir » ou, bien sûr, « à baïonnette ».

Posés sur la tranche, les photographes sont rangés dans une pochette de papier neutre (coût : 1 franc pièce). Maniés avec des



Enlève Atget : l'hôtel Matignon en 1905, à l'époque ambassade d'Autriche.

gants, ils sont classés par collections et par formats. Mais les originaux sont comme le vin. Moins on les bouge, mieux ils se portent : 900 000 négatifs ont déjà été inventariés, dont deux cent mille depuis cinq ans. Des piles de boîtes attendent leur tour. Au rez-de-chaussée, une étuve de décontamination stérilise les nouvelles recrues. Sorte de cachot assigné au rangement des négatifs sur verre au collodion, une chambre froide à 12°C rappelle que l'École nationale de la météo occupa autrefois les locaux.

Chef du service depuis août 1982, Robert Korchia dirige une compétente équipe de 18 personnes. Ses 7 documentalistes, 8 photographes-tireurs et 3 administratifs disposent de neuf laboratoires (dont un pour la couleur), de 3 salles de finition, d'une salle de banc-titre et d'une cantine. D'un montant de 640 000 francs, la subvention couvre l'entretien, l'achat des fournitures, les frais de laboratoire et les expositions entièrement conçues sur place, du choix des images à leur encadrement. Projets pour 1988 : « Autour des amours » et « Nadar et la féminité ».

Nées de la Mission héliographique de 1851, les collections des

archives photographiques sont naturellement riches en sites et architectures. Acquis en 1951, le fonds Nadar est le plus considérable. Il contient quatre cents portraits faits par Félix et Paul au atelier, dont 25 000 sont à Saint-Cyr. L'inventaire est encore en cours, mais il a été totalement contretype. Tout comme les 4 600 vues d'Atget du Vieux Paris. Outre Marville, Le Gray, Mestral, l'ensemble compte aussi deux mille six cents Seeburger et cent soixante-trois plaques de Puyot. Don de la société Kodak, les 18 000 clichés de Roger Pic sur la Côte-Renaud-Barrauld de 1950 à 1970 étoient les fonds Féber et Sabrier. Enfin, Saint-Cyr recevra les récentes donations si tôt leur inventaire terminé.

Si l'objet des archives est de conserver et de restaurer, il est aussi de diffuser le patrimoine. Consultées par les chercheurs et les professionnels, elles ont peu de demandes de particuliers (1 200 l'an passé). Pour faire connaître les collections, celles-ci seront peu à peu transférées sur vidéodisque, couplé à une base de données informatisée.

Grâce à un crédit spécial, un prototype propose déjà un éventail des collections par thèmes, ainsi que les œuvres d'Atget.

Coproducteur avec la Caisse des monuments et des sites, le prochain comptera 54 000 images et groupera 25 collections, dont celle de Nadar. D'un accès facile, favorisant une recherche multicritère, il devrait être présenté au public fin 1988.

PATRICK ROEGERS.

★ Les collections photographiques du fort de Saint-Cyr sont diffusées auprès du public par le service photographique de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, 4, rue de Turenne, 75004 Paris. Tél. : 48-87-56-75 ou 42-74-22-22.

La garde des fonds

La mission du patrimoine photographique dépend de la direction du patrimoine. Elle a été fondée en 1978. Son rôle est la sauvegarde et la mise en valeur des fonds photographiques anciens.

Son action porte aussi sur la constitution et l'enrichissement des collections ainsi que sur la diffusion et la présentation des archives conservées dans les locaux du fort de Saint-Cyr. Sa subvention pour 1988 est de 5 300 000 F. La mission est également chargée de recueillir les donations des photographes anciens (Amélie Gallup) et celle des grands photographes contemporains (Jacques-Henri Lartigue, Willy Ronis, André Kertész, François Kollar).

Outre des commandes passées à des photographes, la mission a organisé en 1985 un colloque international sur Eugène Atget et a édité huit numéros de la revue *Photographies* (...). Au Palais de Tokyo, elle disposera de deux salles,

d'une superficie de 555 mètres carrés environ, et d'un local de réserve. Trois types de manifestations y seront programmées : les donations, les expositions d'autres services du ministère et celles venues de l'étranger ou conçues par d'autres organismes comme la Bibliothèque nationale.

Fin 1988, ces espaces devraient accueillir aussi une photothèque sur vidéodisque facilitant l'accès des fonds photographiques patrimoniaux. Jusqu'au 16 mai, deux expositions sont actuellement présentées : « Mieux, c'est mieux », photographes du dix-neuvième siècle et « Couvent Le Corbusier, Sainte-Marie de la Tourrette », photographes de Jacqueline Salmon.

P. R.

★ Coédité par Philippe Sers, un portfolio reproduit en héliogravure soixante-quatre des photographies exposées.

Un nouveau directeur

PIERRE BONHOMME, entré à la Caisse nationale des monuments historiques et des sites en 1982, succède à partir du 15 mars, comme chef de la mission du patrimoine photographique, à Pierre Sarbin. D'émigrationnaire depuis le 31 décembre, ce dernier fut le créateur, en 1975, du service de la photographie au ministère de la culture, à la demande de Michel Guy.

Pierre Bonhomme est plus connu du milieu photographique sous son nom de plume, Pierre Borhan. Il est l'un des plus actifs observateurs de la photo-

graphie en France. Outre un livre d'entretiens, on lui doit une dizaine de préfaces sur Emeric Féber, Jean Sabrier ou Larry Clark, ainsi que d'un ouvrage de poèmes avec Ernestine Ruben.

Grand connaisseur de l'œuvre de Jan Seudek, c'est à son initiative qu'eut lieu la récente rétrospective du Musée d'art moderne de la ville de Paris. Codirecteur de la revue *Clichés*, Pierre Borhan vient de publier aux éditions Belfond *Paris audiovisuel*, une étude sur Bernard Faucon.

P. R.

Guy Peellaert au CNP

Le crépuscule des dieux



L'auteur du générique de « Cinéma chinois » expose en quarante-huit portraits un vision des stars qui ont tenu les routes de Las Vegas.

« J'espère bien mourir avant d'être vieux », disait la légende sous le portrait de Sinatra qui ponctue l'album *Rock Dreams*. C'est sur ce thème que le peintre-illustrateur Guy Peellaert a tenté, durant douze ans, de fixer la fin de ceux qui ont, un jour, incarné une part du rêve américain.

Malades, usés, ruinés, les vedettes, gangsters, boxeurs et politiciens déchu, brossés à l'aquarelle et au fusain dans des teintes sombres et sourdes, ne sont plus que l'encre de leur image. En proie à la mélancolie, voués à l'anonymat et à la solitude, de Nixon à Georges Raft (sur la photo ci-dessus) tous semblent hypnotiquement perdus dans un temps immobile. Si maîtrisée soit-elle, cette imagerie séduisante est toutefois un peu trop visiblement inspirée de Hopper pour emporter une totale adhésion.

★ Guy Peellaert, « Las Vegas, the Big Room », présentée par le Centre national de la photographie, jusqu'au 23 mai. Il s'agit des planches originales de l'album publié sous le même titre aux éditions Albin Michel, texte de Michael Horre, 143 p., 150 F.

POINÇON

"Le Champagne est un regard."
Photo Jean-Loup Sieff.



Toutefois apparaît et disparaît une multitude...

ÊTRE POMMERY, C'EST TOUT UN ART.

GALLERIA

هذه من الامم

La Cinémathèque rejoint la FEMIS

Le rêve de Jean Rouch A l'école du cinéma

Pour les cinéphilas, Chaillot, c'est la Colline inspirée. Le lieu où Henri Langlois, après bien des vicissitudes, se posa enfin. Le paradis d'où il fut, un temps, chassé et dont l'exil ignominieux fut l'un des détonateurs de mai 68, cette divine punition. L'endroit, enfin, où il imagina son musée du cinéma, grotte initiatrice que l'on ne peut visiter seul : un initié doit accompagner le néophyte à travers le dédale des collections amoureusement mises en scène par le prophète du septième art. L'an passé, la maladroite annonce d'un déménagement provoqua un séisme au sein du conseil d'administration de la Cinémathèque. Son président, Costa Gavras, dut démissionner.

Il fut remplacé par un langloisien incontesté, Jean Rouch, logé lui aussi dans une caverne magique, sur l'autre versant de la colline, au Musée de l'homme. Serait-il un pape de transition entre les mains d'irréductibles ? « Je ne suis un pape d'aucune sorte », dit-il aujourd'hui. Si certaines de nos réactions ont pu être violentes, c'est que nous sommes des passionnés. Mais la contestation de nos instances est saine, voire indispensable. En tout cas, charisme ou diplomatie, il fit admettre le départ de Chaillot, le passage de l'Ancien au Nouveau Testament, sans avoir l'air de trahir le message du père fondateur.

Symboliquement, le siège de l'institution « langloisienne » reste à Chaillot avec le musée qui est en instance de classement. La salle de projection attenante continuera à fonctionner. Sans doute sera-t-elle affectée plus spécialement à la projection des films muets : sa configuration et la

forme de son écran la prédestinent à cette tâche.

Au fort de Saint-Cyr, dans l'ouest parisien, la mémoire de la Cinémathèque — cent mille bobines, trente-cinq mille titres — continue d'être inventoriée. Les films « nitrates », spontanément inflammables, sont entreposés et traités à Bois-d'Arcy. La restauration des œuvres cinématographiques se poursuit au rythme de cent films par an, l'équivalent de la production française d'une année. Un travail qui s'apparente parfois à une véritable récréation, comme ce fut le cas pour *Hironde et la Mésange*, un film d'Antoine, jamais monté. Pour les *Vampires* de Feuillade, il fallut reconstituer les « cartons » qui avaient tous disparu. Et c'est en étudiant le décalage anormal de la bande-son d'*Enthousiasme*, de Dziga Vertov, que l'on s'aperçut que le film avait discrètement été amputé par la censure soviétique.

Au Palais de Tokyo, la Cinémathèque pourra s'étendre sur près de 4 000 mètres carrés. Des espaces d'expositions d'abord. Dès le 16 mars, ils accueilleront la rétrospective Prévert, montée l'été dernier à Saint-Paul-de-Vence, augmentée de montages filmés liés à l'œuvre de Jacques et de son frère Pierre, et un ensemble consacré à Isabella Rossellini et vu par plusieurs photographes.

« Mon rêve », confie Jean Rouch, c'est qu'il se passe toujours quelque chose ici. Comme à l'Actor's Studio de New-York. Le Palais de Tokyo doit devenir à la fois un lieu de rencontre pour toute la profession — les cinéastes partagent ici leurs triomphes, leurs



Jean Rouch.

échecs ou leurs parties nulles, — un atelier de création, comme le fut celui de Schaeffer à la radio, et le temple de la rigueur cinématographique. Il faut éviter les détournements de chefs-d'œuvre, les colorisations ou les sonorisations abusives, par exemple.

« Nous devons aussi lutter contre la perversion du cinéma par la vidéo et la télévision, qui risquent à long terme de devenir pour lui une sorte de SIDA. Le Palais de Tokyo doit être demain l'âme de la profession. » Julien Graoq se demandait, plus simplement, s'il pourrait exister un jour une culture fondée sur la cinémathèque comme la culture traditionnelle l'est sur la bibliothèque, en notant que « le goût profond d'un film se traduit par le besoin qu'on a de le revoir ». La nouvelle cinémathèque s'équipe pour pouvoir répondre à cette exigence.

EMMANUEL DE ROUX.

ments ayant l'image pour point commun chemina. Le Palais de Tokyo, occupé par diverses administrations depuis le départ du Musée national d'art moderne, s'offrait à nous. Ce projet, que François Léotard découvrit en arrivant rue de Valois, fut mis sur orbite après 1986. Il fallut d'abord passer devant la commission de décentralisation. Répéter l'IDHEC à Paris ne fut pas une chose simple. Le refondre non plus.

Aujourd'hui, la FEMIS occupe plus de 3 000 mètres carrés. Au centre de cet espace ultra-moderne, une « salle de rien » comme voulait Jean-Claude Carrière et Jack Gajos, ses deux responsables. Une salle qui sert à tout : cours, projections, conférences, équipées comme le reste de l'école d'un matériel sophistiqué. Les élèves de l'IDHEC travaillaient trop souvent sur du matériel dépassé, ceux de la FEMIS ont à leur disposition le dernier cri de la technique de l'image et du son : table de mixage Harrison, « le plus beau bébé de la maison » comme l'explique fièrement Jack Gajos, vingt-quatre salles de montage, de la vidéo au 35 mm, un plateau-régie de trois caméras et un abondant matériel de prises de vues professionnelles.

Les études ont été entièrement refondues, elles aussi. Pour entrer dans cette école, qui accueillera soixante nouveaux élèves chaque année, il faut passer un concours qui donne ses chances à des étudiants venus d'horizons divers mais assez difficile puisque l'année passée, sur près de mille quatre cents candidats, quarante-cinq seulement ont été retenus.

Trois cycles d'études sont prévus. Le premier, qui dure huit mois, rassemble tous les étudiants quelles que soient leurs spécialités

ultérieures. Il s'agit donc d'une initiation. Le deuxième, de vingt à vingt-deux mois, est consacré à un enseignement spécialisé : prise de son, administration et gestion de production, décoration, montage, réalisation, écriture de scénarios, image et effets spéciaux. L'objectif du troisième cycle est l'insertion des étudiants dans la vie active. Aussi chacun doit-il réaliser dans des conditions professionnelles un travail correspondant à sa spécialisation.

Les formateurs, Pascal Bonitzer : scénario, André Téchiné : réalisation, Michel Fano : son, Charlie Damme : image ou Willy Holt : décorations sont tous dans la vie active, à l'extérieur de l'école. Le budget de la FEMIS est de 43,5 millions de francs, versé pour une très large part par le ministère de la culture et le compte de soutien de l'industrie cinématographique. A cela s'ajoute le matériel, presque toujours prêt par les grandes marques. Ainsi une convention d'aide technique vient d'être signée entre l'école et la société AGFA.

La FEMIS a beau être implantée à Paris, elle a des ouvertures sur la province. C'était même l'une des conditions-exigences de la commission de décentralisation. Elle a ainsi des liens privilégiés avec le Théâtre de la danse et de l'image de Châteaufort, équipé de studios tout neufs pour l'enregistrement du spectacle vivant, ainsi qu'avec des ateliers régionaux comme Grenobles (documentaire) ou Quimper (son). « La FEMIS est d'abord une école professionnelle, note son président Jean-Claude Carrière. Notre but est de former, avant tout, de bons techniciens. A eux, ensuite, d'avoir du génie. »

E. de R.

Je ne m'y attendais pas... Je suis très ému... Je ne sais pas quoi dire... Je voudrais remercier les... les imprimeurs, les photographes, les rédacteurs, les maquettistes, les pigistes, les gens du cinéma et ma maman sans lesquels ce magazine n'aurait pu être ce qu'il est aujourd'hui... Merci... (Snif)... Merci...



PREMIERE. SPONSOR DES CÉSARS. PREMIERE. LE MAGAZINE DU CINÉMA.

Enquête

48 milliards de francs misés

Loto, PMU, hippodromes,

Loto : la fraude impossible

UNE visite au centre de traitement informatique de Moussey-le-Vieux (Seine-et-Marne) convainc, s'il en était besoin, de la crédibilité que l'opinion publique accorde à la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN). « Il y a une telle redondance des contrôles, assure M. Jacques de Ménerville, directeur technique, qu'il est impossible de frauder. D'un côté — le joueur — comme de l'autre — le personnel, qui, s'il y avait le moindre doute, ne serait pas autorisé à miser. » Redondance : M. de Ménerville répète souvent, avec fierté, ce mot (1).

Le centre de Moussey-le-Vieux, aussi gardé ou presque que le plateau d'Albion, avec clôtures, vigiles, chiens de contrôle et — la nuit — bergers allemands, traite 80 % (monnaie nord de la France et départements d'outre-mer) des millions de bulletins du Loto, du Loto sportif, du Tapis vert, cochés par les parieurs (Vitrolles, dans les Bouches-du-Rhône, traitant la moitié sud de l'Hexagone).

Il faudrait entrer dans la technique des deux systèmes qui coexistent actuellement : le « off-line » (trois volets, on peut marquer son nom sur le bulletin) et le « one-line », reçu informatisé. Le second système prévaudra seul début 1989.

Il faudrait décrire les machines, qui, bulletin par bulletin, lisent, classent, microfilm, à une cadence véritablement infernale : entre le mardi soir, date limite de validation des bulletins, et le premier tirage du mercredi soir, c'est une course contre la montre à laquelle se livrent détaillants, courtiers, centres régionaux de la SLNLN et le personnel de Moussey-le-Vieux et de Vitrolles. Une activité nocturne que l'on ne soupçonne pas : le « coup de feu » commence le mercredi à 5 heures du matin. Huit cent cinquante personnes sont devant leurs écrans

à Moussey. Un seul bulletin égaré, et l'on va jusqu'à faire appel à des avions-taxis, c'est arrivé.

Il faudrait aussi décrire les terminaux, les ordinateurs, les groupes électrogènes (lastre à Moussey) et les onduleurs, qui font que la machine seigne-et-marnaise ne s'arrête jamais, même si EDF a des « pépins » (pannes ou grèves). M. Jacques de Ménerville, en tout cas, le certifie. La tuyauterie du sous-sol ressemble, sans exagération, à celle d'une centrale nucléaire.

On ne peut pas tricher au Loto, au Loto sportif, au Tapis vert. Ni même au Tac-O-Tac : par un système de disquettes, les lots, imprimés pour être découverts au grattage, sont invisibles à l'œil nu.

Toutes les tentatives de fraude ont échoué jusqu'à présent : la SLNLN se montre intraitable, même si l'on est de toute bonne foi, même si l'on a perdu accidentellement son reçu — informatisé ou non — même si l'on en appelle aux médias pour oser au scandale. Elle a raison : la moindre entorse à sa règle — ne pas payer si le « gagnant » n'est pas en possession d'un « double » — ouvrirait la porte à tous les larcins.

Encore la SLNLN ne manipule-t-elle que du papier (sauf au Loto sportif, mais il faudrait compromettre beaucoup de footballeurs en même temps). Le turf lui, est obligé de composer d'abord avec la pâte humaine et l'on sait quel mal il se donne actuellement pour retrouver une image de marque. Mais le turf ne pourra jamais rien — on souhaite un démenti — contre les « combines » et le dopage des chevaux.

M. C.

(1) Redondance : augmentation de la longueur d'un message par introduction de symboles supplémentaires dans un but de vérification (Petit Larousse illustré).

(Suite de la première page.)

Ainsi, le PMU : dans le secret des bureaux parisiens de la rue La Boétie, son directeur général, M. André Cormier, concocte avec son brain-trust une super-formule hippique — on parle d'un jack-pot — qui devrait voir le jour à la fin de l'année, et qui ne rapportera peut-être pas encore 10 millions de francs ou plus (1) mais qui est destinée à battre le record de gain aux courses de chevaux (2 938 484 F à l'arrivée du Quarté disputé le 14 mars 1985 à Saint-Cloud). Le PMU y travaille d'autant plus qu'il nourrit, de notoriété publique, une solide rancœur envers la SLNLN, surtout depuis que l'attribution du Loto sportif lui a échappé (2).

Tac-O-Tac et deuxième tirage (le samedi) du Loto en 1984 : Loto sportif en 1985 : Quarté « Plus » et Tapis vert en 1987, auxquels il faut ajouter l'extension au jeudi et au samedi du Tiercé et du Quarté « Plus », ainsi que le nouveau gros lot mensuel (janvier 1988) de la Loterie nationale à 10 millions de francs : les créations de jeux d'argent ont été plus nombreuses en moins d'un lustre qu'en un bon demi-siècle. Avant 1976, date de naissance du Loto et du Quarté, les Français ne pouvaient guère dans leurs escarcelles que pour acheter des billets de la Loterie nationale (instituée en 1933) ou pour jouer au Tiercé (inventé par André Carrus en 1954) le dimanche — le tiercé du samedi étant apparu en 1980.

Et c'est loin d'être fini : l'ambition déclarée de la SLNLN est de programmer un nouveau jeu par an et celle du PMU, dont le slogan actuel est « Sept jours, sept jeux », d'imaginer une nouvelle formule tous les deux ans. Les deux « institutions » sont engagées dans une rivalité en spirale,

avec, en toile de fond, le marché unique européen en 1992 : une âpre « guerre des jeux » est déjà sottement commencée, notamment entre Français, Britanniques et Italiens. Les trente-huit casinos autorisés de France, regroupés dans un syndicat (SCAF), sont aussi, dans cette bataille, en première ligne : pour leur part, ils attendent fébrilement l'implantation effective des machines à sous, permise par le Parlement et le gouvernement (Journal officiel du 21 août 1987).

Des records d'enjeux sans cesse battus

Pourquoi, du reste, les « chercheurs » de la SLNLN et du PMU s'arrêteraient-ils de cogiter ? Les records d'enjeux (et de gains) tombent encore plus vite que les records sportifs. Jamais les Français n'ont autant joué au Loto que durant la semaine de Noël 1987 (282,7 millions de francs). Jamais ils n'ont autant misé aux courses que dans le Prix d'Amérique du 31 janvier 1988 (213 millions de francs). Des records tout frais. Personne n'est actuellement capable de mesurer la longueur maximale des cordons de la bourse hexagonale dévolue au jeu.

Les directions de la SLNLN et du PMU préfèrent, avant toute chose, souligner la faiblesse moyenne des mises : entre 18 F et 19 F par bulletin au Loto, entre 11 F et 12 F par grille au Loto sportif, entre 29 F et 30 F par ticket de PMU. Ce qui montre, à leurs yeux, que le Français est « plus raisonnable qu'on ne le dit » et ce qui doit aussi le conforter dans l'idée de le tenter davantage. Selon les statistiques officielles, 50 % des tickets de PMU et 80 % des grilles de Loto sportif sont des jeux à 5 F, tandis que 50 % des bulletins de Loto sont des mises à 14 F (7 numéros, double tirage). « Nous ne cherchons pas le gros joueur, mais le plus grand nombre de joueurs possible », souligne M. Yves Grasset, directeur commercial de la SLNLN.

Selon les enquêtes-sondages de cet organisme (panels de 2 000, parfois 5 000 personnes), vingt millions de Français de plus de seize ans jouent au Loto plus d'une fois par an. Onze à douze millions de bulletins sont déposés chaque semaine dans les bureaux de tabac, boutiques et kiosques spécialisés — les détaillants étant rémunérés par 5 % des enjeux.

Le directeur général du PMU, lui, comptabilise ainsi sa clientèle : « huit millions de personnes parient occasionnellement, un million régulièrement et cent mille tous les jours, dont plusieurs dizaines de milliers de joueurs professionnels ». Pour M. Jacques Orliaguet, rédacteur en chef de Paris-Turf, un gouffre sépare la majorité des parieurs, qui « préfèrent toucher souvent de petites sommes », et les « matelassiers », qui « jouent de très grosses sommes sur un coup ».

C'est vrai : les mises individuelles moyennes paraissent fai-

bles et le prix d'une grille de Loto (1 F, minimum 2 grilles, pour un tirage) n'a pas bougé depuis la création du jeu, tandis que le prix de base du tiercé (5 F) n'a pas changé depuis 1981. Mais, avenue George-V (siège de la SLNLN) comme rue La Boétie, on évite de multiplier par 52 semaines ou par quelque 160 tiers ou quarts dans l'année. Quelqu'un qui ne jouerait, par semaine, que 14 F au Loto et au Tapis vert, 10 F au Loto sportif, 30 F au PMU et qui prendrait, toujours par semaine, un billet de Tac-O-Tac à 10 F et un dixième de la Loterie nationale (10 F), sans jamais mettre les pieds sur un hippodrome ou dans un casino — vraiment pas le portrait du « flambeur » ! — devrait quand même prévoir un budget jeux de 4 576 F par an.

Car il faut bien arriver à l'astronomique somme de 48 milliards de francs (3) que les Français ont risqué au jeu en 1987, avec la « complicité » d'un certain nombre de travailleurs immigrés (surtout au PMU) et de riches étrangers (surtout au casino). 48 milliards, sans compter les mises du Tapis vert, lancé le 15 octobre 1987 : M. Teyssier, échoué par les déboires du Loto sportif (dont les enjeux ont baissé de 30 % de 1986 à 1987), se contente de dire que « le succès du jeu dépasse les prévisions » et qu'environ 59 millions de bulletins ont été validés en cinq mois.

Le Tout-Neuilly et le Tout-Pigalle

S'il est banal d'observer que « le jeu est profondément ancré dans la nature humaine » et que l'on s'y adonne depuis l'Antiquité, force est de constater que des peuples sont plus ludiques que d'autres. Américains, Britanniques, Français et Italiens se distinguent en Occident. Avec cette circonstance (aggravante ?) que les Français, tranchant en cela sur leurs voisins européens, jouent à tout, comme en témoigne aussi la vague montante des jeux à la télé-

vision, au nombre de trente-huit (4), et sur minitel.

Et l'on ne parle pas, ici, des cercles de jeux, des parties de bonneton dans la rue — en principe interdites — ou 421 des bistrotis, des parties de cartes « intéressées » (de la benoîte belote au redoutable poker), des concours de boules pas toujours innocents, des multiples jeux de société pas toujours « gratuits », des tombolas, des concours dans la presse, et du dernier jeu à la mode, « l'avion imaginaire », assimilé à une escroquerie et descendu en flammes par la justice.

Panem et circenses : le mépris de Juvénal pour des Romains uniquement soucieux de distributions gratuites de blé et de jeux du cirque s'affichent-ils aujourd'hui pour la société française ? Traduit en version moderne : Restaurants du cœur et Loto-Tiercé ? D'abord, un nombre non négligeable de Français ne jouent pas ou peu, à commencer par les dix-huit-vingt-cinq ans, au grand dam, en particulier, des statistiques et des finances du PMU.

Ensuite, rien n'indique que le chômeur joue autant ou plus que celui qui a un emploi. Pour parodier Coluche, justement, il n'y a pas, l'après-midi, en semaine, sur les champs de courses, que des chômeurs et des retraités... Parmi les quatre mille personnes, en moyenne, qui fréquentent journellement les hippodromes parisiens (douze mille, en moyenne, le dimanche), on rencontre surtout, plus ou moins représentés selon qu'on se trouve à Longchamp ou à Vincennes, le Tout-Neuilly et le Tout-Pigalle.

S'il est vrai aussi, comme le remarque M. Orliaguet, qu'un nombre important d'Africains et de Maghrébins jouent aux courses, peu de ceux qui misent sur place (hippodromes et agences « course par course ») dans le Quarté du jeudi doivent posséder une authentique carte de travail. La direction du PMU, qui fait actuellement des efforts certains pour redorer le blason du turf, s'aliéne trop de scandales, n'y peut mais.

EXPOSITION

JEU

DU 18 AU 31 MARS 1988

1988

TEMPS FORTS D'UN SEPTENNAT

ORGANISÉE PAR

Le Monde DANS TOUS LES

Relais H

- ce qui restera des sept dernières années
- les 12 événements qui ont marqué le septennat de François Mitterrand
- comment le Monde en a rendu compte
- les meilleurs dessins de Plantu

1) VISITEZ

L'EXPOSITION DANS TOUS LES RELAIS H DE FRANCE (METRO, GARES, AEROPORTS)

2) TROUVEZ

CE QU'EN PENSENT LES FRANÇAIS. PARTICIPEZ AU JEU. Sur la base d'un sondage IPSOS pour le Monde et Relais H.

GAGNEZ

2 CROISIÈRES POUR 2 PERSONNES EN MEDITERRANÉE (1^{re} et 2^e PROX)

• VENISE • DUBROVNIK • MYSTRA • ISTANBUL • RHODES • VILLEFRANCHE



JEU GRATUIT SANS OBLIGATION D'ACHAT

Les angoisses de la fortune

TIMORÉS ou pleins de bon sens — question de jugement — la plupart des gros gagnants du Loto se montrent très « bas de laine ». Ils choisissent d'abord la sécurité : placements sans risques, investissements dans la pierre et dans la terre. Avec deux pensées privilégiées, la famille et la retraite, et une hantise commune, la dévaluation.

Des critères sont certes déterminants : l'âge, la santé, la culture, qu'une fortune tombée de la sphère, c'est-à-dire en l'occurrence,

ne peut guère changer. Pas l'âge, en tout cas... Gagner plus (ou un peu moins) de 1 milliard de centimes ne modifie pas non plus en profondeur les tempéraments, les mentalités, si l'on en juge par ce que les élus de la chance sont devenus depuis quelques années. Encore que la richesse soudaine ait pu changer des situations de famille : de l'agrandissement à du foyer au divorce.

Beaucoup ont conservé leur emploi — souvent modeste, — tandis que quelques-uns seule-

ment ont cessé de travailler, sont partis en préretraite ou ont créé une petite entreprise. En tout cas, rares sont ceux, même parmi les gens dans la force de l'âge, qui ont totalement changé d'orientation, de mode de vie, tel est informaticien aujourd'hui âgé de vingt-six ans qui s'en est allé, tout sauf en touriste, à la découverte du monde. Comme si tous les rêves, tous les fantasmes nourris avant l'espérance du gros lot, se faisaient brusquement place à une inexplicable peur du lendemain.

M. C.



Les six numéros au Loto : une chance sur 14 millions avec une grille simple...

AUTROUAR

Enquête

au cours de l'année 1987

casinos : la rage de jouer

Avenue George-V et rue La Boétie, les chemins de la pensée se rejoignent, pour une fois, lorsqu'il s'agit d'expliquer la présente prolifération des jeux d'argent. M. Teyssier et M. Cormier en découlent la principale cause dans « l'explosion des loisirs ». Plus de temps libre, donc davantage de goût pour le jeu, de moments à consacrer à la préparation d'un Loto, d'un pronostic de football, d'un Tiercé. Puis, la part de rêve, bien sûr, assortie, pour le PDG de la SLN, de la démarche psychologique suivante : « Pour beaucoup de gens, dit-il, jouer au Loto, c'est se prémunir contre le risque de passer à côté de la fortune. Ce serait trop bête, pensent-ils. Ce n'est pas une motivation de vrai joueur. C'est une sorte d'assurance contre ce risque, une forme de sécurité. »

Pour M. Michel Caste, ancien directeur général de la SLN (5), qui a vigoureusement relancé, il y a cinq ans, la machine de l'avenue George-V, « la nécessité du rêve est plus forte aujourd'hui parce que nos sociétés occidentales n'ont plus de projets extraordinaires, parce qu'elles ne véhiculent plus de nouveaux courants de pensée, de nouvelles aspirations s'étalant dans le temps. On ne parle plus, à présent, de « monde meilleur », cela ferait plutôt sourire. Or la génération du minitel montre chaque jour davantage qu'elle a besoin de fantasmes, le rêve pouvant être aussi un moteur de l'action. Si puis s'impose de plus en plus dans le jeu une notion d'immédiat. Savoir dans l'instant, le rêve immédiatement réalisé. C'est ce qui explique, par exemple, le succès du grattage au Tac-O-Tac. » Et du démarrage en bolide du Tapis vert, au tirage quotidien.

Les Français ne pensent qu'à ça : non, ce n'est pas ce que l'on croit, c'est même le contraire. L'argent avant l'amour. C'est la conclusion, qui laisse songeur, d'un sondage de la SOFRES (6), plus que jamais d'actualité si l'on en juge par les records d'enjeux et de gains.

A la question « Quels sont les trois rêves que vous aimeriez le plus voir se réaliser ? », les Français ont répondu, ce qui paraît normal, « vivre en bonne santé jusqu'à cent ans » (59 %). Mais vient en deuxième position le tout proche « gagner le gros lot au Loto » (53 %). Puis, nettement distancé à la troisième place, « réussir son mariage » (34 %). Et, noyé dans le milieu du tableau (sixième place), « vivre un grand amour » (14 %). Sans commentaires, car il est dommage qu'aucun sociologue ne se soit encore penché sur la passion ludique des Français.

Le score de 53 % indique aussi que les jeux de hasard et d'argent ne suscitent plus aujourd'hui la réprobation, encore moins un interdit moral ou religieux. Ce n'est ni un regret ni une satisfaction, c'est un constat. Rares sont les voix, y compris dans l'épiscopat, qui s'élèvent, même pour de simples mises en garde, comme celle de Mgr Georges Gillion, évêque du Mans, qui écrivait, notamment, dans ses colonnes (Le Monde du 8 novembre 1985) : « On joue sur l'instinct du gain facile et beaucoup se laissent prendre à cette drogue qui interdit de bien gérer le présent, mais porte au rêve d'un lendemain merveilleux [...]. Et il n'est pas bon de jouer avec ce désir de l'argent, qui, s'il n'est pas maîtrisé, anesthésie le sens des res-

ponsabilités familiales, le goût de la solidarité, l'exigence de l'engagement pour la justice. »

Il n'existe plus, parallèlement, de référence politique : la droite a permis, en 1976, la création du Loto ; la gauche a autorisé, en 1985, les concours de pronostics sur le football ; qu'elle avait combattu pendant des décennies ; la droite, encore, vient de donner le feu vert aux casinos pour l'installation de machines à sous. Constat, là aussi.

Tenter de nouvelles clientèles

Il n'y a apparemment pas, non plus, de frein économique — quoi qu'on dise et redise sur « la crise » — si l'on se réfère aux records de Noël (pour le Loto) et du Prix d'Amérique. Le directeur général du PMU est catégorique : « Le krach boursier n'a eu aucune incidence, ces derniers mois, sur le montant des enjeux. »

Si le Loto sportif traverse, c'est le cas de le dire, « une mauvaise passe », ce n'est pas parce que les amateurs de football sont désargentés mais c'est parce que les gains sont mal répartis et trop positionnés par l'Etat. Si le PMU a également subi un important déficit en 1984-1985, c'était d'abord parce que les turfistes boudaient des rapports trop faibles. La création du Quarté « Plus » les a fait revenir au trot et le chiffre d'affaires de la rue La Boétie a de nouveau grimpé en 1987 (près de 5 % par rapport à 1986).

La situation des casinos est un peu différente : la plupart des établissements ont connu une « année noire » en 1986 (l'exercice s'arrête au 31 octobre), principalement due à la baisse du dollar et des cours de pétrole, ainsi qu'aux attentats terroristes. Un émir n'en cache pas un autre. En 1987, la profession a retrouvé son niveau de 1985, légèrement amélioré (+ 3 %), avec des bonds pour Divonne-les-Bains, Charbonnières et Trouville. Grâce à un nombre d'entrées en hausse (1 961 538 l'an passé contre 1 840 989 en 1986) et grâce, sur-

tout, à une « fleur financière » de l'Etat en matière de prélèvements.

Mais on reconnaît aussi, au SCAF, que « les casinos ne changent pas assez rapidement de look » et que les jeux et la clientèle ne se renouvellent pas suffisamment. A contrario, l'introduction du black-jack a redonné, en 1987, du tonus au casino d'Enghien. Sans renier les vieilles Anglaises, les casinos vont s'efforcer de mieux fidéliser leur clientèle régionale et d'attirer davantage les estivants, qui jouent par jets de 2 francs ou 5 francs à la boule et qui ne sont « intéressants » que par le nombre. Ils caressent aussi l'espoir que les machines à sous, dont le « profil » est proche des flippers, séduiront les vingt et un-vingt-cinq ans.

Une quatrième composante, à la fois sociologique et technique, prend aujourd'hui le pas sur la morale, la politique et l'économie : l'informatique. On n'a peut-être encore rien vu en matière d'enjeux et de profusion des jeux. « L'offre peut finir par créer le besoin », dit pudiquement M. Cormier.

L'informatisation du PMU, qui a été largement décrite dans ses colonnes (Le Monde du 10 septembre 1986), sera achevée à la fin de cette année. Elle va permettre non seulement de parier ailleurs que dans des bars-tabacs parfois dissuadés (supermarchés, stations d'essence, maisons de la presse et... pâtisseries), mais encore de jouer chez soi, sur minitel. On imagine la tentation !

Par l'automatisation, le PMU espère « accrocher » deux vastes catégories sous-représentées dans les milieux turfistes — où domine une population masculine plus âgée que la moyenne nationale : les jeunes et surtout les femmes. Usant d'une image, M. Cormier sourit : « Il faut d'abord fuir entre les passants dans le restaurant avant de leur présenter un menu sympathique. »

L'informatisation de la SLN sera terminée, elle, début 1989 : elle offrira 13 500 points de vente, répartis dans toute la France (soit la moitié de ses 27 000 « bureaux »). Elle réjouira, entre autres, les joueurs du Loto sportif, qui connaîtront, une heure seulement après la fin des matches, les rapports de la grille gagnante.

La gourmandise de l'Etat

Revers de la médaille, l'informatisation a commencé de supprimer des emplois à la SLN et au PMU. Mais sans remous sociaux : des conventions, satisfaisantes pour les deux parties, ont été signées entre directions et syndicats. L'emploi : c'est assurément, en ces temps de chômage, le meilleur argument des industriels du jeu.

La SLN fait travailler 1 300 personnes à son siège parisien et dans ses deux centres de traitement informatique, situés à Moussey-Vieux (Seine-et-Marne) et à Vitrolles (Bouches-

du-Rhône). Le PMU rémunère 3 500 permanents et 2 000 vacataires, et le monde des courses (de l'éleveur au lard, en passant par les employés des hippodromes) fait vivre 120 000 personnes. Enfin, 20 000 crochiers, portiers, barmen, « physionomistes », etc., travaillent dans les casinos.

Dès lors, l'Etat peut avoir doublement bonne conscience : les jeux qu'il autorise sont source d'emplois, et sa tutelle est indéniablement de nature à « moraliser » cette industrie, même si des scandales éclateront toujours çà et là. Aussi prend-il, sans scrupules excessifs, sa part de l'énorme gâteau. Il se sert généreusement : 11 à 12 milliards de francs en 1987, soit le quart des 48 milliards mis sur la table. Mais il ne dit pas « où cela passe », ces prélèvements tombant dans son budget général.

L'Etat est beaucoup plus gourmand envers le Loto national (33,1 %) qu'envers le PMU (19,66 %). En cochant ses six numéros au bar-tabac du coin, M. Toule-Monde a été loin de se douter, l'an dernier, qu'il contribuait à verser à l'Etat l'équivalent (5 milliards de francs) de l'impôt sur les grandes fortunes...

Ces ponctions étaient les mêmes, en pourcentage, sous la direction socialiste. Mais, en juillet 1986, le gouvernement de M. Chirac s'est gardé, pour augmenter ses recettes, de se tourner vers le lobby des courses — il est vrai « convalescent », — qui a ses entrées au moins jusqu'au Parle-

ment. Il s'est rabattu sur le Loto sportif, qui, lui, n'a que des supporters, et encore... De plus, la Rue de Rivoli a fait un joli cadeau aux casinos, en relevant de 25 % à 35 % l'abattement appliqué sur le produit brut d'exploitation. A n'en pas douter, M. Charles Pasqua, dont on sait l'influence au sein du gouvernement, préfère, homme calme « il en est », l'atmosphère polie des salles de jeux à l'ambiance survoltée des stades de football.

Jeu-loisir, jeu-rêve, jeu-spectacle (football et courses de chevaux), jeu-argent, jeu-changer la vie : voilà un phénomène de société qui veut dire réellement son nom. La floraison, la variété des jeux proposés en France font que toutes les classes sociales sont concernées. Mais, contrairement à l'idée reçue selon laquelle les pauvres et les riches s'y adonneraient davantage, les enquêtes-sondages de la SLN indiquent que ce sont les classes moyennes qui (se) prêtent le plus au jeu.

Ce n'est, du reste, pas très étonnant : il faut bien que des gens misent 56 F au Loto, 90 F au Loto sportif ou plusieurs jeux à 16 F ou 20 F pour « contrebalancer », dans les statistiques, tous les bulletins à 5 F. Et le contremaître, le contremaître ou le fonctionnaire en ont la possibilité, sans « flamber » pour autant.

Au sein de la plupart des classes sociales, une minorité non négligeable a, en revanche, fait sien ce proverbe anglais : « Le meilleur coup de dés, c'est de les laisser dans le cimetière. » Mais Dieu sait si les Britanniques ont parmi les premiers à ne pas écouter ce sage conseil. En l'occurrence, Dieu ne sauve même pas la reine, ni la famille royale, passionnées de courses de chevaux. Alors, si Dieu Lui-même laisse jouer...

MICHEL CASTANG.

(1) La barre du milliard de centimes au Loto n'a été franchie pour la première fois qu'en janvier 1984, à l'occasion d'une des premières « super-casques ». Depuis la mise en place systématique, le 1^{er} janvier 1987, de gros lots à 33 millions de francs, les chances d'être milliardaire en centimes sont évidemment plus fréquentes. Huit tirages de ce genre ont été effectués l'an dernier, il y en aura autant en 1988.

(2) Après avoir hésité, car les propositions du PMU étaient encore plus rentables pour l'Etat, le gouvernement socialiste tranchait en faveur de la SLN (loi de finances du 29 décembre 1984), afin de contenir le puissant lobby des courses dans la seule enceinte des hippodromes.

(3) Voici, au franc près, le montant officiel des enjeux et leur répartition en 1987. PMU : 27 510 323 019 F ; SLN : 17 182 368 207 F ; PMH (Pari mutuel hippodromes) : 2 231 275 314 F ; casinos : 1 014 090 165 F. Total : 47 938 056 705 F. Le chiffre d'affaires de la SLN se décompose ainsi : Loto : 11 467 449 711 F ; Loterie nationale et Tac-O-Tac : 4 150 177 316 F ; Loto sportif : 1 564 741 180 F.

(4) Lire l'enquête du Monde Radio Télévision datée 13-14 décembre 1987.

(5) Actuel directeur général des studios de Boulogne, M. Michel Caste a été directeur général de la SLN d'août 1983 à janvier 1987. A cette date, il a été remplacé, sur décision politique, par M. Jean-Pierre Teyssier, membre du cabinet de M. Edouard Balladur, chargé des relations avec la presse.

(6) Ce sondage a été réalisé, pour Alma, du 20 au 25 juin 1986, auprès d'un échantillon représentatif national de mille personnes, âgées de dix-huit ans et plus, et selon la méthode des quotas.

« Le Monde » publie vendredi (numéro daté 19 mars), dans la rubrique sportive, un article sur le Loto sportif.

José, turfiste

QUAND il arrive, en 1973, de son pays natal pour être employé à Paris comme manœuvre, M. José Cunha, alors âgé de vingt-cinq ans, ignore tout du monde du turf : les courses de chevaux n'existent pas dans son pays.

Aujourd'hui, non seulement il est patron d'une petite entreprise de peinture et de revêtement de sol, marié, deux enfants, mais encore on peut lui demander si le grand-mère d'Oursai a fait ou non du galop.

L'origine des chevaux, le palmarès des entraîneurs et des jockeys, la couleur des casques des propriétaires, il connaît. « Ma passion », dit-il, car c'est une passion, c'est venu d'un ami portugais qui m'a initié à l'époque,

qui faisait tous les jours Paris Turf et qui m'a emmené dans une agence « Course par courses » du PMU, rue Traversière, où l'on suivait les épreuves à la radio en direct. J'ai trouvé ça formidable. J'ai commencé à jouer de petites sommes, 10 ou 20 francs. Je n'avais pas beaucoup d'argent à l'époque. »

Maintenant, José avoue jouer « au moins 2 000 francs par mois ». « J'ai vraiment commencé à miser après la victoire de Grand-pré, en 1978, dans le Prix d'Amérique. J'adorais ce cheval que j'ai découvert à la télévision. J'aime surtout les courses de Vincennes, puis celles d'Autuel, les courses de trot et de saut d'obstacle. Que c'est beau tout ça suivies dans la ligne d'arrivée ou ces chevaux qui

sautent la rivière des tribunes. Les frères Gougnon sont mes idoles. »

Raisonné et méditant : M. Cunha se définit ainsi, comme beaucoup de turfistes, dans sa passion de jouer.

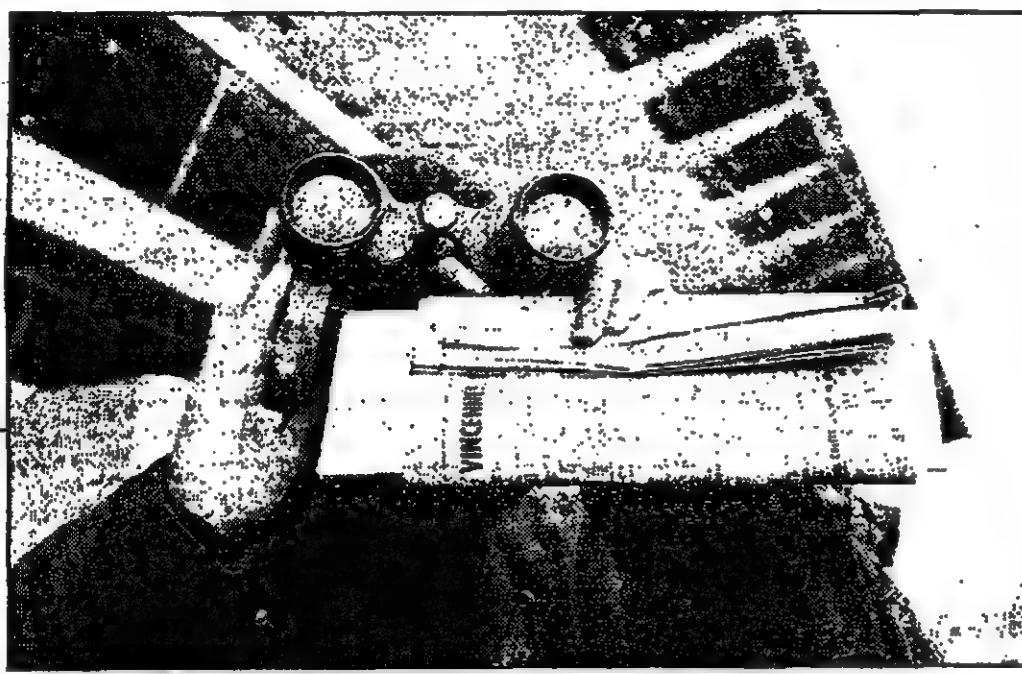
« En tant que chef d'entreprise, dit-il, je travaille évidemment toute la semaine. Mon vrai plaisir c'est de jouer le samedi. Je passe deux heures, le vendredi soir, dans mon lit à étudier dans le Parisien Libéré et dans les pages jaunes de France Soir le jeu, le « papier » que je veux faire. Et puis, le samedi, je vais impasse de la Défense, près de l'avenue de Clichy, pour miser dans deux ou trois courses au maximum. »

« Je ne me laisse pas entraîner, poursuit-il, je connais un ami qui se ruine aux courses. Ma femme ne serait pas d'accord... Ma femme

sait que je joue. Elle ne dit rien tant que dans l'année je suis gagnant. Et je suis gagnant car je ne mise qu'à coup sûr ou presque : 1000 francs par exemple sur Oursai vainqueur dans le Prix d'Amérique... En 1985, j'ai touché un jumelé à 22 000 F. Le dimanche, je le consacre à mes enfants, une fille de douze ans et un garçon de neuf ans. Mais si l'on est chez nous, il ne faut pas rater l'heure du tiercé à la télévision. »

Beaucoup de turfistes se reconnaîtront dans ce bref portrait. M. Cunha conclut : « Si je devais retourner un jour au Portugal, les courses de chevaux me manqueraient. Je serais moins heureux. »

M. C.



Dans l'attente, fin 1986, d'un super jack-pot hippique.

AUX TROIS QUARTIERS
BOULEVARD DE LA MADEIRA, PARIS

DU 17 MARS AU 23 MARS

PRIX EXCEPTIONNELS

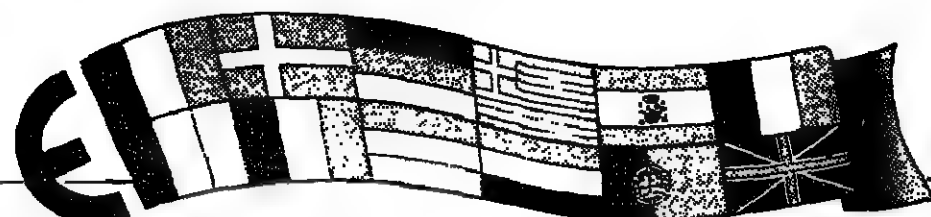
Tailleurs, robes, chaussures, accessoires, vêtements d'enfants, arts de la table... à tous les rayons une sélection d'articles vous est proposée à des prix vraiment exceptionnels.

C'EST L'OCCASION OU JAMAIS DE COURIR AUX TROIS QUARTIERS!

* Dans la limite des stocks disponibles

هنا من اصل

Le Monde
INTERNATIONAL



THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES



RESEARCH AND DEVELOPMENT IN ADVANCED COMMUNICATION
TECHNOLOGY IN EUROPE

HEAD OF DIVISION

For Advanced Telecommunications and Services
(COM/RA/15)

The Commission is looking for suitable candidates to play a leading role in the RACE Management programme. Successful candidates will be working in Brussels on a 3-5 year temporary contract. Applicants should have outstanding ability to lead work on the conception, design and engineering of advanced telecommunication technology systems and services.

They should:

- ☐ have a university degree in a relevant field ☐ have at least 15 years post graduate experience. This must include direct responsibility for project management ☐ be nationals of one of the EC Member States ☐ possess a thorough knowledge of one Community language and a working knowledge of a second. Candidates must have proven ability to work in English ☐ be aged approximately 40-50 years.

To obtain further information and the compulsory application forms, please contact one of the following addresses quoting the ref COM/RA/15.

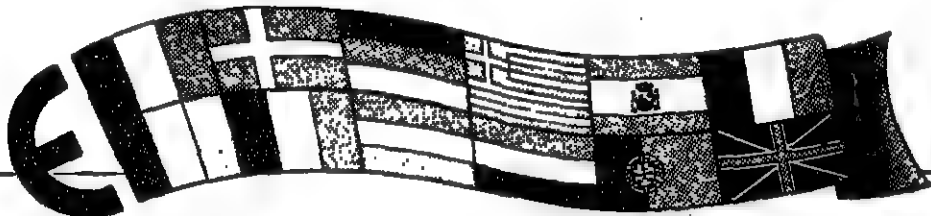
COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES - J 70 5/14 -
200 rue de la Loi - B-1049 Brussels - Tel +32 2 236 16 10 (Ms Nuyt)

PRESS AND INFORMATION OFFICE OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
61, rue des Belles-Feuilles - 75782 Paris Cedex 16 - Tel 45 01 58 85

C.M.C.U./Bureau 320 - 2, rue Henri Barbusse - F 13241 Marseille Cedex 01 - Tel 91 46 00

Applications should be postmarked not later than 11.4.1988.

THE COMMISSION IS AN EQUAL OPPORTUNITIES EMPLOYER



THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

AIM
Advanced Informatics in Medicine in Europe

DELTA
Development of European Learning through Technological Advance
DRIVE

Dedicated Road Infrastructure for Intelligent Vehicles in Europe

The Commission is looking for suitably qualified candidates to play a leading role in the launching of the three programmes which could be adopted by the end of 1988.

Successful candidates will be working in Brussels on a 3-5 year temporary contract.

The posts currently available are for:

SCIENTIFIC OFFICERS

(COM/RA/16)

and

PRINCIPAL SCIENTIFIC OFFICERS

(COM/RA/17)

For the AIM programme, vacancies are envisaged in the following areas:

- ☐ Medical and bio-informatics/telemedicine
- ☐ Systems engineering and operations research
- ☐ Health care administration - data protection and medico-legal issues.

For the DELTA programme, vacancies are envisaged in the following areas:

- ☐ Systems engineering in learning technology
- ☐ Pedagogics of distance and open learning
- ☐ Multimedia authoring and programming
- ☐ Courseware production
- ☐ Standardisation and specification in learning technology.

For the DRIVE programme, vacancies are envisaged in the following areas:

- ☐ Systems analysis and modelling for networks and/or systems engineering.
- ☐ Transportation modelling.
- ☐ Road safety systems: research in operational experiences.
- ☐ Transportation economics with particular emphasis on traffic management and road safety systems. Economic evaluations, cost/benefit and utility analysis.
- ☐ Information science (design and building of information and data base systems, with special practice on real-time systems).
- ☐ Telecommunications network engineering and standards.
- ☐ Traffic management operation and control (real-time), traffic information and guidance systems.
- ☐ Traffic engineering and/or automotive electronics.
- ☐ Human factors engineering with application to traffic.

Applicants for COM/RA/17 would be expected to work as team leaders in the above areas.

Applicants for all posts should:

- ☐ have a university degree in a relevant field ☐ be nationals of one of the EC Member States ☐ possess a thorough knowledge of one Community language and a working knowledge of a second. Candidates must have proven ability to work in English ☐ be aged approximately 30-45 years for COM/RA/16 and approximately 40-50 years for COM/RA/17. ☐ have 5-15 years postgraduate experience for COM/RA/16 and at least 15 years for COM/RA/17. The experience must include direct responsibility for project management.

To obtain further information and the compulsory application forms, please contact one of the following addresses quoting the ref. COM/RA/16 or COM/RA/17.

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES - J 70 5/14 -
200 rue de la Loi - B-1049 Brussels - Tel +32 2 236 16 10 (Ms Nuyt)

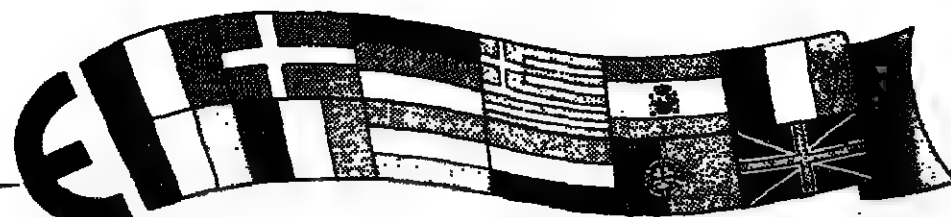
PRESS AND INFORMATION OFFICE OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
61, rue des Belles-Feuilles - 75782 Paris Cedex 16 - Tel 45 01 58 85

C.M.C.U./Bureau 320 - 2, rue Henri Barbusse - F 13241 Marseille Cedex 01 - Tel 91 46 00

Applications should be postmarked not later than 11.4.1988.

THE COMMISSION IS AN EQUAL OPPORTUNITIES EMPLOYER

Important: The Commission will be advertising vacancies for Scientific Officers and Principal Scientific Officers for the ESPRI programme (European Strategic Programme for Research and Development in Information Technology) in April 1988.



THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES



RESEARCH AND DEVELOPMENT IN ADVANCED COMMUNICATION
TECHNOLOGY IN EUROPE

The Commission is looking for suitable candidates to play a leading role in the RACE Management programme. Successful candidates will be working in Brussels on a 3-5 year temporary contract.

The posts currently available are:

SCIENTIFIC OFFICERS

(COM/RA/13) and

PRINCIPAL SCIENTIFIC OFFICERS

For Advanced Telecommunications and Services
(COM/RA/14)

Vacancies are envisaged in the following areas:

- ☐ Advanced telecommunications technologies
- ☐ Systems engineering
- ☐ Telecommunications software and network management
- ☐ Advanced telecommunication terminals and customer equipment
- ☐ Advanced telecommunication services and applications

Applicants for COM/RA/14 would be expected to work as team leaders in the above areas.

Applicants for all posts should:

- ☐ have a university degree in a relevant field ☐ be nationals of one of the EC Member States ☐ possess a thorough knowledge of one Community language and a working knowledge of a second. Candidates must have proven ability to work in English ☐ be aged approximately 30-45 years for COM/RA/13 and approximately 40-50 years for COM/RA/14 ☐ have 5-15 years postgraduate experience for COM/RA/13, and at least 15 years for COM/RA/14. The experience must include direct responsibility for project management.

To obtain further information and the compulsory application forms, please contact one of the following addresses quoting the ref. COM/RA/13 or COM/RA/14.

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES - J 70 5/14 -
200 rue de la Loi - B-1049 Brussels - Tel +32 2 236 16 10 (Ms Nuyt)

PRESS AND INFORMATION OFFICE OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
61, rue des Belles-Feuilles - 75782 Paris Cedex 16 - Tel 45 01 58 85

C.M.C.U./Bureau 320 - 2, rue Henri Barbusse - F 13241 Marseille Cedex 01 - Tel 91 46 00

Application should be postmarked not later than 11.4.1988.

THE COMMISSION IS AN EQUAL OPPORTUNITIES EMPLOYER

Important: The Commission will be advertising vacancies for Scientific Officers and Principal Scientific Officers for the ESPRI programme (European Strategic Programme for Research and Development in Information Technology) in April 1988.

L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE ouvre une inscription pour la poursuite en faculté des SSP d'un poste de PROFESSEUR ORDINAIRE DE METHODOLOGIE en sciences sociales chargé d'un enseignement de méthodologie centrée sur la recherche et la réflexion théorique et méthodologique en sciences sociales. (entrée en fonction: 1^{er} sept. 1988). Titre requis: doctorat en sciences sociales ou titre jugé équivalent. Le candidat des charges peut être obtenu sur la base de la faculté des SSP, BP 511, 1015 Lausanne (Suisse). Tél. 021-46-46-67. Les candidatures (en. fr. et public, en 2 ex.) doivent parvenir au: 10 avril 1988 à la même adresse.

LYCÉE FRANÇAIS San Sebastián. Etablissement public recruté septembre 1988. P.E.G.C. maître, physique notions bases. Brevet français. Envoyer C.V. B.P. 66 64700 Hendaye.

AFRIQUE STES EUROP. chercheurs pers. qual. Ecrit. ADRESSES: 13770 VENELLES.

Le CROCC à Douala recrute

UN CHARGÉ DE MAINTENANCE DE MICRO-ORDINATEURS

Année révisée exclusivement à un Centre de formation: BTS ou DUT électronique avec option informatique. Exp.: 2 ans dans un service de maintenance informatique. Langue: connaissance parfaite du français et notions d'anglais.

Adresser C.V., lettre de motivation au CROCC, 161, av. Victor-Hugo, 75010 Paris.

MOTIVE pour L'EXPORTATION...
Groupe des FROMAGERIES BEL
5 Milliards de Francs de C.A.
dont 50 % à l'étranger
recrute pour sa
Division BEL INTERNATIONAL à PARIS

CHEF DE MARCHÉ EXPORT CONFIRME

Votre formation commerciale supérieure (BEC, ESSEC, ESC...) a été complétée par:
- une expérience de 2 ans minimum comme chef de produit dans l'une des sociétés leaders du marketing produits de grande consommation,
- une expérience de 2 à 5 ans dans la vente et le marketing à l'exportation de produits de marque.

Si à ces 2 expériences qui ont fait de vous un professionnel confirmé dans la vente et le marketing à l'exportation, vous pouvez ajouter les qualités personnelles qui requièrent ce poste:

- contact, sens de la vente
- dynamisme
- capacité d'autonomie
- sens des responsabilités
- rigueur, efficacité dans la gestion du temps et de l'argent investis.

ALORS, vous êtes proche du profil recherché.

Il vous faut de plus parler couramment anglais (et si possible aussi l'espagnol) et être disponible pour des déplacements à l'étranger (1/3 du temps) à partir de notre siège parisien.

La zone de vos responsabilités vaste et variée (Afrique - Asie du Sud-Est - Amérique du Sud - Japon - Pacifique Sud - Australie) ouvre un champ d'action diversifié et un réel potentiel de développement au sein d'une Division internationale dynamique.

Adresser votre C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle à la Direction du Personnel sous la référence JRVCD - 4, rue d'Anjou 75008 PARIS.

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent et de restituer aux inté-
ressés les documents qui leur ont été
confiés.

Le Monde INTERNATIONAL

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE
DE LAUSANNE
met au concours un poste de

PROFESSEUR DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Début d'inscription : 31 MAI 1988.

Entrée en fonctions : A CONVENIR.

Renseignements complémentaires auprès du professeur
B. Ischener, chef du département des matériaux, 34, ch.
de Bellerive, CH-1007 Lausanne.

Les personnes intéressées voudront bien demander le
dossier relatif à ce poste au :

Secrétariat général de l'Ecole polytechnique fédérale
de Lausanne, CE-Ecublens, 1015 Lausanne, Suisse.

A prominent american company, highly profitable and rapidly
expanding, is seeking for it's subsidiary in the french speaking
sector of Switzerland a

DIRECTOR OF FINANCE TO 750 000 F

The successful candidate should have a strong background in all
aspects of finance, including cost-accounting, and be able to
communicate well in french and english.

To apply in complete confidence, call 49-69-721649 from
9.00 a.m. to 6.00 p.m. (also on this saturday and sunday) or send
your c.v. with present salary to our consultant : F.F.M. Forschung für
Management GmbH, Grüneburgweg 95, 6000 Frankfurt 1, R.F.A.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

2^e arrdt
SÉLECTION DOLÉAC
PR. MONTORGUEL, loft
112 m², 1^{er} ét., B. de
fenêtre, s/f., 1.800.000.
42-33-12-23.

SENTIER
Immeuble pierre de taille,
3 p., cuisine, w.-c., bain.
A rénover. 48-34-13-18.

3^e arrdt
PROCHE HOTEL DROUOT
dans imm. 1900, 2^e étage,
app. 134 m², poss.
prof. de la rue, 2.500.000 F.
Tél. H.E. : 42-83-74-40.

PRÈS PL. DES VOSGES
3 P. 66 m², CHEMINÉE
1.400.000. 48-02-15-43.

OFFRES D'EMPLOIS

ARCHITECTE administrateur
de biens, expert comptable
ou économiste. 9^e arrdt.
cherche

JEUNE ARCHITECTE
DIPLOMÉ
Collaborateur salarié.
Tél. : 43-84-03-16.

REDE PUBLICITAIRE
MEDIA COSMOS
recherche

CHEFS
DE PUBLICITÉ
homme ou femme
pour son cabinet, campagne
La Rochelle - Pétrol.
Bonne formation, universitaire.

Envoyer C.V. + photo à
Alain RAYNAL
MEDIA COSMOS
4, rue Richemont,
75001 PARIS.

Recherche d'urgence
endossement-maquettistes,
expériences minimum 3 ans
dans VPC.
Tél. : 47-88-88-88
D. Soulier ou Fr. Maquière.

Organisation professionnelle
nationale recherche

LE CHEF DE SON
SERVICE FINANCIER
ET DE CONTRÔLE
BUDGETAIRE

Responsable d'une équipe
de 7 personnes, il assurera
le développement de l'informa-
tique et des méthodes
comptables.

Profil souhaité :
DECS ou équivalent
Exp. de la comptabilité
d'entreprise et d'associa-
tion. Pratique de l'informa-
tique. Environ 45 ans.

Adm. C.V. et photo sous pli
confidentiel à M. P. LUCAS,
PIERRE LUCAS, 10, rue
Louvain, 75002 PARIS
qui transmettra.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Vente très belle 505 GTI
84, 78 000 km, 45 000 F.
Tél. 64-00-81-50 travail
68-06-23-23 dom., ap. 20 h.

appartements ventes

16^e arrdt
PROX. HENRI-MARTIN
2 p., 34 m², 1^{er} ét., s/m
et jardin, imm. pierre de t.,
pout. prof. béton, chif. ind.
Part. : 45-24-59-58.

AUTUEL
EXCEPTIONNEL
L.H., 1 ch. + gde terrasse de
piers-pied. 47-20-10-72.

RUE POUSSIN
Imm. pierre de t., 80 m²,
réf. à nt. de l'iv., 1 ch.
et 6^e ét., asc. + ch. de serv.
Tél. : 47-30-10-72.

17^e arrdt
PROX. ÉTOILE
140 m² + services
DOLÉAC-RECEPTION + 3 ch.
Chauff. cent. indiv., bon état.
Part. : 45-24-59-58.

PTÉ CHAMPERRET
2^e étage, imm., 4 pièces
et 1/2, 1.315.000 F.

TOCQUEVILLE
EXCEPTIONNEL
5^e ÉTAGE ENTIER
176 m²
dans une résidence neuve, de
style totalement différent.
4.800.000 F.

BUREAU DE VENTE
125, rue Tocqueville,
ouvert tous les jours sauf les
mardi et mercredi.

Tél. : 46-22-37-42
GROUPE PIERRE 1^{er}

170 m², STYLE LOFT
RÉCEP. 4 CH. 2 BAINS
CUISINE DO. DÉCOR NEUF
MODERNE. 4.400.000 F.
BERNARD 48-02-13-43.

18^e arrdt
3 p. et 525 000 F
M. Simon, imm. 1988
travaux Menard 42-88-01-82.

LAMARCA
standing, 4 p., 84 m²,
w.-c., 15, rue du Jura
jeudi, vendredi, 12/17 h
42-02-57-78 matin.

RUE ORDENER
2^e étage, 4 p., 4/5 p.,
1^{er} et 2^e ét., balcon, bon
standing. 1.125.000 F.

19^e arrdt
HOUEY, bel appt, 2^e ét.,
4 p., 47 m² tout
confort, état neuf, 67-58
ou 42-02-57-78 matin.

20^e arrdt
SÉLECTION DOLÉAC
Buzemond, imm. 1974,
106 m², stand., 4 p., 1^{er} et
2^e ét., 3 ch., 2 b., 2 s.,
1.800.000 F. URGENT.

19^e arrdt
HOUEY, bel appt, 2^e ét.,
4 p., 47 m² tout
confort, état neuf, 67-58
ou 42-02-57-78 matin.

20^e arrdt
SÉLECTION DOLÉAC
Buzemond, imm. 1974,
106 m², stand., 4 p., 1^{er} et
2^e ét., 3 ch., 2 b., 2 s.,
1.800.000 F. URGENT.

19^e arrdt
HOUEY, bel appt, 2^e ét.,
4 p., 47 m² tout
confort, état neuf, 67-58
ou 42-02-57-78 matin.

20^e arrdt
SÉLECTION DOLÉAC
Buzemond, imm. 1974,
106 m², stand., 4 p., 1^{er} et
2^e ét., 3 ch., 2 b., 2 s.,
1.800.000 F. URGENT.

appartements achats

GROUPE DORESSAY
RECHERCHE ACHAT
PARIS RÉSIDENCE
HOTEL PARTICULAIRE
Tél. 45-48-43-94.

CABINET DOLÉAC
recherche pour clientèle
travaillant et étrangère
APPT. HOTELS PART.
BONNE S/P/Paris
PTE ET TERRAIN
BAILLEU OUEST
38, bd des Batignolles
75017 PARIS

MGN (33^e année)
recherche pour sa clientèle
travaillant et étrangère
APPT. HOTELS PART.
BONNE S/P/Paris
PTE ET TERRAIN
BAILLEU OUEST
38, bd des Batignolles
75017 PARIS

43-87-71-55 +
ÉPIRON-NOGENT-LE-ROI

PLURIMMO
72, bd Raspail, PARIS-8^e
RECHERCHE
APPT. DE CARACTÈRE
OU DE STYLE
pour clientèle étrangère.
Tél. (1) 48-48-23-01.

F. FAURE 45-87-95-17
11, rue Rousselle, 75007
Paris, recherche appt. sans
surplus, préférence rue gas-
sée avec ou sans travaux pour
clientèle étrangère.
PARIEN COMPTANT.

MALESHERBES 73
45-22-05-96
ACHÈTE COMPTANT
HOTEL PARTICULAIRE
APPARTEMENTS
BUREAUX - LOCAUX
USINES - TERRAINS

locations
non meublées
demandes

Paris
RÉSIDENTIE CITY
recherche VIDE ou MEUBLÉ
ou à louer par tit. et bon
prix. APPT. ET VILLAS
très grand et petit. résid.
Tél. : 45-27-12-19.

immeubles
M. FÉLIX-FAURE EXCEPT.
Imm. récent 4/5 p., 125 m²
+ TERRASSE 70 m²
Cabinet d'Ormesson.
Tél. : 42-93-20-36.

maisons
de campagne
A 9 km ROISSY
CHARLES-DE-GAULLE
MAISON RURALE A VENDRE
60-00-47-18.

locations non meublées offres

Paris
A LOUER
ENTRÉE PARTICULIÈRE
très grand deux pièces
NERTIA
Paris-18^e : 43-06-08-10.
Paris-3^e : 42-08-55-48.

DURCO
belle éd., 4 ch., asc., bois,
refait neuf, 4500 F + ch.
Tél. 45-87-96-16.

QUARTIER PASSY
Appart. gd stand., ent. et
s/c, 8 p., 190 m², 18.825 F.
PRÉAL 48-37-30-37.

12^e GARE DE LYON dans bel
imm. ancien, 5^e ét., asc., gd
p. ch. chif. ind. gaz. 8.500 F
+ 424 F + chif.
45-22-69-82 le matin.

Région parisienne
A LOUER GAGNY
Paris, 8 p., 190 m², 18.825 F.
8.424 F + chif.

LE RAINCY
Imm. nt. 5 p., 108 m²,
Paris, 8 p., 190 m², 18.825 F.
8.424 F + chif.

PRÉAIL 43-48-74-00.
A LOUER VINCENNES
Imm. stand., 2 p. 52 m²,
3 p., 68 m², 4 p., 78 m²,
5 p., 84 m², 6 p., 94 m²,
7 p., 104 m², 8 p., 114 m²,
9 p., 124 m², 10 p., 134 m²,
11 p., 144 m², 12 p., 154 m²,
13 p., 164 m², 14 p., 174 m²,
15 p., 184 m², 16 p., 194 m²,
17 p., 204 m², 18 p., 214 m²,
19 p., 224 m², 20 p., 234 m²,
21 p., 244 m², 22 p., 254 m²,
23 p., 264 m², 24 p., 274 m²,
25 p., 284 m², 26 p., 294 m²,
27 p., 304 m², 28 p., 314 m²,
29 p., 324 m², 30 p., 334 m²,
31 p., 344 m², 32 p., 354 m²,
33 p., 364 m², 34 p., 374 m²,
35 p., 384 m², 36 p., 394 m²,
37 p., 404 m², 38 p., 414 m²,
39 p., 424 m², 40 p., 434 m²,
41 p., 444 m², 42 p., 454 m²,
43 p., 464 m², 44 p., 474 m²,
45 p., 484 m², 46 p., 494 m²,
47 p., 504 m², 48 p., 514 m²,
49 p., 524 m², 50 p., 534 m²,
51 p., 544 m², 52 p., 554 m²,
53 p., 564 m², 54 p., 574 m²,
55 p., 584 m², 56 p., 594 m²,
57 p., 604 m², 58 p., 614 m²,
59 p., 624 m², 60 p., 634 m²,
61 p., 644 m², 62 p., 654 m²,
63 p., 664 m², 64 p., 674 m²,
65 p., 684 m², 66 p., 694 m²,
67 p., 704 m², 68 p., 714 m²,
69 p., 724 m², 70 p., 734 m²,
71 p., 744 m², 72 p., 754 m²,
73 p., 764 m², 74 p., 774 m²,
75 p., 784 m², 76 p., 794 m²,
77 p., 804 m², 78 p., 814 m²,
79 p., 824 m², 80 p., 834 m²,
81 p., 844 m², 82 p., 854 m²,
83 p., 864 m², 84 p., 874 m²,
85 p., 884 m², 86 p., 894 m²,
87 p., 904 m², 88 p., 914 m²,
89 p., 924 m², 90 p., 934 m²,
91 p., 944 m², 92 p., 954 m²,
93 p., 964 m², 94 p., 974 m²,
95 p., 984 m², 96 p., 994 m²,
97 p., 1004 m², 98 p., 1014 m²,
99 p., 1024 m², 100 p., 1034 m²,
101 p., 1044 m², 102 p., 1054 m²,
103 p., 1064 m², 104 p., 1074 m²,
105 p., 1084 m², 106 p., 1094 m²,
107 p., 1104 m², 108 p., 1114 m²,
109 p., 1124 m², 110 p., 1134 m²,
111 p., 1144 m², 112 p., 1154 m²,
113 p., 1164 m², 114 p., 1174 m²,
115 p., 1184 m², 116 p., 1194 m²,
117 p., 1204 m², 118 p., 1214 m²,
119 p., 1224 m², 120 p., 1234 m²,
121 p., 1244 m², 122 p., 1254 m²,
123 p., 1264 m², 124 p., 1274 m²,
125 p., 1284 m², 126 p., 1294 m²,
127 p., 1304 m², 128 p., 1314 m²,
129 p., 1324 m², 130 p., 1334 m²,
131 p., 1344 m², 132 p., 1354 m²,
133 p., 1364 m², 134 p., 1374 m²,
135 p., 1384 m², 136 p., 1394 m²,
137 p., 1404 m², 138 p., 1414 m²,
139 p., 1424 m², 140 p., 1434 m²,
141 p., 1444 m², 142 p., 1454 m²,
143 p., 1464 m², 144 p., 1474 m²,
145 p., 1484 m², 146 p., 1494 m²,
147 p., 1504 m², 148 p., 1514 m²,
149 p., 1524 m², 150 p., 1534 m²,
151 p., 1544 m², 152 p., 1554 m²,
153 p., 1564 m², 154 p., 1574 m²,
155 p., 1584 m², 156 p., 1594 m²,
157 p., 1604 m², 158 p., 1614 m²,
159 p., 1624 m², 160 p., 1634 m²,
161 p., 1644 m², 162 p., 1654 m²,
163 p., 1664 m², 164 p., 1674 m²,
165 p., 1684 m², 166 p., 1694 m²,
167 p., 1704 m², 168 p., 1714 m²,
169 p., 1724 m², 170 p., 1734 m²,
171 p., 1744 m², 172 p., 1754 m²,
173 p., 1764 m², 174 p., 1774 m²,
175 p., 1784 m², 176 p., 1794 m²,
177 p., 1804 m², 178 p., 1814 m²,
179 p., 1824 m², 180 p., 1834 m²,
181 p., 1844 m², 182 p., 1854 m²,
183 p., 1864 m², 184 p., 1874 m²,
185 p., 1884 m², 186 p., 1894 m²,
187 p., 1904 m², 188 p., 1914 m²,
189 p., 1924 m², 190 p., 1934 m²,
191 p., 1944 m², 192 p., 1954 m²,
193 p., 1964 m², 194 p., 1974 m²,
195 p., 1984 m², 196 p., 1994 m²,
197 p., 2004 m², 198 p., 2014 m²,
199 p., 2024 m², 200 p., 2034 m²,
201 p., 2044 m², 202 p., 2054 m²,
203 p., 2064 m², 204 p., 2074 m²,
205 p., 2084 m², 206 p., 2094 m²,
207 p., 2104 m², 208 p., 2114 m²,
209 p., 2124 m², 210 p., 2134 m²,
211 p., 2144 m², 212 p., 2154 m²,
213 p., 2164 m², 214 p., 2174 m²,
215 p., 2184 m², 216 p., 2194 m²,
217 p., 2204 m², 218 p., 2214 m²,
219 p., 2224 m², 220 p., 2234 m²,
221 p., 2244 m², 222 p., 2254 m²,
223 p., 2264 m², 224 p., 2274 m²,
225 p., 2284 m², 226 p., 2294 m²,
227 p., 2304 m², 228 p., 2314 m²,
229 p., 2324 m², 230 p., 2334 m²,
231 p., 2344 m², 232 p., 2354 m²,
233 p., 2364 m², 234 p., 2374 m²,
235 p., 2384 m², 236 p., 2394 m²,
237 p., 2404 m², 238 p., 2414 m²,
239 p., 2424 m², 240 p., 2434 m²,
241 p., 2444 m², 242 p., 2454 m²,
243 p., 2464 m², 244 p., 2474 m²,
245 p., 2484 m², 246 p., 2494 m²,
247 p., 2504 m², 248 p., 2514 m²,
249 p., 2524 m², 250 p., 2534 m²,
251 p., 2544 m², 252 p., 2554 m²,
253 p., 2564 m², 254 p., 2574 m²,
255 p., 2584 m², 256 p., 2594 m²,
257 p., 2604 m², 258 p., 2614 m²,
259 p., 2624 m², 260 p., 2634 m²,
261 p., 2644 m², 262 p., 2654 m²,
263 p., 2664 m², 264 p., 2674 m²,
265 p., 2684 m², 266 p., 2694 m²,
267 p., 2704 m², 268 p., 2714 m²,
269 p., 2724 m², 270 p., 2734 m²,
271 p., 2744 m², 272 p., 2754 m²,
273 p., 2764 m², 274 p., 2774 m²,
275 p., 2784 m², 276 p., 2794 m²,
277 p., 2804 m², 278 p., 2814 m²,
279 p., 2824 m², 280 p., 2834 m²,
281 p., 2844 m², 282 p., 2854 m²,
283 p., 2864 m², 284 p., 2874 m²,
285 p., 2884 m², 286 p., 2894 m²,
287 p., 2904 m², 288 p., 2914 m²,
289 p., 2924 m², 290 p., 2934 m²,
291 p., 2944 m², 292 p., 2954 m²,
293 p., 2964 m², 294 p., 2974 m²,
295 p., 2984 m², 296 p., 2994 m²,
297 p., 3004 m², 298 p., 3014 m²,
299 p.,

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans dimanche-jour. Signification des symboles : * Signifié dans le Monde radio-télévision • □ Film à éviter • On peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 16 mars

TF 1

20.45 Variétés : Sacré soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Bernard Tapie, Michel Leeb, Philippe de Broca, Philippe Noiret, Whitney Houston, Cock Robin, Eric Morena, Nicole Croisille, Pierre Bachelet, France Gall, Lise Loize, Sandra, Annabelle, Bill Baxter. 22.40 Magazine : Sirocco. De Denis Chegaray, présenté par Florence Guérin. Au paradis des vulcanologues : Maurice Kraft, Johnny Clegg, le Zoulou blanc, Momo, le ligand du Moyen-Orient : A l'assaut de l'Erebus. 23.35 Magazine : Météo sport. Football : FC Barcelone-Bayern Leverkusen (Coupe d'Europe UEFA à Barcelone). 1.20 Journal. 1.35 La Bourse.

A 2

20.35 Football. Coupe d'Europe des clubs champions : Eindhoven-Bordeaux (match retour). 22.40 Basket. Coupe d'Europe des clubs champions : Limoges-Baladeaux à Grenoble. 0.05 Informations : 24 heures sur la 2.

FR 3

20.30 Opéra : Madame Butterfly. Opéra en trois actes de Puccini, enregistré à la Scala de Milan en 1987. Avec Yasuko Hayashi, Hak Nam Kim, Peter Dvorak, Anna Caterina Antonacci, les Chœurs et l'Orchestre de la Scala de Milan, sous la direction de Lorin Maazel (retransmis simultanément en stéréo sur France-Musique). 23.05 Journal. 23.25 Musique, musique. Nuits, de Daquin, par François Houbard, orgue.

CANAL PLUS

19.30 Football. En direct d'Eindhoven, quart de finale match retour de la Coupe d'Europe des clubs champions : PSV Eindhoven-Girondins de Bordeaux. 21.20 Flash d'informations. 21.25 Cinéma : Même heure l'année prochaine. Film américain de Robert Mulligan (1978). Avec Ellen Burstyn, Alan Alda, Ivan Bonar. 23.20 Football. Coupe d'Europe des clubs champions. Real Madrid-Bayern Munich. 1.15 Magazine : Cinéma. 2.00 Série : Raviolo.

LA 5

20.30 Téléfilm : Implosion trois. De Robert Lewis, avec Heather Locklear, Terence Knox. Un psychopathe amoureux d'une femme. 22.20 Série : La loi de Los Angeles. 23.10 Série : Mission impossible. 0.00 Série : Matthew star (rediff.). 0.30 Série : Galactica (rediff.). 1.40 Shérif, fais-moi peur (rediff.). 2.30 Variétés : Châliérie (rediff.). 3.15 Asia de rêve.

M 6

20.00 Série : Espion mobile. La route de minuit. 20.50 Série : Dyanasia. Le suppléant (1^{re} partie). 21.40 Magazine : Libre et change. De Michel Polac. Sur le thème : Tchernozy-France, sont invités : Edouard Parker (coauteur avec Yves Lasser de l'ouvrage Tchernozy-France), Jean-Paul Chapira (coauteur avec Jean-Pierre Pharaud des Jeux de l'atome et du hasard), Alain Langier (chef de service de radiologie à l'hôpital Tenon). 23.00 Série : Bataillon police d'Etat. Meurtre au stade (2^e partie). 23.50 Six minutes d'informations. 0.00 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. Avec Raymond Forani, Hélène Delavan, C. Castellin et Denise Beaulieu. 0.45 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Ecrire à Madagascar. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. La mémoire et ses troubles. 22.40 Nuits magiques. Les bistrots (2^e partie). 0.05 De jour au lendemain, avec Jacques Duchateau. 0.50 Musique : Cade, Rock à l'ail.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en simultané avec FR3) : Madame Butterfly, opéra en trois actes de Puccini, par le Chœur et l'Orchestre de la Scala de Milan, dir. Lorin Maazel; sol. Yasuko Hayashi, Hak Nam Kim, Peter Dvorak, Gloria Zampagna. 23.07 Jazz-châ. En direct du Petit Opporun : le saxophoniste André Villégier.

Jeudi 17 mars

TF 1

13.45 Feuilleton : Dallas. 14.30 Variétés : La chance aux champions. 15.45 Quarté à Éry. 16.00 Magazine : L'après-midi assés. De Cécile Roger-Macquet. 16.45 Club Dorothée. 17.00 Série : Des agents très spéciaux. 18.05 Série : Agents tous risques. 18.55 Météo. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La rose de la fortune. 19.50 Bébés show. 20.00 Journal. 20.30 Météo et Tapé vert. 20.40 Magazine : La mode en 1000 mots. De Christophe Barthe. 21.00 Série : La France qui monte. 22.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 23.05 Magazine : Rapido. D'Antoine de Caunes. Spécial « pédés » : Katalina productions (société de production de films pornographiques) : Interview de Little Richard et de Tom de Finland (dessinateur) : Homosexuels dans le rock anglais : David Bowie, Boy George, Dépeche Mode, Human League, Marc Bolan : Les boîtes de nuit gays : La mode : Les homosexuels dans le cinéma. 23.35 Journal et Bourse. 23.50 Magazine : Météo sport. Box : championnat de France amateur à Aniche.

A 2

13.45 Feuilleton : James docteurs. 14.35 Magazine : Fête comme chez vous. De Frédéric Lepage. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Fête comme chez vous (suite). 16.25 Flash d'informations. 16.30 Variétés : Un D8 de pins. De Didier Barbelivien. 16.45 Récor A 2. 17.20 Série : Au fil des jours. Ann d'est pas tout seule. 17.50 Flash d'informations. 17.55 Série : Magma. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Magma. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.30 INC. Tours encastrables. 20.35 Cinéma : Pas de roses pour OSS 117. Film franco-italien de Jean-Pierre Desagnat et André Hunebelle (1968). Avec John Gavin, Margaret Lee, Curd Jurgens, Robert Hossein. A vrai dire, la paternité du film n'est pas très claire (un obscur cinéaste italien, Renzo Caruso, signant, selon certaines sources, cette coproduction majoritairement française). On comprend qu'on ne se batte pas pour laisser son nom au générique de ce navet. OSS 117, le héros de roman, était un sous-James Bond : ses aventures correspondent donc à la série B des films d'espionnage, celle-ci — parmi les plus récentes — touche le fond. Pour amateur de Kisch, 23.15 Magazine : Édition spéciale. D'Alain Wiedler, présenté par Claude Sérillon. La fièvre du jeu. 23.15 Informations : 24 heures sur la 2.

FR 3

13.30 Magazine : La vie à plein temps. Présenté par Gérard Morel. 14.00 Magazine : Thaboua (rediff.). 14.50 Magazine : Montagne (rediff.). 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Têta-Caroline. Présenté par Caroline Tresca. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Feuilleton : La dynastie des Forsyte. 17.30 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 17.35 Dessin animé : L'oiseau bleu. 18.00 Série : Traqu Coastal. Le bordel millénaire. 18.25 Magazine : Flash mag. De Patrice Drevet. 18.30 Feuilleton : Une mère pas comme les autres. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.55 Dessin animé : Diplôme. 20.05 Jeu : La classe. 20.30 Téléfilm : Le dénommé. De Joseph Drimal, d'après l'œuvre de Sheridan Le Fanu. Avec Pierre Vanock, Annie Jarry, André Fomassart, Valérie Wolf. Un juge qui n'est pas au-dessus de tout soupçon. 21.30 Documentaire : Les chroniques de France. Une série de Jean-Claude Bringer. Mon grand-père Félix, marin breton. D'Hervé Baslé (2^e partie). 22.25 Journal. 22.45 Magazine : Océaniques. Sept voyageurs du réel : 4. Table rase de Christian Zarifian. Le bombardement du Havre, en septembre 1944. 0.00 Musique, musique.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Shining. Film américain de Stanley Kubrick (1980). Avec Jack Nicholson, Shelley Duvall, Danny Lloyd, Scatman Crothers. 16.10 Cinéma : Rue de l'Éstrapade. Film français de Jacques Becker (1952). Avec Anne Vernon, Louis Jourdan, Daniel Gélin, Jean Servais. 17.45 Cabine en direct. Lazer tag. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Dessin animé. 18.25 Dessin animé : Le plat.

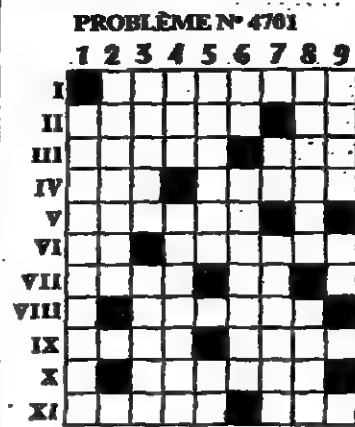
Audience TV du 15 mars 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	52,9	25,3	11,1	3,2	2,1	9,0	5,3
19 h 45	60,8	29,1	11,1	3,2	6,9	4,2	6,3
20 h 18	70,9	21,2	25,9	7,9	7,9	3,7	4,2
20 h 55	78,3	21,7	28,8	6,9	7,4	11,1	5,3
22 h 08	78,8	20,1	29,8	6,3	6,8	13,2	6,3
22 h 44	34,4	7,4	9,5	4,2	2,8	9,0	1,6

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Se mettre à mordre. — II. On choisit les plus beaux quand on est de la partie. Météo d'une tante pour les enfants. — III. Oh l'on peut en voir de toutes les couleurs. Langue ancienne. — IV. Est fort. Couche dans une coquille. — V. Un vieux manteau. — VI. En ville. Un militaire vraiment pas civil. — VII. Eut des gestes augustes. Qui devra être acquiescé. — VIII. Se présente parfois en flocons. — IX. Gros, c'est un cornichon. Une épreuve ou une coquille. — X. Se font plumer. — XI. La coupe par un débutant. A l'esprit caustique.

VERTICALEMENT

1. Qu'on peut donner à repasser. — 2. Peut se trouver dans un panier de crabes. — 3. Diminue la valeur d'un bien. Qui a donc cessé de résister. — 4. Peut être tiré d'un cion. Est abattu par le bourreau. — 5. Disciple de saint Polycarpe. Utile pour ceux qui ont peur des piqures. — 6. Préposition. Grande sécheresse. — 7. Un agrément d'autrefois. L'administration les appelle accordeurs. — 8. Procéder à un allongement. Utile pour le boucher. — 9. Le commencement de la fin. En France.

Solutions du problème n° 4700

Horizontalement
I. Tailleurs. — II. Orgue. Rue. III. Rentrée. — IV. Atomes. — V. Hares. Or. — VI. En. Eau. — VII. Na! Reines. — VIII. Visage. — IX. Nid. Untel. — X. Ante. Éole. — XI. Tester. Us.

Verticalement
1. Torche. Idem. — 2. Arc. Aviné. — 3. Ignare. Idem. — 4. Lustrer. St. — 5. Lérot. Eau. — 6. Enseigner. — 7. Liré. Aneto. 8. Ru. Soue. Eau. — 9. Set. Saldé.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 15 mars 1988 :

DES DÉCRETS

• N° 88-234 du 9 mars 1988 portant publication de la convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome le 26 octobre 1961 ;
• N° 88-235 du 9 mars 1988 portant publication du protocole additionnel à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance relatif au financement à long terme du programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP), fait à Genève le 28 septembre 1984 et signé par la France le 22 février 1985.

DES ARRÊTÉS

De 4 et du 9 mars 1988, relatifs à la frappe et à la mise en circulation des pièces commémoratives de 100 F et de 10 F.
• Du 9 mars 1988 fixant les caractéristiques de la nouvelle pièce de 10 F.
• Du 15 février 1988 relative à l'utilisation de la 0,08 % (fraction prioritaire de la participation des employeurs à l'effort de construction). — Orientations prioritaires pour 1988.

UNE CIRCULAIRE

• Du 15 février 1988 relative à l'utilisation de la 0,08 % (fraction prioritaire de la participation des employeurs à l'effort de construction). — Orientations prioritaires pour 1988.

EN BREF

• Journée portes-ouvertes. — Le centre Trudaine de formation commerciale organise le samedi 19 mars, de 10 heures à 17 heures, une journée portes-ouvertes sur la bureautique, la télématique, la communication, les relations internationales en Europe et dans le monde. Cycles de formation en trois ans, deux ans, un an ou six mois.

* Renseignements : Centre Trudaine de formation commerciale, 35, avenue Trudaine, 75009 Paris. Tél. : 42-90-23-23.

MÉTÉOROLOGIE

Évaluation probable du temps en France entre le mercredi 16 mars à 0 h TU et le jeudi 17 mars à 24 h TU.

La perturbation qui a traversé le pays dans la journée de mercredi s'éloigne vers l'Europe centrale. La France se trouve alors soumise à un courant d'air frais et instable de nord-ouest. Les averses seront fréquentes sur le nord et l'est du pays, mais épargneront les régions océaniques où se développera une hausse de pression.

Jour : nuages, éclaircies et averses se partageront le pays.

De la Normandie et du Nord au Centre, à Rhône-Alpes et au Nord-Est, régnera un temps variable avec éclaircies et averses. Il neigera en montagne à partir de 800 mètres d'altitude.

De la Bretagne au Poitou-Charentes et au Massif Central, la journée défilera sous un ciel gris et faiblement pluvieux. Les pluies cesseront en milieu de journée.

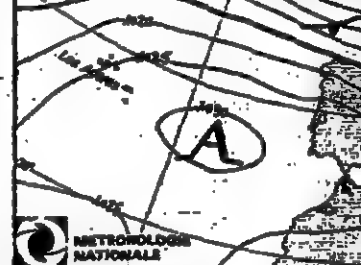
Sur le sud de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées, des pluies assez fortes persisteront du matin au soir, occasionnant un dégel immédiat des Pyrénées. Au nord de la Garonne, en revanche, des éclaircies verront le jour en début d'après-midi.

Sur le Langue-d'Océan et la Provence-Côte d'Azur, mistral et tramontane dégrèleront le ciel. Seule la Corse gardera un temps passablement nuageux avec quelques averses.

Un vent de nord-ouest faible à modéré s'installera sur le pays, il sera assez fort dans le Midi méditerranéen. Les températures minimales seront comprises entre 6 et 10 degrés du Nord-Est au Sud-Ouest.

Quant aux températures maximales, elles varieront entre 7 et 10 degrés sur le Nord, le Nord-Est et le Centre, 12 et 14 degrés sur le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, 14 et 16 degrés sur le Sud-Est.

SITUATION LE 16 MARS 1988 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 16 MARS À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS À 0 HEURE TU



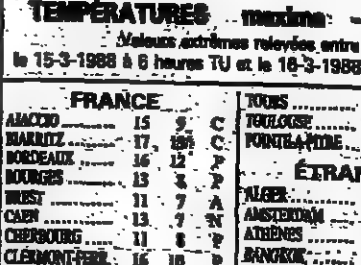
PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS À 0 HEURE TU



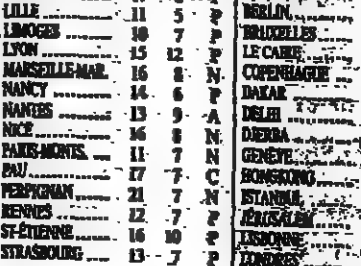
PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS À 0 HEURE TU



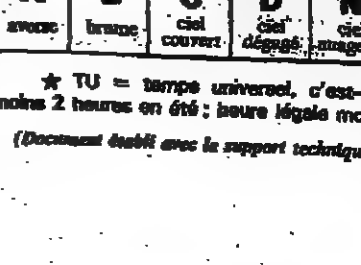
PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS À 0 HEURE TU



SOMMAIRE

■ Le budget britannique pour la période avril 1988-mars 1989 comporte une petite révolution fiscale, avec un impôt sur le revenu très allégé dans ses taux (deux tranches seulement subsistent, à 25% et 40%). Malgré ces allègements, le budget est présenté en excédent (lire ci-contre).

■ Sur le front des OPA : la Société générale de Belgique tiendra une assemblée générale le 14 avril, alors que l'on prête à Carlo De Benedetti l'intention de se séparer de Buitoni (lire page 32).

■ La multiplication des OPA et des accords d'entreprises aboutit à une nouvelle répartition du pouvoir économique (lire page 33).

La présentation du budget britannique

Important allègement de l'impôt sur le revenu

En présentant, mardi 15 mars, son projet de budget pour 1988-1989, M. Nigel Lawson, le chancelier de l'Échiquier, a provoqué des réactions extrêmement vives : enthousiasme du patronat, satisfaction mêlée d'inquiétude des boursiers, interrogation des économistes, colère de l'opposition et des syndicats. Le président du patronat britannique, le CBI, M. David Nickson, a immédiatement déclaré : « C'est le budget que nous attendions. Il permettra de conforter la reprise économique et de relancer la confiance des milieux industriels. » Le CBI s'est d'autre part félicité de la reconnaissance par le chancelier de la nécessité de taux de change stables.

L'ampleur des allègements fiscaux accordés au contribuable (près de 4 milliards de livres) a été accueillie avec satisfaction, mais sans plus, à la Bourse, qui s'attendait à moins de largesse et craint maintenant une accélération de l'inflation. Le Stock Exchange a terminé mardi en hausse modérée, mais d'après certaines informations, la Banque d'Angleterre serait intervenue en vendant des livres sterling pour ralentir la hausse de la monnaie britannique.

Le budget britannique pour la période 1^{er} avril 1988 - fin mars 1989 comporte de très importants changements de la fiscalité, des changements que M. Nigel Lawson, en les rendant publics le mardi 15 mars, n'a pas hésité à qualifier de « réforme radicale ». Cette réforme,

M. Neil Kinnock, leader de l'opposition travailliste, a déclaré que le discours de M. Lawson, en particulier la suppression des tranches d'imposition supérieures, « engendre la colère » devant « une immense injustice ». « M. Lawson a donné beaucoup d'argent à ses amis et rien aux pauvres », a-t-il déploré.

La présentation du budget fera date dans l'histoire parlementaire et politique de la Grande-Bretagne. Jamais un tel brouhaha n'avait eu lieu. Les députés de l'opposition travailliste ont sifflé, hué les principales mesures de la réforme fiscale, la réduction de 60% à 40% de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu. Une telle mesure en faveur des plus riches a choqué les députés d'opposition, qui l'ont fait savoir. « Quelle honte ! quelle honte ! » ont-ils crié. Le tollé était tel que le président de la Chambre des communes a dû, à deux reprises, suspendre la séance.

La livre, mercredi matin, après une brève poussée à la hausse, était revenue à son niveau antérieur.

qui porte essentiellement sur l'impôt sur le revenu, aboutit à une réduction de la fiscalité de 4 milliards de livres, soit environ 42 milliards de francs.

L'impôt sur le revenu comporte actuellement six tranches, imposées à 27%, 40%, 45%, 50%, 55% et 60%. Ces taux avaient été abaissés en 1979, lorsque M. Thatcher avait succédé aux travaillistes : le taux le plus bas de 33% avait été porté à 27% ; le taux le plus élevé, de 63%, avait été porté à 60%.

Les conservateurs, qui s'étaient toujours fixés comme objectif principal de réduire très sensiblement l'impôt sur le revenu, récidivent. Le budget 1988-1989, qui commencera à s'appliquer au début d'avril, prévoit deux taux seulement d'imposition : 40% pour le plus élevé ; 25% pour le plus bas. Dans ce barème extrêmement simplifié - l'un des plus simplifiés du monde - quatre taux ont donc disparu.

C'est aussi dire que la tranche d'imposition maximum revient de 60% à 40%, alors que la tranche la plus basse - dans laquelle se situent 19,9 millions de contribuables sur 21 millions - n'est que légèrement diminuée (de 27% à 25%). Cependant, M. Lawson a promis que le taux de 25% serait ramené à 20% « dès que possible ».

Autre allègement fiscal non négligeable : les abattements à la base sont relevés de 7,5%, soit deux fois plus que l'inflation. Les célibataires

ne seront plus imposés au-dessous de 2 605 livres de revenus annuels (2 270 F par mois environ), les hommes mariés au-dessous de 4 095 livres (3 570 F par mois environ).

Le régime d'imposition des femmes mariées, qui n'avait guère changé depuis le dix-neuvième siècle, est, lui aussi, modifié. L'épouse pourra désormais être totalement indépendante sur le plan fiscal, tandis que certaines dispositions qui privilégiaient les couples en union libre par rapport aux couples mariés sont supprimées (régime de détaxation des prêts au logement).

Incitation à l'épargne

L'abattement fiscal sur les successions est relevé à 110 000 livres, contre 90 000 livres (115 000 F, contre 95 000 F environ). Le barème des droits de succession comporte un taux unique à 40%, contre un taux maximum de 60% jusqu'à présent. La taxe sur les plus-values est corrigée : le calcul de la plus-value imposable ne prendra plus en compte les hausses dues à l'inflation des années avant 1982.

Les avantages fiscaux à l'épargne sont améliorés. Le montant d'actions que le contribuable peut acheter dans l'année en bénéficiant d'une exonération des dividendes est relevé de 2 400 à 3 000 livres (25 000 F à 31 000 F environ).

Pour la fortune

M. NIGEL LAWSON, le chancelier de l'Échiquier britannique, a bien de la chance. Les recettes fiscales de l'État ont permis de présenter, ce mardi 15 mars, un budget en or, réalisant le rêve impossible de tout ministre des finances : l'équilibre entre dépenses et recettes, doublé d'une belle impasse des impôts qui prend les apparence d'une petite révolution fiscale.

Le budget - 1987-1988 - qui s'achève est déjà la preuve de la réussite des deux. Voté l'an dernier en léger déficit (4 milliards de livres, soit 42 milliards de francs) grâce à quelques 5 milliards de privatisations (52 milliards de francs) qui ont permis de présenter, ce mardi 15 mars, un budget en or, réalisant le rêve impossible de tout ministre des finances : l'équilibre entre dépenses et recettes, doublé d'une belle impasse des impôts qui prend les apparence d'une petite révolution fiscale.

Le budget - 1987-1988 - qui s'achève est déjà la preuve de la réussite des deux. Voté l'an dernier en léger déficit (4 milliards de livres, soit 42 milliards de francs) grâce à quelques 5 milliards de privatisations (52 milliards de francs) qui ont permis de présenter, ce mardi 15 mars, un budget en or, réalisant le rêve impossible de tout ministre des finances : l'équilibre entre dépenses et recettes, doublé d'une belle impasse des impôts qui prend les apparence d'une petite révolution fiscale.

Peu de grands pays industrialisés peuvent se vanter d'un pareil résultat. Même si cela prête à interrogation : l'État vend ses entreprises, la forte croissance britannique pourvue de rentrées fiscales est menacée à terme par le déséquilibre des comptes extérieurs. Enfin, le pétrole de la mer du Nord (4 milliards de livres, soit 42 milliards de francs) est une ressource fragile.

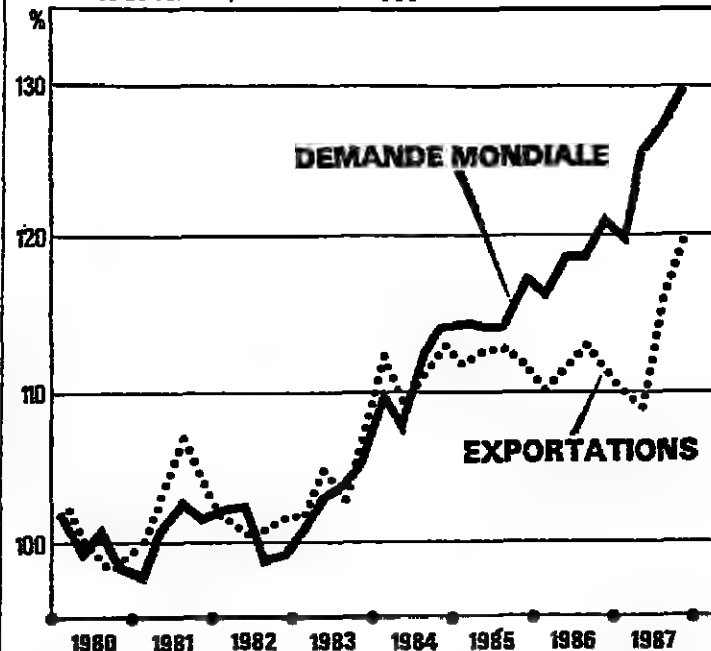
Il n'empêche. Voilà la Grande-Bretagne, ou plus exactement les conservateurs, qui réalisent un vieux rêve : réduire fortement l'impôt sur le revenu, et bien sûr l'impôt des plus fortunés. Le barème, qui avait déjà été sensiblement allégé lorsque M. Thatcher était arrivée au pouvoir en 1979 - le taux le plus élevé d'imposition à 63% avait alors été supprimé - se trouve-t-il est profondément bouleversé.

Des six taux existants, qui s'élevaient de 27% à 60%, n'en subsistent plus que deux : 25 et 40%. Qui dit mieux ? Bien sûr cette réforme extrême va d'abord favoriser les plus riches de la nation, et l'opposition, quand elle a appris la nouvelle, a littéralement accusé M. Lawson, l'accusant d'injustice scandaleuse. Difficile de démontrer le contraire.

Le chancelier n'en a pas moins sa logique, qui est de stimuler l'appétit du gain dans un pays où le dynamisme économique faisait singulièrement

Exportation et demande mondiale

Indices de volume ; base 100 en 1980



La reprise des exportations françaises de produits manufacturés a été contrastée à partir de 1983. Elle ne suit que très imparfaitement la reprise de la demande mondiale, avec, même, une rupture marquée en 1985 et en 1986. Les pertes de parts du marché sont de l'ordre de 3% à 4% pour ces deux années. Sur l'année 1987, malgré un rattrapage au second semestre, ces pertes restent d'environ 4%.

La première banque du Texas appelle à l'aide les autorités fédérales

La First Republic Bank Corp., première banque du Texas, cherche à obtenir l'aide des autorités fédérales, en l'occurrence la Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), qui garantit les dépôts jusqu'à 100 000 dollars par compte. La banque texane, qui résulte d'une fusion entre deux établissements l'an dernier, a perdu 656 millions de dollars en raison des provisions constituées sur un portefeuille de 15 milliards de dollars de crédits, dont 17%, soit 2,5 milliards, sont considérées comme créances douteuses. Pour l'exercice 1988, le déficit

de la banque pourrait atteindre 450 millions de dollars, ce qui pousse les clients à retirer leurs dépôts : 600 millions de dollars en cinq jours. A l'origine de ces pertes, on trouve le marasme de l'immobilier au Texas, provoqué par la baisse des cours du pétrole, qui a freiné l'activité économique.

Si la FDIC volait au secours de cette banque, ce serait sa plus importante opération de sauvetage, après celle de la Continental Illinois, en 1984 (5 milliards de dollars).

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Société burkinabe des fibres textiles (SOFITEX), BP 147, Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) lance un appel d'offres international pour la fourniture de matériel d'équipement électrique dans le cadre de la réalisation d'une usine d'égrenage de coton à Bobo-Dioulasso.

- Lot 1 : Moyenne tension.
- Lot 2 : Coffrets et armoires électriques.
- Lot 3 : Moteurs et démarreurs.
- Lot 4 : Câbles.
- Lot 5 : Matériel de distribution électrique.

Financement : Caisse centrale de coopération économique. - La concurrence est ouverte à égalité de conditions à toute entreprise ou fournisseur membre de la zone franc.

Date et lieu de livraison : Sur le site de l'usine à Bobo-Dioulasso, six (6) mois au plus tard à compter de la notification du marché.

Dossier d'appel d'offres. - Le cahier des charges peut être obtenu aux adresses suivantes contre remise d'un chèque certifié de 100 000 F CFA établi au nom de la SOFITEX (ou de 2 000 FF au nom de la CFDT) :

- SOFITEX, direction générale, BP 147, Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) ;
- SOFITEX, direction régionale, BP 1650, Ouagadougou (Burkina Faso) ;
- CFDT (DIE), 13, rue de Monceau, 75008 Paris (France).

Tél. : (1) 43-59-53-95.

Remise des offres. - Les offres doivent parvenir à la SOFITEX, BP 147, Bobo-Dioulasso, au plus tard le 28 MARS 1988 à 17 heures.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Président de la BNP à Singapour

Le Président René Thomas, accompagné de M. Jacques Henri Wahl, Directeur Général, vient de séjourner à Singapour.

A cette occasion, la délégation a été reçue par M. Lee Kuan Yew, Premier Ministre, M. Richard Hu, Ministre des Finances, ainsi que par M. Pillay, Managing Director de la "Monetary Authority of Singapore".

Le Président Thomas a également rencontré les principaux dirigeants des milieux d'affaires, clients de la BNP, présente à Singapour depuis 20 ans.

Sur cette place financière, parmi les toutes premières en Asie, le groupe BNP est particulièrement actif. Son rôle de banque commerciale à vocation régionale s'étend à un large éventail d'entreprises et de particuliers dans les pays de l'ASEAN.

Au cœur d'une région où le groupe est par ailleurs fortement implanté, son dispositif est complété par une filiale de banque d'affaires, la BNP INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES LIMITED.

Singapour



INSTITUT DE GESTION SOCIALE

DEUXIÈME CYCLE DE GESTION DU PERSONNEL

12 mois de formation haut niveau.
7 mois de stages spécialisés en entreprise.

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou deux ans de Prépa.

CONCOURS : 1^{re} session 25 avril 1988

Inscriptions immédiates.

Tél. : 47 66 84 22

Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

veuillez recevoir une brochure détaillée du 2^e cycle de Gestion du Personnel.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris

Etablissement privé d'enseignement supérieur

هنا من الامم

Économie

SOCIAL

Rayon « fautes graves »

Les grands de la distribution ne supportent plus les petits larcins de leurs employés et licencient les personnes qui se rendent coupables de telles « fautes graves ».

Dernier exemple en date, deux vendeuses du rayon fruits et légumes de l'hypermarché Auchan de la Miesse, près du Mans, viennent de perdre leur emploi. A la fermeture du magasin, elles avaient mangé des morceaux d'un ananas proposé à la dégustation de la clientèle.

Le 12 mars, une employée du supermarché Mammouth à Epinal (Vosges) recevait une lettre de licenciement. Elle avait été surprise par son chef de rayon en train de prendre une poignée de bonbons.

La semaine dernière, aux Nouvelles-Galeries de Bordeaux, une salariée du service comptabilité subissait un sort identique. Elle avait omis de payer, avec ses autres achats, une tablette de chocolat prise dans le rayon du libre-service. En août 1984, dans le même magasin, une vendeuse avait été licenciée pour avoir dérobé une prune (le Monde du 12 mars).

Déjà, dans leurs causes mais pas dans leurs effets, ces affaires connaissent des suites judiciaires d'une rare sévérité quand elles sont jugées par la chambre sociale de la Cour de cassation. Par deux fois, en février 1986 et en octobre 1987, celle-ci a confirmé le bien-fondé d'un licenciement prononcé après un vol de bonbons (d'ailleurs) et le vol d'une paire de lacets.

On suivra donc avec attention les suites données à une affaire semblable où une employée de l'hypermarché Mammouth de Périgueux avait été licenciée pour avoir mangé un croissant. Le conseil des prud'hommes a « proposé », le 14 mars, la réintégration de la salariée en cause et un protocole d'accord autorisant le personnel à prendre une légère collation quotidienne. « La dénonciation d'un usage établi devrait faire l'objet d'une information individuelle », ont estimé les juges.

A. Le.

● Sixième préavis de grève pour le semaine prochaine à Air Inter. — Les trois syndicats de pilotes (SNPL et SPAC) et d'officiers résidentiels (SNOMAC) d'Air Inter ont déposé, mardi 15 mars, un sixième préavis de grève matinal (de minuit à 8 heures) pour la semaine du 21 au 25 mars. Ce mouvement a très peu d'incidences sur le trafic, la direction effectuant des affectations.

AFFAIRES

La bataille pour le contrôle de la Société générale de Belgique

Une assemblée générale de la SGB convoquée pour le 14 avril

La Société générale de Belgique réunira une assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires le 14 avril prochain. La décision a été prise par le conseil d'administration, le mardi 15 mars. Cette assemblée devrait permettre de clarifier enfin l'imbroglio financier dans lequel est plongé le groupe belge depuis deux mois, en autorisant un

décompte précis des actions détenues par les deux rivaux, le groupe De Benedetti et Suez.

L'enjeu reste fondamental pour la Belgique comme en témoigne la situation des Ateliers de Charleroi, entreprise située au cœur du devenir belge dans les technologies électriques et électroniques.

Les Ateliers de Charleroi au cœur de l'avenir industriel belge

BRUXELLES
de notre correspondant

« Allez, j'ai été quand même fier d'apprendre qu'un Rital était sur le point de reprendre la première société belge ! » Emilio, fils d'un mineur sicilien arrivé en Belgique avant la seconde guerre mondiale, fait partie des vingt-cinq mille Italiens installés à Charleroi. Travaillant aux Ateliers de constructions électriques de Charleroi (ACEC), une des principales entreprises de la région, avec quatre mille sept cents employés, il suit de très près la saga de l'offensive contre la vieille dame. Non seulement parce qu'un de ses « pays » en est un des principaux protagonistes, mais aussi et surtout parce qu'il sait bien que le sort de son entreprise se joue sans doute en ce moment : les ACEC ont en effet été repris par la Société générale de Belgique en 1985.

Le maire de Charleroi, M. Jean-Claude Van Cauwenbergh — rien d'un « Rital » — était lui aussi intervenu, lorsque M. André Leysen, le patron de Gevaert, avait tenté de fédérer sous sa houlette les actionnaires belges. Il avait déclaré : « Dans cette hypothèse je préfère nettement un Carlo De Benedetti italien à un De Benedetti flamand. »

Le « condottiere » à la cote dans le pays noir. C'est ainsi qu'une dévotion de travailleurs des ACEC est venue rendre visite à un de ses « lieutenants, français », M. François Sureau, au vingt-troisième étage de l'hôtel Hilton de la capitale. « Nous avons entendu les déclarations de Carlo De Benedetti », explique M. Robert Hénaux, le syndicaliste qui dirigeait la délégation. « Alors nous avons voulu nous rendre compte sur place. Pour nous, de toute manière, Carlo De Benedetti pourrait difficilement faire plus mal que la Générale. »

En Wallonie, et principalement dans cette région de Charleroi terriblement touchée par la crise, la

Générale — et ce qu'elle représentait comme symbole de l'« establishment » bruxellois — était souvent considérée comme responsable d'une partie du marasme ambiant. « Après avoir conquis la Wallonie, pris le contrôle de tout ce qui pouvait rapporter dans la région, la Générale a massivement désinvesti pour aller ailleurs », disent les syndicalistes.

La reprise des ACEC, en 1985, en association avec la Compagnie générale d'électricité française, avait pourtant été accueillie très favorablement. Le retour, en quelque sorte, de la grand-mère prodigieuse. D'autant plus que les propriétaires précédents, Westinghouse, n'avaient pas laissé un souvenir impérissable. Ballottés de partenaires étrangers en partenaires étrangers, les ACEC se mouraient. « Nous n'avons jamais vu les actionnaires, comme s'ils se désintéressaient totalement de nous. En revanche, nous avons tout de suite rencontré M. Davignon qui nous a expliqué la stratégie que la Société générale avait en vue pour les ACEC », commentent des dirigeants syndicaux. Les objectifs étaient ambitieux et singulièrement celui d'avoir enfin à verser des dividendes aux actionnaires.

Nécessaire spécialisation

Mais les moyens utilisés ne furent pas tous des plus souples. Et les syndicats se sont vite mis à déplorer que l'effectif soit ramené de six mille emplois en 1985 à trois mille deux cents actuellement. « En 1985, la productivité des ACEC était de 2 millions de francs belges par salarié, elle est aujourd'hui de 3,2 millions de francs belges », rétorquent les dirigeants qui, en passant, précisent que cette productivité est de près de 8 millions de francs belges dans les entreprises similaires au Japon. « Nous allons passer, explique M. Pierre Kleas, le patron de l'entreprise, de la culture propre aux grands mono-

lithes à la culture plus conviviale d'un ensemble réparti en unités d'action à échelle humaine. »

Cela signifie essentiellement que les ACEC vont devoir suivre un double mouvement : spécialisation et filialisation. Spécialisation, car les ateliers ne peuvent plus rester ce qu'ils sont actuellement, à savoir un véritable puzzle de petites et moyennes entreprises fédérées avec une diversité surréaliste de production : de l'électroménager de grande consommation aux locomotives en passant par l'alimentation électronique d'Ariane. Quatre pôles de développement prioritaires ont été choisis : l'électromécanique, l'électronique, la télématique industrielle et la mécanique thermique. Filialisation ensuite, car il s'agit d'assombrir et d'alléger les structures.

Quel que soit le vainqueur final — si vainqueur il y a — de la lutte pour le contrôle de la Société générale de Belgique, celui-ci pourra difficilement choisir une voie très différente pour les ACEC. Le plus important est là : « La Belgique, explique M. Pierre Kleas, est le seul pays où la Communauté industrielle de la Région industrielle. Or les ACEC dépendent beaucoup des commandes publiques. Que ce soit pour la huitième centrale nucléaire du pays, la participation à l'avion de combat pour l'an 2000 ou le TGV, les Ateliers de Charleroi pourraient être partie prenante à condition que les pouvoirs publics leur en donnent les moyens. Les futurs patrons de la Société générale de Belgique devront donc comprendre à quel point ce holding a besoin d'une stratégie industrielle mais qui sera nécessairement définie en accord avec l'Etat. »

En attendant, les ouvriers des ACEC, comme ceux des centaines d'entreprises dépendant de la Société générale de Belgique, aimeront bien connaître le nom de leurs futurs « patrons ».

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Un échec dans les technologies de pointe

La CGE abandonne les lasers civils

Echec dans les technologies de pointe, pour la Compagnie générale d'électronique (CGE) : ce groupe vient de décider de réduire de moitié ses effectifs dans sa filiale Cilas-Alcatel, spécialisée dans les lasers, au moment même où son concurrent allemand Siemens annonce qu'il renforce son implantation aux Etats-Unis dans ce secteur en rachetant une firme outre-Atlantique.

Cilas-Alcatel se concentre sur les activités militaires et abandonne ses fabrications, comme le matériel médical (laser pour la chirurgie), jugées moins porteuses. En conséquence, l'entreprise va supprimer 228 emplois sur les 476 qu'elle compte encore et fermer son usine lorraine de Florange, qui avait pourtant reçu 80 millions d'aides publiques en 1984. Cette usine n'avait jamais atteint les objectifs fixés à cette date avec les pouvoirs publics, soucieux d'encourager la reconversion industrielle de la Lorraine. Au lieu des 250 emplois promis en 1984, elle en a créé 28. Cilas-Alcatel dans son ensemble qui a employé jusqu'à 700 personnes

en 1985, avait déjà supprimé 150 emplois il y a un an.

Selon la CGE, l'optique (mariage de l'électronique et de l'optique) n'a pas rempli ses promesses, et le marché est loin d'avoir atteint les 20 ou 30 % de croissance escomptés. Les nombreuses firmes créées ne sont donc pas en bonne santé et la concurrence est rude. Cilas affiche aussi pour 1987 une perte de 90 millions de francs pour 300 millions de chiffre d'affaires.

Siemens annonce, de son côté, qu'il rachète la division lasers industriels de la firme américaine Spectra-Physics Inc. Sa filiale Rofin-Sinar assure la direction industrielle de la division, transformée en filiale. Rofin-Sinar, qui a déjà des filiales en Italie, présente au Japon, renforce ainsi sa position internationale.

La différence de stratégie entre Siemens et le groupe français (« le Monde Affaires » du 19 septembre 1987), qui préfère le marché militaire « protégé », est frappante.

F. V.

● RECTIFICATIF. — Une erreur nous a fait écrire dans le Monde du 16 mars, sous les graphiques « Produits français et concurrence internationale » : « En France, la situation ne

cesse de se dégrader depuis 1986, à cause de la dépréciation de notre monnaie face au deutschemark. » Il fallait lire : « En France, la situation a cessé de se dégrader. »

Buitoni cédé à Nestlé ?

M. Carlo De Benedetti s'apprête à céder le contrôle de Buitoni à Nestlé. La rumeur en courait depuis quelques semaines à la bourse de Milan où l'action du groupe alimentaire, célèbre pour ses pâtes, était passée de 5 325 lire à la mi-janvier à 10 100 lire le 15 mars. Nestlé, comme par ailleurs Philips, ne sont pas des groupes à engager leur signature à la légère. Lors de l'annonce de leur entrée dans le holding Europe 92 montée par M. De Benedetti pour participer au capital de la Générale de Belgique, il paraissait évident que l'ingénieur aurait à monnayer cher cet appui prestigieux.

Tandis que les rumeurs sur une association de Philips avec Olivetti (base industrielle du capitaliste italien) s'amplifient, les spéculations sur une cession de Buitoni au géant suisse de l'agro-alimentaire allaient bon train. Elles se fondaient notamment sur les recensements en cours dans les secteurs des plats cuisinés, des surgelés et du chocolat en Europe. On a d'abord pensé que M. De Benedetti se séparerait de sa filiale confiserie Perugini qui, de l'avis même de son propriétaire, n'avait pas la taille européenne face aux géants Cadbury, Rowntree-Mackintosh, Jacoby, Suchard et... Nestlé. La CRI, holding de M. De Benedetti, a cependant fait savoir, début

février, qu'en lui avait fait beaucoup d'offres par l'intermédiaire de vendeurs. Un démenti plutôt mou qu'on traduit généralement à Milan par « nous attendons une meilleure offre ». On pouvait voir dans ce démenti le signe d'une négociation plus large concernant la maison mère Buitoni était en cours.

Après avoir démenti vigoureusement, le 14 mars, une telle hypothèse, la CRI a fait savoir le 15 mars qu'elle a reçu des offres d'achat concernant des actions du groupe Buitoni. Dans les milieux d'affaires milanais on a immédiatement compris le message : après avoir reculé en deux ans le groupe Buitoni (racheté en 1985 après une bataille avec le Français BSN), la CRI semble prête à réaliser ces actifs. En 1986, le groupe Buitoni réalisait un chiffre d'affaires de 1 624 milliards de lire avec un bénéfice de 79 milliards. Au premier semestre 1987, les ventes ont déjà atteint 852 milliards de lire. Bien placés dans les secteurs des plats cuisinés à base de pâtes, dans les surgelés (avec Devigès) et le chocolat, Buitoni n'est cependant pas assez international... elle constitue en revanche un complément très logique pour la gamme de Nestlé.

D. Py.

Bull, Jeumont-Schneider et SPIE s'associent dans les « immeubles intelligents »

Un constructeur informatique, Bull, un fabricant de matériels téléphoniques, Jeumont-Schneider Télécommunications (filiale de l'Alcatel) et un groupe du bâtiment, SPIE-Batignolles, ont annoncé, le mardi 15 mars, la création d'une société commune, Osiel, dont le capital est partagé respectivement à 34 %, 33 % et 33 %. L'objectif est de mettre en place des câbles d'immeubles reliant les ordinateurs et le téléphone. Grâce à ce réseau interne (préinstallé dans les bâtiments neufs), les différents terminaux (micro-ordinateurs, télex, copieurs, téléphone, minitel, etc.), même s'ils sont de marques différentes, pourront converser entre eux et avec l'extérieur de façon régulière et économique.

IBM s'était associé à Bouygues, en octobre 1987, pour créer IB 2 Technologies sur le marché de ces immeubles dits « intelligents ».

● Aggrandissement du parc des expositions de Villepinte. — La troisième tranche du parc des expositions de Villepinte, au nord de Paris, a été officiellement présentée le 15 mars au siège de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris par son président, M. Philippe Clément. Elle sera constituée par quelque 47 000 mètres carrés de surface utile, portant la superficie totale du parc des expositions à 184 000 mètres carrés, le tout sur un même niveau. D'un coût global estimé à 440 millions de francs, ce bâtiment, dont le maître d'ouvrage est la Société immobilière du Palais des congrès (SIPAC), est destiné à accompagner la croissance rapide du nombre de salons : la SIAL (Salon international de l'alimentation), celui de l'emballage, ou encore le SICOB

NOMINATIONS

M. Yves Barsalon devrait devenir président de la Caisse nationale de crédit agricole

Deux assemblées générales (une extraordinaire et une ordinaire) de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA), prévues le 9 avril prochain, ont pour objet de nommer, en tant que président de la Caisse nationale de crédit agricole, M. Yves Barsalon, Jean Barard, René Bessagot, Paul Cabaret, Alain Delaunoy, Marcel Deneux, Lucien Douroux, André Fontan, Joël Icard, Pierre Perronnet, Jean Simon et Jacques Stéfani y figurant. Seule une caisse régionale, celle de Toulouse, s'est prononcée contre la mutualisation, mais à jusqu'à la fin du mois pour voir sa décision. Selon M. Auberg, directeur de la CNCA, M. Barsalon, actuel président de la Fédération nationale, devrait être élu président, et lui-même devrait être désigné comme directeur général. Les résultats financiers du groupe devraient être stationnaires en 1987, avec 200 millions de francs de résultat courant contre 600 millions en 1986.

● M. Louis Schweitzer nommé directeur financier de Renault. — M. Louis Schweitzer, l'ancien directeur de cabinet de M. Laurent Fabius tout au long de sa carrière ministérielle, prend la direction financière de Renault, dont il assurait l'interim depuis deux mois. M. Schweitzer était jusqu'alors directeur de la planification et du contrôle de gestion à la Régie. Sa nomination intervient à l'occasion du regroupement des deux directions.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture du Val d'Oise Direction de l'urbanisme, du logement et de l'environnement

Par arrêté en date du 19 février 1988, le préfet, commissaire de la République du département des Hauts-de-Seine, et le préfet, commissaire de la République du département du Val d'Oise, ont prescrit dans les communes de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) et Argenteuil (Val-d'Oise), une enquête publique sur le projet de doublement de l'A 15 entre l'A 86 et la RN 311 en application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Cette enquête se déroulera du 14 mars 1988 au 16 avril 1988.

Pendant ce délai, les appréciations, suggestions et contre-propositions du public pourront être consignées sur le registre d'enquête tenu à leur disposition :

- à la mairie de Gennevilliers ;
- à la mairie d'Argenteuil ;
- à la préfecture des Hauts-de-Seine (DDE, bureau des affaires signalées, 23^e étage) ;
- à la préfecture du Val-d'Oise (DULE, 1^{er} bureau)

aux heures habituelles de réception du public.

On pourra également transmettre ses observations par écrit, avant la date de clôture de l'enquête à Monsieur le commissaire enquêteur, au siège de l'enquête (préfecture du Val-d'Oise), qui les annexera au registre.

M. Comilleux Philippe, demeurant 10, rue du Général-Toutain, à Denil-La Barre, a été nommé commissaire enquêteur.

Il se tiendra à la disposition du public :

- à la mairie de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) le mercredi 6 avril 1988, de 13 h 30 à 17 h 30, le vendredi 15 avril 1988, de 13 h 30 à 16 heures.
- à la mairie d'Argenteuil (Val-d'Oise), le vendredi 8 avril 1988, de 13 h 30 à 17 heures, le samedi 16 avril 1988, de 8 h 30 à 12 heures,

afin de recevoir les observations et les déclarations des intéressés.

Les conclusions émises par le commissaire enquêteur seront communiquées à toute personne concernée qui en fera la demande au préfet, commissaire de la République du département du Val-d'Oise, et déposées en mairies de Gennevilliers, d'Argenteuil, aux sous-préfectures de Nanterre, d'Argenteuil, ainsi qu'aux préfectures des Hauts-de-Seine et du Val-d'Oise.

IGS - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



TROISIÈME CYCLE DE MANAGEMENT

10 mois de formation
7 mois de maîtrise en entreprise
• Agir en généraliste de l'entreprise
• Maîtriser les compétences d'une fonction
3 SPÉCIALISATIONS
• Management, finance et contrôle de gestion
• Management de la qualité totale
• Management des ressources humaines et communication
ADMISSION : diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, de gestion, I.E.P., maîtrises) et jeunes cadres.
CONCOURS : avril-juin-septembre.
Renseignements : (1) 47 64 42

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

souhaite recevoir une brochure du 3^e Cycle de Management

Cocher la spécialisation choisie : ☐ Management, finances et contrôle de gestion. ☐ Management de la qualité totale. ☐ Management des ressources humaines et communication.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 60, avenue de Villiers, 75017 Paris
Etablissement privé d'enseignement supérieur

Économie

Mondialisation de l'économie et redistribution des pouvoirs

OPA, le temps des soldes

Avec cette foison d'accords, de fusions d'entreprises, dont les offres publiques d'achat inamicales sont l'expression la plus spectaculaire, chacun sent bien confusément qu'une nouvelle répartition du pouvoir économique s'opère à l'échelle de la planète. Fille du krach du 19 octobre, cette évolution avait commencé avant lui : la délocalisation des multinationales, le vaste mouvement de par le monde des privatisations, les raids, la déregulation des marchés financiers étaient d'autres faces de la mondialisation de l'économie et du nécessaire « repositionnement » qui en résulte pour les entreprises industrielles comme financières.

L'offre publique d'achat de Schneider sur Télémechanique, la tentative de rachat des activités pneumatiques de l'américain Firestone par le japonais Bridgestone, l'OPA d'Hachette sur l'américain Grolier, celle naguère de Grand Met et de Seagram sur Martell ou celle en cours jusqu'au 18 mars de Cerus sur la Société générale de Belgique — et les contre-offensives que ces opérations ont déclenchées — répondent à des objectifs stratégiques clairs. Dans le matériel électrique en France, Merlin-Gérin (filiale de Schneider), Télémechanique, Legrand et Leroy Somer, pour être leaders dans leurs métiers, n'en sont pas moins contraints à la concentration sous peine d'être mangés.

Quant à Framatome, qui a surchampi sur Schneider, elle doit trouver impérativement de nouvelles activités pour compenser la chute de son chiffre d'affaires dans le nucléaire (de 11 milliards de francs aujourd'hui, il devrait tomber à 5 ou 6 milliards dans quelques années).

Dans l'édition, le rapprochement entre le groupe des Presses de la Cité et la CEP, entamant l'hégémonie éditoriale d'Hachette, obligeait cette entreprise, déjà affectée par l'échec de sa tentative pour reprendre TFI, à bouger. Le rachat de Grolier, spécialiste de la vente d'encyclopédies par correspondance, ferait de la société française le numéro un mondial des encyclopédies et le numéro trois de l'édition.

La montée au créneau de Pirelli et de la prudente Michelin contre le japonais Bridgestone pour le rachat des pneumatiques de Firestone — dans une activité où la concentration est forte depuis des années — est elle aussi d'abord défensive : il faut grossir ou périr, mais aussi empêcher les autres de grossir — surtout s'ils sont japonais et dans des activités para-automobiles — pour moins souffrir plus tard.

Ainsi le mouvement actuel apparaît bien comme une concentration inévitable face à la mondialisation et, pour les Européens, aux échéances de 1992 (ce qui explique qu'ils soient plus présents qu'auparavant), comme la restructuration nécessaire de certaines activités (dans l'énergie par exemple). Il résulte aussi de la dispersion trop grande du capital des entreprises — pas plus forte en France que dans les pays voisins — comme le montre la Générale de Belgique, et du poids encore excessif des entreprises familiales. Comment, par exemple, la cinquantaine de membres de la famille propriétaire de Martell — une société affectée par la baisse du dollar et une diversification ratée dans les parfums — auraient-ils résisté, avec leurs 41 % de parts inégalement réparties, aux sirènes du canadien Seagram, prêt à racheter l'entreprise de cognac trois fois son prix ?

Cette évolution souligne le problème des successions : la vente naguère par Francine Gomez de

Waterman à l'américain Gillette, celle des Echos au britannique Pearson par Jacqueline Beytout, si elles répondaient à l'intérêt souvenant et trébuchant des vendeurs, avaient bien cette raison première, tout comme la cession par M. Mantet de Moulinex à ses cadres. Quand on sait que le quart des entreprises françaises de cinquante à neuf cents salariés va, d'ici à 1990, changer de patron du fait de l'âge des capitalistes, cela ne laisse pas d'inquiéter.

Mais ces raisons industrielles préexistaient au krach du 19 octobre. Celui-ci, en réduisant le prix des entreprises, a multiplié les occasions. Comme le dit un banquier de la place : « On est dans une période de soldes. Il est admis qu'une OPA doit se faire 30 % au-dessus des cours de Bourse. Or ceux-ci sont encore aujourd'hui inférieurs de 30 % à 35 % à ce qu'ils étaient il y a six mois ».

La purge ?

Le krach n'a d'ailleurs pas — en soi — été la purge prévue, et, comme la rentabilité des entreprises progresse, l'on voit mettre en jeu des sommes considérables : près de 9 milliards de francs dans chaque camp pour la Générale de Belgique, 6 milliards pour Firestone, près de 5 milliards pour 51 % de Télémechanique, 2,4 milliards dans l'état actuel de l'offre pour la prise de Grolier par Hachette, 1 milliard pour Bénédicte, une entreprise dont le chiffre d'affaires est de 650 millions et les profits pratiquement nuls.

Ainsi, si la chute des cours a facilité les OPA, cela n'empêche pas les achats de se faire à des prix absurdes qui menacent les repreneurs comme le repris. « On s'était fixé un plafond de 4700 F pour Télémechanique », dit-on chez Framatome, où l'on reconnaît que, au cours actuel de l'offre (5800 F et peut-être demain 6100 F), « la rentabilité de l'investissement ainsi réalisé ne sera possible que si tout marche bien pendant de longues années ».

Dans ce qui est bien une guerre par d'autres moyens, l'argent ne compte plus guère. « Les milliards, il suffit de se baisser pour les trouver », affirme Didier Pincus-Valenciennes, le patron de Schneider. Les inimitiés entre les hommes (pour ne pas dire les haïnes) et les impératifs stratégiques jouent un rôle plus essentiel, tandis que, comme dans toute guerre, la troupe — les salariés — n'a qu'à se taire. Même si le personnel de Télémechanique ou celui de Rhin-Rhône, entreprise de distribution de produits énergétiques courtoisée par Vincent Bolloré, ne l'entend pas ainsi.

Un capitalisme apatride

La bataille pour la Générale de Belgique, avec la susceptibilité blessée du gouverneur Lamy mais aussi celle du président de Suez, M. de La Genière, dernier prévenu de l'OPA lancée par Cerus dont la Compagnie est l'un des principaux actionnaires, avec les trinités de tout ordre, en est le plus bel exemple. Tandis que Suez et ses alliés belges cherchent un patron et bétonnent juridiquement leur alliance — guerre de tranchées sur une position forte — le clan De Benedetti joue tout à la fois du même registre (en escamotant l'hypothétique indiscipline de vote de Lessus et de Boerebond lors de l'assemblée générale du 14 avril), mais aussi de la guerre de mouvement. La vente de Paragins et de Buitoni à Nestlé, nécessaire pour obtenir du cash (mais que diront le Crédit agricole et M. Balladur si Buitoni-France est cédée ?) devrait intervenir. Mais elle sera présentée comme un accord européen avec l'entrée de Nestlé dans Euro 92, la société holding récemment créée par Carlo De Benedetti pour porter des actions de la Générale de Belgique. Et une alliance actuellement négociée entre Olivetti et Philips, si elle débouchait, viendrait montrer où sont les industriels, les européens et le dynamisme. Une manière de tenter de faire pencher la balance psychologique, sinon du point de vue comptable, et d'être en meilleure position lors de l'inévitable armistice.

Ce mouvement qui manifeste l'émigration croissante de l'industrie et de la finance, puisqu'il faut être capable de lever des sommes folles en peu de temps pour attaquer comme pour défendre ses activités industrielles, montre un capitalisme plus que jamais apatride. Un Italien se sert d'une société française pour tenter de prendre le contrôle d'un holding qui a la haute main sur une

partie vitale de l'économie belge. Un canadien prend le pouvoir d'une entreprise française (Martell) pour profiter de son réseau de vente en Extrême-Orient. Comme si le capitalisme longtemps associé aux États, au dix-huitième siècle où les vrais financiers maniaient les deniers publics, au dix-neuvième siècle où leur alliance a donné le colonialisme, s'en éloignait. A marché mondial, stratégies mondiales.

Ce cosmopolitisme a d'ailleurs réveillé des réflexes nationalistes, réels ou intéressés. On se souvient de M. Lamy, le gouverneur de la SGB, clamant : « Nous ne voulons pas que la Belgique devienne un pays colonisé ». On voit aujourd'hui M. Balladur s'opposer à la vente des Echos à un groupe britannique sans le moindre fondement juridique (comme il l'avait fait, en vain, pour Valéo vis-à-vis de M. De Benedetti). Aux États-Unis même, Kodak a voté au secours de Sterling Drug, un laboratoire américain attaqué par le suisse Hoffmann-La Roche, et Sanofi a échoué sur une entreprise américaine dans sa tentative de prendre le contrôle de Robins. Dans ce pays où les investissements étrangers ne subissent aucune contrainte et où plusieurs centaines de milliards de dollars d'actifs américains (entreprises, banques, hôtels, immeubles) ont été achetés par des étrangers depuis cinq ans, le Congrès s'interroge sur la nécessité d'un contrôle ou sur celle d'obtenir, des pays étrangers, une ouverture aussi grande que celle de leur propre marché. Et un sondage de l'organisme Smick-Medley réalisé fin janvier montre que la population américaine est favorable à 78 % à une limitation des investissements étrangers.

Un peu partout les OPA, la forme la plus spectaculaire de ces restructurations, poussent à de nouvelles réglementations. M. Balladur a ainsi souhaité, le 14 mars, la mise en œuvre par la Chambre syndicale des agents de change et par la Commission des opérations de Bourse, de dispositions telles que les intentions des initiateurs d'offres soient clairement connues et que les agresseurs puissent mieux se défendre (par une augmentation de capital). Aux États-Unis, la Cour suprême, par un arrêt rendu le 7 mars dans l'affaire Basic, a estimé nécessaire un renforcement de l'information des actionnaires sur les tractations préliminaires à une fusion d'entreprises. Et en Belgique le gouvernement, qui, démissionnaire, expédie les affaires courantes, n'en a pas moins jugé indispensable de pousser une loi sur les OPA que le Parlement pourrait adopter cette semaine.

Un vaste arsenal

Dans le même temps l'on voit fleurir dans les sociétés qui se savent menacées ces « pitules empoisonnées » qui doivent décourager l'adversaire. L'arsenal juridique français par exemple est déjà vaste pour les entreprises prévoyantes. Pour connaître son actionnariat la loi sur l'épargne a fixé le seuil de publication de la possession d'actions à 5 %. En outre, les entreprises peuvent prévoir la déclaration obligatoire de toute détention de capital supérieure à 0,5 % (ce qu'a fait par exemple Saint-Gobain et ce que feront les laboratoires Delalande en avril et L'Air liquide en juin), avoir recours à un système de titres nominatifs ou instituer des titres au porteur.

Les dispositions législatives sur le droit de vote renforcent aussi la position des dirigeants en place, avec le droit de vote double ou le régime, unique au monde, des certificats d'investissement qui permettent à une société d'augmenter son capital sans octroyer de droits de vote aux nouveaux actionnaires. Enfin, la loi française autorise l'autocritère (avec droit de vote à hauteur de 10 %) et, sous certaines conditions, le rachat de ses propres actions pour les détruire (ce qu'a fait Pernod-Ricard).

Comme, en outre, la loi est restrictive pour les concentrations anticoncurrentielles, dans les secteurs intéressant la sécurité publique ou la défense nationale, pour les entreprises de presse et de communication audiovisuelle, pour les établissements bancaires et à l'égard des investisseurs étrangers non membres de la Communauté européenne, les défenses sont déjà nombreuses.

S'il est légitime de mettre à égalité l'agresseur et l'agressé (une insuffisance manifestée dans le dossier de la Télémechanique), de défendre l'intérêt des actionnaires et du marché (décision de la Chambre syndicale des agents de change dans l'affaire Martell pour obliger Seagram à passer par la Bourse et non par un acte privé avec les dirigeants français), il ne faudrait pas que chaque OPA inamicale — sans doute la manière la plus chère et la moins efficace (mais quelquefois la seule) de prendre le contrôle d'une entreprise — soit l'occasion d'une refonte des textes.

Car les offres publiques, si elles ne sont pas le seul moyen d'action des entreprises — l'Allemagne fédérale et surtout le Japon n'y ont prati-

quement pas recours, ce qui ne les empêche pas d'être à l'origine de nombreux accords et les plus grands investisseurs des dernières années — ont un rôle économique important. Même si l'on ne peut ignorer le traumatisme qu'elles provoquent dans le corps social qu'est une entreprise.

D'abord elles donnent une juste importance à l'ensemble d'un actionnariat trop souvent négligé par les dirigeants d'entreprise. Jamais la Générale de Belgique n'a pris autant de soin de ses actionnaires depuis cent soixante-cinq ans qu'elle existe, et Suez est partie à son secours parce qu'elle y a vu le moyen de renforcer son propre tour de table. Elles offrent en plus l'occasion d'une très bonne affaire pour le petit actionnaire si choyé aujourd'hui par nos gouvernants.

Mais surtout elles sont la sanction d'une mauvaise gestion. Les salariés, — ouvriers et cadres — qui ont depuis dix ans payé du chômage ou de préretraites la gestion catastrophique ou l'imprévoyance de leurs dirigeants dans de nombreux secteurs d'activité, ne devraient pas s'émouvoir outre mesure de ce que la sanction remonte jusqu'au sommet. Ce qui choque dans l'OPA sur la Télémechanique, c'est que la gestion industrielle de M. Jacques Valla, son patron, a été excellente. Tout au plus peut-on lui reprocher d'avoir négligé l'aspect capitaliste de son entreprise. Ce qui fait dire à nombre de patrons aujourd'hui : « Il n'y a pas de remède absolu contre les OPA : la meilleure défense c'est une gestion optimale tant industrielle que financière. » N'est-ce pas là le souhait de tous ?

BRUNO DETHOMAS.



NICE

680 F*

ALLER-RETOUR

Tarif aller-retour au départ de Paris valable du 31 mars au 1^{er} octobre 1988 sur vols désignés.

Spécial forfait avion aller-retour au départ de Paris plus une nuit d'hôtel : 870 F.

Conditions particulières de vente et de transport. Prix susceptibles de modifications en fonction de la réglementation en vigueur.

✚ Taxe 6 F.

AIR FRANCE

en mars dans

Ordinateurs & BANQUE

BANQUE LA HENIN
BARCLAYS BANK
CREDIT IMMOBILIER
CREDIT LYONNAIS
MANTIS
OM FRANCE
SOCIETE GENERALE

le numéro 35 FF

مقداد من الاموال

Marchés financiers

هذه هي الاموال

Sur le front des OPA

L'Air liquide détient 33,7 % d'Oxygène liquide

L'Air liquide, numéro un mondial des gaz industriels, ne batte pas les bras dans la lutte qui l'oppose à l'américain Air Products pour prendre le contrôle de la société strasbourgeoise Oxygène liquide. Tandis que son rival s'est rendu maître de 56 % du capital de la firme convoitée, le groupe français est parvenu à prendre la majorité de blocage, en portant sa participation de 31 % à 33,7 %. Cette position pourrait lui donner voix au chapitre dans les décisions stratégiques qu'Air Products pourrait prendre en qualité de propriétaire.

Saint-Gobain augmente le prix proposé pour Certainteed

Saint-Gobain a annoncé qu'il portait de 41 dollars à 47,5 dollars par action le prix de son offre d'achat sur la part du capital (43 %) qu'il ne détient pas encore dans sa filiale américaine Certainteed. La nouvelle proposition a été approuvée par le conseil d'administration composé de six membres indépendants du conseil d'administration de Certainteed, créé pour apprécier les termes de cette offre. Mais elle reste soumise à la notification du conseil financier de ce conseil spécial, Goldman Sachs.

Par cette opération, Saint-Gobain cherche à obtenir une flexibilité plus grande pour réaliser une acquisition aux Etats-Unis (le Monde du 27 février).

Firestone cherche une solution à l'offre de Pirelli

La direction du groupe américain Firestone, quatrième grand fabricant mondial de pneumatiques, a fait savoir qu'elle s'efforçait de trouver une solu-

tion à la contre-OPA de 1,86 milliard de dollars lancée par la firme italienne Pirelli (le Monde du 8 et 9 mars) pour faire déchoir l'accord de rachat conclu avec le japonais Bridgestone pour 1,25 milliard de dollars.

Elle a demandé à ses actionnaires de ne pas répondre à l'offre de Pirelli (53 dollars par action) tant que son conseil ne se serait pas prononcé. Ce dernier devrait se réunir une nouvelle fois avant la fin de la semaine. Une renégociation de l'accord avec Bridgestone fait partie des éventualités.

Les Koweïtiens détiennent plus de 22 % de BP

La Koweït a encore accru sa participation dans British Petroleum (le Monde du 13-14 mars) : le Koweït Investment Office (KIO) a acheté en Bourse de nouvelles actions de BP, ce qui lui a permis de porter sa participation de 21,25 % à 22,068 %. La KIO, rappelle-t-on, a indiqué qu'il avait l'intention de porter à 22,5 % sa participation dans la compagnie pétrolière.

F. V.

La COB confirme les carences de gestion de la charge Baudouin

Alors que le syndicat de la Compagnie des agents de change devait recevoir, mercredi 16 mars, des représentants des salariés de la société de bourse Louis-Baudouin pour évoquer la suspension provisoire d'activité de leur charge (le Monde du 16 mars), la Commission des opérations de Bourse a apporté implicitement confirmation, dans son bulletin mensuel, des carences de gestion dénoncées par les autorités du marché.

Au terme d'une enquête, la COB a constaté que « deux salariés de la charge Baudouin avaient effectué à leur profit des opérations graves et anormales » sur des titres Aux Trois Quartiers à la fin du mois de septembre 1985. Ces responsables, en utilisant les ordres des clients, ont réalisé un profit personnel de 182 000 F pour l'un et de 154 000 F pour l'autre (hors frais). La COB souligne que bien que l'affaire ait été connue des responsables de la charge, aucune mesure de redressement n'avait alors été prise. Compte tenu de ces faits, elle a demandé le 5 janvier à la Chambre syndicale

des agents de change « de prendre des sanctions disciplinaires contre le titulaire de la charge Baudouin ».

D'autre part, les avocats des responsables de la charge Baudouin devraient entamer prochainement une action en référé contre le syndicat des agents de change, M. Xavier Dupont, à qui ils reprocheraient « le parachutage des lois » dont il aurait usé pour motiver sa décision de suspension de la charge. Il se serait basé à la fois sur l'ancienne loi sur la Bourse et sur la nouvelle, de janvier 1988, qui la remplace mais dont les décrets d'application n'étaient pas publiés. Cette action, si elle aboutissait, pourrait faire reporter la décision de suspension. La charge devrait également intenter une action en justice contre la société de remise IPGF qui lui aurait laissé une « ardoise » de plus de 100 millions de francs.

De son côté, la police suit de près cette affaire, supposant, semble-t-il, la charge Baudouin d'entretenir des liens avec le « milieu ».

D. G.

PUBLICATION JUDICIAIRE

La 1^{re} chambre du Tribunal de grande instance de Paris, par jugement du 17 décembre 1986, confirmé par arrêt de la 1^{re} chambre de la cour d'appel de Paris en date du 15 février 1988, a condamné la SARL PRESENT et M. Emmanuel Allot dit François Brigneau à verser solidairement 15 000 F de dommages-intérêts à M^{me} Anne Sicclair pour avoir employé dans le numéro 1055 de ce journal des termes injurieux à son égard.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

1^{ère} Oblig

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

Le conseil d'administration qui a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987 proposera à l'assemblée générale qui sera réunie sur première convocation le 25 mars 1988 (et à défaut de quorum sur deuxième convocation le 12 avril 1988), de fixer le dividende net de l'exercice 1987 de la SICAV à 622,73 francs par action assorti d'un crédit d'impôt de 2,19 francs portant son montant global à 624,92 francs.

Pour l'actionnaire personne physique relevant de l'impôt sur le revenu, le dividende distribué par la SICAV PREMIERE OBLIG se décompose comme suit :
- revenus d'obligations françaises non indexées à concurrence d'un montant de 569,92 francs assorti d'un crédit d'impôt de 2,19 francs ;
- autres revenus à concurrence d'un montant de 52,81 francs sans crédit d'impôt.

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, ce dividende sera détaché et mis en paiement le 15 avril 1988.

SIÈGE SOCIAL : 56, RUE DE LILLE - 75007 PARIS
BUREAUX : 5, AVENUE DE L'OPERA - 75001 PARIS - TEL. : (1) 49 27 04 51

NEW-YORK, 16 mars

Calme et irrégulier

Wall Street n'a pas tenu ses promesses. Sa reprise du début de semaine n'a pas tenu. La tendance est redevenue très irrégulière. Après avoir évolué de part et d'autre de son niveau précédent, l'indice Dow Jones des Industrielles s'est établi à 2 047,41 (- 2,65 points). Le bilan de la journée est très légèrement positif. Sur 1972 valeurs traitées, 775 ont monté, 724 ont baissé et 473 n'ont pas varié. Les professionnels n'ont pas paru s'émouvoir de ce coup de frein à la hausse. Selon eux, le marché restera dans l'expectative tant que les données sur la marche de l'économie ne seront pas connues. Il s'agit en l'occurrence des résultats du commerce extérieur pour le mois de janvier. Nul ne sait en outre comment se déroulera la fameuse journée des « trois sorcières », du 18 mars (triple échéance trimestrielle à terme des indices, des actions et des options). Les courants d'affaires sont restés très minces, témoignant, s'il en faut, de la prudence générale. Au total, 133,17 millions de titres ont changé de mains contre 131,89 millions la veille.

VALEURS	Cours du 14 mars	Cours du 15 mars
Alcoa	46 1/4	46 1/4
Allegiant	28 3/8	28 3/8
A.T.T.	28 3/8	28 3/8
Bausch	47 7/8	48 3/4
Celanese	60 1/4	60 1/4
Du Pont de Nemours	97	96 3/4
Eastman Kodak	43 3/8	43 3/8
Exxon	38 1/4	38 1/4
Ford	44 1/4	43 7/8
General Electric	44 3/4	43 3/4
General Motors	41 1/8	41 1/8
Goodyear	60	61 3/4
I.B.M.	115 5/8	114
Johnson & Johnson	46 1/8	46 1/8
McKesson	43 5/8	43 5/8
Pfizer	55 1/8	54 1/4
Rockwell	38 1/4	38 1/4
Texas	46 1/4	44 7/8
Union Carbide	26 3/4	24 3/8
Windsor	31 3/8	31 3/8
Windsor	28 5/8	28 5/8
Windsor	57 1/2	57 1/2

LONDRES, 15 mars

Progression

Les cours des valeurs ont enregistré une progression sensible mardi. L'indice FT a gagné 0,7 % à 1 470,4. Le marché était calme et optimiste en début de matinée quelques heures avant la présentation du budget 1988-1989 par le chancelier des Eclésiastiques, Nigel Lawson. Les espoirs d'un allègement de la fiscalité ont alors particulièrement stimulé le mouvement. Mais les valeurs sont revenues bien au-dessous de leurs plus hauts du jour, car le discours annuel était finalement dénué de surprise pour les investisseurs, et la progression du matin avait été exagérée, l'érosion du volume ayant entraîné le mouvement. « La hausse était basée sur du vide, et ce n'est pas très surprenant que les cours aient baissé après l'euphorie pré-budgétaire », estimait un courtier. Les titres liés au secteur du tabac et des alcools (Allied Lyons, Bass, Whitebread et Rothmans) progressaient fortement à la suite de l'annonce de majorations moins importantes que prévu de taxes sur ces produits.

Sur le front des OPA, Trusthouse Forte gagnait plusieurs pence à la suite de l'acquisition de Kennedy Brooks, et de même Newman Industries progressait dans l'attente d'une OPA en provenance de la société d'ingénierie Suter.

FAITS ET RÉSULTATS

Peugeot Cycles : retour aux bénéfices en 1988. - Peugeot Cycles (groupe PSA) (fabrication et vente de bicyclettes) pense dégager un résultat net positif en 1988. En 1987, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 606 millions de francs, sans compter les filiales étrangères (504 millions). Les prévisions de vente pour 1988 portent respectivement sur 639 millions de francs et 623 millions.

Peugeot Cycles est devenu autonome depuis la restructuration en novembre 1987 du groupe Cycles Peugeot. Celle-ci s'était traduite par la scission en trois sociétés des activités cycles, cyclomoteurs et équipements automobiles, fédérées ensuite dans le groupe Equipements et composants pour industrie automobile (ECIA).

Peugeot Cycles a vendu 875 700 bicyclettes en 1987, dont 55 % à l'exportation. La firme compte atteindre 960 000 unités en 1988, dont 63,6 % à l'exportation. Peugeot Cycles avait enregistré des pertes sensibles en 1986, selon des résultats reconstruits pour la période antérieure à la restructuration. Il a dépassé l'objectif fixé pour 1987, qui était de diviser par deux le déficit. Peugeot Cycles entend consolider sa place de leader sur le marché français du cycle (17 % du marché) et se concentrer sur le moyen et le haut de gamme.

Cinq banques détiennent 16,37 % de DMC. - Les cinq banques qui ont participé à l'augmentation de capital de 407 millions de francs de Dufilux Mieg et C^o (DMC) précèdent qu'elles détiennent ensemble le capital de la société Textile Investissement

PARIS, 16 mars

Nul

Il y a des fuites à la Bourse de Paris. On le subodorait. Confirmé. Ce mercredi, il planait sur le parvis, non loin de l'ancienne corbeille. Heureusement que cet événement s'est produit. La séance a été dénuée de tout intérêt. Pour le système tout, le marché a rejoint le filin lamentable de l'effacement dans le désert. A la clôture, l'indice des valeurs françaises s'est établi à 2 047,41 (- 2,65 points), nous a-t-on dit, désabusé, un ancien agent de change, qui relate seulement dans « cette morne plaine » un très léger courant d'activité étrangère. Selon lui, « le facteur politique inhibe tous les initiatives ». Mais, pour un géant de portefeuille, « l'affaire Baudouin jette la suspicion sur toute la profession ». Une chose est certaine : sans guide, la Bourse de Paris colle au plus près des grandes places financières internationales. Ici comme ailleurs, l'attente manuelle des résultats du commerce américain se poursuit. Les professionnels se bornent à expédier les affaires courantes.

L'actualité boursière n'a cependant pas été complètement creusée. Il y a d'abord eu la contre-OPA d'Equinor sur Rhin-Rhône à 1500 francs par action (Bolloré en offre 1 100 francs). Puis est venue la nouvelle surmenage de Fraternité sur l'élémentaire, dont la cotation a dû être ramenée à 228,76 points à la clôture (+ 0,9 %) et s'établissant à 25 704,43. Les grands fonds de placement ont très largement contribué par leurs achats à entretenir un optimisme quelque peu déraisonnable d'un déficit commercial américain plus important que prévu. Une fois encore, les valeurs fortement capitalisées ont mené le bal, telles les sidérurgiques et les chantiers navals. Les automobiles, les textiles de cuirage et l'électronique légère ont été fermes.

L'activité s'est accrue avec près de 2 milliards de titres échangés contre 1,7 milliard précédemment.

TOKYO, 16 mars

La hausse s'accélère

Amorcée vingt-quatre heures auparavant, la reprise des cours s'est sensiblement accélérée mercredi au Kabuto-cho. En fin de matinée, l'indice Nikkei avait déjà gagné 215,66 points. Il a continué son avance à 228,76 points à la clôture (+ 0,9 %) et s'établissant à 25 704,43. Les grands fonds de placement ont très largement contribué par leurs achats à entretenir un optimisme quelque peu déraisonnable d'un déficit commercial américain plus important que prévu. Une fois encore, les valeurs fortement capitalisées ont mené le bal, telles les sidérurgiques et les chantiers navals. Les automobiles, les textiles de cuirage et l'électronique légère ont été fermes.

L'activité s'est accrue avec près de 2 milliards de titres échangés contre 1,7 milliard précédemment.

VALEURS	Cours du 15 mars	Cours du 16 mars
Asahi	680	618
Daikoku	1 350	1 320
Daikoku	1 110	1 100
Fuji Bank	3 380	3 380
Honda Motor	1 850	1 720
Industrial Bank	2 620	2 620
Industrial Bank	678	675
Sanyo Corp.	1 130	1 220
Toyota Motor	2 380	2 420

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.P.S.A.	228 80	228	La 1 ^{re} de la 1 ^{re}	257	257
Amal & Associés	300	374 80	La 2 ^e de la 1 ^{re}	251	251
Amal	313	313	La 3 ^e de la 1 ^{re}	255	255
B.A.C.	435	435	La 4 ^e de la 1 ^{re}	258 80	258
B. Damsch & Associés	337	337	La 5 ^e de la 1 ^{re}	260	260
B.I.C.M.	620	620	La 6 ^e de la 1 ^{re}	263	263
B.I.F.	480	480	La 7 ^e de la 1 ^{re}	268	268
Bolloré Indemnités	774	774	La 8 ^e de la 1 ^{re}	270	270
Bolloré	774	774	La 9 ^e de la 1 ^{re}	270	270
Calsonic	627	627	La 10 ^e de la 1 ^{re}	270 30	271 70
Cant. Pire	435 80	435 80	La 11 ^e de la 1 ^{re}	270	270
Cardif	1155	1155	La 12 ^e de la 1 ^{re}	270 80	270 80
C.A.L.-de-N. E.C.L.	255	255	La 13 ^e de la 1 ^{re}	270	270
C.A.T.C.	127	125 80	La 14 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
COMEX	255	255	La 15 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
C.E.S.T.	471	471	La 16 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
C.E.S.P.	158	158	La 17 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
C.E.P.-Communication	1140	1140	La 18 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
C.I.I. Information	545	545	La 19 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Chaux d'Origny	480	480	La 20 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
CHLM	282	282 30	La 21 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Chenot	210	210	La 22 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Chenot	480	480	La 23 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	141	141	La 24 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	3304	3408	La 25 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	1191	1191	La 26 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	640	640	La 27 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	117	121 70	La 28 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	400	400	La 29 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	29 40	29 40	La 30 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	414	414	La 31 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	614	614	La 32 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	985	985	La 33 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	230	230	La 34 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	150	150	La 35 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	108	122 30	La 36 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	124 80	124 80	La 37 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	100	100	La 38 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30
Daimler	218	218	La 39 ^e de la 1 ^{re}	270 30	270 30

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 15 mars 1988

VALEURS	FRUX	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Max	Min	Max	Min
DF-Agribusiness	240	25,40	25,40	25,40	25,40
Lafarge-Capex	1 280	9,30	9,30	9,30	185
Michelin	140	44	44	44	44
MSA	1 300	16	16	16	148
Parifair	280	24,90	24,90	24,90	15
Peugeot	920	25	25	25	66
Saint-Gobain	340	16	16	16	16
Thomson-CSF	152	18	18	18	12

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 15 mars 1988
Nombre de contrats : 37 347

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 88	Jun 88	Sept 88	Dec 88
Dernier	102,60	101,45	100,45	100,45
Précédent	102,25	100,20	100,20	100,20

Options sur régional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Jun 88	Sept 88	Jun 88	Sept 88
100	2,15	2,15	1,13	1,13

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,68 F		PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)	
La hausse du dollar s'est poursuivie mercredi 16 mars sur toutes les places financières internationales. Le billet vert a notamment valu 5,681 F (contre 5,6552 F). L'activité a été normale. Cependant, le franc français s'est de nouveau affaibli contre le DM, qui a coté 5,4025 F (contre 5,3980 F).		14 mars 15 mars	
FRANCOFORT 15 mars 16 mars		Valeurs françaises : 184,8 184,2	
Dollar (en DM) : 1,660 1,670		Valeurs étrangères : 187 187,9	
Tokyo 16 mars 16 mars		C ^o des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)	
Dollar (en yen) : 127,25 127,40		Indice général : 294,9 294,7	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		NEW-YORK (indice Dow Jones)	
Paris (16 mars) : 748 73/8		14 mars 15 mars	
New-York (15 mars) : 614 43/8		Industriel : 2 059,06 2 047,41	
		LONDRES (indice Financial Times)	
		14 mars 15 mars	
		Industriel : 1 460 1 470,40	
		Mines d'or : 245,3 245	
		Fonds d'Etat : 90,76	
		TOKYO	
		15 mars 16 mars	
		Nikkei Dow Jones : 25 704,43 25 704,43	
		Indice général : 2 049,30 2 049,30	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEPT MOIS	
	+ ou -	Reap.	+ ou -	Reap.	+ ou -	Reap.	+ ou -	Reap.
SE-U	5,620	5,620	+ 45	+ 58	+ 180	+ 125	+ 310	+ 290
S (en %)	4,5165	4,5225	- 36	- 11	- 53	- 16	- 148	- 49
Yen (100)	4,457	4,4585	+ 113	+ 137	+ 255	+ 289	+ 832	+ 933
DM	3,399	3,4032	+ 119	+ 137	+ 249	+ 275	+ 770	+ 843
Mark	3,6264	3,6291	+ 94	+ 104	+ 192	+ 209	+ 584	+ 646
FR (100)	16,5465	16,2622	+ 210	+ 223	+ 444	+ 393	+ 1,465	+ 1,897
FS (100)	4,1118	4,1169	+ 210	+ 223	+ 416	+ 387	+ 1,465	+ 1,897
L (1 000)	4,5041	4,5068	- 36	- 12	- 59	- 22	- 99	- 31
£	10,691	10,5183	- 98	- 57	- 172	- 183	- 453	- 204

Cours relevés
1.1.1.22

Comptant	SICAV	15/3
----------	-------	------

COMPTANT (section)									COTÉ (section)									1979		
VALEURS	\$	%	VALEURS	Cours	Décler	VALEURS	Cours	Décler	VALEURS	Cours	Décler	VALEURS	Emission	Rachat	VALEURS	Emission	Rachat	VALEURS	Emission	Rachat

Banque Hydro-Energie	212	202	Sanofi-Synthelabo	1103 97	1053 91	NOO-Rhône	1043 52	1043 19	Unipelec	614 52	777 58
Caléophas	100	160	Saint-Marcel	1101 63	1051 68	Nico-Siam	11189 07	11189 07	Un-Rhône	2267 71	2272 48
C.E.M.			Esso	8804 79	8773 15	Nico-Vallée	008 23	592 01	Univert	2262 38	2167 98

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché → d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

: marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Les affrontements dans les territoires occupés par Israël et la visite de M. Shamir à Washington. 3 Les obsèques des trois membres de l'IRA tués à Gibraltar. 6 L'Inde face au terrorisme sévère.	7-8 La campagne présidentielle dans la majorité : M. Barre au Bourget et M. Pasqua à Brest. 9 Le feuilleton du septennat.	10 Défense : M. Mitterrand réaffirme ses prérogatives sur l'emploi de l'armement nucléaire. 12 Éducation : le « collège unique » n'existe pas. 13 Médecine : un médicament efficace contre l'ostéoporose.	15 à 17 La saison de la mode à Paris, Milan et Londres : les étapes de l'effet Lacroix. 19 à 22 L'inauguration du Palais de Tokyo : un nouvel espace pour le cinéma et la photographie. 18 Les expositions.	31 La présentation du budget britannique. 32 La bataille autour de la Généralité de Belgique. 33 La mondialisation de l'économie et la vague des marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 28-29 Cartes 14 Météorologie 30 Mots croisés 30 Radio-télévision 30 Spectacles 23 à 25	● Chaque matin, 10 h 30, le mini-journal de la rédaction JOUR. ● Présidentielle : J-40 R. Barre monte au créneau ELEC. Actualité, International, Bouze, Abonnements, Télématel, Campus. 3615 Taper LEMONDE

Le terrorisme dans l'île

Corse : une responsabilité collective ?

AJACCIO
de notre correspondant

La population de la Corse doit-elle mettre elle-même fin au terrorisme et en a-t-elle les moyens ? A entendre le premier ministre et son ministre de l'Intérieur, la réponse à la question devrait être affirmative.

« Je souhaite vraiment que nos compatriotes corse comprennent qu'il est temps, grand temps, de s'associer par civisme et par sens national, à l'effort engagé par le gouvernement et les forces de l'ordre pour prendre les terroristes », (Jacques Chirac, discours de Poitiers, le 8 mars).

« Je voudrais que l'on cesse d'attendre des miracles de l'Etat : nous devons également participer, et pas seulement par des manifestations ou des déclarations. Les plastiques, nous les connaissons tous ; vous comme moi. Mais nous ne les arrêterons que lorsque nous aurons décidé, les uns et les autres, que cette pantalonade a assez duré. Les véritables défenseurs de la République, ce ne sont ni les gendarmes ni les CRS : c'est le peuple et ses élus. Il faut se débarrasser de ce tabou séculaire qui veut que nous ayons une certaine sympathie pour les marginaux. Nous sommes tous, sauf des lâches. Le moment est venu de le prouver. » (Charles Pasqua, discours devant le conseil général de la Haute-Corse, le 15 juin 1987).

Parce qu'il est candidat à la présidence de la République, le propos du premier ministre a reçu dans l'île un écho dont le mot que l'on puisse dire est qu'il est défavorable.

« Interpeller ainsi tout un peuple, c'est une sommation qui s'apparente à une mise en accusation. On voudrait provoquer des réactions dangereuses dans l'opinion continentale à l'égard des Corses qui vivent à Paris, à Marseille ou ailleurs, que l'on ne s'y prendrait pas autrement », déclarent les fédérations insulaires du PCF.

Parlant le lundi 14 mars à Ajaccio, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, a nettement exprimé son refus de « participer d'une volonté de culpabilisation collective, car le terrorisme existe aussi sur le continent ». Au cours de la même réunion, M. Nicolas Alfonsi, député de la Corse-du-Sud (apparenté PS), est allé plus loin en affirmant que, « faute de réflexion collective, le gouvernement veut masquer son échec dans la lutte antiterroriste en imputant une responsabilité collective à la communauté corse ». Il a déclaré notamment : « Prendre que tout le monde connaît tout le monde, suggère que la population a ainsi la preuve de délits ou crimes commis, relève de l'hypocrisie ou de l'impudence, non d'un exercice rigoureux de ses responsabilités. C'est gonfler d'un trait l'évolution de la société corse depuis vingt ans, nier l'éclatement de ses structures sociales, se replonger dans la Corse endormie et rurale des années 50, que d'affirmer que toute la Corse connaît les auteurs de bombes ».

Dès lors, pour M. Alfonsi, « ou bien le gouvernement ne sait parfaitement, et il désigne, avec tous les dangers que cela comporte, la communauté corse à la réprobation nationale ; ou il croit sérieusement à ce qu'il dit, mais alors sa méconnaissance de celle-ci empêche sa condamnation ou, au contraire, les succès ponctuels — qui ne sont pas

une fin en soi — qu'il a pu obtenir dans sa lutte contre le terrorisme ».

Afin de lever toute équivoque sur l'interprétation éventuelle de ces déclarations, M. Jospin et M. Alfonsi n'avaient pas manqué d'exprimer la nécessité absolue de lutter contre le terrorisme, qui appelle « les rigueurs de la loi républicaine ». Les nationalistes qui manifestaient devant l'entrée du château en distribuant des tracts ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, reprochant à M. François Mitterrand de « n'avoir tenu aucune de ses promesses » et l'accusant d'avoir rendu la répression « omniprésente » après l'annexion de 1981 en envoyant en Corse le préfet de police Robert Broussard.

Il est évident que cette île est malade d'un terrorisme qu'elle réprouve dans son immense majorité, mais c'est un bien étrange sophisme que de prétendre transformer les victimes en coupables. Ainsi, les « analyses » de l'âme corse sur l'éternel fond mériméen, les parallèles avec l'« omeria » sicilienne, les explications laborieusement apportées sur les ondes et dans la presse par ceux qui croient connaître les Corses, suscitent dans l'île une irritation grandissante. Ici comme ailleurs, gendarmes et policiers ne travaillent-ils pas sur renseignements ?

L'opinion prévaut que l'on ne combat pas la violence en tentant de la justifier par la responsabilité collective de ceux qui, directement ou indirectement, en pâtissent.

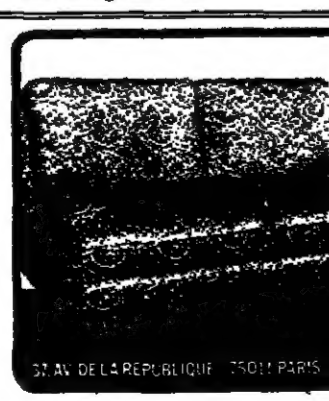
PAUL SILVANI

Elf-Aquitaine lance une contre-OPA sur Rhin-Rhône

Elf-Aquitaine, actionnaire principal de Rhin-Rhône (39,6 %), a décidé, le mercredi 16 mars, de lancer une offre publique d'achat concurrente sur cette entreprise de négoce de combustibles, cible d'une première offre du groupe Bolloré Technologique, qui détiendrait 35,4 % du capital. Le groupe pétrolier propose un prix de 1 500 F par action à comparer aux 1 100 F offerts par Bolloré. Elf se propose de racheter « toute quantité » d'actions Rhin-Rhône.

L'attaque du groupe Bolloré avait été jugée « inamicale » par les dirigeants de Rhin-Rhône. Ceux-ci s'inquiétaient notamment des projets de ce groupe visant à rapprocher ses activités de distribution de combustibles avec celles de Rhin-Rhône.

Dans un premier temps, ELF-France avait accepté de négocier avec l'attaquant et un « protocole d'intention » avait été signé. Mais, selon le groupe pétrolier, Bolloré a refusé d'accepter une date butoir — le vendredi 18 mars — pour conclure définitivement. ELF a donc décidé de s'opposer à l'OPA de Bolloré « pour préserver ses intérêts dans le déroulement de la négociation ».



M. Bernard Pons annonce l'envoi de renforts de police et de gendarmerie en Nouvelle-Calédonie

NOUMÉA
de notre correspondant

M. Bernard Pons a adressé, le mercredi 16 mars à Nouméa, une « mise en garde » à « tous ceux qui voudraient, d'une manière ou d'une autre, perturber » les prochaines élections régionales couplées avec le scrutin présidentiel. « Ceux qui voudraient se lancer dans cette entreprise seront immédiatement arrêtés et déferés à la justice », a expliqué le ministre des DOM-TOM à l'issue d'une visite de vingt-quatre heures en Nouvelle-Calédonie.

Sans vouloir les « dramatiser », M. Pons s'est déclaré « préoccupé » par les récentes déclarations des chefs du FLNKS appelant les militants indépendantistes à « faire déferer par tous les moyens » au nouveau processus institutionnel. Il a indiqué avoir tenu récemment, à Paris, une réunion de travail en présence du haut commissaire en Nouvelle-Calédonie, M. Clément Boubin, et de spécialistes de la sécurité de la gendarmerie et du ministère de l'Intérieur, où « tous les scénarios et toutes les hypothèses furent envisagés ».

Nous avons arrêté, a précisé M. Pons, toutes les dispositions permettant de donner aux forces de l'ordre les moyens de rapidité d'intervention pour neutraliser immédiatement toutes les menaces à l'ordre public, où qu'elles puissent se développer.

M. Pons a ainsi annoncé que les renforts de police et de gendarmerie

Framatome surenchérit pour la reprise de Télémeccanique

Framatome frappe un grand coup dans la bataille qui l'oppose à Schneider pour le contrôle de Télémeccanique : il est prêt à mettre 7 milliards de francs sur la table pour racheter la totalité du capital de l'entreprise.

Le constructeur de chaudières nucléaires propose en effet 4500 francs par action mais offre désormais d'acheter 100 % du capital de Télémeccanique. Son OPA (offre publique d'achat) précédente était à un prix plus intéressant (5800 francs) mais elle ne portait que sur 45 % du capital (soit un débours de 4,1 milliards de francs).

On ne connaissait pas mercredi 16 mars en début d'après-midi la réaction de Schneider, qui avait quarante-huit heures pour prendre une décision. Les cotations de Télémeccanique restaient suspendues.

seront doublés par rapport à ceux qui avaient été dépêchés sur l'archipel lors du référendum du 13 septembre 1987, soit seize escadrons de gendarmes (au lieu de huit) et douze compagnies de CRS (au lieu de six). Cela portera le total des forces de l'ordre à trois mille gendarmes et mille cinq cents policiers.

Le ministre a par ailleurs lancé un « appel au civisme » à tous les élus calédoniens, plus précisément aux maires des trente-deux communes de territoire (dont quinze sont contrôlées par le FLNKS). « Les maires, élus du suffrage universel, averti M. Pons, ont des devoirs mais aussi des responsabilités. Ils doivent être capables d'organiser les scrutins et de présider les bureaux de vote. Si par hasard un maire devait être défaillant il serait dans la minute sanctionné et relevé de ses fonctions, ce qui voudrait dire qu'un renouvellement de 1989 il n'aurait pas le droit de se représenter ».

F.B.

(Lire page 9 les déclarations de M. Tjibaou à Paris.)

Le déficit budgétaire pour 1987 a été de 120 milliards de francs

Le déficit du budget de l'Etat pour 1987 s'est élevé à 120 milliards de francs, soit sensiblement moins qu'il n'avait été prévu (129,3 milliards de francs) lorsque fut votée, fin 1986, la loi de finances 1987. La « bonne nouvelle » a été annoncée, mercredi 16 mars, à l'hôtel Matignon par MM. Chirac, Balladur et Juppé.

« Pour la deuxième année consécutive, a déclaré M. Balladur, les résultats de l'exécution du budget sont meilleurs que les prévisions initiales. Une pareille maîtrise n'avait pas été constatée depuis de très nombreuses années ».

« C'est donc une réduction effective du déficit de plus de 21 milliards de francs qui a été réalisée en 1987, dépassant l'objectif de 15 milliards de francs présenté lors de l'adoption du budget ».

« Le Canard enchaîné » et les séjours de M. Edouard Balladur à Chamonix

Dans son numéro de mercredi 16 mars, le Canard enchaîné affirme que M. Edouard Balladur a occupé gratuitement en 1986 et 1987 à Chamonix (Haute-Savoie), trois appartements dans l'ancien palais du Majestic dont la Société du tunnel du Mont-Blanc est propriétaire. M. Balladur a été président de cette société de 1968 à 1981 avant d'en devenir le président d'honneur. Le Canard enchaîné fait état de plusieurs factures montrant que la société a amélioré le confort de ces appartements et réglé tous les frais occasionnés par les séjours du ministre. Selon l'hebdomadaire, le sociologue Jean Ziegler, conseiller national du canton de Genève, membre du Parti socialiste suisse, vient de poser une question à ce sujet aux autorités helvétiques.

La ville et le canton de Genève déclinent en effet 5 % du capital de

Sur le vif

Suite royale

Ça y est, c'est fait, on déménage. Ils en parlent ce matin, à la conférence. On quitte la rue des Italiens pour aller s'installer l'an prochain dans un ancien garage. Je demande où c'est, question météo. Météo Falguère. Je fonce au service têtes. Là-dessus, ils sont inévitables, les mots. Qu'est-ce que je fais pour aller de Port-Marie à Falguère ? Tu fais pitié. Faut que tu changes ici, puis là, ou alors tu prends à Cité et tu descends à... Bon, ça va, compris, c'est la galère.

Je rentre, l'oreille basse, dans mon trou à rat, et qu'est-ce que je vois, ouvert à la page 3, sur ma machine à écrire ? Le « Canard enchaîné », avec un mot épinglé : ça peut te donner une idée. Tu parles ! Sous prétexte qu'il a été président du tunnel du Mont-Blanc, je ne sais plus quand, Balladur 1^{er} et 2^e Sa Majesté la reine disposent à l'œil et à l'année d'une suite de 200 mètres carrés au Majestic de Chamonix. Flanquée de deux appartements : l'un réservé aux enfants, l'autre aux domestiques du couple royal. Ça, alors !

Je dégingolais ventre à terre au premier étage, l'étage noble,

l'étage des chefs, et je leur balance :

— Dites voir, vous avez prévu quoi, pour moi, dans les nouveaux locaux ?

— Ecoutez, arrêtez de nous souffler dans le cou, tu veux ! On en est encore à distribuer les bureaux et les salles de rédaction. On verra à te casser après. Un chiotte, c'est pas évident, il n'y en aura pas tellement, et un placard, ça paraît difficile, ils seront tous pris par les domestiques, mais, bon, on peut envisager un fond de couloir masqué par un rideau pour pas qu'on te voie trop. Ça requiert d'effrayer les visiteurs.

— Hé ! Hé ! Hé ! vous êtes complètement à côté de la plaque, les enfants ! Non seulement je veux un bureau avec classeur, porte-parapluie, miquette et tout, l'édge une suite au Méditerranée pour plus avoir à prendre le métro. Ben, me regardez pas comme ça. C'est qui, la présidente du tunnel traversé par « le Monde » ? C'est quatre, cinq ans, hein ? C'est BBI.

CLAUDE SARRAUTE.

En 1989

La rédaction du « Monde » s'installera rue Falguère

André Fontaine, directeur du Monde, a annoncé, le mardi 15 mars, au comité d'entreprise, l'aboutissement des négociations en vue de l'implantation de la rédaction et des services qui lui sont liés dans un nouveau site à Paris. Les locaux, d'une surface de l'ordre de 6 000 mètres carrés, situés dans le quinzième arrondissement, rue Falguère, doivent faire l'objet d'aménagements au cours des prochains mois, l'installation de la rédaction étant prévue pour l'été 1989.

Par ailleurs, le Monde est en train d'achever la construction d'un ensemble industriel et de bureaux à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne).

Publicité

L'AACP s'ouvre à la promotion des ventes

L'Association des agences conseils en publicité (AACP), syndicat professionnel qui regroupe la plupart des grandes agences, à l'exception toutefois de celles du groupe Eurocom, s'ouvre aux agences spécialisées. Elle accueille, dans un premier temps, deux agences de promotion des ventes sur le solitaire qui compte la profession : YKA (Yves Kergrohen associé), 23 millions de francs de marge brute (qui est, rappelons-le, le vrai chiffre d'affaires de ces entreprises), et WR (William Rouff), 24 millions de francs.

L'Association des agences conseils en développement commercial (AACDC) qui regroupe une grande partie des agences de promotion conserve sa personnalité, mais la double appartenance reste possible.

L'AACP se prépare à s'ouvrir aux agences de marketing direct et aux agences de relations publiques, et compte intensifier son action auprès des pouvoirs publics, tant français qu'europeens.

Le numéro du « Monde » daté 16 mars 1988 a été tiré à 500 547 exemplaires

MACINTOSH II, C'EST LA PLUS FORTE TÊTE DU CLAN MACINTOSH.

46 900 F HT
Macintosh II 1M.o. disque dur interne 40 M.o.
1 lecteur interne, clavier étendu
écran DIMENSION 19 pouces monochrome
carte vidéo haute résolution IC Products.

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
25, rue du Renard Paris 4 • 42.72.25.26
54 av. du Prado Marseille 8 • 91.37.25.93

MONTRE-TELEPHONE CASIO.

laissez-la faire son Numéro !

Elle garde en mémoire vos 50 numéros de téléphone les plus courants - elle les affiche à la demande - mais surtout, elle les compose pour vous. 699 F

Compatible avec tous les téléphones à fréquence - 29 du parc français.

CASIO LE TEMPS MODERNE

A B C D E F G